

Histoire de la Révolution
russe. T. 1 / Léon Trotsky ;
traduction de Maurice
Parijanine, revue et
approuvée par l'auteur

Trockij, Lev Davydovi (1879-1940). Auteur du texte. Histoire de la Révolution russe. T. 1 / Léon Trotsky ; traduction de Maurice Parijanine, revue et approuvée par l'auteur. 1933-1934.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

1734

LÉON TROTSKY

**HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
RUSSE**

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

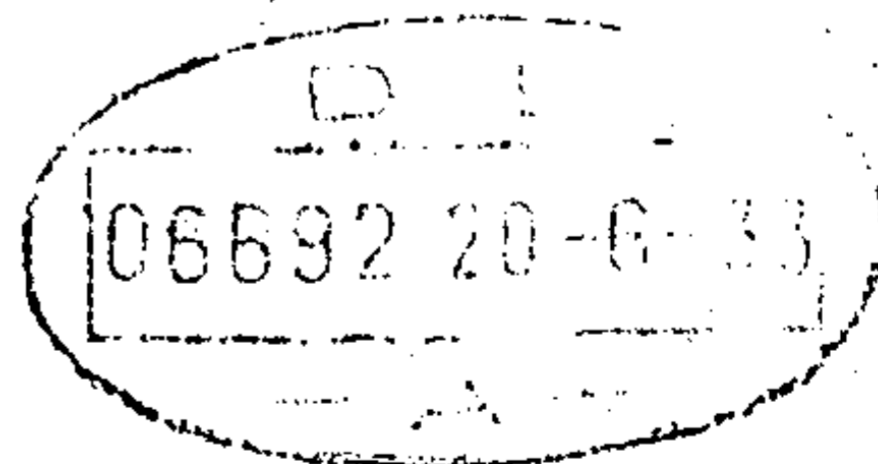
TOME PREMIER

Traduction de MAURICE-PARIJANINE

LES ÉDITIONS RIEDER

HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION RUSSE

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER



8° 4
24 1/2
1

DU MÊME AUTEUR

AUX ÉDITIONS RIEDER :

La Révolution défigurée.

Ma Vie (essai autobiographique), traduction
de Maurice-Parijanine.

I. — 1879-1905.

II. — 1905-octobre 1917.

III. — Octobre 1917-fin 1929.

L'Internationale communiste après Lénine.

La Révolution Permanente.

A LA LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

« 1905 », traduction de Maurice-Parijanine.

A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL

Lénine, traduction de Maurice-Parijanine et
de X***.

ÉDITÉ PAR « LA LUTTE DE CLASSES »

(Librairie du Travail)

Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ?

LÉON TROTSKY



HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION RUSSE
LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

TRADUCTION DE
MAURICE-PARIJANINE
revue et approuvée par l'Auteur

TOME PREMIER



LES ÉDITIONS RIEDER
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

PARIS
— 44 —
MCMXXXIII

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE UNE
ÉDITION ORIGINALE QUI COMPREND :
50 EXEMPLAIRES SUR VELIN PUR FIL
BLANC DES PAPETERIES LAFUMA, DE
VOIRON, NUMÉROTÉS DE 1 A 50.

Tous droits réservés

PRÉFACE

DURANT les deux premiers mois de 1917, la Russie était encore la monarchie des Romanov. Huit mois plus tard, les bolchéviks tenaient déjà le gouvernail, eux que l'on ne connaissait guère au commencement de l'année et dont les leaders, au moment de leur accession au pouvoir, restaient inculpés de haute trahison. Dans l'histoire, on ne trouverait pas d'autre exemple d'un revirement aussi brusque, si surtout l'on se rappelle qu'il s'agit d'une nation de cent cinquante millions d'âmes. Il est clair que les événements de 1917, — de quelque façon qu'on les considère, — valent d'être étudiés.

L'histoire d'une révolution, comme toute histoire, doit, avant tout, relater ce qui s'est passé et dire comment. Mais cela ne suffit pas. D'après le récit même, il faut qu'on voie nettement pourquoi les choses se sont passées ainsi et non autrement. Les événements ne sauraient être considérés comme un enchaînement d'aventures, ni insérés, les uns après les autres, sur le fil d'une morale préconçue. Ils doivent se conformer à leur propre loi rationnelle. C'est dans la découverte de cette loi intime que l'auteur voit sa tâche.

Le trait le plus incontestable de la révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'Etat, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des

spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. Qu'il en soit bien ou mal, aux moralistes d'en juger. Quant à nous, nous prenons les faits tels qu'ils se présentent, dans leur développement objectif. L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées.

Dans une société prise de révolution, les classes sont en lutte. Il est pourtant tout à fait évident que les transformations qui se produisent entre le début et la fin d'une révolution, dans les bases économiques de la société et dans le substratum social des classes, ne suffisent pas du tout à expliquer la marche de la révolution même, laquelle, en un bref laps de temps, jette à bas des institutions séculaires, en crée de nouvelles et les renverse encore. La dynamique des événements révolutionnaires est *directement* déterminée par de rapides, intensives et passionnées conversions psychologiques des classes constituées avant la révolution.

C'est qu'en effet une société ne modifie pas ses institutions au fur et à mesure du besoin, comme un artisan renouvelle son outillage. Au contraire : pratiquement, la société considère les institutions qui la surplombent comme une chose à jamais établie. Durant des dizaines d'années, la critique d'opposition ne sert que de soupape au mécontentement des masses et elle est la condition de la stabilité du régime social : telle est, par exemple, en principe, la valeur acquise par la critique

social-démocrate. Il faut des circonstances absolument exceptionnelles, indépendantes de la volonté des individus ou des partis, pour libérer les mécontents des gênes de l'esprit conservateur et amener les masses à l'insurrection.

Les rapides changements d'opinion et d'humeur des masses, en temps de révolution, proviennent, par conséquent, non de la souplesse et de la mobilité du psychique humain, mais bien de son profond conservatisme. Les idées et les rapports sociaux restant chroniquement en retard sur les nouvelles circonstances objectives, jusqu'au moment où celles-ci s'abattent en cataclysme, il en résulte, en temps de révolution, des soubresauts d'idées et de passions que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de « démagogues ».

Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. Les diverses étapes du processus révolutionnaire, consolidées par la substitution à tels partis d'autres toujours plus extrémistes, traduisent la poussée constamment renforcée des masses vers la gauche, aussi longtemps que cet élan ne se brise pas contre des obstacles objectifs. Alors commence la réaction : désenchantement dans certains milieux de la classe révolutionnaire, multiplication des

indifférents, et, par suite, consolidation des forces contre-révolutionnaires. Tel est du moins le schéma des anciennes révolutions.

C'est seulement par l'étude des processus politiques dans les masses que l'on peut comprendre le rôle des partis et des leaders que nous ne sommes pas le moins du monde enclin à ignorer. Ils constituent un élément non autonome, mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre, ni du piston, mais de la vapeur.

Les difficultés que l'on rencontre dans l'étude des modifications de la conscience des masses en temps de révolution sont absolument évidentes. Les classes opprimées font de l'histoire dans les usines, dans les casernes, dans les campagnes, et, en ville, dans la rue. Mais elles n'ont guère l'habitude de noter par écrit ce qu'elles font. Les périodes où les passions sociales atteignent leur plus haute tension ne laissent en général que peu de place à la contemplation et aux descriptions. Toutes les Muses, même la Muse plébéienne du journalisme, bien qu'elle ait les flancs solides, ont du mal à vivre en temps de révolution. Et pourtant la situation de l'historien n'est nullement désespérée. Les notes prises sont incomplètes, disparates, fortuites. Mais, à la lumière des événements, ces fragments permettent souvent de deviner la direction et le rythme du processus sous-jacent. Bien ou mal, c'est en appréciant les modifications de la conscience des masses qu'un parti révolutionnaire base sa tactique. La voie historique du bolchévisme témoigne que cette estimation, du moins en gros, était réalisable. Pourquoi donc ce qui est accessible à un politique révolutionnaire, dans les remous de la lutte,

ne serait-il pas accessible à un historien rétrospectivement ?

Cependant, les processus qui se produisent dans la conscience des masses ne sont ni autonomes, ni indépendants. N'en déplaise aux idéalistes et aux éclectiques, la conscience est néanmoins déterminée par les conditions générales d'existence. Dans les circonstances historiques de formation de la Russie, avec son économie, ses classes, son pouvoir d'Etat, dans l'influence exercée sur elle par les puissances étrangères, devaient être incluses les prémisses de la Révolution de Février et de sa remplaçante, — celle d'Octobre. En la mesure où il semble particulièrement énigmatique qu'un pays arriéré ait *le premier* porté au pouvoir le prolétariat, il faut préalablement chercher le mot de l'énigme dans *le caractère original* du dit pays, c'est-à-dire dans ce qui le différencie des autres pays.

Les particularités historiques de la Russie et leur poids spécifique sont caractérisés dans les premiers chapitres de ce livre qui contiennent un exposé succinct du développement de la société russe et de ses forces internes. Nous voudrions espérer que l'inévitable schématisme de ces chapitres ne rebutera pas le lecteur. Dans la suite de l'œuvre, il retrouvera les mêmes forces sociales en pleine action.

Cet ouvrage n'est nullement basé sur des souvenirs personnels. Cette circonstance que l'auteur a participé aux événements, ne le dispensait point du devoir d'établir sa narration sur des documents rigoureusement contrôlés. L'auteur parle de soi dans la mesure où il y est forcé par la marche des événements, à la « troisième personne ». Et ce n'est pas là une simple forme littéraire : le ton subjectif, inévitable dans une autobiographie ou des mémoires, serait inadmissible dans une étude historique.

Cependant, du fait que l'auteur a participé à la lutte, il lui est naturellement plus facile de comprendre non seulement la psychologie des acteurs, individus et collectivités, mais aussi la corrélation interne des événements. Cet avantage peut donner des résultats positifs, à une condition toutefois : celle de ne point s'en rapporter aux témoignages de sa mémoire dans les petites choses comme dans les grandes choses, dans l'exposé des faits comme à l'égard des mobiles et des états d'opinion. L'auteur estime qu'autant qu'il dépendait de lui, il a tenu compte de cette condition.

Reste une question, — celle de la position politique de l'auteur qui, en sa qualité d'historien, s'en tient au point de vue qui était le sien comme acteur dans les événements. Le lecteur n'est, bien entendu, pas obligé de partager les vues politiques de l'auteur, que ce dernier n'a aucun motif de dissimuler. Mais le lecteur est en droit d'exiger qu'un ouvrage d'histoire constitue non pas l'apologie d'une position politique, mais une représentation intimement fondée du processus réel de la Révolution. Un ouvrage d'histoire ne répond pleinement à sa destination que si les événements se développent, de page en page, dans tout le naturel de leur nécessité.

Est-il pour cela indispensable qu'intervienne ce que l'on appelle « l'impartialité » de l'historien ? Personne n'a encore clairement expliqué en quoi cela doit consister. On a souvent cité certain aphorisme de Clemenceau, disant que la révolution doit être prise « en bloc » ; ce n'est tout au plus qu'une spirituelle dérobade : comment se déclarerait-on partisan d'un tout qui porte essentiellement en lui la division ? Le mot de Clemenceau lui a été dicté, partiellement, par une certaine honte pour des ancêtres trop résolus, partiellement aussi par le malaise du descendant devant leurs ombres.

Un des historiens réactionnaires, et, par conséquent, bien cotés, de la France contemporaine, M. Louis Madelin qui a tellement calomnié, en homme de salon, la grande Révolution, — c'est-à-dire la naissance de la nation française, — affirme qu'un historien doit monter sur le rempart de la cité menacée et, de là, considérer les assiégeants comme les assiégés. C'est seulement ainsi, selon lui, que l'on parviendrait à « la justice qui réconcilie ». Cependant, les ouvrages de M. Madelin prouvent que, s'il grimpe sur le rempart qui sépare les deux camps, c'est seulement en qualité d'éclaireur de la réaction. Par bonheur, il s'agit ici de camps d'autrefois : en temps de révolution, il est extrêmement dangereux de se tenir sur les remparts. D'ailleurs, au moment du péril, les pontifes d'une « justice qui réconcilie » restent d'ordinaire enfermés chez eux, attendant de voir de quel côté se décidera la victoire.

Le lecteur sérieux et doué de sens critique n'a pas besoin d'une impartialité fallacieuse qui lui tendrait la coupe de l'esprit conciliateur, saturée d'une bonne dose de poison, d'un dépôt de haine réactionnaire, mais il lui faut la bonne foi scientifique qui, pour exprimer ses sympathies, ses antipathies, franches et non masquées, cherche à s'appuyer sur une honnête étude des faits, sur la démonstration des rapports réels entre les faits, sur la manifestation de ce qu'il y a de rationnel dans le déroulement des faits. Là seulement est possible l'objectivité historique, et elle est alors tout à fait suffisante, car elle est vérifiée et certifiée autrement que par les bonnes intentions de l'historien, — dont celui-ci donne, d'ailleurs, la garantie, — mais par la révélation de la loi intime du processus historique.



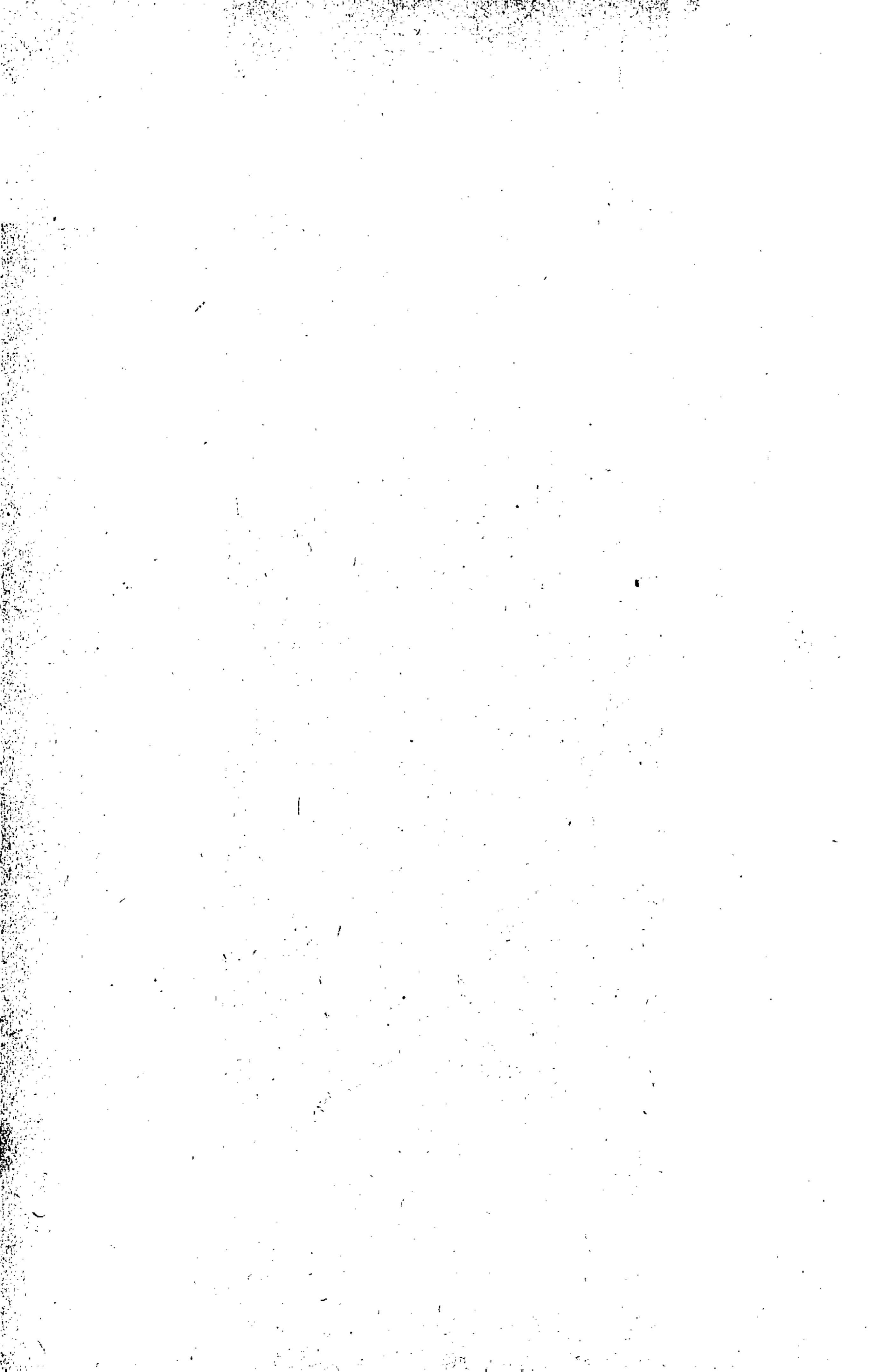
Les sources de cet ouvrage consistent en nombreuses publications périodiques, journaux et revues, mémoires, procès-verbaux et autres documents, quelques-uns manuscrits, mais pour la plupart publiés par l'Institut d'Histoire de la Révolution, à Moscou et à Léninegrad. Nous avons jugé inutile de donner dans le texte des références, qui auraient, tout au plus, gêné le lecteur. Parmi les livres d'histoire qui ont le caractère d'études d'ensemble, nous avons notamment utilisé les deux tomes d'*Essais sur l'Histoire de la Révolution d'Octobre* (Moscou-Léninegrad, 1927). Ces essais rédigés par divers auteurs ne sont pas tous de même valeur, mais contiennent, en tout cas, une abondante documentation sur les faits.

Les dates données dans cet ouvrage sont toutes celles de l'ancien style, c'est-à-dire qu'elles retardent de treize jours sur le calendrier universel, actuellement adopté par les soviets. L'auteur était forcé de suivre le calendrier qui était en usage à l'époque de la Révolution. Il ne serait pas difficile, vraiment, de transposer les dates en style moderne. Mais cette opération, qui éliminerait certaines difficultés, en créerait d'autres plus graves. Le renversement de la monarchie s'est inscrit dans l'histoire sous le nom de Révolution de Février. Cependant, d'après le calendrier occidental, l'événement eut lieu en mars. Certaine manifestation armée contre la politique impérialiste du Gouvernement provisoire a été marquée dans l'histoire comme « journées d'avril », alors que, d'après le calendrier occidental, elle eut lieu en mai. Ne nous arrêtant pas à d'autres événements et dates intermédiaires, notons encore, que la Révolution d'Octobre s'est produite, pour l'Europe, en novembre. Comme on voit, le calendrier même a pris

la couleur des événements et l'historien ne peut se débarrasser des éphémérides révolutionnaires par de simples opérations d'arithmétique. Veuille le lecteur se rappeler qu'avant de supprimer le calendrier byzantin, la Révolution dut abolir les institutions qui tenaient à le conserver.

L. TROTSKY.

Prinkipo, le 14 novembre 1930.



PARTICULARITÉS DU DÉVELOPPEMENT DE LA RUSSIE

LE trait essentiel et le plus constant de l'histoire de Russie, c'est la lenteur de l'évolution du pays, comportant comme conséquences une économie arriérée, une structure sociale primitive, un niveau de culture inférieur.

La population de la plaine incommensurable et rigoureuse, ouverte aux vents de l'Est et aux migrations asiatiques, était vouée par la nature elle-même à une stagnation prolongée. La lutte contre les nomades dura presque jusqu'à la fin du xvii^e siècle. La lutte contre les vents qui apportent leurs frimas en hiver et la sécheresse en été n'est pas terminée de nos jours. L'agriculture — base de tout le développement — progressait par les voies extensives : au Nord, l'on coupait et brûlait entièrement des forêts ; dans le Midi, l'on bouleversait les steppes vierges. On ne prenait possession de la nature qu'en largeur, non point en profondeur.

A l'époque où les Barbares d'Occident s'installaient sur les ruines de la civilisation romaine et utilisaient tant de pierres antiques comme matériaux de construction, les Slaves d'Orient ne trouvèrent aucun héritage dans leur plaine sans joie : le niveau de leurs prédécesseurs avait été encore plus bas que le leur. Les peuples de l'Europe occidentale, bientôt bloqués sur leurs frontières naturelles, créaient les agglomérations économiques

et culturelles des villes d'industrie. La population de la plaine orientale, à peine commençait-elle à se sentir à l'étroit, s'enfonçait dans les forêts ou bien émigrerait vers la périphérie, dans la steppe. Les éléments paysans les plus doués d'initiative et les plus entreprenants devenaient, du côté de l'Ouest, des citadins, des artisans, des marchands. Dans l'Est, certains éléments actifs, audacieux, s'établissaient commerçants, mais, en plus grand nombre, se faisaient cosaques, garde-frontières ou colons. Le processus de la différenciation sociale, intense en Occident, retardait en Orient et se délayait par expansion. « Le tsar de Moscovie, — quoique chrétien, — gouverne des gens d'esprit paresseux », écrivait Vico, contemporain de Pierre I^{er}. « L'esprit paresseux » des Moscovites reflétait le rythme lent de l'évolution économique, l'amorphie des rapports entre classes, l'indigence de l'histoire intérieure.

Les antiques civilisations de l'Égypte, de l'Inde et de la Chine avaient un caractère suffisamment autonome et disposèrent d'assez de temps pour élaborer, si médiocres que fussent leurs possibilités de production, des rapports sociaux aussi achevés dans le détail que le sont les ouvrages des artisans de ces pays. La Russie occupait entre l'Europe et l'Asie une situation intermédiaire non seulement par sa géographie mais par sa vie sociale et son histoire. Elle se distinguait de l'Occident européen, mais différait aussi de l'Orient asiatique, se rapprochant en diverses périodes, par divers traits, tantôt de l'un, tantôt de l'autre. L'Orient imposa le joug tatar qui entra comme élément important dans l'édification de l'État russe. L'Occident fut un ennemi encore plus redoutable, mais en même temps un maître. La Russie n'eut pas la possibilité de se former sur les modèles de l'Orient parce qu'elle dut toujours

s'accommoder de la pression militaire et économique de l'Occident.

L'existence de la féodalité en Russie, niée par les historiens d'autrefois, peut être considérée comme incontestablement démontrée par des études plus récentes. Bien plus : les éléments essentiels de la féodalité en Russie étaient ceux-mêmes qui existaient en Occident. Mais de ce seul fait que, pour établir la réalité d'une époque féodale en Russie, il a fallu de longues discussions scientifiques, il est suffisamment prouvé que la féodalité russe était née avant terme, qu'elle était informe et pauvre en monuments de sa culture.

Une contrée arriérée s'assimile les conquêtes matérielles et idéologiques des pays avancés. Mais cela ne signifie pas qu'elle suive servilement ces pays, reproduisant toutes les étapes de leur passé. La théorie de la répétition des cycles historiques, — celle de Vico et, plus tard, de ses disciples — s'appuie sur l'observation des cycles décrits par les anciennes cultures précapitalistes, en partie sur les premières expériences du développement capitaliste. Le caractère provincial et épisodique de tout le processus comporte effectivement certaines répétitions des phases culturelles dans des foyers toujours nouveaux. Le capitalisme, cependant, marque un progrès sur de telles conditions. Il a préparé et, dans un certain sens, réalisé l'universalité et la permanence du développement de l'humanité. Par là est exclue la possibilité d'une répétition des formes de développement de diverses nations. Forcé de se mettre à la remorque des pays avancés, un pays arriéré ne se conforme pas à l'ordre de succession : le privilège d'une situation historiquement arriérée, — ce privilège existe, — autorise un peuple, ou bien, plus exactement, le force à s'assimiler du tout fait avant les délais fixés,

en sautant une série d'étapes intermédiaires. Les sauvages renoncent à l'arc et aux flèches, pour prendre aussitôt le fusil, sans parcourir la distance qui séparait, dans le passé, ces différentes armes. Les Européens qui colonisèrent l'Amérique ne reprenaient pas l'histoire par son commencement. Si l'Allemagne ou bien les Etats-Unis ont devancé économiquement l'Angleterre, c'est justement par suite des retardements de leur évolution capitaliste. Par contre, l'anarchie conservatrice dans l'industrie charbonnière britannique, comme dans les cervelles de Mac Donald et de ses amis, est la rançon d'un passé durant lequel l'Angleterre, — trop longtemps, — posséda l'hégémonie sur le capitalisme. Le développement d'une nation historiquement arriérée conduit, nécessairement, à une combinaison originale des diverses phases du processus historique. L'orbe décrit prend dans son ensemble un caractère irrégulier, complexe, combiné.

La possibilité de sauter par-dessus les degrés intermédiaires n'est pas, on l'entend bien, tout à fait absolue ; en fin de compte, elle est limitée par les capacités économiques et culturelles du pays. Un pays arriéré, d'ailleurs, rabaisse fréquemment ce qu'il emprunte de tout fait à l'extérieur pour l'adapter à sa culture plus primitive. Le processus même de l'assimilation prend, dans ce cas, un caractère contradictoire. C'est ainsi que l'introduction d'éléments de la technique et du savoir occidentaux, avant tout de l'art militaire et de la manufacture, sous Pierre I^{er}, a aggravé la loi de servage, en tant que forme essentielle de l'organisation du travail. L'armement à l'européenne et les emprunts en Europe au même titre, — incontestables résultats d'une culture plus élevée, — ont conduit à un renforcement

du tsarisme qui, de son côté, mettait un frein au développement du pays.

La loi rationnelle de l'histoire n'a rien de commun avec des schémas pédantesques. L'inégalité de rythme qui est la loi la plus générale du processus historique, se manifeste avec le plus de vigueur et de complexité dans les destinées des pays arriérés. Sous le fouet des nécessités extérieures, la vie retardataire est contrainte d'avancer par bonds. De cette loi universelle d'inégalité des rythmes découle une autre loi que, faute d'une appellation plus appropriée, l'on peut dénommer *loi du développement combiné*, dans le sens du rapprochement de diverses étapes, de la combinaison de phases distinctes, de l'amalgame de formes archaïques avec les plus modernes. A défaut de cette loi, prise, bien entendu, dans tout son contenu matériel, il est impossible de comprendre l'histoire de la Russie, comme, en général, de tous les pays appelés à la civilisation en deuxième, troisième ou dixième ligne.

Sous la pression de l'Europe plus riche, l'Etat russe absorbait, en comparaison de l'Occident, une bien plus forte part relative de la fortune publique, et non seulement condamnait ainsi les masses populaires à une double misère, mais affaiblissait aussi les bases des classes possédantes. L'Etat, ayant cependant besoin de l'appui de ces dernières, pressait et réglementait leur formation. En résultat, les classes privilégiées, bureaucratiques, ne purent jamais s'élever de toute leur taille et l'Etat russe ne s'en rapprocha que davantage des régimes despotiques de l'Asie.

L'autocratie byzantine que les tsars moscovites s'étaient officiellement appropriée dès le début du xvi^e siècle, soumit les grands féodaux, les boyards, avec l'aide des nobles de la Cour (*dvoriané*) et s'assujettit

ces derniers en leur asservissant la classe paysanne, pour se transformer en monarchie absolue, celle des empereurs de Pétersbourg. Le retard de l'ensemble du processus est suffisamment caractérisé par ce fait que le droit de servage, naissant vers la fin du *xvi^e* siècle, établi au *xvii^e*, atteint son épanouissement au *xviii^e* et ne fut juridiquement aboli qu'en 1861.

Le clergé, après la noblesse, joua dans la formation de l'autocratie tsariste un rôle non négligeable, mais totalement celui d'un fonctionnariat. L'Eglise ne s'est jamais haussée en Russie à la puissance dominatrice que le catholicisme eut en Occident : elle se contenta d'un état de domesticité spirituelle auprès des autocrates et elle s'en faisait un mérite d'humilité. Les évêques et les métropolitains ne disposaient d'un certain pouvoir qu'à titre de subalternes de l'autorité civile. Il y avait changement de patriarche à l'avènement d'un nouveau tsar. Lorsque la capitale fut établie à Pétersbourg, la dépendance de l'Eglise à l'égard de l'Etat devint encore plus servile. Deux cent mille prêtres séculiers et moines constituèrent, en somme, une partie de la bureaucratie, une sorte de police confessionnelle. En récompense, le monopole du clergé orthodoxe dans les affaires de la foi, ses terres et ses revenus se trouvaient sous la protection de la police générale.

La doctrine slavophile, messianisme d'un pays arriéré, édifiait sa philosophie sur cette idée que le peuple russe et son Eglise sont profondément démocrates, tandis que la Russie officielle aurait été une bureaucratie allemande, implantée par Pierre I^{er}. Marx a noté à ce sujet : « C'est pourtant ainsi que les baudets de Teutonie font retomber la responsabilité du despotisme de Frédéric II, etc. sur les Français, comme si des esclaves arriérés n'avaient pas toujours besoin de l'aide d'autres esclaves plus civilisés

pour faire un indispensable apprentissage. » Cette brève remarque atteint jusqu'au fond non seulement la vieille philosophie slavophile, mais aussi les toutes contemporaines découvertes des « racistes ».

L'indigence, trait marquant non seulement de la féodalité russe, mais de toute l'histoire de l'ancienne Russie, trouva son expression la plus accablante dans le manque de cités du véritable type médiéval, en tant que centres d'artisans et de marchands. L'artisanat, en Russie, ne parvint pas à se dégager de l'agriculture et conserva le caractère de petites industries locales (*koustari*). Les villes russes du temps jadis étaient des centres commerciaux, administratifs, militaires, des résidences de propriétaires nobles, par conséquent, des centres de consommation et non de production. Même Novgorod, qui était en relations avec la Ligue hanséatique et ne connut jamais le joug tatar, était uniquement une cité de commerce, et non point d'industrie. Il est vrai que l'éparpillement des petites industries rurales dans les diverses régions du pays réclamait les services intermédiaires d'un négoce largement étendu. Mais des marchands nomades ne pouvaient en aucune mesure occuper dans la vie sociale une place analogue à celle qu'en Occident détenait la petite et moyenne bourgeoisie des corporations d'artisans, des marchands, des industriels, bourgeoisie indissolublement liée avec sa périphérie rurale. Au surplus, les grandes magistratures du commerce russe conduisaient à l'étranger, assurant depuis des siècles reculés un rôle dirigeant au capital commercial du dehors et donnant un caractère semi-colonial à tout le mouvement d'affaires dans lequel le marchand russe était intermédiaire, entre les villes d'Occident et le village russe. De tels rapports économiques continuèrent à se développer à l'époque du

capitalisme russe et trouvèrent leur suprême expression dans la guerre impérialiste.

L'insignifiante importance des villes russes contribua le plus à l'élaboration d'un Etat de type asiatique et excluait, en particulier, la possibilité d'une Réforme religieuse, c'est-à-dire du remplacement de l'orthodoxie féodale et bureaucratique par quelque variété plus moderne du christianisme, adaptée aux besoins de la société bourgeoise. La lutte contre l'Eglise d'Etat ne s'éleva pas au-dessus de la formation de sectes de paysans, dont la plus puissante fut celle des Vieux-Croyants.

Quinze ans environ avant la grande Révolution française, éclata en Russie un mouvement de cosaques, de paysans et d'ouvriers-serfs dans l'Oural, — ce que l'on a appelé la révolte de Pougatchev. Que manqua-t-il à ce terrible soulèvement populaire pour qu'il se transformât en révolution ? Un Tiers-Etat. A défaut d'une démocratie industrielle des villes, la guerre paysanne ne pouvait se développer en révolution, de même que les sectes religieuses des campagnes n'avaient pu s'élever jusqu'à une Réforme. Le résultat de la révolte de Pougatchev fut, au contraire, de consolider l'absolutisme bureaucratique, protecteur des intérêts de la noblesse, qui montra de nouveau ce qu'il valait à une heure difficile.

L'eupéanisation du pays, commencée dans la forme sous Pierre I^{er}, devenait de plus en plus, au cours du siècle suivant, un besoin pour la classe dirigeante, c'est-à-dire pour la noblesse. En 1825, les intellectuels de cette caste, généralisant dans un sens politique ce besoin, en arrivèrent à une conspiration militaire dans le but de restreindre l'autocratie. Sous l'impulsion de la bourgeoisie européenne qui se développait, les éléments avan-

cés de la noblesse essayaient donc de suppléer un Tiers-Etat qui faisait défaut. Néanmoins, leur intention était de combiner le régime libéral avec les bases de leur domination de caste, et c'est pourquoi ils redoutèrent par-dessus tout de soulever les paysans. Il n'est pas étonnant que cette conjuration soit restée l'œuvre d'un groupe brillant, mais isolé, d'officiers qui se rompirent le cou presque sans avoir combattu. Tel est le sens de la révolte des décembristes.

Ceux des nobles qui possédaient des fabriques furent les premiers, dans leur caste, à opiner pour le remplacement du travail des serfs par le libre salariat. Ils y étaient également poussés par l'exportation croissante des blés russes. En 1861, la bureaucratie noble, s'appuyant sur les propriétaires libéraux, effectua sa réforme paysanne. Impuissant, le libéralisme bourgeois assista à cette opération en qualité de chœur docile. Inutile de dire que le tsarisme résolut le problème essentiel de la Russie, — la question agraire, — d'une façon encore plus ladre et friponne que celle dont usa la monarchie prussienne, dans les dix années qui suivirent, pour résoudre le problème essentiel de l'Allemagne, — son unification nationale. Qu'une classe se charge de donner une solution aux questions qui intéressent une autre classe, c'est une de ces combinaisons qui sont propres aux pays arriérés.

Cependant, la loi de l'évolution combinée s'avère la plus incontestable dans l'histoire et dans le caractère de l'industrie russe. Celle-ci, née tardivement, n'a pas reparcouru le cycle des pays avancés, mais elle s'y est insérée, accommodant à son état retardataire les aboutissements les plus modernes. Si l'évolution économique de la Russie, dans son ensemble, a sauté les époques de l'artisanat corporatif et de la manufacture,

plusieurs de ses branches industrielles ont aussi partiellement sauté certaines étapes de la technique qui avaient exigé, en Occident, des dizaines d'années. Par suite, l'industrie russe se développa, en certaines périodes, avec une extrême rapidité. De la première révolution jusqu'à la guerre, la production industrielle de la Russie avait à peu près doublé. Cela sembla à quelques historiens russes un motif suffisant pour conclure qu'il faudrait abandonner la légende d'un état retardataire et d'une lente progression du pays (1). En réalité, la possibilité d'une progression si rapide était précisément déterminée par un état retardataire qui, hélas ! non seulement a subsisté jusqu'à la liquidation de l'ancien régime, mais comme l'héritage de ce dernier, s'est maintenu jusqu'à ce jour.

Le mensurateur essentiel du niveau économique d'une nation est la productivité du travail, laquelle, à son tour, dépend de la densité de l'industrie dans l'économie générale du pays. A la veille de la guerre, lorsque la Russie des tsars était parvenue à l'apogée de sa prospérité, le revenu public, était, par âme, de huit à dix fois inférieur à celui que l'on relevait aux Etats-Unis, et ce n'est pas étonnant si l'on considère que les quatre cinquièmes de la population russe travaillant par elle-même se composaient de cultivateurs, tandis qu'aux Etats-Unis, contre 1 cultivateur la proportion était de 2,5 travailleurs industriels. Ajoutons qu'à la veille de la guerre, en Russie, on comptait 400 mètres de voies ferrées par 100 kilomètres carrés, tandis que l'Allemagne chiffrait 11 km. 700 m., pour la même étendue, et l'Autriche-

(1) Cette affirmation est due au professeur M. N. Pokrovsky. Voir Appendice 1. *Note de l'Auteur.*

Hongrie, 7 kilomètres. Les autres coefficients comparatifs sont du même ordre.

Mais c'est précisément dans le domaine de l'économie, comme on l'a déjà dit, que la loi d'évolution combinée se manifeste avec le plus de vigueur. Tandis que l'agriculture paysanne, restait en majeure partie, jusqu'à la révolution, presque au niveau du xvii^e siècle, l'industrie russe, par sa technique et sa structure capitaliste, se trouvait au niveau des pays avancés, et même, sous certains rapports, les devançait. Les petites entreprises, dont la main-d'œuvre ne dépassait pas 100 personnes, occupaient en 1914, aux Etats-Unis, 35 % de l'effectif total des ouvriers industriels, alors qu'en Russie la proportion n'était que de 17,8 %. En admettant un poids spécifique approximativement égal des moyennes et grosses entreprises, occupant de 100 à 1.000 ouvriers, les entreprises géantes, qui occupaient plus de 1.000 ouvriers chacune, n'employaient aux Etats-Unis que 17,8 % de la totalité des ouvriers tandis qu'en Russie la proportion était de 41,4 % ! Encore, pour les principales régions industrielles, le pourcentage était-il plus élevé : pour la région de Pétrograd, 44,4 %, et même, pour la région de Moscou, 57,3 %. On arrivera aux mêmes résultats si l'on établit une comparaison entre l'industrie russe et l'industrie britannique ou allemande. Ce fait, établi pour la première fois par nous en 1908, s'insérerait difficilement dans la représentation banale que l'on donne d'une économie russe arriérée. Pourtant, il n'en réfute point le caractère retardataire, il en donne seulement le complément dialectique.

La fusion du capital industriel avec le capital bancaire s'est effectuée en Russie, elle aussi, d'une façon si intégrale que l'on n'a peut-être rien vu de pareil en aucun autre pays. Mais l'industrie russe,

en se subordonnant aux banques, montrait effectivement qu'elle se soumettait au marché monétaire de l'Europe occidentale. L'industrie lourde (métaux, charbons, naphte) était presque tout entière sous le contrôle de la finance étrangère qui avait constitué, à son usage, en Russie, tout un réseau de banques auxiliaires et intermédiaires. L'industrie légère marchait dans la même voie. Si les étrangers possédaient, dans l'ensemble, à peu près 40 % de tous les capitaux investis en Russie, ce pourcentage dans les branches industrielles directrices était notablement plus élevé. On peut affirmer sans aucun exagération que le portefeuille de contrôle des actions émises par les banques, les usines et les fabriques russes se trouvait à l'étranger, et la participation des capitaux de l'Angleterre, de la France et de la Belgique se montait presque au double de ce que fournissait l'Allemagne.

Les conditions dans lesquelles se constitua l'industrie russe, la structure même de cette industrie, déterminèrent le caractère social de la bourgeoisie du pays et sa physionomie politique. La très forte concentration de l'industrie marquait déjà par elle-même qu'entre les sphères dirigeantes du capitalisme et les masses populaires, il n'y avait aucune hiérarchie intermédiaire. A quoi s'ajoutait que les plus importantes entreprises d'industrie, de banque et de transports étaient la propriété d'étrangers qui non seulement réalisaient ainsi des bénéfices sur la Russie, mais affermissaient leur influence politique dans les parlements d'autres pays, et qui, loin de pousser à la lutte pour un régime parlementaire en Russie, s'y opposèrent souvent. Il suffit ici de se rappeler le rôle abominable que joua la France officielle. Telles furent les causes élémentaires et irréductibles de l'isolement politique de la bourgeoi-

sie russe et de son attitude contraire aux intérêts populaires. Si, à l'aube de son histoire, elle s'était montrée trop peu mûre pour effectuer une Réforme, elle se trouva blette lorsque le moment fut venu de diriger la révolution.

Dans l'ensemble de l'évolution du pays, le réservoir d'où sortait une classe ouvrière russe n'était pas l'artisanat corporatif : c'était le milieu rural ; non la ville, mais le village. Il faut noter ici que le prolétariat russe s'est formé non petit à petit, au cours des siècles, traînant le fardeau du passé, comme en Angleterre, mais qu'il a procédé par bonds, par des changements brusques de situation, de liaisons, de rapports, et par des ruptures violentes avec ce qui existait la veille. C'est précisément ainsi, — surtout dans le régime d'oppression concentrée du tsarisme, — que les ouvriers russes devinrent accessibles aux déductions les plus osées de la pensée révolutionnaire, de même que l'industrie russe retardataire se trouvait capable d'entendre le dernier mot de l'organisation capitaliste.

Le prolétariat russe en est toujours revenu à recommencer la courte histoire de ses origines. Tandis que, dans l'industrie métallurgique, surtout à Pétersbourg, se cristallisait l'élément prolétarien de souche authentique, celui qui avait définitivement rompu avec le village — dans l'Oural prédominait encore le type du demi-prolétaire, lui-même demi-paysan. L'afflux annuel de la main-d'œuvre que fournissait la campagne à tous les rayons industriels rétablissait le contact entre le prolétariat et le réservoir social d'où il était issu.

L'incapacité politique de la bourgeoisie était directement déterminée par le caractère de ses rapports avec le prolétariat et les paysans. Elle ne pouvait entraîner à sa suite des ouvriers qui s'opposaient haineusement à elle

dans la vie quotidienne et qui, de très bonne heure, avaient appris à donner un sens plus général à leurs visées. D'autre part, la bourgeoisie fut également incapable d'entraîner la classe paysanne parce qu'elle était prise dans les mailles d'intérêts communs avec ceux des propriétaires fonciers, et qu'elle redoutait un ébranlement de la propriété de quelque manière qu'il se présentât. Si donc la révolution russe tarda à se déclencher, ce ne fut pas seulement une affaire de chronologie : la cause en fut aussi à la structure sociale de la nation.

Lorsque l'Angleterre accomplit sa révolution puritaine, la population du pays n'excédait pas 5 millions 500.000 âmes, dont un demi-million revenant à Londres. La France, quand elle fit sa révolution, ne comptait à Paris qu'un demi-million d'habitants sur 25 millions d'âmes pour l'ensemble de sa population. La Russie, au début du ^{xx}^e siècle comptait environ 150 millions d'habitants, dont plus de trois millions fixés à Pétrograd et à Moscou. Ces chiffres comparés recouvrent en outre des dissimilitudes sociales de la plus haute importance. Non seulement l'Angleterre du ^{xvii}^e siècle, mais la France du ^{xviii}^e ignoraient encore le prolétariat que connaît notre époque. Or, en Russie, la classe ouvrière, dans tous les domaines du travail, dans les villes et dans les campagnes, comptait déjà, en 1905, au moins dix millions d'âmes, ce qui représentait plus de vingt-cinq millions — familles comprises, — c'est-à-dire plus que la population de la France à l'époque de sa grande Révolution. Partant des rudes artisans et des paysans indépendants qui formèrent l'armée de Cromwell, prenant ensuite les sans-culottes de Paris, pour en arriver aux prolétaires des industries de Pétersbourg, la révo-

lution modifiait profondément son mécanisme social, ses méthodes, et, par suite, ses desseins.

Les événements de 1905 furent le prologue des deux révolutions de 1917, — celle de Février et celle d'Octobre. Le prologue contenait déjà tous les éléments du drame, qui, cependant, n'étaient pas mis au point. La guerre russo-japonaise ébranla le tsarisme. Avec le repoussoir d'un mouvement de masses, la bourgeoisie libérale alarma la monarchie par son opposition. Les ouvriers s'organisaient indépendamment de la bourgeoisie, s'opposant même à elle, en des *soviets* (ou conseils) qui naquirent alors pour la première fois. La classe paysanne s'insurgeait sur une immense étendue de territoire, pour la conquête des terres. De même que les paysans, des effectifs révolutionnaires dans l'armée se trouvèrent portés vers les soviets, lesquels, au moment où la poussée de la révolution était la plus forte, disputèrent ouvertement le pouvoir à la monarchie. Cependant, toutes les forces révolutionnaires se manifestaient pour la première fois, elles n'avaient pas d'expérience, elles manquaient d'assurance. Les libéraux se détachèrent ostensiblement de la révolution dès qu'il devint évident qu'il ne suffirait pas d'ébranler le trône, mais qu'il fallait le renverser. La brutale rupture de la bourgeoisie avec le peuple — d'autant plus que la bourgeoisie entraînait dès alors de considérables groupes d'intellectuels démocrates — facilita à la monarchie son œuvre de désagrégation dans l'armée, de triage des contingents fidèles et de répression sanglante contre les ouvriers et les paysans. Le tsarisme, quoique ayant quelques côtes brisées, se tirait encore vivant, suffisamment vigoureux, de ses épreuves de 1905.

Quelles ont donc été, dans les rapports de forces,

les modifications qu'a provoquées l'évolution historique, au cours des onze années intervenues entre le prologue et le drame ? Le régime tsariste, en cette période, en était arrivé à se mettre encore plus en contradiction avec les exigences de l'histoire. La bourgeoisie était devenue économiquement plus puissante, mais, comme nous l'avons déjà vu, sa puissance reposait sur une concentration plus forte de l'industrie et sur un accroissement du rôle du capital étranger. Influencée par les leçons de 1905, la bourgeoisie se fit encore plus conservatrice et plus soupçonneuse. Le poids spécifique de la petite et moyenne bourgeoisie, déjà insignifiant auparavant, diminua encore. Les intellectuels démocrates n'avaient généralement pas de base sociale bien stable. Ils pouvaient exercer provisoirement une certaine influence politique, mais non point jouer un rôle indépendant : la sujétion des intellectuels vis-à-vis du libéralisme bourgeois s'était extraordinairement aggravée. Dans ces conditions, il n'y avait que le jeune prolétariat qui pût donner à la classe paysanne un programme, un drapeau, une direction. Les grandioses problèmes qui se posèrent ainsi devant lui nécessitèrent la création sans délai d'une organisation révolutionnaire spéciale, qui pourrait englober d'un seul coup les masses populaires et les rendre capables d'une action révolutionnaire sous la direction des ouvriers. C'est ainsi que les soviets de 1905 prirent en 1917 un développement formidable. Notons ici que les soviets ne sont pas simplement une production due à l'état historiquement arriéré de la Russie, mais résultent d'un développement combiné ; à telle enseigne que le prolétariat du pays le plus industriel, l'Allemagne, n'a pas trouvé, à l'époque de la poussée révolutionnaire de 1918-1919, d'autre forme d'organisation que des soviets.

La révolution de 1917 avait encore pour but immédiat de renverser la monarchie bureaucratique. Mais elle différait des anciennes révolutions bourgeoises en ceci que l'élément décisif qui se manifestait maintenant était une nouvelle classe, constituée sur la base d'une industrie concentrée, pourvue d'une nouvelle organisation et de nouvelles méthodes de lutte. La loi du développement combiné se décèle ici dans son expression la plus extrême : commençant par renverser l'édifice médiéval pourri, la révolution amène au pouvoir, en quelques mois, le prolétariat avec le parti communiste en tête.

Ainsi, d'après ses tâches initiales, la révolution russe était démocratique. Mais elle posait d'une manière nouvelle le problème de la démocratie politique. Tandis que les ouvriers couvraient tout le pays de soviets, en y admettant les soldats et, partiellement, les paysans, la bourgeoisie continuait à marchander, se demandant si elle convoquerait, oui ou non, l'Assemblée constituante. Au cours de l'exposé des événements, cette question se présentera à nous de la façon la plus concrète. Ici, nous ne voulons que marquer la place des soviets dans la succession historique des idées et des formes révolutionnaires.

Au milieu du xvii^e siècle, la révolution bourgeoise, en Angleterre, s'était déroulée sous l'enveloppe d'une Réforme religieuse. La lutte pour le droit de prier d'après un certain livre d'heures s'identifia à la lutte menée contre le roi, l'aristocratie, les princes de l'Eglise et Rome. Les presbytériens et puritains étaient profondément persuadés d'avoir placé leurs intérêts terrestres sous l'inébranlable égide de la Providence divine. Les buts pour lesquels combattaient les nouvelles classes se confondaient indissolublement, dans leur mentalité, avec des textes de la Bible et avec des rites

ecclésiastiques. Ceux qui émigrèrent outre-mer, emportèrent avec eux cette tradition confirmée dans le sang. De là l'exceptionnelle vitalité des interprétations du christianisme données par les Anglo-Saxons. Nous voyons encore aujourd'hui des ministres « socialistes » de Grande-Bretagne baser leur lâcheté sur les textes magiques dans lesquels les gens du xvii^e siècle cherchaient la justification de leur courage.

En France, pays qui avait sauté par-dessus la Réforme, l'Eglise catholique, en sa qualité d'Eglise d'Etat, réussit à vivre jusqu'à la révolution qui trouva, non point dans des textes bibliques, mais dans des abstractions démocratiques, une expression et une justification pour les desseins de la société bourgeoise. Quelle que soit la haine des régents actuels de la France pour le jacobinisme, le fait est que, précisément grâce à l'action rigoureuse d'un Robespierre, ils ont encore la possibilité de dissimuler leur domination de conservateurs sous des formules à l'aide desquelles, jadis, la vieille société sauta en l'air.

Chaque grande révolution a marqué une nouvelle étape de la société bourgeoise et de nouveaux aspects de la conscience de ses classes. De même que la France a fait un saut par-dessus la Réforme, la Russie a dépassé d'un bond la démocratie de pure forme. Le parti révolutionnaire de Russie qui devait mettre son sceau sur toute une époque chercha une formule pour les problèmes de la révolution non point dans la Bible ni dans le christianisme sécularisé d'une « pure » démocratie, mais dans les rapports matériels entre classes. Le système des soviets donna à ces rapports l'expression la plus simple, la moins déguisée, la plus transparente. La domination des travailleurs trouva pour la

première fois sa réalisation dans le système des soviets, qui, quelles qu'aient été ses péripéties historiques les plus prochaines, est entré dans la conscience des masses aussi inextirpablement qu'en d'autres temps la Réforme ou la pure démocratie.

LA RUSSIE TSARISTE ET LA GUERRE

LA participation de la Russie à la guerre comportait des contradictions dans les motifs et dans les buts. En fait, la lutte sanglante avait pour objet une domination mondiale. En ce sens, elle dépassait les possibilités de la Russie. Ce que l'on a appelé les buts de guerre de la Russie (les détroits en Turquie, la Galicie, l'Arménie) n'avait qu'une importance très relative, provinciale, et ne pouvait avoir de solution qu'accessoirement, pour autant qu'il conviendrait aux intérêts des belligérants principaux.

En même temps, la Russie, en qualité de grande puissance, ne pouvait s'abstenir de participer à la mêlée des pays capitalistes plus avancés, de même qu'elle n'avait pu, durant l'époque précédente, se dispenser d'établir chez elle des usines, des fabriques, des voies ferrées, d'acquérir des fusils à tir rapide et des avions. Fréquemment, parmi les historiens russes de la nouvelle école des discussions s'élèvent sur le point de savoir dans quelle mesure la Russie tsariste était mûre pour une politique impérialiste moderne, mais, constamment, ces controverses retombent dans la scolastique, car l'on considère la Russie sur le terrain international, comme un élément isolé, comme un facteur indépendant. Or, la Russie n'a été qu'un chaînon d'un système.

L'Inde, en fait et dans la forme, a participé à la guerre en tant que colonie de l'Angleterre. L'interven-

tion de la Chine, « volontaire » au sens formel, était en réalité l'intervention d'un esclave dans une rixe entre maîtres. La participation de la Russie avait un caractère mal défini, intermédiaire entre la participation de la France et celle de la Chine. La Russie payait ainsi le droit d'être l'alliée de pays avancés, d'importer des capitaux et d'en verser les intérêts, c'est-à-dire, en somme, le droit d'être une colonie privilégiée de ses alliés ; mais, en même temps, elle acquérait le droit d'opprimer et de spolier la Turquie, la Perse, la Galicie, et en général des pays plus faibles, plus arriérés qu'elle-même. L'impérialisme équivoque de la bourgeoisie russe avait, au fond, le caractère d'une agence au service de plus grandes puissances mondiales.

Le système des compradores (intermédiaires commerciaux) en Chine présente le type classique d'une bourgeoisie nationale constituée en agence entre le capital financier étranger et l'économie de son propre pays. Dans la hiérarchie mondiale des États, la Russie occupait avant la guerre une place beaucoup plus élevée que celle de la Chine. Quelle place la Russie aurait-elle occupée après la guerre si la révolution n'était pas venue ? C'est une autre question. Mais l'autocratie russe, d'une part, la bourgeoisie russe, d'autre part, avaient des caractères de plus en plus marqués de compradorisme : l'une et l'autre vivaient et subsistaient de leur liaison avec l'impérialisme étranger, le servaient et ne pouvaient tenir sans s'appuyer sur lui. Il est vrai qu'à la fin des fins elles ne purent résister même soutenues par lui. La bourgeoisie russe à demi comprador de la finance étrangère avait des intérêts impérialistes mondiaux au même titre qu'un agent rétribué par un pourcentage est intéressé aux affaires de son patron.

L'instrument d'une guerre, c'est une armée. Étant donné que toute armée, dans la mythologie nationaliste, est réputée invincible, les classes dirigeantes de Russie n'avaient aucun motif de faire une exception pour l'armée du tsar. En réalité, cette armée ne constituait une force sérieuse que contre les peuplades à demi-barbares, les voisins peu considérables et les États en décomposition ; — sur le terrain européen, cette armée ne pouvait agir que comme composante de coalitions ; pour la défense du pays, elle ne remplissait sa tâche qu'à la faveur d'incommensurables espaces dont la population était rare et les chemins impraticables. Le virtuose de l'armée des moujiks en servage fut Souvorov. La Révolution française qui avait ouvert toutes grandes les portes à une société nouvelle et à un nouvel art militaire, rapporta un verdict implacable contre l'armée de Souvorov.

La demi-abolition du servage et l'institution du service militaire obligatoire modernisèrent l'armée tout autant que le pays, — autrement dit, introduisirent dans l'armée tous les antagonismes d'une nation qui avait encore à faire sa révolution bourgeoise. A vrai dire, l'armée tsariste se construisait et s'armait d'après les modèles occidentaux ; mais cela portait plus sur la forme que sur le fond. Entre le niveau culturel du paysan soldat et le niveau de la technique militaire il n'y avait point de correspondance. Dans le corps des officiers se manifestaient l'ignorance crasse, la paresse et la friponnerie des classes dirigeantes de Russie. L'industrie et les transports se montraient invariablement incapables en face des exigences concentrées du temps de guerre. Armées, semblait-il au premier jour des hostilités, comme il convenait, les troupes se trouvèrent bientôt dépourvues non seulement d'armes, mais

même de bottes. Au cours de la guerre russo-japonaise, l'armée du tsar avait montré ce qu'elle valait. A l'époque de la contre-révolution, la monarchie, secondée par la Douma, remplit ses entrepôts de guerre et fit dans l'armée de multiples raccommodages, rafistolant aussi sa réputation d'invincibilité. Avec 1914 vint une nouvelle vérification, beaucoup plus pénible.

A l'égard des fournitures de guerre et des finances, la Russie se trouve du premier coup dans une dépendance servile devant ses alliés. Il n'y a là que l'expression militaire de la dépendance générale où elle vivait par rapport aux pays capitalistes plus avancés. Mais l'aide procurée par les alliés ne sauve pas la situation. Le manque de munitions, le petit nombre des usines qui en fabriquent, la distension du réseau ferroviaire qui doit les distribuer traduisirent l'état arriéré de la Russie dans le langage clair de défaites qui rappelèrent aux nationaux-libéraux russes que leurs ancêtres n'avaient point fait de révolution bourgeoise et que, par conséquent, la postérité était en dette devant l'histoire.

Les premiers jours de la guerre furent les premiers de l'opprobre. Après un certain nombre de catastrophes partielles, une retraite générale se déclara au printemps de 1915. Les généraux se revanchaient de leur incapacité criminelle sur la population civile. D'immenses territoires furent dévastés par la violence. La sauterelle humaine était chassée à coups de nagaïka vers l'arrière. Le désastre du front se complétait par un désastre à l'intérieur.

Le général Polivanov, ministre de la Guerre, répondant aux questions anxieuses de ses collègues, au sujet de la situation sur le front, déclarait littéralement ce qui suit : « Confiant en l'immensité de notre territoire, comptant sur nos boues impraticables, je m'en rapporte aussi

aux bonnes grâces de saint Nicolas, patron de la sainte Russie. » (Conseil des ministres, procès-verbal du 4 août 1915.) Huit jours plus tard, le général Rouzsky faisait aux mêmes ministres l'aveu suivant : « Les exigences modernes de la technique militaire sont supérieures à nos possibilités. En tout cas, nous ne pouvons rivaliser avec les Allemands. » Et ce n'était pas une boutade. Un nommé Stankévitch, officier, a rapporté ainsi les paroles d'un chef de corps du génie : « La guerre contre les Allemands est sans espoir, car nous ne sommes pas en état de faire quoi que ce soit. Les nouvelles méthodes de lutte deviennent même pour nous les causes de revers. » Et il existe d'innombrables témoignages en ce sens.

La seule chose à laquelle les généraux russes s'entendaient largement, c'était à se procurer de la chair à canon dans le pays. On économisa beaucoup plus sur le bœuf et le porc. Les nullités qui se trouvaient à la tête du G. Q. G., telles que Ianouchkévitch, sous le commandement de Nicolas Nicolaïévitch, et Alexéiev sous le commandement du tsar, obstruaient toutes les brèches par de nouvelles mobilisations et trouvaient une consolation, pour elles comme pour leurs alliés, à aligner des colonnes de chiffres alors qu'on avait besoin de colonnes de combattants. Environ 15 millions d'hommes furent mobilisés qui remplirent les dépôts, les casernes, les cantonnements, foules tumultueuses qui trépignaient sur place, où l'on s'écrasait les pieds, foules exaspérées qui proféraient des malédictions. Si, pour le front, cette masse humaine fut une valeur illusoire, elle fut, à l'arrière, un facteur très actif de désarroi. Il y eut environ 5 millions 500.000 victimes, morts, blessés et prisonniers. Le nombre des déserteurs augmentait. Dès juillet 1915, les ministres

se répandaient en lamentations : « Pauvre Russie ! Même son armée qui, au temps jadis, avait rempli le monde du tonnerre de ses victoires, ne se compose plus que de poltrons et de déserteurs ! »

Les ministres eux-mêmes, plaisantant en leur style de pendants, raillaient, « la vaillance des généraux à battre en retraite », mais ils perdaient en même temps des heures à la discussion de ce problème : allait-on, oui ou non, évacuer les reliques de Kiev ? Le tsar estimait que ce n'était pas indispensable, car, « les Allemands n'oseraient pas y toucher, et, dans le cas où ils s'y risqueraient, ne s'en porteraient que plus mal ! » Cependant, le Saint-Synode avait déjà entrepris cette évacuation : « En partant, nous emportons ce qui nous est le plus cher... » Ceci se passait non point à l'époque des croisades, mais au ^{xx}^e siècle, quand les défaites de la Russie étaient annoncées par radio.

Les succès remportés par la Russie sur l'Autriche-Hongrie provenaient beaucoup plus de l'état de celle-ci que de celui de la Russie. La monarchie des Habsbourg, en dissolution, réclamait depuis longtemps son fossoyeur, sans exiger même qu'il fût hautement qualifié. La Russie, même au temps passé, avait eu le dessus sur des Etats en décomposition comme la Turquie, la Pologne ou la Perse. Le front sud-ouest des troupes russes, qui était dirigé contre l'Autriche-Hongrie, connut de grandes victoires qui le distinguèrent parmi les autres fronts. Ici se manifestèrent plusieurs généraux qui, à vrai dire, ne démontrèrent en aucune manière leurs aptitudes de guerriers, mais n'étaient pas, en tout cas, pénétrés de ce fatalisme qui caractérise les capitaines invariablement battus. C'est de ce milieu que sortirent plus tard certains « héros », parmi les Blancs, dans la guerre civile.

Partout l'on cherchait à qui s'en prendre. On accusait d'espionnage, sans exception, tous les Juifs. On mettait à sac les gens dont le nom de famille était allemand. Le G. Q. G. du grand-duc Nicolas Nicolaïévitch ordonna de fusiller le colonel de gendarmerie Miassoïédov, comme espion allemand qu'il n'était probablement pas. On arrêta le ministre de la Guerre Soukhomlinov, homme insignifiant et taré, en l'accusant, non peut-être sans fondement, de haute trahison. Le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, lord Grey, déclara au président de la délégation parlementaire de Russie que le gouvernement du tsar agissait témérement s'il se décidait, en temps de guerre, à inculper de trahison son ministre de la Guerre. Les états-majors et la Douma accusaient de germanophilie la Cour impériale. Tout ce monde était jaloux des Alliés et les détestait. Le commandement français ménageait ses troupes, en exposant d'abord les soldats russes. L'Angleterre ne se mettait en branle que lentement. Dans les salons de Pétrograd et dans les états-majors du front, on se livrait à d'innocentes plaisanteries : « L'Angleterre, disait-on, a juré de tenir jusqu'à la dernière goutte de sang... du soldat russe. » De telles boutades glissaient vers les niveaux inférieurs et se répétaient sur le front. « Tout pour la guerre ! » disaient les ministres, les députés, les généraux, les journalistes. « Oui, commençait à se dire le soldat dans la tranchée, ils sont tous prêts à batailler jusqu'à la dernière goutte... de mon sang. »

L'armée russe, au cours de la guerre, éprouva plus de pertes que n'importe quelle autre armée engagée dans le massacre : elle eut environ 2 millions 500.000 hommes tués, soit 40 % des pertes de toutes les armées de l'Entente. Durant les premiers mois, les soldats

tombaient sous les projectiles sans réfléchir ou sans trop de réflexion. Mais, d'un jour à l'autre, leur expérience s'accroissait, l'amère expérience des couches inférieures que l'on n'est pas capable de commander. Ils mesuraient l'immensité du désordre créé par les généraux d'après les inutiles marches et contremarches faites sur des semelles qui se détachaient, d'après le chiffre des repas qui avaient manqué. Dans la sanglante débâcle des gens et des choses, un mot s'élevait qui expliquait tout : « Quelle absurdité ! » Et, dans le langage du soldat, le terme était plus pimenté.

La décomposition était plus rapide qu'ailleurs dans l'infanterie, composée de paysans. L'artillerie, qui compte une très forte proportion d'ouvriers industriels, se distingue, en général, par une capacité incomparablement plus grande d'assimilation des idées révolutionnaires : on l'avait bien vu en 1905. Si, en 1917, par contre, l'artillerie se montra plus conservatrice que l'infanterie, cela tient à ce que les cadres de cette dernière tamisèrent constamment de nouvelles masses humaines, de moins en moins éduquées ; tandis que l'artillerie, qui éprouvait des pertes infiniment moindres, avait gardé ses anciens cadres. La même observation était à faire dans les autres armes spéciales. Mais, en fin de compte, l'artillerie aussi commençait à céder.

Pendant la retraite de Galicie, une instruction secrète du généralissime prescrivit de faire passer sous les verges les soldats qui auraient déserté ou se seraient rendus coupables d'autres crimes. Le soldat Pireïko dit dans ses souvenirs : « On fustigea alors des hommes pour le moindre délit, par exemple pour s'être absentés quelques heures sans permission ; parfois même on administrait les verges uniquement pour relever le moral de la troupe ! » Dès le 17 septembre 1915, Kouropatkine

notait, s'en référant à Goutchkov : « Soldats et sous-officiers ont débuté dans la guerre avec ardeur. Ils sont à présent exténués et, à force de battre en retraite, ils ont perdu toute foi en la victoire. » A peu près vers la même date, le ministre de l'Intérieur déclarait, au sujet des 30.000 soldats qui se trouvaient en convalescence à Moscou : « Ce sont des éléments turbulents qui s'insurgent contre toute discipline, font du scandale, engagent des rixes avec les agents de police (dernièrement, un agent a été tué par des soldats), qui délivrent par force les individus qu'on arrête, etc. Il est hors de doute qu'en cas de troubles, toute cette horde prendra le parti de la foule. » Le soldat Pireïko, déjà cité, écrit encore : « Tous, sans exception, ne s'intéressaient qu'à une chose : la paix... Quel serait le vainqueur, que donnerait cette paix, c'était le moindre des soucis de l'armée : elle voulait la paix à tout prix, car elle était lasse de la guerre. »

Une bonne observatrice, S. Fédortchenko, qui servait comme infirmière, a surpris des conversations de soldats, a presque deviné leurs pensées, et les a adroitement notées sur des feuillets. Il en est résulté un petit livre, *Le Peuple à la Guerre*, lequel permet de jeter un coup d'œil dans le laboratoire où les grenades, les barbelés, les gaz asphyxiants et la bassesse des autorités travaillèrent, durant de longs mois, la conscience de plusieurs millions de paysans russes et où furent broyés, en même temps que les os de créatures humaines, des préjugés séculaires. Bien des aphorismes originaux, émis par les soldats contenaient déjà les mots d'ordre de la prochaine guerre civile.

Le général Rouzsky se plaignait en décembre 1916 de ce que Riga était la grande misère du front septentrional. C'était, selon lui, un « nid de propagande »,

de même que Dvinsk. Le général Broussilov confirmait ce jugement : les effectifs qui revenaient du secteur de Riga arrivaient démoralisés, les soldats refusaient de monter à l'attaque, ils avaient passé un capitaine au fil de la baïonnette, on avait dû fusiller plusieurs hommes, etc. « Le terrain propice à une désagrégation définitive de l'armée existait longtemps avant la révolution », avoue Rodzianko qui était lié avec les cercles d'officiers et avait visité le front.

Les éléments révolutionnaires, disséminés au début, s'étaient noyés dans l'armée sans laisser presque aucune trace. Mais, à mesure que s'affirmait le mécontentement général, ils remontèrent à la surface. Quand on expédia au front, par mesure disciplinaire, les ouvriers qui s'étaient mis en grève, les rangs des agitateurs s'en trouvèrent renforcés, et les mouvements de recul de l'armée disposèrent en leur faveur des auditoires. La Sûreté (*l'Okhrana*) déclarait dans un rapport : « L'armée à l'arrière et particulièrement sur le front, est pleine d'éléments dont les uns sont capables de devenir les forces actives d'un soulèvement, dont les autres ne sauraient que se refuser à la répression »... La direction de la gendarmerie de la province de Pétrograd communique, en octobre 1916, se basant sur le rapport d'un fondé de pouvoirs de l'Union des Zemstvos, que l'état d'esprit de l'armée est alarmant, que les relations entre officiers et soldats sont extrêmement tendues, qu'il se produit même des collisions sanglantes, que, de tous côtés, l'on rencontre des milliers de déserteurs. « Quiconque a séjourné à proximité de l'armée doit garder l'impression pleine et sincère d'une incontestable démoralisation des troupes. » Par prudence, le communiqué ajoute que, si ces informations paraissent peu vraisemblables en bien des points, il faut tout de même y

ajouter foi, d'autant plus que de nombreux médecins, revenus du front, ont donné des indications identiques.

L'état d'esprit de l'arrière correspondait à celui du front. A la conférence du parti cadet, en octobre 1916, la majorité des délégués signalèrent de l'apathie et du manque de foi en la victoire « dans toutes les couches de la population, particulièrement dans les campagnes et parmi la classe pauvre des villes ». Le 30 octobre 1916, le directeur du Département de la Police, résumant un certain nombre de rapports, écrivait ce qui suit : « On observe de toutes parts et dans toutes les couches de la population une sorte de lassitude causée par la guerre, un désir ardent de paix expéditive, à quelques conditions que celle-ci soit conclue... »

Quelques mois plus tard, tous ces messieurs, députés et policiers, généraux et fondés de pouvoir des Zemstvos, médecins et ex-gendarmes, allaient affirmer, avec tout autant d'assurance, que la révolution avait tué, dans l'armée, le patriotisme et qu'une victoire garantie d'avance leur avait été ravie par les bolchéviks.



Ce furent indiscutablement les cadets (constitutionnels-démocrates) qui jouèrent le rôle de coryphées dans le concert belliqueux des patriotes. Ayant rompu ses attaches problématiques avec la révolution dès la fin de 1905, le libéralisme, sitôt le début de la contre-révolution, leva le drapeau de l'impérialisme. Cette nouvelle attitude était la conséquence de la première : du moment qu'il était impossible de débarrasser le pays des antiquailles de la féodalité, pour assurer à la bourgeoisie une situation dominante, il ne restait qu'à conclure une alliance avec la monarchie et la noblesse,

dans le but d'améliorer la situation du capital russe sur le marché mondial. S'il est exact que la catastrophe universelle fut préparée de divers côtés, de telle sorte qu'elle fut, jusqu'à un certain point, inattendue, même pour les organisateurs les plus responsables, il n'est pas moins douteux que, dans la préparation de cette catastrophe, le libéralisme russe, en tant qu'animateur de la politique extérieure de la monarchie, ne se trouvait pas au dernier rang. La guerre de 1914 fut reconnue de plein droit par les leaders de la bourgeoisie russe comme leur propre guerre. Au cours d'une séance solennelle de la Douma d'Etat, le 26 juillet 1914, le président de la fraction cadette déclarait ceci : « Nous ne posons ni conditions, ni revendications ; nous jetons seulement sur la balance notre ferme volonté de vaincre l'adversaire. » L'Union sacrée devenait, en Russie aussi, la doctrine officielle. Durant les manifestations patriotiques qui eurent lieu à Moscou, le comte Benckendorf, grand-maître des cérémonies, s'écriait en présence des diplomates : « Eh bien, est-ce donc là cette révolution que l'on nous prédisait à Berlin ? » L'ambassadeur de France, Paléologue, renchérissait : « Une même pensée semble bien s'être emparée de tous. » Ces gens croyaient de leur devoir de nourrir et de semer des illusions en des circonstances qui, aurait-on dû penser, excluaient toute possibilité de se leurrer.

Les leçons qui devaient remédier à cette ivresse ne se firent pas attendre longtemps. Peu après le début de la guerre, un des cadets les plus expansifs, Roditchev, avocat et propriétaire foncier, s'écria, au sein du Comité central de son parti : « Mais enfin, pensez-vous qu'avec ces imbéciles l'on puisse remporter la victoire ? » Les événements prouvèrent qu'on ne peut être vainqueur quand on est commandé par des imbéciles.

Ayant perdu plus qu'à moitié l'espoir de vaincre, le libéralisme tenta d'utiliser l'élan d'inertie de la guerre pour procéder à une épuration de la camarilla et contraindre la monarchie à un arrangement. Le principal moyen employé fut d'accuser le parti de la Cour d'avoir des sentiments germanophiles et de tramer une paix séparée.

Au printemps de 1915, lorsque des troupes dépourvues d'armes reculèrent sur toute la ligne du front, il fut décidé dans les sphères gouvernementales, non sans une certaine pression des Alliés, de faire appel à l'initiative de l'industrie pour les fournitures de l'armée. A cet effet fut constituée une Conférence spéciale qui se composa, avec des bureaucrates, d'industriels désignés parmi les plus influents. Les Unions des Zemstvos et des Villes qui s'étaient créées au début des hostilités, ainsi que les Comités des Industries de Guerre, formés au printemps de 1915, devinrent les points d'appui de la bourgeoisie dans sa lutte pour la victoire et pour le pouvoir. La Douma d'État, s'étayant sur ces organisations, devait se manifester avec plus de hardiesse, comme intermédiaire entre la bourgeoisie et la monarchie,

De larges perspectives politiques ne détournèrent cependant point l'attention des pesants problèmes d'actualité. De la Conférence spéciale, réservoir central, des dizaines, des centaines de millions qui s'additionnèrent en milliards, furent distribués par des canaux ramifiés, irriguant abondamment l'industrie, satisfaisant au passage une multitude d'appétits. A la Douma d'État et dans la presse, certains bénéfices de guerre pour 1915-1916 furent portés à la connaissance du public : la Compagnie du Textile qui appartenait aux Riabouchinsky, libéraux moscovistes, avouait 75 % de bénéfice net ; la Manufacture de Tver en était même à 111 % ;

les Laminages de cuivre de Koltchouguine, dont le capital était de 10 millions, avaient gagné plus de 12 millions en un an. Dans ce secteur, la vertu patriotique était récompensée généreusement, et, notons-le, sans délai.

La spéculation en tout genre et le jeu en Bourse atteignirent leur paroxysme. D'immenses fortunes, s'élevèrent sur une écume de sang. Le pain et le combustible manquèrent dans la capitale : cela n'empêcha pas le joaillier Fabergé, — fournisseur attitré de la Cour impériale, — d'annoncer superbement qu'il n'avait jamais fait de si bonnes affaires. Vyroubova, demoiselle d'honneur de la tsarine, relate qu'en aucune saison précédente l'on ne commanda autant de parures luxueuses, l'on n'acheta autant de diamants que pendant l'hiver de 1915-1916. Les boîtes de nuit étaient surpeuplées de héros de l'arrière, d'embusqués et, plus simplement parlant, d'honorables personnages qui étaient trop âgés pour aller au front, mais encore assez jeunes pour mener joyeuse vie. Les grands-ducs ne furent pas des derniers à participer au festin donné en temps de peste (1). Personne n'hésitait à faire des dépenses excessives. Une pluie d'or tombait des hauteurs, sans arrêt. La « haute société » tendait les mains, ouvrait ses poches pour « toucher », les dames de l'aristocratie relevaient le plus haut qu'elles pouvaient leurs jupes, tous pataugeaient dans une boue sanglanté, — banquiers, intendants, industriels, ballerines du tsar et des grands-ducs, prélats de l'Eglise orthodoxe, dames et demoiselles de la Cour, députés libéraux, généraux du front et de l'arrière, avocats radicaux, sérénissimes tartufes de l'un et de

(1) Allusion à un poème célèbre du grand poète russe Alexandre Pouchkine. — *N. du Trad.*

l'autre sexe, innombrables neveux et surtout d'innombrables nièces. Tous se hâtaient de rafler et de bâfrer, dans l'appréhension de voir la fin de la pluie d'or, si bénie, et tous repoussaient avec indignation l'idée d'une paix prématurée.

Les bénéfices réalisés en commun, les défaites à l'extérieur, les dangers à l'intérieur établirent un rapprochement entre les partis des classes possédantes. La Douma, qui avait été divisée à la veille de la guerre, trouva en 1915 sa majorité d'opposition patriotique qui prit la dénomination de « bloc progressiste ». Le but officiellement avoué fut, bien entendu, de « satisfaire aux besoins provoqués par la guerre ». Dans ce bloc n'entrèrent pas, de la gauche, les social-démocrates et les travaillistes, de la droite les petits groupes qui étaient bien connus comme Cent-Noirs (extrêmement réactionnaires). Toutes les autres fractions de la Douma, — les cadets, les progressistes, les trois groupes d'octobristes, le centre et une partie des nationalistes, entrèrent dans le bloc ou s'adjoignirent à lui, de même que les groupes nationaux : polonais, lithuaniens, musulmans, juifs et autres. De crainte d'effaroucher le tsar en lui demandant un ministère responsable, le bloc réclama « un gouvernement unifié, composé de personnalités jouissant de la confiance du pays ». Dès lors, le prince Chtcherbatov, ministre de l'Intérieur, caractérisait le bloc comme un groupement provisoire, « une coalition née des appréhensions que l'on a d'une révolution sociale ». D'ailleurs, pour comprendre ce jugement, il n'était nullement besoin d'une grande perspicacité. Milioukov, qui était à la tête des cadets, et par conséquent, du bloc d'opposition, disait à une conférence de son parti : « Nous marchons sur un volcan... La tension a atteint son extrême degré... Il suffirait d'une allumette »

jetée par imprudence pour provoquer un épouvantable incendie... Quel que soit le pouvoir, — mauvais ou bon, — un pouvoir ferme est, pour l'instant, plus nécessaire que jamais. »

Si grande était l'espérance de voir le tsar, frappé par tant de désastres, accorder des concessions, que, dans la presse libérale, parut au mois d'août une liste confectionnée d'avance des membres d'un « cabinet de la confiance » : le président de la Douma, Rodzianko, eût été premier ministre (d'après une autre version, l'on désignait comme Premier le prince Lvov, président de l'Union des Zemstvos) ; le ministre de l'Intérieur eût été Goutchkov, celui des Affaires étrangères — Milioukov, etc... La plupart de ces personnalités qui se désignaient d'elles-mêmes pour une alliance avec le tsar contre la révolution devaient, dix-huit mois plus tard, faire partie d'un gouvernement dit « révolutionnaire ». Ce sont de ces boutades que l'histoire s'est permises plus d'une fois. Au moment dont nous parlons, la plaisanterie, du moins, ne dura guère.

En majorité, les ministres du cabinet Gorémykine n'étaient pas moins que les cadets effarés de la tournure que prenaient les affaires, et par suite, inclinaient à une entente avec le bloc progressiste. « Un gouvernement qui n'a pour lui ni la confiance du dépositaire du pouvoir souverain, ni celle de l'armée, ni celle des villes, ni celle des zemstvos, ni celle de la noblesse, ni celle des marchands, ni celle des ouvriers, est incapable non seulement de travailler, mais même d'exister. L'absurdité est évidente. » C'est en ces termes que le prince Chtcherbatov appréciait, en août 1915, le gouvernement dont il faisait partie en qualité de ministre de l'Intérieur. « Si l'on conduit l'affaire convenablement et si l'on ouvre une échappée, disait Sazonov, ministre des Affaires

étrangères, les cadets seront les premiers à chercher un accord. Milioukov est un bourgeois fieffé et il redoute plus que tout la révolution sociale. Au surplus, la plupart des cadets tremblent pour leurs capitaux. » De son côté, Milioukov estimait aussi que le bloc progressiste « aurait à faire quelques concessions ». Donc, les deux parties semblaient disposées à marchander et l'on eût pu croire que tout allait marcher comme sur des roulettes. Mais, le 29 août, le président du Conseil, Gorémykine, bureaucrate chargé d'ans et d'honneurs, — vieux cynique qui ne s'occupait de politique qu'entre deux réussites aux cartes et qui repoussait toutes plaintes en disant que la guerre « ne le concernait point », — se rendit au G. Q. G., voir le tsar, lui présenter un rapport, et revint de là pour annoncer que tout un chacun devait rester à sa place, à l'exception de la Douma d'Etat, trop présomptueuse, dont la session serait ajournée le 3 septembre. La lecture de l'oukaze du tsar, décrétant l'ajournement de la Douma fut entendue sans un seul mot de protestation : les députés crièrent « hourra pour le tsar » et se dispersèrent.

Comment donc le gouvernement tsariste, qui, d'après ses propres aveux, n'avait aucun appui, put-il tenir encore plus de dix-huit mois ? Les succès éphémères de l'armée russe eurent sans doute leur influence, renforcée par une bénéfique pluie d'or. Les succès, sur le front, s'arrêtèrent, à vrai dire, bientôt, mais les bénéfices de l'arrière subsistèrent. Cependant, la cause principale du raffermissement de la monarchie, un an avant son renversement, résidait dans une très nette différenciation du mécontentement populaire. Le chef de la Sûreté de Moscou, dans un rapport, déclarait que la bourgeoisie évoluait vers la droite par « appréhension d'excès révolutionnaires qui se produiraient après la

guerre »; au cours des hostilités, on le voit, la révolution était encore considérée comme improbable. Ce qui alarmait en outre les industriels, c'était « que certains dirigeants des Comités des Industries de Guerre fussent en coquetterie avec le prolétariat ». En conclusion, le colonel de gendarmerie Martynov, qui, de par sa profession, n'avait pas lu sans fruit la littérature marxiste, déclarait qu'une certaine amélioration de la situation politique était due à « une différenciation sans cesse accentuée des classes sociales, qui décelait de vives contradictions d'intérêts particulièrement senties dans la période que l'on traversait ».

L'ajournement de la Douma, en septembre 1915, fut un défi lancé directement à la bourgeoisie, et non point aux ouvriers. Mais, tandis que les libéraux se dispersaient en criant (à vrai dire sans grand enthousiasme) « hurra pour le tsar », les ouvriers de Pétrograd et de Moscou répliquèrent par des grèves de protestation. Ce fut une nouvelle douche froide pour les libéraux : ils craignaient plus que tout l'intervention indésirable de tiers dans leur duo de famille avec la monarchie. Cependant, qu'allaient-ils faire ensuite ? Sous les légers grognements de son aile gauche, le libéralisme arrêta son choix sur une recette éprouvée : rester exclusivement sur le terrain de la légalité et rendre la bureaucratie « en quelque sorte inutile » en assumant les fonctions patriotiques. Il fallut en tout cas laisser de côté la liste du ministère libéral qu'on avait projetée.

Entre temps, la situation s'aggravait automatiquement. En mai 1916, la Douma fut de nouveau convoquée, mais personne, à proprement parler, ne savait à quoi bon. De toute façon, la Douma n'avait nullement l'intention de lancer un appel à la révolution. En outre, elle n'avait rien à dire. « Au cours de cette session, — dit

Rodzianko dans ses Mémoires, — les séances furent languissantes, les députés peu assidus... La lutte continuelle semblait infructueuse, le gouvernement ne voulait rien entendre, le désarroi allait grandissant, et le pays courait à sa perte. » L'épouvante de la bourgeoisie devant la révolution et son impuissance à défaut de révolution, assurèrent à la monarchie, pendant l'année 1916, quelque semblant d'appui social.

Vers l'automne, la situation s'aggrava encore. Il devenait évident que la guerre ne laissait plus d'espoir ; l'indignation des masses populaires menaçait à tout instant de déborder. Tout en attaquant, comme auparavant, le parti de la Cour, en l'accusant de « germanophilie », les libéraux estimaient indispensable de sonder pour voir s'il n'y avait pas des chances de paix, car ils préparaient leur lendemain. C'est seulement ainsi que l'on s'explique les pourparlers qui eurent lieu à Stockholm, dans l'automne de 1916, entre le député Protopopov, un des leaders du bloc progressiste, et le diplomate allemand Warburg. La délégation de la Douma qui se rendit, en visites amicales, chez les Français et les Anglais, put sans difficulté constater à Paris et à Londres, que les chers Alliés avaient, pour le temps de guerre, l'intention d'exprimer de la Russie toutes ses forces vives, puis, après la victoire, de faire de ce pays arriéré le champ principal de leur exploitation économique. La Russie brisée et prise en remorque par l'Entente victorieuse, n'eût plus été qu'une colonie. Les classes possédantes de Russie n'avaient plus autre chose à faire que de tenter de se débarrasser des embrassements trop serrés de l'Entente et de trouver leur propre voie vers la paix, en utilisant l'antagonisme de deux formidables adversaires. L'entrevue que le président de la délégation de la Douma eut avec le diplomate

allemand, en tant que premier pas dans cette voie, signifiait aussi une menace aux Alliés, visant à obtenir des concessions, et un effort de sondage pour reconnaître les possibilités effectives de rapprochement avec l'Allemagne. Protopopov agissait d'accord non seulement avec la diplomatie du tsar (l'entrevue eut lieu en présence de l'ambassadeur de Russie en Suède), mais avec toute la délégation de la Douma d'Etat. Entre autres buts, en effectuant cette reconnaissance, les libéraux avaient, pour l'intérieur, des visées qui n'étaient pas de petite importance : fie-toi à nous, auraient-ils dit au tsar, et nous t'arrangerons une paix séparée, meilleure et plus sûre que celle de Stürmer. D'après le plan de Protopopov, c'est-à-dire de ses inspireurs, le gouvernement russe devait avertir les Alliés, « quelques mois d'avance », de la nécessité où il se trouvait de mettre fin à la guerre, et si les Alliés refusaient d'engager des pourparlers de paix, la Russie devait conclure une paix séparée avec l'Allemagne. Dans une confession écrite après la révolution, Protopopov dit, comme d'une chose qui s'entend tout naturellement : « Tout ce qu'il y avait de gens raisonnables en Russie, et, dans ce nombre, presque tous les leaders du parti de « la liberté du peuple » (cadets) étaient persuadés que la Russie n'était plus en état de poursuivre la guerre. »

Le tsar, à qui Protopopov, dès son retour, fit un rapport sur son voyage et sur les pourparlers, accueillit l'idée d'une paix séparée en toute sympathie. Mais il ne voyait aucune raison d'associer à cette affaire les libéraux. Si Protopopov lui-même, par un pur hasard, fut admis dans la camarilla du Palais, rompant avec le bloc progressiste, cela s'explique uniquement par le caractère de ce fat qui s'éprit, selon sa propre expression, du tsar et

de la tsarine, en même temps qu'il s'enamourait d'un portefeuille inespéré de ministre de l'Intérieur. Mais que Protopopov ait trahi le libéralisme, c'est un épisode qui ne modifie absolument en rien le sens général de la politique extérieure des libéraux, combinaison de cupidité, de lâcheté et de félonie.

Le 1^{er} novembre, la Douma se réunit à nouveau. La surexcitation du pays avait atteint un degré intolérable. On attendait de la Douma des actes décisifs. Il fallait faire ou, du moins, dire quelque chose. Le bloc progressiste se trouva contraint encore une fois de recourir à des dénonciations parlementaires. Enumérant à la tribune les principaux actes du gouvernement, Milioukov, à chaque point, posait cette question : « Est-ce là de la sottise ou bien une trahison ? » D'autres députés haussèrent également le ton. Le gouvernement ne trouva presque point de répondants pour lui. Il répliqua à sa manière : il interdit l'impression des discours prononcés à la Douma. En conséquence, ces discours furent répan- dus par millions d'exemplaires. Il n'y eut pas un service public, non seulement à l'arrière, mais au front, où l'on ne s'occupât de recopier les harangues séditieuses, fréquemment avec des additions qui correspondaient au tempérament du copiste. Le retentissement des débats fut tel que les accusateurs eux-mêmes en frissonnèrent.

Le groupe d'extrême-droite, celui des bureaucrates invétérés qu'inspirait Dournovo, l'homme qui avait réprimé la révolution de 1905, présenta alors au tsar un placet comportant un programme. Les vues de ces dignitaires expérimentés, qui avaient passé par la sérieuse école policière, portaient assez juste et assez loin, et si leurs ordonnances s'avérèrent inutilisables, c'est que nul remède n'existait contre les maladies

de l'ancien régime. Les auteurs du placet se prononçaient contre toutes concessions à l'opposition bourgeoise, — non point, pensaient-ils, que les libéraux désirassent pousser trop loin leurs revendications, comme l'imaginaient les Cent-Noirs de bas étage que les dignitaires de la réaction considéraient du haut de leur grandeur, non point, mais le malheur était, d'après eux, que les libéraux fussent « si faibles, si divisés entre eux, et, pour parler franchement, si stupides que leur triomphe eût été aussi éphémère qu'instable ». La faiblesse du principal des partis d'opposition, celui des constitutionnels-démocrates (cadets) était définie en termes propres : ce parti se disait démocratique bien qu'il fût essentiellement bourgeois ; se composant, dans une large mesure, de propriétaires libéraux, il avait inscrit dans son programme l'obligation pour les paysans de racheter les terres. « Exception faite pour ces atouts empruntés au jeu d'autrui, — écrivent les Conseillers secrets, usant d'un langage qui trahit leurs habitudes, — les cadets ne sont rien de plus qu'une nombreuse agglomération d'avocats, professeurs et fonctionnaires de divers départements, tous libéraux : rien de plus ». Il en est autrement des révolutionnaires. Le placet adressé au tsar reconnaît l'importance des partis révolutionnaires, et les auteurs ont dû grincer des dents en écrivant : « Le danger représenté par ces partis et leur force résident en ceci qu'ils ont une idée, qu'ils ont de l'argent (!), qu'ils ont pour eux une foule toute prête et bien organisée. » Les partis révolutionnaires « sont en droit de compter sur les sympathies de l'écrasante majorité de la classe paysanne qui suivra le prolétariat dès que les leaders révolutionnaires lui feront signe de s'emparer des terres d'autrui ». Que donnerait, dans ces conditions, l'établissement

d'un ministère responsable devant le parlement ? « Un écrasement complet et définitif des partis de droite, une absorption graduelle des partis intermédiaires (centre, conservateurs libéraux, octobristes et progressistes) par le parti des cadets qui, au début, prendrait une importance décisive. Mais les cadets seraient menacés de subir le même sort... Et ensuite ? Ensuite viendrait la foule révolutionnaire, ce serait la Commune, la perte de la dynastie, le pillage des classes possédantes, puis enfin le brigandage du moujik. » On ne peut nier que la fureur réactionnaire et policière ne se soit élevée ici à d'originales prévisions historiques.

Le placet, dans son programme positif, n'avait rien de neuf, mais il était conséquent : constituer un gouvernement d'implacables partisans de l'autocratie ; abolir la Douma ; décréter l'état de siège dans les deux capitales : préparer des contingents pour l'écrasement de la révolte. Ce programme fut, en somme, la base de la politique gouvernementale durant les derniers mois qui précédèrent la révolution. Cependant, pour réussir, ce plan supposait des forces dont Dournovo avait disposé pendant l'hiver de 1905, mais qui n'existaient plus à l'automne de 1916. La monarchie essaya donc d'étouffer le pays discrètement, en divisant les résistances. Le ministère fut remanié, l'on n'y mit que des gens « à soi », indiscutablement dévoués au tsar et à la tsarine. Mais ces personnalités « à soi » et, à leur tête, le transfuge Protopopov, étaient insignifiantes et lamentables. La Douma ne fut point abrogée, mais on l'ajourna de nouveau. La déclaration de l'état de siège à Pétrograd fut réservée pour une date à laquelle la révolution avait déjà remporté la victoire. Quant aux forces militaires préparées pour l'écrasement de la révolte, elles se trouvèrent entraînées elles-mêmes

dans la sédition. Tout cela fut révélé deux ou trois mois plus tard.

Le libéralisme, pendant ce temps, faisait les derniers efforts pour sauver la situation. Toutes les organisations de la bourgeoisie censitaire appuyèrent les discours d'opposition prononcés en novembre à la Douma par une série de nouvelles déclarations. De toutes la plus insolente fut la résolution de l'Union des Villes, en date du 9 décembre : « Des criminels irresponsables, des scélérats, ménagent à la Russie la défaite, l'opprobre et l'esclavage. » La Douma d'Etat était invitée à « ne pas se séparer tant que l'on n'aurait pas obtenu un gouvernement responsable ». Le Conseil d'Etat lui-même, organe de la bureaucratie et de la grosse propriété, se prononça pour un appel au pouvoir de personnalités jouissant de la confiance du pays. La même requête fut formulée par le Congrès de la Noblesse unifiée : des pierres couvertes de mousse se mettaient à parler. Mais rien ne changea. La monarchie ne lâchait point ce qui lui restait de pouvoir entre les mains.

La dernière session de la dernière Douma fut fixée, après des hésitations et des anicroches, au 14 février 1917. Jusqu'à la venue de la révolution, il restait moins de quinze jours. On s'attendait à des manifestations. Dans la *Rietch (La Parole)*, organe des cadets, en même temps qu'un communiqué du général Khabalov, chef du corps d'armée de la région de Pétrograd, interdisant les manifestations, fut imprimée une lettre de Milioukov mettant en garde les ouvriers contre « les mauvais et dangereux conseils » venus de « sources obscures ». En dépit des grèves, la réouverture de la Douma eut lieu dans un calme relatif. Feignant de ne plus s'intéresser à la question du pouvoir, la Douma s'occupa d'un problème exclusivement pratique, quoique grave : celui

du ravitaillement. L'atmosphère était languissante, — comme l'a écrit plus tard Rodzianko : — « on sentait l'impuissance de la Douma, sa lassitude dans une lutte inutile ». Milioukov répétait que le bloc progressiste « agirait par la parole et seulement par la parole ». C'est ainsi disposée que la Douma s'engagea dans le tourbillon de la Révolution de Février.

LE PROLÉTARIAT ET LES PAYSANS

LE prolétariat russe a fait ses premiers pas dans les conditions politiques d'un Etat despotique. Grèves interdites par la loi, cercles clandestins, proclamations illégales, manifestations de rues, collisions avec la police et la troupe — telle fut l'école créée par la combinaison d'un capitalisme en rapide développement et d'un absolutisme qui cédait lentement ses positions. La concentration des ouvriers dans de gigantesques entreprises, le caractère également concentré de l'oppression exercée par l'Etat, enfin les poussées impulsives d'un prolétariat jeune et plein de fraîcheur, firent de la grève politique, si rare en Occident, la méthode essentielle de lutte en Russie. Les chiffres des grèves ouvrières depuis le début de ce siècle sont des indices des plus instructifs sur l'histoire politique de la Russie. Quelque désir l'on ait de ne point encombrer le texte de chiffres, il est impossible de s'abstenir de citer les tableaux des grèves politiques en Russie pour la période de 1903 à 1917. Ces données, ramenées à leur plus simple expression, concernent seulement les entreprises qui étaient du ressort de l'inspection des fabriques : les chemins de fer, les industries minières et métallurgiques, divers métiers et, en général, les petites entreprises, sans parler bien entendu de l'agriculture, ne rentrent pas, pour différentes raisons, dans ce calcul. Cependant, la courbe du mouvement des grèves ne s'en dessine pas moins nettement.

Années	Nombre de grévistes politiques (en milliers)
1903	87 (1)
1904	25 (1)
1905	1.843
1906	651
1907	540
1908	93
1909	8
1910	4
1911	8
1912	550
1913	502
1914 (premier semestre).....	1.059
1915	156
1916	310
1917 (janvier-février)	575

Nous avons devant nous la courbe, unique en son genre, de la température politique d'une nation qui portait en son sein une grande révolution. Dans un pays arriéré où le prolétariat n'est pas nombreux, — dans les entreprises subordonnées à l'inspection des fabriques, — environ un million et demi d'ouvriers en 1905, environ deux millions en 1917 ! — le mouvement de grève prend une ampleur qu'il n'avait jamais eue nulle part dans le monde. Compte tenu de la faiblesse de la démocratie petite-bourgeoise, de l'éparpillement

(1) Pour 1903 et 1904, la statistique se rapporte à toutes les grèves, dans lesquelles prédominaient sans aucun doute les grèves économiques. — *Note de l'Auteur.*

et de la cécité politique du mouvement paysan, la grève révolutionnaire des ouvriers devient le bélier que la nation à son réveil dirige contre le rempart de l'absolutisme. Qu'il y ait eu 1 million 843.000 participants dans les grèves politiques pour la seule année 1905 (les ouvriers ayant participé à plusieurs grèves sont, bien entendu, compris ici multiplicativement), — ce chiffre seul nous permettrait d'indiquer du doigt sur le tableau l'année de la révolution, quand bien même nous ne saurions rien de plus des éphémérides politiques de la Russie.

Pour 1904, première année de la guerre russo-japonaise, l'inspection des fabriques n'accusa au total que 25.000 grévistes. En 1905, les grèves politiques et économiques, comptèrent ensemble 2 millions 863.000 participants, soit un chiffre 115 fois supérieur à celui de l'année précédente. Ce bond prodigieux suggère déjà que le prolétariat, forcé par la marche des événements d'improviser cette activité révolutionnaire inouïe, devait à tout prix tirer de son propre fonds une organisation qui correspondît à l'ampleur de la lutte et à l'immensité des tâches envisagées : ainsi naquirent les *soviets* (Conseils) de la première révolution, qui devinrent les organes de la grève générale et de la lutte pour la conquête du pouvoir.

Brisé dans son insurrection de décembre 1905, le prolétariat fait des efforts héroïques pour conserver une partie des positions enlevées au cours des deux années suivantes, lesquelles, comme le montrent les chiffres des grèves, se rattachent encore de tout près à la révolution, tout en étant déjà des années de régression. Les quatre années suivantes (1908-1911), apparaissent dans le miroir de la statistique des grèves, comme une période de contre-révolution victorieuse. La crise industrielle qui

coïncide avec elle épuise encore davantage le prolétariat déjà saigné à blanc. La profondeur de la chute est symétrique à la hauteur de l'envolée antérieure. Les convulsions de la nation trouvent leur empreinte dans ces simples chiffres.

La vie industrielle se ranimant à partir de 1910 remet les ouvriers sur pied et donne une nouvelle impulsion à leur énergie. Les chiffres de 1912-1914 reproduisent presque les données de 1905-1907, mais en sens inverse : la tendance n'est plus à la chute, elle est à la montée. Sur de nouvelles bases historiques plus élevées, — les ouvriers sont maintenant plus nombreux et ils ont plus d'expérience, — une nouvelle offensive révolutionnaire se déclenche. Le premier semestre de 1914 se rapproche évidemment, quant à l'importance des grèves politiques, de l'année qui data le point culminant de la première révolution. Mais la guerre éclate et interrompt brutalement ce processus. Les premiers mois en sont marqués par l'inaction politique de la classe ouvrière. Cependant, dès le printemps de 1915, cette torpeur commence à se dissiper. Il s'ouvre un nouveau cycle de grèves politiques qui, en février 1917, aboutit à l'insurrection des ouvriers et des soldats.

Les brusques flux et reflux de la lutte des masses rendirent, en quelques années, le prolétariat russe presque méconnaissable. Des usines qui, deux ou trois ans auparavant, s'étaient mises en grève, d'un accord unanime, à propos d'un acte quelconque d'arbitraire policier, perdaient à présent toute apparence d'esprit révolutionnaire et laissèrent passer sans protestation les crimes les plus monstrueux des autorités. Les grandes défaites sont décourageantes pour longtemps. Les éléments révolutionnaires perdent leur pouvoir sur la masse. Dans la conscience de celle-ci remontent en surface des préjugés et

des superstitions mal cuvés. Les nouveaux venus des campagnes, masses ignorantes, délayent pendant ce temps les rangs ouvriers. Les sceptiques hochent la tête ironiquement. Il en fut ainsi de 1907 à 1911. Mais les processus moléculaires dans les masses guérissent les plaies psychiques causées par les défaites. Un nouveau tournant des événements ou bien une sourde poussée économique inaugurent un nouveau cycle politique. Les éléments révolutionnaires retrouvent leur auditoire. La lutte reprend à un degré plus élevé.

Pour comprendre les deux principaux courants dans la classe ouvrière de Russie, il est important de considérer que le menchévisme s'est définitivement formé pendant les années de réaction et de régression, s'appuyant principalement sur une mince couche d'ouvriers qui avaient rompu avec la révolution ; tandis que le bolchévisme, terriblement écrasé durant la période de réaction, monta rapidement, au cours des années qui précédèrent la guerre, à la crête du nouveau flux révolutionnaire. « L'élément le plus énergique, le plus allègre, le plus capable de lutter infatigablement, de résister et de s'organiser constamment, se trouve dans les groupements et les individus qui se concentrent autour de Lénine ... » C'est ainsi que le département de la Police appréciait le travail des bolchéviks, dans les années qui précédèrent la guerre.

En juillet 1914, lorsque les diplomates plantaient leurs derniers clous dans la croix sur laquelle devait être crucifiée l'Europe, Péetrograd était en pleine ébullition révolutionnaire. Le président de la République française, Poincaré, quand il vint déposer une couronne sur le tombeau d'Alexandre III, dut entendre les derniers échos d'une bataille de rues avec les premiers éclats des manifestations patriotiques.

Le mouvement d'offensive des masses en 1912-1914 aurait-il amené le renversement du tsarisme si la guerre ne s'était pas intercalée ? Il n'est guère possible de répondre à cette question en toute certitude. Le processus conduisait inéluctablement à la révolution. Mais par quelles étapes, en ce cas, aurait-on dû passer ? Ne courait-on point à quelque nouvelle défaite ? Combien de temps aurait-il fallu aux ouvriers pour soulever les paysans et conquérir l'armée ? Dans toutes ces directions, l'on ne peut que conjecturer. La guerre, en tout cas, fit d'abord rétrograder le processus, pour l'accélérer d'autant plus puissamment dans la phase suivante et lui assurer une écrasante victoire.

Aux premiers roulements du tambour, le mouvement révolutionnaire fut suspendu. Les couches ouvrières plus actives se trouvèrent mobilisées. Les éléments révolutionnaires enlevés aux usines furent jetés sur le front. Les grèves étaient châtiées rigoureusement. La presse ouvrière fut balayée. Les syndicats furent étouffés. On embaucha dans les ateliers, par centaines de mille, des femmes, des adolescents, des paysans. Politiquement la guerre, en connexion avec l'effondrement de l'Internationale, désorienta extraordinairement les masses et donna aux administrations d'usines qui relevaient la tête la possibilité de parler un langage patriotique au nom de leurs entreprises, entraînant à leur suite une partie considérable de la main-d'œuvre et contraignant à un silence expectant les ouvriers les plus hardis et résolus. La pensée révolutionnaire fut mise en veilleuse dans de petits cercles devenus silencieux. En ce temps-là, nul ne se risquait, dans les usines, à se dire « bolchévik », de crainte d'être arrêté ou même brutalisé par des ouvriers arriérés.

A la Douma, la fraction bolchévique dont l'effectif

était faible, ne se montra pas, au moment où éclata la guerre, à la hauteur de sa tâche. En accord avec les députés menchéviks, elle déposa une motion déclarant qu'elle s'engageait à « défendre les biens culturels du peuple contre toutes atteintes, d'où qu'elles vinssent ». La Douma souligna par des applaudissements cette reddition. De toutes les organisations et groupes russes du parti, pas un ne prit ouvertement la position défaitiste que Lénine proclama à l'étranger. Cependant, la proportion des patriotes parmi les bolchéviks s'avéra insignifiante. En contrepartie des populistes et des menchéviks, les bolchéviks, dès 1914, commencèrent à développer dans les masses, par la presse et la parole, leur agitation contre la guerre. Les députés à la Douma revinrent bientôt de leur effarement et reprirent leur travail révolutionnaire sur lequel les autorités étaient informées de très près, grâce aux ramifications de leurs services de provocateurs. Il suffit de dire que, sur sept membres du comité du parti, à Pétersbourg, à la veille de la guerre, trois étaient des agents de la Sûreté (*Okhrana*). C'est ainsi que le tsarisme jouait à colin-maillard avec la révolution. En novembre, les députés bolchéviks furent arrêtés. L'on entreprit de détruire le parti dans toute l'étendue du pays. En février 1915, l'affaire de la fraction parlementaire fut entendue au palais de justice. Les accusés se tinrent sur la réserve. Kaménev, comme théoricien inspirateur de la fraction, désavouait la position défaitiste de Lénine, de même que Pétrovsky, actuellement président du Comité exécutif central en Ukraine. Le département de la police nota avec satisfaction que la sévère sentence rapportée contre les députés n'avait donné lieu à aucun mouvement protestataire chez les ouvriers.

Il semblait que la guerre eût escamoté la classe

ouvrière. Il en fut ainsi dans une considérable mesure : à Pétrograd, les effectifs de la main-d'œuvre furent renouvelés dans la proportion de presque 40 %. La continuité révolutionnaire était brutalement coupée. Ce qui avait existé avant la guerre, en particulier la fraction bolchévique à la Douma, fut soudain rejeté dans le passé et sombra presque dans l'oubli. Mais sous les apparences fallacieuses de l'apaisement, du patriotisme, voire d'un certain monarchisme, s'accumulaient les états d'âme propres à une nouvelle explosion.

En août 1915, les ministres du tsar se communiquaient entre eux que les ouvriers « cherchaient partout à déceler la trahison, des intelligences avec les Allemands, du sabotage au profit de ceux-ci et qu'ils se complaisaient à s'enquérir des coupables de nos revers sur le front ». Effectivement, en cette période, le sens critique de la masse se réveillait et, partiellement sincère, partiellement camouflé, se réclamait assez souvent de « la défense de la patrie ». Mais cette idée ne marquait qu'un point de départ. Le mécontentement des ouvriers procède alors à des percées de plus en plus profondes, réduisant au silence les contremaîtres, les Cent-Noirs de leur milieu, et permettant aux travailleurs bolchéviks de relever la tête.

De la critique, les masses en viennent à l'action. L'indignation trouve, avant tout, une issue dans les troubles causés par l'insuffisance du ravitaillement, lesquels, de çà de là, prennent la forme d'émeutes locales. Femmes, vieillards, adolescents se sentent, au marché ou sur la place publique, plus indépendants et plus hardis que les ouvriers mobilisés dans les usines. A Moscou, le mouvement, au mois de mai, dérive en sac-cage des maisons allemandes. Bien que les participants soient principalement du rebut de la population urbaine

que patronne la police, le fait que le pogrome soit possible dans Moscou industrielle, prouve que les ouvriers ne s'étaient pas encore réveillés au point d'imposer leurs mots d'ordre et leur discipline aux petites gens des villes, sortis de leur équilibre. En se répandant dans tout le pays, les troubles au sujet de l'approvisionnement dissipent l'hypnose de la guerre et frayent aux grèves leur chemin.

L'afflux d'une main-d'œuvre peu qualifiée dans les usines et la course effrénée aux bénéfices de guerre entraînent, de tous côtés, une aggravation des conditions du travail et ressuscitent les procédés d'exploitation les plus grossiers. La hausse du coût de la vie réduisait automatiquement la valeur des salaires. Les grèves économiques furent l'inévitable réflexe de la masse, d'autant plus violent qu'il avait été plus longtemps contenu. Les grèves s'accompagnèrent de meetings, de motions d'ordre politique, de collisions avec la police, fréquemment de coups de feu, et il y eut des victimes.

La lutte gagne d'abord la région centrale du textile. Le 5 juin, la police tire une salve sur les tisserands à Kostroma : 4 morts, 9 blessés. Le 10 août, des troupes ouvrent une fusillade sur les ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk : 16 morts, 30 blessés. Dans le mouvement des ouvriers du textile sont compromis des soldats du bataillon garnisonné en cet endroit. Des grèves de protestation répondent, en divers points du pays, aux fusillades d'Ivanovo-Voznessensk. Parallèlement se répand la lutte économique. Les ouvriers du textile marchent souvent dans les premiers rangs.

En comparaison avec le premier semestre de 1914, le mouvement, quant à la violence de la pression et à la netteté des mots d'ordre, marque un grand recul. Ce n'est pas étonnant : dans la lutte sont entraînées,

pour une part considérable, des masses incultes, alors que les couches ouvrières dirigeantes sont en complet désarroi. Néanmoins, dès les premières grèves du temps de guerre, on sent l'imminence de grandes batailles. Khvostov, ministre de la Justice, déclarait, le 16 août : « Si les ouvriers ne se livrent pas en ce moment à des manifestations armées, c'est uniquement parce qu'ils n'ont pas d'organisation. » Gorémykine s'exprima d'une façon encore plus précise : « La question, pour les meneurs ouvriers, réside en l'insuffisance d'une organisation disloquée à la suite de l'arrestation de cinq membres de la Douma. » Le ministre de l'Intérieur ajouta : « Il est impossible d'amnistier les membres de la Douma (les bolchéviks), car ils constituent le centre d'organisation du mouvement ouvrier dans ses manifestations les plus dangereuses. » Ces gens-là, en tout cas, savaient discerner sans erreur où se trouvait le véritable ennemi.

Tandis que le Cabinet, même à un moment d'extrême affolement, même tout disposé à faire des concessions libérales, estimait indispensable de continuer à frapper la révolution ouvrière à la tête, c'est-à-dire de frapper les bolchéviks, la haute bourgeoisie s'efforçait d'entrer en collaboration avec les menchéviks. Epouvantés par l'ampleur des grèves, les industriels libéraux tentèrent d'imposer aux ouvriers une discipline patriotique en admettant leurs élus dans les Comités des industries de guerre. Le ministre de l'Intérieur se plaignait de ne pouvoir s'opposer que très difficilement à cette initiative de Goutchkov : « Toute cette affaire est présentée sous l'enseigne du patriotisme et au nom des intérêts de la défense. » Il faut cependant noter que la police même évitait d'arrêter les social-patriotes, voyant en eux des alliés indirects dans la lutte contre les grèves

et les « excès » révolutionnaires. Sur une confiance exagérée en la force du socialisme patriotique se basait la conviction de la Sûreté qu'aussi longtemps que durerait la guerre il n'y aurait pas d'insurrection.

Lors des élections au Comité des industries de guerre, les partisans de la défense nationale, à la tête desquels se trouva l'énergique Gvozdiev, ouvrier du métal, — nous le retrouverons ministre du Travail dans un gouvernement révolutionnaire de coalition, — furent mis en minorité. Ils profitèrent cependant de divers appuis, venus non seulement de la bourgeoisie libérale, mais aussi de la bureaucratie, pour renverser les partisans du boycottage que guidaient les bolchéviks et imposer au prolétariat de Pétrograd une délégation dans les groupements organiques du patriotisme industriel. La position des menchéviks fut clairement formulée dans un discours qu'un de leurs représentants prononça par la suite devant les industriels, au sein du Comité : « Vous devez exiger que le pouvoir bureaucratique qui existe actuellement quitte la scène, cédant la place à vous autres, héritiers du régime présent. » Cette jeune amitié politique s'accroissait d'heure en heure. Au lendemain de la révolution, elle donnerait des fruits mûrs.

La guerre avait terriblement dévasté les organisations clandestines. Les bolchéviks n'eurent plus d'organisation centralisée du parti après l'arrestation de la fraction parlementaire. Les comités locaux n'avaient qu'une existence épisodique et n'étaient pas toujours en liaison avec les rayons. L'action venait de groupes disséminés, de cercles, d'individus isolés. Cependant, le mouvement de grèves qui commençait à se ranimer leur donnait, dans les usines, de l'entrain et de la vigueur. Peu à peu, ils se retrouvaient entre eux, créant des liaisons entre rayons. Le travail reprit dans le sous-

sol. Au département de la police, on écrivit plus tard : « Les partisans de Lénine, qui mènent en Russie la grande majorité des organisations social-démocrates clandestines, ont mis en circulation depuis le début de la guerre, dans leurs principaux centres (savoir : Pétrograd, Moscou, Kharkov, Kiev, Toula, Kostroma, le gouvernement de Vladimir, Samara), une quantité considérable de tracts révolutionnaires, réclamant la fin des hostilités, le renversement du pouvoir actuel et la proclamation de la république ; en outre, cette activité a eu pour résultat sensible l'organisation par les ouvriers de grèves et de désordres. »

L'anniversaire traditionnel de la marche des ouvriers vers le Palais d'Hiver, qui n'a presque pas été remarqué l'année précédente, suscite une large grève le 9 janvier 1916. Le mouvement de grèves, cette année, devient deux fois plus intense. Des collisions avec la police accompagnent toute grève puissante et opiniâtre. A l'égard des troupes, les ouvriers ont une attitude manifestement amicale et la Sûreté note plus d'une fois ce fait alarmant.

Les industries de guerre s'enflaient démesurément, dévorant autour d'elles toutes les ressources et sapant ainsi leurs propres assises. Les branches de production de nature pacifique commencèrent à s'étioler. La réglementation de l'économie générale, en dépit de tous les plans, n'aboutit à rien. La bureaucratie, déjà incapable d'assumer cette tâche devant l'obstruction des puissants Comités d'industries de guerre, ne consentait cependant pas à se dessaisir du rôle régulateur en faveur de la bourgeoisie. Le chaos s'accroissait. Les ouvriers expérimentés étaient remplacés par des novices. Les charbonnages, les usines et fabriques de Pologne se trouvèrent bientôt perdus : dans la première année de guerre, le

pays fut dépossédé d'environ un cinquième de ses ressources industrielles. Jusqu'à 50 % de la production étaient affectés aux besoins de l'armée et de la guerre, dont à peu près 75 % des tissus fabriqués dans le pays. Les transports, surchargés de besogne, n'étaient pas en mesure de livrer aux usines les quantités indispensables de combustibles et de matières premières. Non seulement la guerre absorbait tout le revenu national courant, mais elle commença à dissiper sérieusement le capital fondamental du pays.

Les industriels se refusaient de plus en plus à faire des concessions aux ouvriers et le gouvernement continuait à répondre à chaque grève par une rigoureuse répression. Tout cela portait la pensée ouvrière du particulier au général, de l'économique à la politique : « Il faut qu'on déclare la grève tous en même temps. » Ainsi renaît l'idée d'une grève générale. Le processus de la radicalisation des masses est exprimé de la façon la plus convaincante par la statistique. En 1915, le chiffre des participants aux grèves politiques est de 2,5 inférieur à celui des ouvriers engagés dans des conflits économiques ; en 1916, infériorité exprimée par le chiffre 2 ; au cours des deux premiers mois de 1917, les grèves politiques englobèrent six fois plus d'ouvriers que les grèves économiques. Le rôle de Péetrograd est suffisamment indiqué par un chiffre : pendant les années, de guerre, 72 % des grévistes politiques appartiennent à la capitale !

Dans le feu de la lutte, bien des vieilles croyances sont consumées. La Sûreté déclare « avec douleur », dans un rapport, que si l'on réagissait conformément aux exigences de la loi « dans toutes les occasions où se produisent insolemment et ouvertement des crimes de lèse-majesté, le nombre des procès basés sur l'article 103

serait sans précédent ». Cependant, la conscience des masses retarde sur leur propre mouvement. La terrible pression de la guerre et du désarroi accélère tellement le processus de la lutte que les larges masses ouvrières n'ont pas le temps de se défaire, avant la révolution, de bien des idées et des préjugés apportés des campagnes ou bien, dans les villes, des familles petites-bourgeoises. Ce fait mettra son empreinte sur les premiers mois de la Révolution de Février.

Vers la fin de 1916, le coût de la vie s'élève par bonds. A l'inflation et à la désorganisation des transports, s'ajoute une véritable pénurie de marchandises. La consommation, vers cette date, s'est réduite de plus de moitié. La courbe du mouvement ouvrier dessine une montée brusque. A dater d'octobre, la lutte entre dans une phase décisive, unifiant toutes les variétés de mécontentement : Pétrograd prend son élan pour le grand saut de Février. Dans les usines déferlent les meetings. Sujets traités : les approvisionnements, la vie chère, la guerre, le gouvernement. Les tracts des bolchéviks sont diffusés. Des grèves politiques se déclarent. A la sortie des usines ont lieu des manifestations improvisées. Il arrive que les ouvriers de certaines entreprises fraternisent avec les soldats. Une violente grève éclate, en protestation contre le procès fait aux matelots révolutionnaires de la flotte balte. L'ambassadeur de France, informé d'un cas de fusillade ouverte par des soldats sur la police, attire l'attention de Stürmer, président du Conseil, sur cet incident. Stürmer rassure l'ambassadeur : « La répression sera impitoyable. » En novembre, un important contingent d'ouvriers mobilisables est prélevé sur les usines de Pétrograd et envoyé au front. L'année s'achève dans l'orage et la tempête.

Comparant la situation avec celle de 1905, Vassiliev,

directeur du département de la police, arrive à des conclusions extrêmement peu consolantes. « L'esprit d'opposition a gagné dans des proportions exceptionnelles, qu'il était fort loin d'atteindre, parmi les larges masses, au cours de la période de troubles ci-dessus mentionnée. » Vassiliev ne compte pas sur les garnisons. Et même les gardes mobiles ne lui semblent pas tout à fait sûrs. La Sûreté rapporte que le mot d'ordre de la grève générale se ranime et qu'il y a danger d'une reprise de terrorisme. Des soldats et des officiers qui reviennent du front disent de la situation actuelle : « A quoi bon chercher ? Il ne reste qu'à passer au fil de la baïonnette tel coquin. Si nous séjournions ici, ce ne serait pas long... » Etc.

Chliapnikov, membre du Comité central des bolchéviks, ancien ouvrier métallurgiste, raconte qu'en ces jours-là les ouvriers étaient très nerveux : « Il suffisait parfois d'un coup de sifflet, d'une rumeur, pour que les ouvriers crussent entendre le signal de débrayer. » Ce détail est aussi remarquable comme symptôme politique que comme trait psychologique : la révolution attend nerveusement de descendre dans la rue.

La province passe par les mêmes étapes, mais plus lentement. La massivité et la combativité croissantes du mouvement transfèrent le centre de gravité de chez les ouvriers du textile à ceux de la métallurgie, des grèves économiques aux grèves politiques, de la province à Pétrograd. Au cours des deux premiers mois de 1917, on compte 575.000 grévistes politiques, dont la part du lion revient à la capitale. Bien que la police eût encore sévi rigoureusement la veille du 9 janvier, il y eut, pour cet anniversaire de la journée sanglante, 150.000 ouvriers en grève à Pétrograd. Les esprits sont surexcités, les métallos ont pris les devants, les ouvriers

sentent de plus en plus qu'il n'y a pas de retraite possible. Dans chaque usine se détache un noyau d'action, le plus souvent aggloméré autour des bolchéviks. Les grèves et les meetings se suivent sans interruption durant les deux premières semaines de février. Le 8, à l'usine Poutilov, les policiers sont accueillis par « une grêle de ferraille et de scories ». Le 14, jour de l'ouverture de la Douma, il y eut à Pétrograd environ 90.000 grévistes. Plusieurs entreprises fermèrent aussi à Moscou. Le 16 les autorités décidèrent d'introduire à Pétrograd les « cartes de pain ». Cette innovation accrut la nervosité. Le 19, près des boutiques d'approvisionnement, des attroupements se formèrent, composés surtout de femmes, et tous réclamaient du pain. Le lendemain, dans certains quartiers de la ville, on saccaga des boulangeries. Ce furent les éclairs précurseurs de l'insurrection qui devait éclater quelques jours plus tard.



Le prolétariat russe ne puisait pas seulement en lui-même son audace révolutionnaire. Sa situation de minorité dans la nation montre déjà qu'il n'aurait pu donner à sa lutte une telle ampleur, ni, d'autant plus, prendre la tête de l'Etat, s'il n'avait trouvé un puissant appui au plus épais des masses populaires. C'est la question agraire qui lui assura ce soutien.

La tardive demi-émancipation des paysans, en 1861, porta sur une économie rurale dont le niveau n'était guère différent de celui qui avait existé deux siècles auparavant. Le maintien de l'ancien fonds de terres communales, frauduleusement écorné lors de la réforme, avec des méthodes de culture tout archaïques, aggravait

automatiquement la crise de surpopulation dans les campagnes, qui était aussi la crise du système des assolements triennaux. La classe paysanne se sentait d'autant plus prise au piège que le processus se déroulait non point au xvii^e siècle, mais au xix^e, c'est-à-dire dans des conditions où le rôle de l'argent dans l'économie était déjà très avancé, imposant au primitif soc de bois des exigences qui n'eussent guère été admissibles que pour des tracteurs. Encore ici nous constatons la coïncidence de degrés inégaux du processus historique, — en suite de quoi s'affirment des contradictions extrêmement aiguës.

De savants agronomes et économistes prêchaient que les fonds de terre, à condition de les travailler rationnellement, auraient été parfaitement suffisants, c'est-à-dire qu'ils invitaient le paysan à gagner d'un seul bond un degré supérieur de technique et de culture, sans contrarier le propriétaire noble, ni le brigadier de police ni le tsar. Mais aucun régime économique, et moins encore un régime agricole, de tous le plus arriéré, n'a jamais cédé le terrain sans avoir d'abord épuisé toutes ses possibilités. Avant de se voir forcé d'adopter des méthodes de culture plus intensive, le paysan devait se livrer à une dernière expérience : il allait tenter d'élargir son exploitation par assolements triennaux. Il ne pouvait évidemment y parvenir qu'en s'emparant de terres qui ne lui appartenaient pas. Etouffant, se sentant à l'étroit sur les vastes espaces qu'il occupait, étrillé par le fisc et par le marché, le moujik devait inévitablement essayer d'en finir une fois pour toutes avec le propriétaire noble.

A la veille de la première révolution, la superficie globale des terres utilisables, dans les limites de la Russie d'Europe, était estimée à 280 millions de déciatines.

Environ 140 millions constituaient les lots des communes paysannes ; plus de 5 millions étaient des apanages ; l'Église et les monastères détenaient à peu près 2 millions 500.000 déciatines. La propriété privée, représentée par 30.000 gros possédants qui occupaient chacun plus de 500 déciatines, constituait 70 millions de déciatines. c'est-à-dire une superficie telle qu'en possédaient, en chiffres ronds, 10 millions de familles rurales. Cette statistique agraire représentait le programme tout fait d'une guerre paysanne.

La première révolution ne réussit pas à régler leur compte aux propriétaires nobles. La masse rurale ne s'était pas soulevée tout entière, le mouvement dans les campagnes ne coïncida pas avec celui des villes, l'armée, composée de paysans, n'osait se décider et, finalement, fournit des effectifs suffisants pour l'écrasement des ouvriers. Dès que le régiment Séménovsky, de la Garde impériale, eut pris l'avantage sur l'insurrection de Moscou, la monarchie rejeta toute idée de prélèvement sur la grande propriété, ou de réduction de ses privilèges autocratiques.

Cependant, la révolution brisée était loin d'avoir passé sans laisser de traces dans la vie des campagnes. Le gouvernement annula les créances de 1861 au titre de rachat des terres par les paysans et ouvrit de nouvelles possibilités d'immigration en Sibérie. Les propriétaires, effrayés, n'accordèrent pas seulement d'importants rabais sur les loyers de fermage mais s'empressèrent de vendre par lots leurs latifundia. Ces résultats de la révolution furent au profit des paysans les plus cossus qui étaient en état de prendre à ferme et d'acheter des terres domaniales.

La plus grande latitude pour la formation, dans la classe paysanne, d'une catégorie de fermiers capitalistes

fut, toutefois, octroyée par la loi du 9 novembre 1906, principale réforme de la contre-révolution victorieuse. Accordant même à une toute petite minorité de paysans, dans n'importe quelle commune, le droit de prélever, contre la volonté de la majorité, un lot indépendant sur les terres communales, la loi du 9 novembre tombait comme un obus lancé du camp capitaliste contre la commune. Stolypine, président du Conseil, définissait la nouvelle politique du gouvernement dans la question agraire comme « une mise sur les plus forts ». Ce qui signifiait : pousser la catégorie supérieure des paysans à mettre la main sur les terres de la communauté par l'achat de lotissements « rendus autonomes » et transformer ainsi les nouveaux fermiers capitalistes en soutiens du régime. Il était plus facile de poser ce problème que de le résoudre. En essayant de substituer à la question agraire celle du sort des *koulaks* (paysans riches), la contre-révolution devait se rompre le cou.

Au 1^{er} janvier 1916, 2 millions 500.000 cultivateurs avaient fait leur propriété privée de 17 millions de déciatines. Deux autres millions réclamaient qu'on leur cédât 14 millions de déciatines. Cela pouvait passer pour un formidable succès de la réforme. Mais, en majorité, les exploitations détachées des communes étaient totalement dépourvues de vitalité et ne représentaient que des éléments voués à la sélection naturelle. Alors que les propriétaires les plus arriérés et les paysans de condition modeste vendaient à qui mieux mieux, — les uns leurs latifundia, les autres des arpents de terre, les acheteurs venaient principalement de la nouvelle bourgeoisie rurale. L'économie agricole entra dans une phase d'indubitable essor capitaliste. L'exportation des produits de la terre russe augmenta, passant en cinq ans (de 1908 à 1912) de 1 milliard de roubles

à 1 milliard et demi. Cela signifiait que les larges masses paysannes se prolétarisèrent tandis que les éléments riches de la campagne jetaient sur le marché des quantités de blé toujours plus grandes.

Aux attaches obligatoires du régime communal dans les villages se substituait rapidement la coopération volontaire qui réussit, en quelques années, à pénétrer d'une façon relativement profonde les masses paysannes et qui devint aussitôt l'objet d'une idéalisation libérale et démocratique. La force réelle, dans la coopération, n'appartenait pourtant qu'aux paysans riches, lesquels, en fin de compte, en profitaient. Les intellectuels populistes, qui avaient concentré sur la coopération paysanne leurs forces principales, aiguillèrent enfin leur amour du peuple vers les rails résistants de la bourgeoisie. C'est ainsi, en particulier, que se prépara le bloc du parti socialiste-révolutionnaire « anti-capitaliste » avec le parti cadet qui était, *par excellence*, celui du capitalisme.

Le libéralisme, tout en gardant des apparences d'opposition à l'égard de la politique agraire de la réaction, considérait pourtant avec grand espoir la destruction de la commune rurale entreprise par le capitalisme. « Dans les campagnes, — écrivait un libéral, le prince Troubetskoï, — se forme une puissante petite bourgeoisie qui, par sa nature, par sa structure, est également étrangère aux idéaux de la noblesse unifiée et aux rêveries socialistes. »

Mais cette merveilleuse médaille avait son revers. De la commune rurale se détachaient non seulement « une puissante petite bourgeoisie » mais aussi son extrême opposé, ses antipodes. Le nombre des paysans qui avaient vendu leurs lots non viables s'était élevé, au début de la guerre, jusqu'au million, ce qui signifiait au moins cinq millions d'habitants prolétarisés. Comme

réserves d'explosifs assez puissants, il existait aussi des millions de paysans pauvres qui n'avaient plus autre chose à faire que de se tenir sur leurs lotissements de famine. Par suite, dans la classe paysanne, se reproduisirent les contradictions qui avaient, de si bonne heure, entravé en Russie le développement de la société bourgeoise dans son ensemble. La nouvelle bourgeoisie rurale, qui devait constituer l'appui des propriétaires plus anciens et plus puissants, se trouvait en état d'hostilité déclarée à l'égard des masses paysannes, tout autant que les anciens propriétaires à l'égard du peuple pris en bloc. Avant de devenir un soutien de l'ordre, la bourgeoisie rurale avait elle-même besoin d'un ordre fortement établi pour se maintenir sur les positions conquises. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la question agraire, dans toutes les Doumas d'Empire, ait conservé son acuité. Tous sentaient que le dernier mot n'avait pas été dit. Pétritchenko, député paysan, déclara un jour, du haut de la tribune de la Douma : « Vous pourrez poursuivre vos débats tant que vous voudrez, vous ne réussirez pas à créer un autre globe terrestre. Il faudra donc bien que vous nous cédiez la terre sur laquelle nous sommes. » Or, ce paysan n'était ni bolchévik, ni socialiste-révolutionnaire ; loin de là, c'était un député de droite, un monarchiste.

Le mouvement agraire, qui, vers la fin de 1907, s'était apaisé, de même que la montée des grèves ouvrières, se réveille partiellement dès 1908 et se renforce dans le courant des années suivantes. Il est vrai que la lutte se transfère, pour une bonne part, à l'intérieur de la vie communale : et c'est en quoi consistait le calcul politique de la réaction. Les collisions entre paysans armés ne sont pas rares à l'occasion des partages de terres communales. Mais la lutte contre le propriétaire

noble n'a point de relâche. Les ruraux s'acharnent à incendier des manoirs seigneuriaux, des moissons, des meules de paille, sans épargner en chemin les paysans riches qui ont fait leur nid à part contre la volonté des communes.

Les campagnes en étaient là quand survint la guerre. Le gouvernement expédia au front environ 10 millions de cultivateurs et près de 2 millions de chevaux. Les entreprises agricoles, déjà faibles, furent encore plus débilitées. Le nombre de ceux qui n'avaient pas de champs à ensemer augmenta. Mais, dès la deuxième année de la guerre, les paysans de condition moyenne descendirent la pente à leur tour. L'aversion croissante du paysan pour la guerre s'affirmait de mois en mois. En octobre 1916, la direction de la gendarmerie de Pétrograd rapportait que, dans les campagnes, on ne croyait déjà plus à une heureuse issue des hostilités : d'après les propos tenus par les agents d'assurances, les maîtres d'école, les commerçants et autres personnes, « tout le monde attend avec la dernière impatience la fin de cette guerre maudite. » Bien plus : « Partout, on discute de questions politiques, on vote des résolutions contre les propriétaires nobles et les marchands ; diverses organisations créent des cellules... Pour l'instant, il n'existe pas encore de centre unitaire, mais il faut penser que les paysans trouveront leur unité par l'intermédiaire des coopératives qui se multiplient d'heure en heure par toute la Russie. » Il y a là quelques exagérations, le gendarme anticipe un peu sur les faits, mais, sans aucun doute, il a raison pour l'essentiel.

Les classes possédantes ne pouvaient s'abstenir de prévoir que les campagnes présenteraient la facture, mais tâchaient de chasser les idées noires, espérant se tirer d'affaire de quelque façon. A ce sujet

Paléologue, ambassadeur de France, qui aimait à s'instruire, eut des conversations, en temps de guerre, avec Krivochéne, ancien ministre de l'Agriculture, avec Kokovtsev, ancien président du Conseil, avec le comte Bobrinsky, grand propriétaire, avec Rodzianko, président de la Douma d'Empire, avec le grand industriel Poutilov et avec d'autres personnages distingués. Voici ce qu'il tira de ces entretiens : pour que l'on puisse appliquer une réforme radicale dans la question agraire, il faudrait employer une armée permanente de 300.000 arpenteurs durant au moins 15 ans ; mais, pendant ce temps, le nombre des exploitations agricoles se serait élevé à 30 millions et, par conséquent, tous les calculs préliminaires n'auraient plus aucune valeur. Ainsi, la réforme agraire, aux yeux des propriétaires nobles, des hauts dignitaires et des banquiers, se présentait comme la quadrature du cercle. Inutile de dire que de tels scrupules de mathématiciens étaient totalement étrangers à la mentalité du moujik. Le paysan estimait qu'il faudrait avant tout enfumer le seigneur : pour le reste, on verrait.

Si, toutefois, les campagnes restèrent relativement calmes pendant les années de guerre, c'est que leurs forces actives se trouvaient au front. Les soldats n'oubliaient pas cette question de la terre, du moins quand ils ne songeaient point à la mort, et leurs réflexions de moujiks sur l'avenir se pénétraient, dans les tranchées, de l'odeur de la poudre. Cependant, la classe paysanne, même formée au maniement des armes, n'eût jamais réalisé par ses propres forces une révolution agraire démocratique, c'est-à-dire la révolution qu'elle voulait. Elle avait besoin d'une direction. Pour la première fois, dans l'histoire universelle, le paysan devait trouver son guide en la personne de l'ouvrier. C'est

essentiellement et, l'on peut dire, intégralement, ce qui distingue la révolution russe de toutes celles qui l'ont précédée.

En Angleterre, le servage a disparu effectivement vers la fin du xiv^e siècle, c'est-à-dire deux siècles avant qu'il ne fût institué en Russie, 450 ans avant son abolition dans ce dernier pays. L'expropriation des biens-fonds de la classe paysanne anglaise se prolonge, à travers la Réforme et deux révolutions, jusqu'au xix^e siècle. Le développement du capitalisme, que ne hâtait aucune contrainte de l'extérieur, eut ainsi tout le temps nécessaire pour mettre fin à l'autonomie des ruraux, longtemps avant que ne s'éveillât à la vie politique le prolétariat.

En France, la lutte contre la monarchie absolue, l'aristocratie et les princes de l'Eglise força la bourgeoisie de différents niveaux à accomplir, par étapes, vers la fin du xviii^e siècle, une révolution agraire radicale. Après cela, les ruraux de France, devenus indépendants, s'avérèrent pour longtemps le sûr appui de l'ordre bourgeois et, en 1871, aidèrent la bourgeoisie à mater la Commune de Paris.

En Allemagne, la bourgeoisie se montra incapable de donner une solution révolutionnaire à la question agraire et, en 1848, livra les paysans aux hobereaux, de même que Luther, plus de trois siècles auparavant, avait abandonné aux princes d'Empire les gueux soulevés. D'autre part, le prolétariat allemand, au milieu du xix^e siècle, était encore trop faible pour prendre la direction de la classe paysanne. Par suite, le développement du capitalisme, en Allemagne, obtint aussi un délai suffisant, quoique moins étendu qu'en Angleterre, pour se subordonner l'économie agricole

telle qu'elle était sortie d'une révolution bourgeoise non parachevée.

La réforme du statut de la paysannerie, en Russie, en 1861, fut l'œuvre d'une monarchie menée par des nobles et des fonctionnaires sous la pression des besoins de la société bourgeoise, et cependant la bourgeoisie était complètement impuissante en politique. Le caractère de l'émancipation des paysans était tel que la transformation accélérée du pays; dans le sens du capitalisme, faisait inévitablement du problème agraire un problème de révolution. Les bourgeois russes rêvaient d'une évolution agraire à la française, à la danoise, ou à l'américaine — de tout ce qu'on voudrait, sauf d'une évolution russe. Ils ne songèrent pas, cependant, à se pourvoir dans l'histoire de France, en temps opportun, ou bien dans la structure sociale de l'Amérique. Les intellectuels démocrates, en dépit de leur passé révolutionnaire, se rangèrent, à l'heure décisive, du côté de la bourgeoisie libérale et des propriétaires nobles, non du côté des campagnes révolutionnaires. Dans ces conditions, la classe ouvrière était la seule qui pût se mettre à la tête de la révolution paysanne.

La loi d'un développement combiné des pays arriérés, — dans le sens d'une combinaison originale des éléments retardataires avec des facteurs des plus modernes — se formule ici pour nous dans les termes les plus parfaits et donne, en même temps la clef de l'énigme de la révolution russe. Si la question agraire, héritage de la barbarie, de l'histoire ancienne de la Russie, avait reçu sa solution de la bourgeoisie, si elle avait pu en recevoir une solution, le prolétariat russe ne serait jamais parvenu à prendre le pouvoir en 1917. Pour que se fondât un Etat soviétique, il a fallu le rapprochement et la pénétration mutuelle de deux facteurs de nature historique

tout à fait différente ; une guerre de paysans, c'est-à-dire un mouvement qui caractérise l'aube du développement bourgeois, et une insurrection prolétarienne, c'est-à-dire un mouvement qui signale le déclin de la société bourgeoise. Toute l'année 1917 se dessine là.

LE TSAR ET LA TSARINE

Ce livre n'a pas le moins du monde pour objet de pratiquer de ces recherches psychologiques autonomes que l'on essaye fréquemment, aujourd'hui, de substituer à l'analyse sociale et historique. Notre champ d'observation porte avant tout sur les grandes forces motrices de l'histoire qui ont un caractère supra-personnel. La monarchie est une de ces forces. Mais toutes ces forces agissent par des truchements individuels. La monarchie est liée à l'individualité en vertu même de son principe. Ainsi se justifie de soi l'intérêt porté à la personne d'un souverain que le développement de l'histoire a confronté avec la révolution. Nous espérons, en outre, montrer dans la suite, au moins partiellement, quelles sont les bornes de l'individuel dans l'individu, — souvent plus étroites qu'il ne semble, — et comment, en maintes occasions, le « signe particulier » n'est autre chose que la griffe individuelle d'une loi générale plus élevée.

Nicolas II avait reçu en héritage de ses aïeux non seulement un immense empire, mais aussi la révolution. Ils ne lui avaient légué aucune qualité qui le rendît apte à gouverner soit l'Empire, soit même une province ou un district. Au flux de l'histoire, dont les lames se rapprochaient de plus en plus des portes du Palais, le dernier Romanov opposait une sourde insouciance :

on eût dit qu'entre sa mentalité et son époque se dressait une cloison légère mais absolument impénétrable.

Les personnalités qui fréquentaient le tsar ont relaté plus d'une fois, après la révolution, qu'aux plus tragiques moments de son règne, — lors de la reddition de Port-Arthur et quand la flotte russe fut coulée à Tsou-Shima, puis, dix ans plus tard, quand les troupes russes battirent en retraite, abandonnant la Galicie, puis encore, deux ans après, en des journées qui précédaient l'abdication, alors que tout l'entourage du tsar se sentait accablé, effaré, consterné, — Nicolas II fut le seul à garder son calme. Il continuait à s'informer du nombre de verstes parcourues par lui dans ses voyages en Russie, évoquait des incidents de chasse du temps jadis, des anecdotes relatives à des réceptions officielles et, d'une façon générale, s'intéressait aux futilités de sa vie coutumière tandis que le tonnerre grondait au-dessus de lui et que son ciel était strié d'éclairs. « Qu'est-ce que cela veut dire ? — se demandait un des généraux qui l'approchaient. — Est-ce une formidable, presque invraisemblable maîtrise de soi-même, due à l'éducation, de la foi en la Providence divine, ou bien une insuffisante conscience des faits ? » La question comporte déjà à moitié sa réponse. Ce que l'on appelle « l'éducation » du tsar, sa faculté de se dominer dans les circonstances les plus extrêmes, ne peut du tout s'expliquer uniquement par un dressage de surface : mais son fond était une intime indifférence, une grande indigence de forces morales, la faiblesse des impulsions volitives. Le masque de l'indifférence, que, dans certains milieux, l'on dénomme « éducation », se confondait naturellement avec le visage même de Nicolas.

Le journal particulier du tsar a plus de valeur que n'importe quel témoignage : d'un jour à l'autre, d'une

année à l'autre, s'allongent, dans ces pages, les accablantes notations de son vide moral. « Me suis promené longtemps et ai tué deux corbeaux. Il faisait encore clair quand j'ai pris le thé. » Promenade à pied, canotage. D'autres corbeaux tués et du thé par là-dessus. Tout sur la limite de la physiologie. Les cérémonies d'église sont mentionnées sur le même ton que les beuveries.

A la veille de l'ouverture de la Douma d'Empire, alors que tout le pays était en convulsions, Nicolas écrivait : « 14 avril. Me suis promené en blouse fine et ai repris le canotage. Pris le thé sur le balcon. Stana a dîné et canoté avec nous. Puis, lecture. » Pas un mot sur ce qu'il a lu : était-ce un roman sentimental anglais ou un rapport de police ? « 15 avril. Accepté la démission de Witte. Ont dîné avec nous Marie et Dmitri. On les a reconduits en voiture au palais. »

Le jour où l'on décidait de l'ajournement de la Douma, alors que les hauts dignitaires comme aussi bien les cercles libéraux passaient par toutes les affres de la peur, le tsar écrivait dans son journal : « 7 juillet. Vendredi. Matinée très occupée. On s'est mis en retard d'une demi-heure pour le déjeuner des officiers... Il y a eu de l'orage et une atmosphère étouffante. Promenade ensemble. Reçu Gorémykine ; signé l'oukaze d'ajournement de la Douma ! Dîné chez Olga et Pétia. Lu toute la soirée. » Le point d'exclamation qui suit l'annonce du renvoi de la Douma exprime le maximum des émotions du tsar.

Les députés de la Douma dispersée exhortèrent le peuple à refuser le paiement des impôts et le service militaire. Plusieurs mutineries militaires se produisirent : à Svéaborg, à Cronstadt, sur les vaisseaux et parmi les troupes ; le terrorisme révolutionnaire dirigé contre les

hauts dignitaires prit une recrudescence inouïe. Le tsar écrit : « 9 juillet. Dimanche. L'affaire est faite ! La Douma est aujourd'hui fermée. Au déjeuner, après la messe, on pouvait remarquer bien des mines allongées... Très beau temps. En promenade, avons rencontré l'oncle Micha qui est venu s'installer ici depuis hier, venant de Gatchino. Jusqu'au dîner et toute la soirée, ai travaillé tranquillement. Me suis promené en canot. » Qu'il se soit promené en bateau, la chose est claire ; mais à *quoi* a-t-il travaillé ? Il ne le dit pas. C'est toujours la même chose.

Voyons plus loin en ces mêmes fatales journées : « 14 juillet. Une fois habillé, me suis rendu à bicyclette à la maison de bain, me suis baigné en mer avec délices. » « 15 juillet. Me suis baigné deux fois. Il faisait très chaud. Dîné en tête-à-tête. L'orage est passé. » « 19 juillet. Me suis baigné ce matin. Réception à la ferme. L'oncle Vladimir et Tchaguine au déjeuner. » Les soulèvements, les explosions de dynamite sont tout juste indiqués par cette seule appréciation : « Quant aux événements, c'est du joli ! » On est frappé de cette basse insouciance qui n'atteint pas à un cynisme conscient.

« A 9 heures et demie du matin, nous sommes rendus en visite au régiment de la Caspienne... Fait une longue promenade. Un temps magnifique. Bain en mer. Après le thé, ai reçu Lvov et Goutchkov. » Pas un mot pour dire que cette audience extraordinaire, accordée à deux libéraux, était motivée par une tentative de Stolypine pour inclure des politiciens de l'opposition dans son ministère. Le prince Lvov, qui devait se trouver plus tard à la tête du Gouvernement provisoire, disait dès alors de cette audience : « Je m'attendais à voir le souverain accablé de chagrin ; au lieu de quoi s'avança vers moi,

jovial et désinvolte, un gaillard en blouse couleur framboise. »

Les vues du tsar ne s'étendaient pas au delà de celles d'un médiocre fonctionnaire de police, avec cette seule différence qu'un policier connaissait tout de même mieux la réalité et était moins encombré de superstitions. La seule gazette que Nicolas ait lue pendant des années, et dans laquelle il puisait ses idées, était un hebdomadaire publié, aux frais du Trésor, par le prince Méchtchersky, homme vil, vendu, méprisé même dans son propre milieu, journaliste des cliques réactionnaires de la bureaucratie. Le tsar ne changea rien à ses vues générales au cours de deux guerres et de deux révolutions : entre sa mentalité et les événements s'éleva toujours la cloison impénétrable de l'indifférence.

Ce n'est pas sans raison que l'on disait Nicolas fataliste. Il faut seulement ajouter que son fatalisme était tout à l'opposé d'une foi active en son « étoile ». Bien au contraire, Nicolas se considérait lui-même comme un raté. Son fatalisme n'était qu'une forme de défense passive devant le développement historique et s'accompagnait d'un arbitraire mesquin en ses motifs psychologiques, mais monstrueux par ses conséquences.

« Je le veux ainsi, donc cela doit être, — écrit le comte Witte. — Cette formule se manifestait dans tous les actes de ce débile souverain qui a fait, uniquement par faiblesse, tout ce qui a caractérisé son règne, — versant constamment du sang plus ou moins innocent, et, le plus souvent, sans aucune utilité... »

On a parfois comparé Nicolas à son trisaïeul à demi-fou, Paul I^{er} qu'une camarilla étouffa, du consentement de son propre fils, Alexandre I^{er}, l'empereur « béni ». Ces deux Romanov se rapprochaient en effet par leur défiance à l'égard de tous, procédant de leur méfiance à

l'égard d'eux-mêmes, par les dispositions ombrageuses de leur toute-puissante nullité, par des sentiments de relégués, et, pourrait-on dire, par une mentalité de parias couronnés. Mais Paul I^{er} avait infiniment plus d'éclat, ses divagations comportaient un élément de fantaisie, quoique démente. En son descendant, tout est terne ; pas un trait vif.

Nicolas était non seulement déséquilibré mais déloyal. Ses flatteurs disaient de lui qu'il était un charmeur, un enchanteur, à cause de son aménité dans ses rapports avec la Cour. Mais il se montrait particulièrement caressant à l'égard des dignitaires qu'il avait décidé de mettre à la porte : tel ministre, ravi outre mesure de son accueil, trouvait, en rentrant à la maison, une lettre de destitution. C'était pour le tsar une façon de venger sa propre nullité.

Nicolas se détournait avec hostilité de tout ce qui était talentueux et grand. Il ne se sentait à l'aise qu'au milieu d'esprits indigents, dépourvus de tous talents, de dévots, de déliquescents, qu'il n'avait pas à regarder de bas en haut. Il avait son amour-propre, même assez raffiné, mais non point actif, sans une once d'initiative, se tenant sur une défensive d'envieux. Dans le choix de ses ministres, son principe était de les prendre toujours plus bas. Il n'appelait à lui des gens d'esprit et de caractère qu'à toute extrémité, que s'il n'y avait pas d'autre issue, comme on fait appel aux chirurgiens quand on est en danger de mort. Il en fut ainsi avec Witte, ensuite avec Stolypine. Le tsar les considéra, l'un et l'autre, avec une aversion mal dissimulée. Dès que la crise était dénouée, Nicolas s'empressait de se défaire des conseillers qui étaient trop grands pour sa taille. La sélection était tellement systématique que Rodzianko, président de la dernière Douma, s'enhardit

à dire au tsar, le 7 janvier 1917, quand la révolution frappait aux portes : « Sire, autour de vous, il ne reste pas un homme sûr et honnête : les meilleurs ont été éloignés ou sont partis d'eux-mêmes ; il ne reste que ceux qui jouissent d'une mauvaise réputation. »

Tous les efforts de la bourgeoisie libérale pour prendre langue avec la Cour n'aboutirent à rien. Incoercible et bruyant, Rodzianko essayait de secouer le tsar par des rapports. En vain ! Nicolas se taisait, non seulement sur les arguments invoqués, mais sur les impertinences, préparant en catimini la dissolution de la Douma. Le grand-duc Dmitri, autrefois favori du tsar et qui devait, plus tard, participer au meurtre de Raspoutine, se plaignait devant le prince Ioussoupov, son conjuré, de ce que le tsar, au G. Q. G., devenait de jour en jour plus indifférent à tout ce qui l'entourait. Suivant Dmitri, l'on intoxiquait le tsar par quelque mixture qui engourdissait ses facultés spirituelles. « D'après certains bruits, écrit de son côté Milioukov, historien libéral, cet état d'apathie intellectuelle et morale du tsar était entretenu par des abus d'alcool. » Tout cela n'était qu'invention ou exagération. Le tsar n'avait pas besoin de stupéfiants ; la « mixture » mortelle, il l'avait dans le sang. Mais les signes d'intoxication semblaient particulièrement frappants sur le fond des grands événements de la guerre et de la crise intérieure, qui conduisit à la révolution. Raspoutine, qui était psychologue, disait brièvement du tsar « qu'il lui manquait quelque chose en dedans ».

Cet homme terne, pondéré et « bien éduqué », était cruel. Non de la cruauté active, poursuivant des fins historiques, d'un Ivan le Terrible ou d'un Pierre, — quoi de commun entre Nicolas et eux ? — mais de la cruauté poltronne d'un rejeton épouvanté de se sentir condamné. Dès l'aube de son règne, il félicitait « les

braves du régiment de Fanagoria » qui avaient tiré sur des ouvriers. Toujours il « lisait avec plaisir » comment on avait fouaillé à coups de nagaïka des étudiantes « aux cheveux courts », comment des gens sans défense avaient eu le crâne fracassé, dans les pogromes de juifs. Rebut couronné de la société il était porté de toute son âme vers les fonds orduriers, vers les bandits Cent-Noirs, et non seulement il les payait largement sur les disponibilités du Trésor, mais il aimait à s'entretenir avec eux de leurs exploits et à les grâcier lorsque, par hasard, ils étaient convaincus d'avoir assassiné des députés de l'opposition. Witte, qui se trouvait à la tête du gouvernement à l'époque où l'on réprimait la première révolution, a écrit dans ses mémoires : « Quand d'inutiles sévices commis par les chefs de ces détachements parvenaient à la connaissance du souverain, il les approuvait ou, du moins, les couvrait. » Comme le général-gouverneur des provinces baltes demandait qu'on mît à la raison un certain capitaine en second nommé Richter qui « procédait à des exécutions de son propre gré, sans aucun jugement, même à l'égard de gens qui n'avaient point opposé de résistance », le tsar nota sur le rapport : « Ah ! celui-là, c'est un gaillard ! » Il distribuait sans compter de tels encouragements. Ce « charmeur », sans volonté, sans but, sans imagination, fut plus terrible que tous les tyrans de l'histoire ancienne et moderne.

Le tsar se trouvait sous l'immense influence de la tsarine, influence qui s'accrut avec les années et les difficultés. Ensemble, ils constituaient une sorte de tout. Cette combinaison montre déjà dans quelle mesure, sous la pression des circonstances, l'individuel se complète par l'élément de groupe. Mais il convient de parler d'abord de la tsarine.

Maurice Paléologue, ancien ambassadeur de France

à Pétrograd pendant la guerre, psychologue raffiné pour académiciens et pour concierges, donne un portrait soigneusement léché de la dernière tsarine : anxiété morale, dit-il en substance, mélancolie chronique, angoisse sans bornes, alternatives de sursauts de forces et de crises d'asthénie, méditations douloureuses sur le monde de l'au delà et l'invisible, superstitions, — est-ce que tous ces traits, si fortement marqués dans la personne de l'impératrice, ne sont pas ceux qui caractérisent le peuple russe ? — Si étrange que cela puisse paraître, il y a un grain de vérité dans cette fiction douceuse. Ce n'est pas à tort que le satirique russe Saltykov disait des ministres et des gouverneurs issus des baronnies baltes qu'ils étaient « des Allemands à l'âme russe » : il est hors de doute que précisément des allogènes, n'ayant aucune attache avec le peuple, élaboraient la plus fine culture de l'administrateur « vraiment russe ».

Mais pourquoi donc le peuple payait-il d'une haine si déclarée la tsarine qui, à en croire Paléologue, avait si bien adopté l'âme nationale ? La réponse est simple : pour justifier sa nouvelle situation, cette Allemande tentait de s'assimiler, avec une froide frénésie, toutes les traditions et les suggestions du moyen âge russe, de tous le plus indigent et le plus grossier, en une période où le peuple faisait de puissants efforts pour s'émanciper de sa propre barbarie médiévale. Cette princesse hessoise était littéralement possédée par le démon de l'autocratie : s'étant élevée de son trou de province jusqu'aux sommets du despotisme byzantin, elle ne voulait pour rien au monde en redescendre. Elle trouva dans l'orthodoxie une mystique et une magie assorties à son nouveau destin. Elle crut d'autant plus inébranlablement à sa vocation que l'ignominie de l'ancien régime se dévoilait de plus en plus. Forte de caractère, capable

d'une exaltation sèche et rassise, la tsarine complétait le tsar veule, en le dominant.

Le 17 mars 1916, un an avant la révolution, lorsque le pays déchiré se tordait déjà dans les tenailles de la défaite et du désarroi, la tsarine écrivait à son mari, au G. Q. G. : «... Tu ne dois pas te laisser fléchir ; pas de ministère responsable etc., — rien de ce qu'*ils* veulent. Cette guerre doit être ta guerre, et la paix ta paix, à ton honneur et à celui de la patrie, mais en aucun cas à l'honneur de la Douma. Ces gens-là n'ont pas le droit de dire même un seul mot sur ces questions. » C'était en tout cas un programme achevé et qui, précisément, l'emportait toujours sur les continues tergiversations du tsar.

Lorsque Nicolas fut parti pour l'armée, en qualité de fictif généralissime, ce fut la tsarine qui s'occupa ouvertement des affaires de l'intérieur. Les ministres se présentaient à elle avec leurs rapports, comme à une régente. Elle complotait avec une petite camarilla contre la Douma, contre les ministres, contre les généraux du G. Q. G., contre tout le monde, partiellement même contre le tsar. Le 6 décembre 1916, elle écrivait à Nicolas : « Du moment que tu as dit que tu veux garder Protopopov, comment ose-t-il [le président du Conseil, Trépov] marcher contre ta volonté ? Donne un bon coup de poing sur la table, ne cède pas, sois le maître, écoute ta forte petite femme et notre Ami. Crois-nous. » Trois jours après : « Tu sais que tu as raison. Porte haut la tête, ordonne à Trépov de travailler avec lui... Donne un bon coup de poing sur la table... » Ces phrases semblent inventées. Mais elles sont extraites de lettres authentiques. Et puis ce sont de ces choses qu'on n'invente pas.

Le 13 décembre, la tsarine revient à la charge :

« Surtout, pas de ce ministère responsable qui est la marotte de tous. Tout s'apaise et va de mieux en mieux, mais on veut sentir ta poigne. Voici bien longtemps, des années entières, que l'on me répète la même chose : « La Russie aime qu'on la caresse avec la cravache — c'est dans la nature de *ces gens-là* ! » La Hessoise orthodoxe, élevée à Windsor, coiffée du diadème byzantin, n'« incarne » pas seulement l'âme russe : elle a pour cette âme un mépris organique ; il est dans la nature de *ces gens-là* de réclamer la cravache, écrit la tsarine de Russie, au tsar de Russie, parlant du peuple russe, et cela dix semaines avant le jour où la monarchie tombera dans le gouffre.

Quoique plus douée de caractère que son mari, la tsarine ne lui est pas supérieure intellectuellement, elle lui est même plutôt inférieure ; plus encore que lui elle recherche la société des pauvres d'esprit. L'étroite amitié qui, durant de longues années, lia le tsar et la tsariné avec la demoiselle d'honneur Vyroubova marque le niveau spirituel du couple impérial. Vyroubova se disait elle-même bêtasse, et ce n'était point par modestie. Witte, à qui l'on ne peut refuser la sûreté du coup d'œil, la caractérise comme « la plus banale, la plus sotte demoiselle du genre pétersbourgeois, vilaine, pareille à une boursouflure sur de la pâte de brioche ». Dans la société de cette personne que courtoisaient servilement des dignitaires chenus, des ambassadeurs, des financiers, et qui avait pourtant assez de jugeotte pour ne pas négliger de remplir ses poches, le tsar et la tsarine passaient des heures et des heures, la consultaient sur les affaires, correspondaient avec elle et s'entretenaient d'elle par lettres. Vyroubova était plus influente que la Douma d'Empire et même que le ministère.

Elle-même n'était pourtant que le médium de



l'« Ami » dont l'autorité dominait ces trois personnes. «... Telle est mon opinion *particulière* — écrit la tsarine au tsar — mais je vais tâcher de savoir ce qu'en pense notre Ami. » L'opinion de l'Ami n'est point une « opinion particulière » ; elle est décisive. «... Je suis forte, — insiste la tsarine, quelques semaines plus tard, — mais écoute-moi bien, *c'est-à-dire*, écoute notre Ami et fais-nous confiance en tout... Je souffre pour toi comme pour un enfant délicat, au cœur tendre, qui a besoin d'être dirigé, mais qui prête l'oreille à de mauvais conseillers alors qu'un homme est là, envoyé de Dieu, qui lui dit ce qu'il doit faire. »

L'Ami, l'envoyé de dieu, c'est Grigori Raspoutine.

«... Avec les prières et l'assistance de notre Ami, tout marchera bien. »

« Si nous ne L'avions pas près de nous, tout serait fini depuis longtemps, j'en suis absolument convaincue. »



Pendant toute la durée du règne de Nicolas et d'Alexandra, on fit venir à la Cour des rebouteurs, des mages, des possédées, racolés non seulement dans toute la Russie, mais à l'étranger. Il existait à cet effet des dignitaires attitrés comme fournisseurs, qui se groupaient autour de l'oracle en faveur pour le moment, constituant auprès du monarque une toute-puissante Chambre-Haute. Ce milieu ne manquait ni de vieilles bigotes, dénommées comtesses, ni d'excellences hypocondres faute d'emploi, ni de financiers qui affermaient des cabinets ministériels entiers. Considérant avec jalousie la concurrence non patentée des hypnotiseurs et des sorciers, le haut clergé orthodoxe s'empressait à se frayer des débouchés dans le sanc-

tuale de l'intrigue. Witte appelait ce cercle dirigeant, qui lui avait cassé les reins à deux reprises, « une camarilla lépreuse ».

Plus la dynastie s'isolait et plus l'autocrate se sentait délaissé, plus il ressentait le besoin d'une aide de l'au-delà. Certains sauvages, pour obtenir du beau temps, font tourner en l'air une planchette accrochée à une ficelle. Le tsar et la tsarine se servaient de planchettes pour les fins les plus diverses. Il existait dans le wagon impérial un oratoire bien monté en grandes et petites icones et en toutes sortes d'objets de piété qui furent opposés d'abord à l'artillerie japonaise, plus tard à l'artillerie allemande.

A proprement parler, le niveau intellectuel de la Cour n'avait pas tellement changé d'une génération à l'autre. Du temps d'Alexandre II, surnommé « l'Émancipateur » les grands-ducs croyaient ferme aux diables qui hantent les maisons et aux sorcières. Sous Alexandre III, cela n'allait pas mieux, mais c'était plus calme. La « camarilla lépreuse » exista toujours, modifiant sa composition et changeant de procédés. Nicolas II n'a point créé, mais a hérité de ses aïeux l'atmosphère de sauvagerie médiévale qui régnait au palais. Mais, pendant ces quelques dizaines d'années, le pays se transformait, les problèmes devinrent plus complexes, la culture s'éleva, et le cercle de la Cour se trouva rejeté en arrière, dépassé de loin. Si la monarchie fit, par contrainte, des concessions aux forces nouvelles, elle n'arrivait pas intérieurement à se moderniser ; bien au contraire, elle se renfermait en elle-même ; son esprit médiéval s'épaississait sous la pression de la haine et de la crainte, tant qu'enfin il prit le caractère d'un affreux cauchemar qui monta sur le pays.

A la date du 1^{er} novembre 1905, c'est-à-dire au

moment le plus critique de la première révolution, le tsar écrit dans son journal : « Avons fait la connaissance d'un homme de Dieu, Grigori, de la province de Tobolsk. » Il s'agissait de Raspoutine, paysan sibérien, qui avait à la tête une cicatrice indélébile à la suite de coups reçus pour vol de chevaux. Mis en valeur au moment opportun, « l'homme de dieu » trouva bientôt des auxiliaires haut placés, ou, plus exactement, ils le trouvèrent, et ainsi se forma une nouvelle coterie dirigeante qui mit solidement la main sur la tsarine et, par l'intermédiaire de celle-ci, sur le tsar.

A dater de l'hiver 1913-1914, dans la haute société pétersbourgeoise, on disait déjà ouvertement que de la clique de Raspoutine dépendaient toutes les hautes nominations, les commandes et les adjudications. Le « saint vieillard », le *staretz*, était devenu lui-même, peu à peu, une institution d'Etat. On veillait soigneusement à sa sécurité et, non moins soigneusement, les ministères en rivalité le faisaient espionner. Les limiers du département de la Police tenaient à jour un horaire de son existence et ne manquèrent pas de relater que Raspoutine, en visite chez les siens, au village de Pokrovskoïé, étant ivre, s'était battu jusqu'au sang, dans la rue, avec son propre père. Le même jour, le 9 septembre 1915, Raspoutine expédiait deux télégrammes affables, l'un pour l'impératrice, à Tsarskoïé Sélo, l'autre pour le tsar, au G. Q. G.

Ils sont épiques, les rapports des mouchards, écrits au jour le jour, sur les fredaines de l'Ami. « Il est rentré chez lui, aujourd'hui, à cinq heures du matin, complètement saoul. » « L'artiste V*** a couché chez Raspoutine dans la nuit du 25 au 26. » « Il est arrivé avec la princesse D*** [femme d'un chambellan de la Cour] à l'Hôtel Astoria. » On lit un peu plus loin :

« Il est rentré chez lui de Tsarskoïé Sélo vers onze heures du soir. » « Raspoutine est rentré chez lui avec la pr. Ch. ; il était très ivre ; tous deux sont ressortis presque aussitôt. » Le lendemain, dans la matinée ou le soir, visite à Tsarskoïé Sélo. Un mouchard, demandant avec componction au saint vieillard pourquoi il semblait soucieux, obtint cette réponse : « Je ne puis résoudre si l'on convoquera ou non la Douma. » On lit ensuite, encore : « Est rentré chez lui à cinq heures du matin, assez ivre. » Ainsi, pendant des mois et des années, la même mélodie se jouait sur trois claviers : « assez ivre », « très ivre », « complètement ivre. » Ces informations de haute importance pour l'Etat étaient colligées et signées par le général de gendarmerie Globatchev.

L'épanouissement de l'influence raspoutinienne se prolongea six ans, les dernières années de la monarchie. « Son existence à Pétersbourg, — raconte le prince Ioussoupov, qui participa dans une certaine mesure à cette vie de Raspoutine, pour le tuer ensuite, — n'était plus qu'une noce continuelle, l'ivrognerie et la débauche d'un bagnard qui a rencontré sa chance. » « J'ai disposé, — écrivait Rodzianko, président de la Douma, — d'un grand nombre de lettres de mères dont les filles avaient été déshonorées par cet impudent débauché. » En même temps, c'est à Raspoutine que devaient leurs places Pitirim, métropolitain de Pétrograd, et l'archevêque Varnava, qui savait à peine lire. C'est sur Raspoutine que reposa longtemps le pouvoir de Sabler, haut-procureur du Saint-Synode, c'est du gré de Raspoutine que fut renvoyé le président du Conseil Kokovtsev qui n'avait pas voulu recevoir le « saint vieillard ». Raspoutine nomma Stürmer président du Conseil des ministres, Protopopov ministre de l'Intérieur, Raïev, nouveau haut-procureur du Saint-Synode, et

bien d'autres. Paléologue, ambassadeur de la République française, obtint audience de Raspoutine, l'embrassa et s'écria : « Voilà un véritable illuminé ! » Il pensait conquérir ainsi le cœur de la tsarine à la cause de la France. Un juif nommé Simanovitch, agent financier du « saint vieillard », repéré par la police comme joueur dans les clubs et comme usurier, fit, avec l'aide de Raspoutine, nommer ministre de la Justice un homme absolument véreux, Dobrovolsky.

« Garde par devers toi la petite liste, — écrit la tsarine au tsar, au sujet des nouvelles nominations. — Notre Ami a demandé que tu t'entretiennes de tout cela avec Protopopov. » Deux jours plus tard : « Notre Ami dit que Stürmer peut rester encore un certain temps président du Conseil des ministres. » Et encore ceci : « Protopopov vénère notre Ami, et il sera béni. »

Un jour, comme les mouchards avaient enregistré une fois de plus le nombre des bouteilles et des femmes, la tsarine disait son affliction dans une lettre au tsar : « On accusait Raspoutine d'avoir embrassé des femmes, etc. Lis les Apôtres, ils embrassaient tous et toutes, en manière de bienvenue. » Il est douteux que ce renvoi aux Apôtres eût été persuasif pour les mouchards. Dans une autre lettre, la tsarine va plus loin : « Pendant la lecture de l'Évangile du soir, écrit-elle, j'ai tellement pensé à notre Ami : je me disais comment les scribes et les pharisiens persécutent le Christ, feignant d'être des perfections... En vérité, nul n'est prophète en son pays. »

Il était habituel, dans ce milieu, de comparer Raspoutine au Christ, et pas du tout par hasard. L'effroi devant les forces grondeuses de l'histoire était trop pénétrant pour qu'il suffît au couple impérial d'un dieu impersonnel et de l'ombre non charnelle d'un Christ d'Évangile. Il leur fallait un nouvel

avènement du « fils de l'Homme ». En Raspoutine la monarchie condamnée et agonisante trouva un Christ à son image et à sa ressemblance.

« Si Raspoutine n'avait pas existé, — a dit un homme de l'ancien régime, le sénateur Tagantsev, — il eût fallu l'inventer. » Cette parole a beaucoup plus de sens que ne pensait son auteur. Si l'on entend par « voyouterie » l'expression extrême du parasitisme antisocial dans les bas-fonds de la société, on peut dire, à bon droit, de l'aventure raspoutinienne que c'est au premier chef une affaire de voyouterie couronnée.

L'IDÉE D'UNE RÉVOLUTION DE PALAIS

POURQUOI donc les classes dirigeantes, cherchant à se préserver de la révolution, n'essayèrent-elles pas de se défaire du tsar et de son entourage ? Elles l'auraient voulu, mais n'osaient. Elle n'avaient ni assez de foi en leur propre cause ni assez de résolution. L'idée d'une révolution de palais hanta les esprits jusqu'au jour où elle sombra dans la révolution d'Etat. Il convient d'insister sur ce sujet, ne serait-ce que pour avoir une conception plus nette des rapports entre la monarchie et les sommets de la noblesse, de la bureaucratie et de la bourgeoisie, à la veille de la conflagration.

Les classes possédantes étaient monarchistes en presque totalité : par la force des intérêts, de l'accoutumance et de la lâcheté. Mais elles désiraient une monarchie sans Raspoutine. La monarchie leur répliquait : prenez-moi telle que je suis. En réponse à qui réclamait un ministère décent la tsarine envoyait au G. Q. G. une pomme donnée par Raspoutine, exigeant du tsar qu'il la mangeât pour raffermir sa volonté ! Elle le conjurait : « Rappelle-toi que même M. Philippe [il s'agit d'un charlatan français, hypnotiseur] a dit qu'il ne fallait pas accorder de constitution, car ce serait ta perte et celle de la Russie... » « Sois un Pierre le Grand, un Ivan le Terrible, un empereur Paul, et écrase tout ce monde sous tes pieds ! »

Quel odieux mélange de couardise, de superstition et d'aversion pour le pays dont on se tient à l'écart ! Il pourrait sembler, à vrai dire, que, du moins dans la haute société, la famille impériale n'était point tellement isolée : car enfin Raspoutine était toujours entouré d'une pléiade de grandes dames et, d'une façon générale, la sorcellerie est en vogue dans l'aristocratie. Mais cette mystique de la peur ne lie pas les gens, au contraire, elle les désunit. Chacun entend faire son salut à sa manière. De nombreuses maisons aristocratiques se font concurrence avec leurs « saints ». Même dans les hautes sphères de Pétrograd, la famille impériale, comme pestiférée, mise en quarantaine, est entourée de défiance et d'hostilité. La demoiselle d'honneur Vyroubova a écrit dans ses souvenirs : « Je discernais et ressentais profondément dans tout l'entourage de l'animosité à l'égard de ceux que j'adorais, et sentais que cette animosité prenait des proportions épouvantables... »

Sur le fond empourpré de la guerre, aux grondements distincts des secousses souterraines, les privilégiés ne renoncèrent pas un instant aux plaisirs de l'existence, mais, au contraire, s'en grisaient. Mais, en leurs festins, apparaissait de plus en plus souvent un spectre qui les menaçait de ses doigts squelettiques. Ils commençaient alors à s'imaginer que tout le mal venait du détestable caractère d'Alice, de la fourbe veulerie du tsar, de cette sottise cupide, Vyroubova, et du Christ sibérien, au crâne balaféré. D'intolérables ressentiments déferlaient sur les classes dirigeantes, se resserrant par spasmes de la périphérie au centre, isolant de plus en plus la cime détestée de Tsarskoïé-Sélo. Vyroubova a exprimé assez vivement quel fut alors l'état d'âme de ce petit groupe dans ses mémoires

soit dit en général extrêmement mensongers : « ... Pour la centième fois je me demandais ce qui était arrivé à la société de Pétrograd. Étaient-ils tous atteints de maladies mentales ou d'une épidémie sévissant en temps de guerre ? Il est difficile de se rendre compte, mais, en fait, tous étaient dans un état de surexcitation anormal. »

Au nombre de ces déments appartenait aussi la nombreuse famille des Romanov, toute cette meute avide, insolente, odieuse à tous, des grands-ducs et des grandes-duchesses. Mortellement épouvantés, ils essayaient d'échapper à l'encerclement de plus en plus étroit, coquetaient avec l'aristocratie frondeuse, propageaient des cancans sur le couple impérial, se taquinaient entre eux, taquinaient leur entourage. De très augustes oncles adressèrent au tsar des lettres de remontrances dans lesquelles, sous des formes respectueuses, s'entendaient du persiflage et des grincements de dents.

Protopopov, après la Révolution d'Octobre, devait caractériser en un style assez incorrect, mais pittoresque, l'état d'esprit des hautes sphères : « Même les classes les plus élevées se montrèrent frondeuses à la veille de la révolution. Dans les salons et les clubs de la haute société, la politique du gouvernement était l'objet de critiques acerbes et malveillantes ; on examinait, on discutait les rapports qui s'étaient établis au sein de la famille impériale ; des anecdotes couraient, au sujet du chef de l'Etat ; on écrivait des épigrammes ; nombreux étaient les grands-ducs qui fréquentaient ces réunions et leur présence donnait un caractère particulier d'authenticité, pour le public, aux racontars caricaturaux et aux exagérations perfides. Jusqu'au dernier moment, l'on n'eut point conscience du danger qu'il y avait à se jouer ainsi. »

Les bruits qui couraient sur la camarilla du Palais prenaient une particulière gravité du fait qu'on l'accusait de germanophilie et même de connivence directe avec l'ennemi. Le bruyant et point trop sagace Rodzianko déclare sans ambages : « La relation et l'analogie des tendances sont logiquement si évidentes qu'il ne reste plus, du moins pour moi, de doutes sur l'action conjuguée de l'Etat-major allemand et du cercle de Raspoutine : là-dessus, aucun doute ne peut subsister. » Comme ici l'évidence « logique » est alléguée sans preuves, le ton catégorique de ce témoignage perd beaucoup de sa force persuasive. Aucune preuve d'une collusion des raspontiniens avec l'Etat-major allemand n'a été découverte, même après la Révolution. Quant à la « germanophilie », c'est une autre affaire. Il ne s'agissait pas, bien entendu, des sympathies ou antipathies nationales d'une tsarine allemande, d'un Stürmer premier ministre, d'une comtesse Kleinmichel, d'un comte Frederiks, ministre de la Cour, ou d'autres personnages aux noms allemands. Les cyniques mémoires de la vieille intrigante Kleinmichel montrent avec une vivacité frappante le caractère supra-national qui distinguait les hautes sphères aristocratiques de tous les pays d'Europe, liées entre elles par des nœuds de parenté, d'hérédité, par leur dédain pour tout ce qui se trouvait au-dessous d'elles et, — *last but not least*, — par le cospomolitisme de l'adultère dans les vieux châteaux, dans les villes d'eaux à la mode et dans les Cours d'Europe. Beaucoup plus réelles étaient les antipathies organiques de la valetaille du Palais à l'égard des obséquieux avocats de la République française, et les sympathies des réactionnaires, aux noms de famille teutons ou slaves, pour l'esprit purement prussien du régime berlinois qui leur en avait si longtemps imposé

avec ses moustaches cosmétiquées, ses façons de *Feldwebel* et son arrogante sottise.

Mais cela ne résolvait point la question. Le danger résultait de la logique même de la situation : la Cour, en effet, ne pouvait se dispenser de chercher son salut dans une paix séparée, et avec d'autant plus d'opiniâtreté que le péril devenait plus imminent. Le libéralisme, en la personne de ses leaders, comme nous le verrons encore, entendait se réserver les chances d'une paix séparée, calculant sur la perspective de son arrivée au pouvoir. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il menait avec acharnement son agitation chauvine, trompant le peuple et terrorisant la Cour. La camarilla, dans une question si grave, n'osait trop se démasquer avant l'heure et se trouvait même forcée de contrefaire le ton patriotique de l'opinion, tout en tâtant le terrain pour aboutir à la paix séparée.

Le général Kourlov, ancien grand chef de la police, qui avait adhéré à la camarilla raspoutinienne, nie, bien entendu, dans ses mémoires, les relations avec l'Allemagne, et la germanophilie de ses protecteurs, mais il ajoute aussitôt : « On ne saurait reprocher à Stürmer d'avoir pensé que la guerre faite à l'Allemagne était le plus grand des malheurs pour la Russie et qu'elle n'avait aucun sérieux motif politique. » On ne doit pas cependant oublier que Stürmer, qui « pensait » d'une façon si intéressante, était à la tête du gouvernement d'un pays en guerre avec l'Allemagne. Protopopov, le dernier des ministres du tsar à l'Intérieur, eut, à la veille d'entrer dans le gouvernement, des pourparlers à Stockholm avec un diplomate allemand, dont il fit un rapport au tsar. Raspoutine lui-même, d'après le même Kourlov, « estimait que la guerre avec l'Allemagne était une immense calamité pour la Russie ». Enfin, l'impératrice écrivait

au tsar, le 5 avril 1916 : « ... Qu'ils n'osent pas dire qu'il y ait en Lui la moindre chose de commun avec les Allemands; Il est bon et magnanime pour tous, comme le Christ, quelle que soit la religion à laquelle les gens appartiennent; tel doit être le véritable chrétien. »

Sans doute, auprès de ce véritable chrétien qui ne sortait guère de l'état d'ivresse, pouvaient fort bien se faufiler, avec des fripons, des usuriers et d'aristocratiques entremetteuses, de véritables espions. Des « liaisons » de cette sorte ne sont pas impossibles. Mais les patriotes d'opposition posaient la question plus largement et directement : ils accusaient nettement la tsarine de trahison. En des mémoires écrits beaucoup plus tard, le général Dénikine en témoigne : « Dans l'armée, l'on parlait hautement, sans aucun souci du lieu et du moment, des instances de l'impératrice qui réclamait une paix séparée, de sa trahison à l'égard du feld-maréchal Kitchener, dont elle aurait fait savoir le voyage aux Allemands, etc. Cette circonstance joua un rôle énorme dans l'opinion de l'armée, dans son attitude à l'égard de la dynastie et de la Révolution. » Ce même Dénikine raconte qu'après la révolution, le général Alexéiev, comme on lui demandait tout net si l'impératrice avait trahi, répondit « évasivement et à contre-cœur » que l'on avait découvert chez la tsarine, en classant ses papiers, une carte où étaient indiqués en détail les emplacements des corps d'armée sur tout le front, et que lui, Alexéiev, avait ressenti de cette trouvaille une impression accablante... « Pas un mot de plus, — ajoute Dénikine d'une façon très significative : — Alexéiev changea de conversation. » Que la tsarine ait, oui ou non, détenu chez elle une carte mystérieuse, les généraux mal avisés étaient évidemment assez enclins à rejeter sur elle une part de la responsabilité de leurs

défaites. Les griefs de trahison portés contre la Cour se répandaient dans l'armée, venant sans aucun doute principalement d'en haut, des états-majors incapables.

Mais si la tsarine elle-même, à laquelle le tsar se soumet en toutes choses, livre à Guillaume les secrets militaires et même les têtes des grands capitaines alliés, que reste-t-il à attendre, sinon des sanctions contre le couple impérial ? Or, l'on considérait le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch comme le véritable chef de l'armée et du parti antigermanique et, par suite, et pour ainsi dire en vertu de ses fonctions, c'était lui qui était indiqué pour patronner une révolution de palais. Ce fut pour cette raison que le tsar, sur les instances de Raspoutine et de la tsarine, destitua le grand-duc et assumait en personne le commandement suprême. Mais l'impératrice appréhendait même l'entrevue du neveu avec l'oncle, au moment de la remise des pouvoirs : « Mon chéri, écrite-elle au tsar au G. Q. G., — tâche d'être prudent et ne te laisse pas duper par des promesses quelconques de Nicolacha, ou par quelque autre chose ; rappelle-toi que Grigori (Raspoutine) t'a sauvé de lui et de ces méchantes gens... Rappelle-toi, au nom de la Russie, ce qu'ils voulaient faire : te chasser (ce n'est pas un cancan, chez Orlov tous les papiers étaient déjà prêts) et moi, m'enfermer dans un monastère... »

Le frère du tsar, Michel, disait à Rodzianko : « Toute la famille reconnaît à quel point est nuisible Alexandra Fédorovna. Mon frère et elle sont exclusivement entourés de traîtres. Tout ce qu'il y avait d'honnêtes gens s'est écarté. Mais que faire en pareil cas ? » Oui, précisément : que faire en pareil cas ?

La grande-duchesse Maria Pavlovna, en présence de ses fils, insistait à dire que Rodzianko devrait prendre l'initiative d'« éliminer » la tsarine. Rodzianko proposa

d'admettre que ces propos n'avaient pas été tenus, car autrement, son serment de fidélité l'eût obligé de faire savoir, par un rapport au tsar, qu'une grande-duchesse invitait le président de la Douma à supprimer l'impératrice. C'est ainsi que l'inventif chambellan ramenait la question de l'assassinat de la tsarine à une gentille boutade comme on en use dans le grand monde.

Le ministère même se trouvait par moments en vive opposition avec le tsar. Dès 1915, dix-huit mois avant la révolution, il se tenait ouvertement, en Conseil des ministres, des propos qui nous semblent encore aujourd'hui invraisemblables. Polivanov, ministre de la Guerre : « Seule une politique de conciliation avec la société peut sauver la situation. Les digues fragiles qui existent actuellement ne sauraient prévenir une catastrophe. » Grigorovitch, ministre de la Marine : « Ce n'est pas un secret que l'armée n'a pas confiance en nous et attend des changements. » Sazonov, ministre des Affaires étrangères : « La popularité du tsar et son autorité sont considérablement ébranlées aux yeux des masses. » Le prince Chtcherbatov, ministre de l'Intérieur : « Nous sommes tous ensemble incapables de gouverner la Russie dans les circonstances présentes... Il faut ou bien une dictature, ou bien une politique de conciliation. » (Séance du 21 août 1915). Ni l'une ni l'autre solution n'étaient de quelque secours ; ni l'une ni l'autre n'étaient réalisables. Le tsar ne se décidait pas à la dictature, déclinait une politique de conciliation et n'acceptait pas les démissions de ministres qui se jugeaient incapables. Un haut fonctionnaire qui prenait des notes, ajouta aux harangues ministérielles ce bref commentaire : « Pour nous, alors, c'est la lanterne ! »

Dans de telles dispositions, il n'est pas étonnant que, même dans les milieux bureaucratiques, l'on ait parlé

de la nécessité d'une révolution de palais, comme du seul moyen de prévenir une révolution imminente. « Si j'avais fermé les yeux — écrit un de ceux qui participèrent à ces entretiens — j'aurais pu croire que je me trouvais dans la société de révolutionnaires enragés. »

Un colonel de gendarmerie qui fit une enquête, en mission spéciale, dans les armées du Midi, donna dans son rapport un sombre tableau : par suite des efforts de la propagande, qui portait surtout sur la germanophilie de l'impératrice et du tsar, l'armée était disposée à accueillir l'idée d'une révolution de palais. « Il y a eu, en ce sens, dans les assemblées d'officiers, des conversations franches qui ne rencontraient pas l'indispensable réaction du haut commandement. » Protopopov, d'autre part, déclare qu'un « grand nombre de personnages du haut commandement étaient favorables à une révolution ; certains se trouvaient dans les relations et sous l'influence des principaux leaders du bloc dénommé progressiste. »

L'amiral Koltchak, qui, dans la suite, devait se faire une réputation a déclaré, lorsque ses troupes furent défaites par l'Armée rouge, devant la commission rogatoire des Soviets, qu'il avait été en liaison avec de nombreux membres de l'opposition à la Douma, dont il avait approuvé les manifestations, vu que « son attitude à l'égard du pouvoir existant avant la révolution était négative ». Koltchak, cependant, ne fut pas mis au courant des plans de révolution de palais.

Après l'assassinat de Raspoutine et les mesures de relégation qui frappèrent en conséquence certains grands-ducs, la haute société se mit à parler plus fort que jamais de la nécessité d'une révolution en Cour. Le prince Ious-soupov raconte que le grand-duc Dmitri, tenu aux arrêts de rigueur dans son palais, reçut des visites d'officiers

de plusieurs régiments qui lui proposèrent divers plans d'action décisive « qu'il ne pouvait accepter, naturellement ».

On estimait que la diplomatie des Alliés participait au complot, du moins celle de l'ambassadeur de Grande-Bretagne. Ce dernier, sur l'initiative des libéraux russes, tenta, en janvier 1917, d'influencer Nicolas II, après avoir demandé la sanction préalable de son gouvernement. Nicolas écouta attentivement et poliment l'ambassadeur, le remercia... et parla d'autre chose. Protopopov informait Nicolas qu'il existait des rapports entre Buchanan et les principaux leaders du bloc progressiste et proposait d'établir une surveillance autour de l'ambassade britannique. Il paraît que Nicolas II n'aurait pas approuvé cette mesure, trouvant qu'une surveillance exercée sur un ambassadeur « serait contraire aux traditions internationales ». Entre temps, Kourlov, sans ambages, déclare que « les services de renseignements ont noté quotidiennement des relations du leader du parti cadet Milioukov avec l'ambassade d'Angleterre ». Par conséquent, les traditions internationales n'empêchèrent rien. Mais si elles furent violées, le résultat fut médiocre : la conspiration de palais ne fut pas découverte.

A-t-elle en effet existé ? Rien ne le prouve. Il était trop étendu, ce « complot », il englobait des cercles trop nombreux et divers pour être une conspiration. Il flottait en l'air, en tant qu'état d'opinion dans les hautes sphères de la société pétersbourgeoise, en tant que confuse idée de sauvetage ou bien comme formule de désespoir. Mais il ne se condensa pas jusqu'à devenir un plan pratique.

Au XVIII^e siècle, la haute noblesse a, plus d'une fois, apporté pratiquement des correctifs à l'ordre de suc-

cession des occupants du trône, incarcerated ou étouffant les empereurs gênants : pour la dernière fois, cette opération fut faite sur Paul I^{er}, en 1801. On ne peut dire, par conséquent, qu'une révolution de palais eût contrevenu aux traditions de la monarchie russe : c'en était au contraire un élément indispensable. Cependant, l'aristocratie avait cessé depuis longtemps de se sentir bien en selle. Elle cédait l'honneur d'étouffer le tsar et la tsarine à la bourgeoisie libérale. Mais les leaders de cette dernière n'étaient pas beaucoup plus résolus.

Après la Révolution, on a plus d'une fois désigné les capitalistes libéraux Goutchkov et Téréchtchenko, ainsi que le général Krymov qui leur était proche, comme le noyau de la conspiration. Goutchkov et Téréchtchenko ont eux-mêmes témoigné en ce sens, mais sans donner de précisions. Ancien engagé volontaire dans l'armée des Boers contre les Anglais, duelliste, libéral qui chaussait les éperons, Goutchkov devait sembler à la généralité de « l'opinion publique » l'homme le plus fait pour une conspiration. Non point le prolix professeur Milioukov, en vérité ! Goutchkov a dû se rappeler plus d'une fois qu'un régiment de la Garde, en frappant rapidement un bon coup, peut se substituer à la révolution et la prévenir. Déjà, dans ses Mémoires, Witte dénonçait Goutchkov, qu'il détestait, comme un admirateur des méthodes employées par les Jeunes-Turcs pour régler son compte à un sultan indésirable. Mais Goutchkov qui, en ses jeunes années, n'avait pas trouvé le temps de manifester sa bravoure de Jeune-Turc, était maintenant d'un âge bien trop avancé. Et, surtout, cet émule de Stolypine ne pouvait se dispenser de voir une différence entre les conditions russes et celles de la vieille Turquie : un coup d'Etat au palais, au lieu d'être un moyen préventif contre la révolution, ne serait-il pas la

dernière commotion qui déclencherait l'avalanche, et le remède ne deviendrait-il pas ainsi pire que le mal ?

Dans la littérature consacrée à la Révolution de Février, l'on parle des préparatifs d'une révolution de palais comme d'un fait parfaitement établi. Milioukov s'exprime ainsi : « La réalisation de ce plan était prévue pour février. » Dénikine reporte en mars l'opération. L'un et l'autre mentionnent qu'il était dans « le plan » d'arrêter en cours de route le train impérial, d'exiger une abdication et, au cas d'un refus que l'on supposait inévitable, de procéder à « l'élimination physique » du tsar. Milioukov ajoute que, devant l'éventualité admissible du coup d'Etat, ceux des leaders du bloc progressiste qui n'étaient point du complot et qui n'étaient point « exactement » informés des préparatifs des conspirateurs, délibérèrent en petit comité sur la meilleure façon d'utiliser le coup d'Etat s'il réussissait. Plusieurs études marxistes, en ces dernières années, ajoutent foi à cette version d'une préparation pratique de la révolution. D'après cet exemple, — soit dit à propos, — l'on peut constater combien facilement et solidement les légendes conquièrent une place dans la science de l'histoire.

On donne souvent comme la plus importante preuve du complot un récit pittoresque de Rodzianko qui démontre que, précisément, il n'y eut aucune conspiration. En janvier 1917, le général Krymov, revenant du front à la capitale, se plaignit devant des membres de la Douma d'une situation qui ne pouvait durer : « Si vous vous résolvez à cette mesure extrême [déposer le tsar], nous vous soutiendrons. » *Si vous vous résolvez...* Un octobriste, Chidlovsky, s'écria, exaspéré : « Inutile de le ménager et d'avoir pitié quand il mène la Russie à sa perte ! » Dans un débat tumultueux, on a cité un

propos authentique ou apocryphe de Broussilov : « S'il faut choisir entre le tsar et la Russie, je marcherai pour la Russie. » *S'il faut!* Le jeune millionnaire Téréchtchenko se montrait irréductible régicide. Chingarev, cadet, déclara : « Le général a raison : un coup d'Etat est indispensable. *Mais qui s'y décidera ?* » Toute la question est là : qui s'y décidera ? Telles sont en substance les déclarations de Rodzianko qui, lui-même, se prononçait contre le coup d'Etat. Au cours des peu nombreuses semaines qui suivirent, le plan ne fit, vraisemblablement, aucun progrès. On parlait d'un arrêt du train impérial, mais on ne voit pas du tout quel homme eût dû se charger de l'opération.

Le libéralisme russe, quand il était plus jeune, soutenait de son argent et de ses sympathies les révolutionnaires-terroristes, espérant qu'à coups de bombes ces derniers réduiraient la monarchie à se jeter dans ses bras. Aucun de ces honorables personnages n'était habitué à risquer sa tête. Mais la crainte n'était pas tellement celle des individus que celle d'une classe : cela va mal pour l'instant, — raisonnaient-ils, — mais si nous tombions dans le pire ! En tout cas, si Goutchkov, Téréchtchenko et Krymov avaient marché sérieusement vers un coup d'Etat, le préparant pratiquement, mobilisant des forces et des ressources, on l'aurait su de la façon la plus exacte et la plus précise après la révolution, car les participants, surtout les jeunes exécutants dont on aurait eu besoin, en bon nombre, n'eussent eu aucun motif de taire un exploit « presque » réalisé : à dater de février, cela eût tout simplement assuré leur carrière. Or, aucune révélation de ce genre n'a été faite. Il est parfaitement évident qu'aussi, du côté de Goutchkov et de Krymov, l'affaire ne fut pas poussée au delà de soupirs patriotiques entre le vin et le cigare. Ainsi, les

étourdis de la Fronde aristocratique de même que les lourdauds de l'opposition ploutocratique ne trouvèrent pas en eux-mêmes assez de souffle pour corriger par des actes la marche d'une entreprise qui tournait mal.

En mai 1917, Maklakov, un des libéraux les plus diserts et les plus futiles, s'écriera, dans une conférence particulière de la Douma que la révolution congédiera avec la monarchie : « Si la postérité vient à maudire cette révolution, elle nous maudira aussi de n'avoir pas su prévenir les événements en temps opportun par un coup d'Etat d'en haut ! » Plus tard encore, dans l'émigration, Kérénsky, à la suite de Maklakov, dira sa contrition : « Oui, la Russie censitaire a trop atermoyé pour faire en temps utile le coup d'Etat d'en-haut (dont on parlait tant et auquel l'on se préparait tellement [?]) ; elle a tardé à prévenir l'explosion des forces élémentaires de l'Etat. »

Ces deux exclamations parachèvent le tableau, montrant que même après la révolution, quand celle-ci eut déchaîné toutes ses indomptables énergies, de savants bêtises continuèrent à croire que l'on eût pu la prévenir en remplaçant, « en temps utile » une petite caboche dynastique !



On n'eut pas assez d'audace pour décider une « grande » révolution de palais. Mais de là naquit le plan d'un petit coup d'Etat. Les conspirateurs libéraux n'osèrent pas supprimer le principal acteur de la monarchie ; les grands-ducs résolurent de s'en prendre au souffleur : ils conçurent l'assassinat de Raspoutine comme le dernier moyen de sauver la dynastie.

Le prince Ioussoupov, marié à une Romanova,

s'assura le concours du grand-duc Dmitri Pavlovitch et du député monarchiste Pourichkévitch. Ils tentèrent d'entraîner le libéral Maklakov, évidemment pour donner à l'assassinat un caractère d'acte national. Le célèbre avocat se récusa bien sagement, après avoir tout de même procuré du poison aux conjurés. Détail de grand style ! Les affidés jugèrent, non sans raison, qu'une automobile de la maison impériale faciliterait l'enlèvement du cadavre : les armoiries grand-ducales trouvaient leur emploi. Les faits se déroulèrent ensuite comme d'après une mise en scène de cinéma calculée pour des gens de mauvais goût. Dans la nuit du 16 au 17 décembre, Raspoutine, attiré dans une ripaille au palais Ioussoupov, fut tué.

Les classes dirigeantes, exception faite d'une étroite camarilla et de mystiques admiratrices, considérèrent l'assassinat de Raspoutine comme un acte de salut. Mis aux arrêts de rigueur dans son palais, le grand-duc dont les mains, selon l'expression du tsar, se trouvèrent maculées du sang du moujik, — un Christ, c'est entendu, mais un moujik tout de même ! — reçut des visites de sympathie de tous les membres de la famille impériale qui se trouvaient à Pétrograd. La propre sœur de la tsarine, veuve du grand-duc Serge, télégraphia qu'elle priait pour les meurtriers et qu'elle bénissait leur geste patriotique. Les journaux, tant qu'il ne leur fut pas interdit de mentionner Raspoutine, publièrent des articles enthousiastes. Dans les théâtres, il y eut des tentatives de manifestations en l'honneur des assassins. Dans la rue, des félicitations étaient échangées entre passants. « Dans les maisons privées, dans les assemblées d'officiers, dans les restaurants, — écrit le prince Ioussoupov, — on buvait à notre santé ; dans les usines, les ouvriers poussaient des hourras en notre honneur. » Il est parfaite-

ment permis d'admettre que les ouvriers ne furent pas chagrinés quand ils apprirent l'assassinat de Raspoutine. Mais leurs acclamations n'avaient rien de commun avec les espoirs fondés sur un relèvement de la dynastie.

La camarilla raspoutinienne s'était tapie dans l'expectative. Le staretz fut enterré dans la plus stricte intimité, par le tsar, la tsarine, leurs filles et Vyroubova ; auprès du cadavre du saint Ami, de l'ex-voleur de chevaux, exécuté par les grands-ducs, la famille régnante devait se sentir elle-même proscrite. Cependant, même enseveli, Raspoutine ne trouva point le repos. Lorsque Nicolas et Alexandra Romanov furent considérés comme en état d'arrestation, des soldats, à Tsarskoïé Sélo, défoncèrent la tombe et ouvrirent le cercueil. Au chevet du mort se trouvait une icône portant cette inscription : « Alexandra, Olga, Tatiana, Maria, Anastasia, Ania. » Le Gouvernement provisoire envoya un fondé de pouvoir chargé, — on se demande pourquoi, — de ramener le corps à Pétrograd. La foule s'y opposa et le délégué dut faire incinérer le cadavre sur place.

Après l'assassinat de l'Ami, la monarchie n'avait plus que dix semaines à vivre. Cependant, ce court laps de temps lui appartenait encore. Raspoutine n'était plus, mais son ombre continuait de régner. Contrairement à toutes les attentes des conspirateurs, le couple impérial, après le meurtre, s'entêta à mettre en première ligne les personnages les plus méprisés de la clique raspoutinienne. Pour venger le mort, un vaurien fieffé fut nommé ministre de la Justice. Plusieurs grands-ducs furent exilés de la capitale. On colportait que Protopopov s'occupait de spiritisme, évoquant l'esprit de Raspoutine. Le nœud d'une situation sans issue se resserrait.

L'assassinat joua un grand rôle, mais non point

celui qu'avaient escompté les exécuteurs et les inspireurs. Au lieu d'atténuer la crise, cet acte l'aggrava. Partout l'on parlait de ce meurtre : dans les palais, dans les états-majors, dans les usines et dans les isbas de paysans. Une déduction s'imposait d'elle-même : les grands-ducs eux-mêmes n'avaient contre la camarilla lépreuse d'autres voies que le poison et de revolver. Le poète Blok a écrit au sujet de l'assassinat de Raspoutine : « La balle qui l'acheva atteignit en plein cœur la dynastie régnante. »



Robespierre rappelait déjà à l'Assemblée législative que l'opposition de la noblesse, ayant affaibli la monarchie, avait mis en branle la bourgeoisie et, après elle, les masses populaires. Robespierre donnait en même temps cet avertissement : dans le reste de l'Europe, disait-il, la révolution ne pourrait pas se développer aussi rapidement qu'en France, parce que les classes privilégiées des autres pays, instruites par l'expérience de la noblesse française, ne se chargeraient pas de l'initiative d'une révolution. En présentant cette analyse remarquable, Robespierre se trompait cependant à supposer que la noblesse française, par son étourderie dans l'opposition, avait dû donner une fois pour toutes une leçon aux aristocrates des autres pays. La Russie démontra de nouveau, et en 1905 et, particulièrement, en 1917, qu'une révolution dirigée contre un régime d'autocratie et de demi-servage, par conséquent contre la classe noble, rencontre, en ses premières démarches, l'assistance non systématique, contradictoire, néanmoins très efficace, non seulement de la noblesse moyenne mais aussi des sommets les plus privilégiés de cette

classe, y compris même certains membres de la dynastie. Ce remarquable phénomène historique peut sembler inconciliable avec la théorie d'une société constituée en classes, mais, en réalité, n'en contredit que la conception triviale.

La révolution éclate lorsque tous les antagonismes sociaux ont atteint leur extrême tension. Mais c'est précisément ainsi que la situation devient intolérable même pour les classes de la vieille société, c'est-à-dire pour celles qui sont condamnées à la démolition. Sans accorder plus de valeur qu'il ne convient aux analogies biologiques, il est à propos de rappeler qu'un accouchement, à une certaine date, devient tout aussi inévitable pour l'organe maternel que pour son fruit. L'opposition des classes privilégiées prouve que leur situation sociale traditionnelle est incompatible avec les besoins de survivance de la société. La bureaucratie dirigeante commence à tout laisser partir à vau-l'eau. L'aristocratie, se sentant directement visée par l'hostilité générale, rejette la faute sur la bureaucratie. Celle-ci accuse l'aristocratie, et ensuite ces deux castes, ensemble ou séparément, retournent leur mécontentement contre la monarchie qui couronne leur pouvoir.

Le prince Chtcherbatov, qui, exerçant des fonctions dans les institutions de la noblesse, fut appelé un moment au ministère, disait ceci : « Et Samarine et moi sommes d'anciens maréchaux de la noblesse. Jusqu'à présent, personne ne nous a considérés comme des hommes de gauche, et nous ne nous considérons pas nous-mêmes comme tels. Mais ni l'un ni l'autre n'arrivons à comprendre une situation pareille dans l'Etat : le monarque et son gouvernement se trouvant en désaccord radical avec tout ce qu'il y a de raisonnable dans la société (les intrigues révolutionnaires

ne valent pas qu'on en parle), avec la noblesse, les marchands, les municipalités, les zemstvos, et même l'armée. Si, en haut, l'on ne veut pas tenir compte de nos avis, notre devoir est de partir. »

La noblesse voit l'origine de tous les maux en ceci que la monarchie a été frappée de cécité ou a perdu la raison. La caste privilégiée ne croit pas qu'en général il ne puisse plus y avoir de politique qui réconcilierait l'ancienne société avec la nouvelle ; en d'autres termes la noblesse ne se résigne à accepter sa condamnation et, dans les affres de l'agonie, se met en opposition contre ce qu'il y a de plus sacré dans l'ancien régime, contre la monarchie. La violence et l'irresponsabilité de l'opposition aristocratique s'expliquent par les gâteries dont bénéficièrent historiquement les hautes sphères de la noblesse et par leurs craintes intolérables devant la révolution. Le manque de système et les contradictions de la Fronde aristocratique s'expliquent par ce fait que c'est l'opposition d'une classe qui n'a plus d'issue. Mais, de même qu'une lampe, avant de s'éteindre, projette un brillant bouquet de flamme, quoique fumeux, la noblesse, avant son extinction, passe par des éclats d'opposition qui rendent les plus grands services à ses mortels ennemis. Telle est la dialectique de ce processus qui non seulement s'accorde avec la théorie des classes sociales, mais ne s'explique que par cette théorie.

L'AGONIE DE LA MONARCHIE

LA dynastie s'était abattue sous la secousse comme un fruit pourri avant même que la révolution eût eu le temps d'aborder l'examen de ses problèmes les plus urgents. L'image de l'ancienne classe dirigeante ne serait point achevée si l'on ne s'efforçait de montrer comment la monarchie parvint à l'heure de sa chute.

Le tsar se trouvait au G. Q. G., à Mohilev, où il s'était rendu non point parce que l'on y aurait eu besoin de lui, mais pour échapper aux inquiétudes que donnait Pétersbourg. Le général Doubensky, mémorialiste de la Cour, qui avait accompagné le tsar au G. Q. G., notait dans son journal : « Ici, le train de vie est devenu tranquille. Tout continuera comme par le passé. Il n'y a rien à attendre de lui [du tsar]. A moins seulement de circonstances extérieures qui pourraient, par hasard, provoquer quelque changement... » Le 24 février la tsarine écrivait (en anglais, comme d'habitude) à Nicolas, au G. Q. G. : « J'espère que ce Kédrinsky de la Douma [il s'agit de Kérensky] sera pendu pour ses épouvantables discours : c'est indispensable (loi martiale) et ce sera un exemple. Tous sont extrêmement désireux de te voir montrer de la fermeté et te supplient de le faire. » Le 25 février, le G. Q. G. recevait un télégramme du ministre de la Guerre, annonçant que des grèves s'étaient déclarées dans la capitale,

que des troubles commençaient dans les milieux ouvriers, mais que des mesures étaient prises et qu'il ne se passait rien de sérieux. En un mot, l'on en avait vu d'autres et l'on en verrait encore !

La tsarine qui avait toujours exhorté le tsar à ne point céder, essayait encore de payer d'aplomb. Le 26 février dans l'évidente intention de remonter le courage incertain de Nicolas, elle lui télégraphie que « tout est calme en ville ». Mais, dans un télégramme du soir, elle est déjà forcée de reconnaître que « cela ne va pas bien du tout en ville ». Par lettre, elle dit : « Il faut déclarer nettement aux ouvriers qu'il leur est défendu de se mettre en grève et, en cas d'infraction, les envoyer au front pour les punir. Les fusillades sont tout à fait inutiles ; il faut seulement maintenir l'ordre et empêcher les ouvriers de passer les ponts. » Oui, vraiment, il suffisait de peu : de l'ordre *seulement* ! Et surtout ne pas admettre les ouvriers dans le centre, les laisser étouffer dans la rageuse impuissance de leurs faubourgs.

Le matin du 27, le général Ivanov est expédié du front sur la capitale avec un bataillon de chevaliers de Saint-Georges et des pouvoirs de dictateur qu'il ne doit cependant révéler qu'après occupation de Tsarskoïé Sélo. « Il est difficile d'imaginer un personnage moins approprié à la situation — écrira le général Dénikine, qui, dans la suite, s'exerça lui-même à la dictature militaire : — un vieillard caduc, qui ne se rendait pas bien compte de la situation politique, qui n'avait plus ni forces, ni énergie, ni volonté, ni rigueur. » Le choix était tombé sur Ivanov d'après les souvenirs gardés de la première révolution : onze ans auparavant, il avait réprimé le soulèvement de Cronstadt. Mais ces années ne s'étaient pas écoulées sans laisser de traces : les punisseurs s'étaient

usés, les punis étaient devenus des hommes mûrs. Les fronts du Nord et de l'Ouest reçurent l'ordre de préparer des troupes pour une expédition sur Pétrograd. Evidemment, l'on croyait avoir du temps devant soi. Ivanov, personnellement, pensait en finir bientôt avec succès, et il n'oublia même pas de charger un de ses aides de camp d'acheter à Mohilev des provisions pour les connaissances qu'il avait à Pétrograd.

Le 27 février, dans la matinée, Rodzianko expédiait au tsar un nouveau télégramme qui s'achevait ainsi : « La dernière heure est venue : le sort de la patrie et de la dynastie est en jeu. » Le tsar dit au comte Frederiks, ministre de la Cour : « C'est encore ce gros Rodzianko qui m'écrit toutes sortes de balivernes auxquelles je ne répondrai même pas. » Pourtant, non; ce n'étaient point des balivernes ! Et il allait falloir répondre.

Vers midi de ce même 27 février, le G. Q. G. recevait du général Khabalov un rapport sur le soulèvement des régiments Pavlovsky, Volhynien, Lithuanien et Préobrajensky, et sur la nécessité d'envoyer du front des troupes sûres. Une heure après arrive, du ministre de la Guerre, un télégramme tout à fait rassurant : « Les troubles qui avaient commencé, ce matin, dans certains éléments de la garnison, sont réprimés fortement et énergiquement par des compagnies et des bataillons fidèles à leur devoir. ...Je suis fermement convaincu d'un rapide rétablissement du calme... » Pourtant, après sept heures du soir, le même Biéliev rapporte déjà que « les peu nombreuses troupes qui sont restées fidèles à leur devoir ne réussissent pas à en finir avec la mutinerie », et réclame l'arrivée, d'urgence, de troupes vraiment sûres, et encore en quantité suffisante « pour qu'elles puissent agir simultanément dans les différents secteurs de la ville. »

Le Conseil des ministres, ce jour-là, crut opportun d'éliminer, d'autorité, de son propre milieu, celui que l'on supposait être le responsable de tous les malheurs : Protopopov, le détraqué, qui était ministre de l'Intérieur. En même temps, le général Khabalov mettait en circulation un document préparé à l'insu du gouvernement déclarant Pétrograd en état de siège, de par les ordres de sa majesté. C'est ainsi qu'on essayait encore de combiner le chaud avec le froid, mais vraisemblablement sans préméditation et, en tout cas, sans espoir de succès. L'on ne réussit même pas à faire coller en ville les affiches annonçant l'état de siège : le *gradonatchalnik* (préfet de la ville) Balka ne trouva ni colle ni brosses. D'une façon générale, « rien ne collait plus » pour ces autorités, car elles appartenaient déjà au royaume des ombres.

La plus grande de ces ombres, dans le dernier ministère du tsar, fut un septuagénaire, le prince Golitsyne, qui avait dirigé auparavant certaines œuvres philanthropiques de la tsarine, et que celle-ci avait promu chef de gouvernement pendant la période de guerre et de révolution. Lorsque des amis demandaient à ce « débonnaire *barine* russe », à ce « vieux ramolli » (d'après les termes du baron Nolde, libéral), pourquoi il avait accepté un poste si lourd de soucis, Golitsyne répondait : « Pour avoir un bon souvenir de plus ». Il n'arriva toutefois point à ce résultat. Sur l'état d'âme du dernier gouvernement du tsar en ces heures-là, nous avons comme témoignage le suivant récit de Rodzianko : A la première nouvelle d'un mouvement des masses vers le palais Marie, où le Conseil des ministres tenait ses séances, toutes les lumières furent immédiatement éteintes dans l'édifice. Les gouvernants ne voulaient qu'une seule chose : n'être pas remarqués par la révolution. Pourtant, le bruit qui

avait couru se trouva trompeur, le palais ne fut pas attaqué et, quand on ralluma les feux, un des membres du gouvernement du tsar fut découvert, « à sa propre surprise », caché sous une table. Quels étaient les souvenirs qu'il amassait là, on ne sait.

Mais l'état d'âme de Rodzianko lui-même n'était vraisemblablement pas à la hauteur des circonstances. Par de longs mais vains appels téléphoniques au gouvernement, le président de la Douma essaie encore de prendre à l'écoute le prince Golitsyne. Celui-ci répond : « Je vous prie de ne plus vous adresser à moi. J'ai donné ma démission. » A cette nouvelle, Rodzianko, d'après le récit de son fidèle secrétaire, retomba lourdement sur son fauteuil et se couvrit le visage des deux mains... « Seigneur ! C'est affreux ! Nous n'avons plus de pouvoir !... C'est l'anarchie !... C'est du sang !... » Et il pleura doucement. Lorsque s'évanouissait le fantôme sénile du pouvoir tsariste, Rodzianko se sentit malheureux, abandonné, orphelin. Comme il était loin à cette heure de penser que, le lendemain, il devrait « se mettre à la tête » de la révolution !

La réponse que Golytsine donnait par téléphone s'explique ainsi : dans la soirée du 27, le conseil des ministres se reconnut définitivement incapable de dominer la situation et invita le tsar à placer à la tête du gouvernement une personnalité jouissant de la confiance générale. Le tsar répondit à Golytsine : « Pour ce qui est de changements dans le personnel en ces circonstances, je les juge inadmissibles. Nicolas. » Quelles autres circonstances attendait-il donc ? En même temps, il exigeait que l'on prît les « mesures les plus résolues » pour écraser la révolte. C'était plus facile à dire qu'à faire.

Le lendemain, 28, l'indomptable tsarine perd enfin

courage à son tour. Elle télégraphie à Nicolas : « Des concessions sont indispensables. Les grèves continuent. De nombreuses troupes se sont mises du côté de la révolution. Alice. » Il avait fallu le soulèvement de la Garde tout entière, de toute la garnison, pour forcer la Hessoise, zélatrice de l'autocratie, à reconnaître que des « concessions étaient indispensables ». Alors, le tsar commence à entrevoir que « le gros Rodzianko » ne lui avait pas communiqué des balivernes. Nicolas décide de rejoindre sa famille. Il est possible qu'il soit légèrement poussé dehors par les généraux du G. Q. G. qui éprouvent un certain malaise.

Le train impérial passa d'abord sans incidents ; comme d'ordinaire, les brigadiers de police et les gouverneurs venaient le saluer aux stations. Loin du tourbillon révolutionnaire, dans son wagon habituel, entouré de sa suite familière, le tsar avait apparemment encore perdu le sens d'un dénouement imminent. Le 28, à 3 heures de l'après-midi, alors que son sort est déjà décidé par la marche des événements, il expédie à la tsarine, de Viazma, ce télégramme : « Il fait très beau. J'espère que vous vous sentez bien et tranquille. De nombreuses troupes sont envoyées du front. Votre tendrement affectueux Niki. » Au lieu des concessions que la tsarine elle-même réclame avec instances, le tsar tendrement affectueux envoie des troupes du front. Mais bien qu'il fasse « très beau » le tsar va se trouver, dans quelques heures, face à face avec la tempête révolutionnaire. Le train impérial atteignit la station de Vichéra ; les chemins ne le laissèrent pas aller plus loin : « un pont en mauvais état ». Le plus probable est que ce prétexte fut inventé par la suite impériale pour donner meilleur aspect à sa situation. Nicolas essaya de passer ou bien

l'on essaya de le faire passer par Bologoïé qui se trouve sur le chemin de fer de Moscou à Pétrograd ; mais son train ne fut point admis de ce côté-là. La démonstration devenait plus éloquente que tous les télégrammes reçus de Pétrograd. Le tsar, coupé de son G. Q. G. ne trouvait pas de voies vers sa capitale. Avec de simples « pions », les cheminots, la révolution faisait échec au roi !

L'historiographe de la Cour, Doubensky, qui accompagnait le tsar dans le train, note dans son journal particulier : « Tous reconnaissent que le tournant de cette nuit, à Vichéra, a une importance historique... Pour moi, il est absolument clair que la question d'une constitution est réglée ; à coup sûr, la constitution sera accordée... Tous disent qu'il faut seulement marchander avec eux, avec les membres du Gouvernement provisoire. » La voie est barrée par un sémaphore au delà duquel il y aurait péril de mort, et le comte Frederiks, le prince Dolgorouky, le duc de Leuchtenberg, tous, tous ces hauts seigneurs, sont maintenant partisans d'une constitution. Ils ne songent même plus à la lutte. Il faut seulement marchander, c'est-à-dire essayer de duper encore les gens, comme en 1905.

Tandis que le train errait, ne trouvant pas la bonne voie, la tsarine envoyait au tsar télégrammes sur télégrammes, le priant de rentrer le plus tôt possible. Mais les télégrammes lui revenaient avec mention au crayon bleu : « Résidence du destinataire inconnue. » Les employés du télégraphe ne retrouvaient plus le tsar de Russie...

Des régiments, drapeaux et musique en tête, marchaient vers le Palais de Tauride. Les équipages de la Garde se mirent en branle sous le commandement du grand-duc Kirill Vladimirovitch, lequel trouva tout d'un coup, comme en témoigne la comtesse Kleinmichel, la

prestance d'un révolutionnaire. Les factionnaires s'étaient dispersés. Les familiers du palais quittaient les lieux. « Ce fut un sauve-qui-peut, » a écrit Vyroubova. Dans le palais rôdaient des bandes de soldats révolutionnaires, examinant toutes choses avec une avide curiosité. Avant même que les hautes sphères n'eussent décidé du sort de la monarchie, les éléments de la base transformaient le palais des tsars en musée.

Le tsar, dont le domicile est inconnu, oblique vers Pskov, vers l'état-major du front Nord, qui est commandé par le vieux général Rouzsky. Les membres de la suite impériale font propositions sur propositions. Le tsar atermoie. Il compte encore sur des jours et des semaines bien que la révolution ne calcule plus que par minutes.

Le poète Alexandre Blok caractérisait le tsar, au cours des derniers mois de la monarchie, dans les termes suivants : « Entêté et cependant dépourvu de volonté, nerveux, mais émoussé sous tous les rapports, n'ayant plus confiance en personne, excédé mais circonspect dans ses propos, il n'était plus maître de lui. Il avait cessé de comprendre la situation et ne faisait plus aucun pas dont il se rendît compte, se laissant totalement aller aux mains de ceux que lui-même avait élevés au pouvoir. » A quel point donc durent s'accroître ces traits particuliers, manque de volonté, énervement, circonspection et méfiance à la fin de février et au début de mars !

Finalement, Nicolas se détermina à envoyer, — et pourtant, semble-t-il, n'expédia point, — un télégramme au Rodzianko qu'il exécrait : disant que, pour le salut de la patrie, le président de la Douma était chargé de constituer un nouveau cabinet ministériel ; cependant, le tsar se réservait de distribuer lui-même les portefeuilles des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine. Il voulait encore marchander avec « ces gens-là » : des

« troupes nombreuses » ne marchaient-elles pas sur Pétrograd ?...

Effectivement, le général Ivanov atteignit sans difficulté Tsarskoïé Sélo : de toute évidence, les chemi-nots n'osaient opposer de la résistance au bataillon des chevaliers de Saint-Georges. Le général a avoué plus tard qu'en cours de route il eut à faire trois ou quatre fois des « remontrances paternelles » à de simples soldats qui lui avaient parlé grossièrement : il les faisait mettre à genoux. Dès l'arrivée du « dictateur » à Tsarskoïé Sélo, les autorités locales vinrent lui rapporter qu'un conflit entre le bataillon de Saint-Georges et les troupes du rang comporterait un danger pour la famille impériale. Tout simplement, ces autorités ayant peur pour leur compte, conseillaient au « pacificateur » de rétrograder sans avoir déchargé ses wagons.

Le général Ivanov posa à l'autre « dictateur », Khabalov, dix questions auxquelles il fut répondu avec précision. Nous les reproduisons intégralement, — cela en vaut la peine.

QUESTIONS D'IVANOV

RÉPONSES DE KHABALOV

1. Quels sont les contingents qui restent disciplinés et quels sont ceux qui se livrent à des désordres ?

1. J'ai à ma disposition, dans les bâtiments de l'Amirauté, 4 compagnies de la Garde, 5 escadrons et sotnias de Cosaques, 2 batteries d'artillerie ; les autres troupes ont pris le parti des révolutionnaires, ou bien, par un accord conclu avec ces derniers, restent neutres. Il y a

2. Quelles sont les gares qui sont gardées ?

3. Quels sont les quartiers de la ville où l'ordre est maintenu ?

4. Quelles sont les autorités qui administrent ces quartiers ?

5. Tous les ministères fonctionnent-ils normalement ?

6. Quelles sont les autorités de police dont vous disposez en ce moment ?

7. Quelles sont les institutions techniques et administratives du département de la Guerre dont vous disposez en ce moment ?

8. Quelle est la quantité de ravitaillement dont vous disposez ?

des soldats et des bandes qui rôdent par la ville et désarment les officiers.

2. Toutes les gares sont au pouvoir des révolutionnaires et rigoureusement gardées par eux.

3. Toute la ville est au pouvoir des révolutionnaires, le téléphone ne fonctionne pas, il n'y a plus de liaison avec les quartiers.

4. Je ne puis répondre.

5. Les ministres ont été mis en état d'arrestation par les révolutionnaires.

6. Aucune.

7. Néant.

8. Je ne dispose d'aucune quantité. Il y avait en ville, à la date du

25 février, 5.600.000 pouds de farine en réserve.

9. La quantité d'armes, de pièces d'artillerie et de munitions dont se sont emparés les émeutiers est-elle grande ?

9. Tout ce qui relève de l'artillerie est au pouvoir des révolutionnaires.

10. Quels sont les pouvoirs militaires et états-majors qui restent à vos ordres ?

10. J'ai personnellement à ma disposition le chef d'état-major du Corps d'Armée ; je n'ai pas de liaison avec les autres centres de commandement.

Ainsi renseigné, d'une façon si peu équivoque, sur la situation, le général Ivanov « consentit » à ramener en arrière son échelon de troupes, qui n'avait pas débarqué, jusqu'à la station de Dno. « C'est de cette façon, — conclut le général Loukomsky, un des principaux personnages du G. Q. G., — qu'il ne résulta rien, sauf un scandale, de la mission confiée au général Ivanov avec pleins pouvoirs de dictateur. »

D'ailleurs, ce scandale eut peu de retentissement, il fut noyé sans laisser de traces dans le flot des événements. Le dictateur expédia, doit-on croire, des provisions à ses connaissances de Pétrograd et eut un long entretien avec la tsarine : elle alléguait l'abnégation de son travail dans les hôpitaux militaires et se plaignait de l'ingratitude de l'armée et du peuple.

Entre temps arrivent à Pskov, par Mohilev, des nouvelles de plus en plus désastreuses. Les gardes du corps de sa majesté, qui étaient restés à Pétrograd, et dont chaque soldat, connu par son petit nom, était

l'objet des faveurs de la famille impériale, se présentèrent à la Douma d'Empire, demandant l'autorisation d'arrêter ceux de leurs officiers qui avaient refusé de participer au soulèvement. Le vice-amiral Kourosch fait savoir qu'il ne voit pas la possibilité de prendre des mesures pour dompter la rébellion à Cronstadt, étant donné qu'il ne peut répondre d'aucun contingent. L'amiral Népénine télégraphie que la flotte de la Baltique a reconnu le Comité provisoire de la Douma d'Empire. Le chef du Corps d'Armée de Moscou, Mrozovsky, communique : « La majorité des troupes, avec l'artillerie, s'est livrée aux révolutionnaires qui, par conséquent sont maîtres de la ville ; le *gradonatchalnik* et son adjoint ont quitté leur résidence. » *Quitté* voulait dire *fui*.

Le tsar eut connaissance de tout cela le 1^{er} mars dans la soirée. Jusque tard dans la nuit, des conversations, des exhortations au sujet d'un ministère responsable. Enfin, le tsar, vers 2 heures du matin, donna son consentement et il y eut, dans son entourage, un soupir de soulagement. Comme on croyait qu'ainsi le problème révolutionnaire avait reçu sa solution, d'autorité, — l'ordre fut donné de ramener au front les contingents qui avaient été dirigés sur Pétrograd pour écraser le soulèvement. Rouzsky s'empressait dès l'aube, de communiquer la bonne nouvelle à Rodzianko. Mais la montre du tsar retardait beaucoup. Rodzianko, qui, au palais de Tauride, était déjà assailli par les démocrates, les socialistes, les soldats, les députés ouvriers, répondait à Rouzsky : « Ce que vous comptez faire est insuffisant et c'est le sort de la dynastie qui se joue... Partout, les troupes prennent le parti de la Douma et du peuple, exigeant une abdication en faveur de l'héritier sous la régence de Michel Alexandrovitch. »

A vrai dire, les troupes ne songeaient nullement à réclamer ni l'héritier, ni Michel Alexandrovitch. Rodzianko attribuait tout simplement à l'armée et au peuple un mot d'ordre à l'aide duquel la Douma espérait encore contenir la révolution. Quoi qu'il en soit, l'acquiescement du tsar fut encore tardif. « L'anarchie, déclara Rodzianko, prend une telle extension que j'ai été forcé, cette nuit, de nommer un Gouvernement provisoire. A mon regret, le manifeste est venu trop tard... » Ces paroles solennelles prouvent que le président de la Douma avait déjà trouvé le temps de sécher les larmes versées par lui sur Golitsyne. Le tsar lut le compte rendu de cet entretien entre Rodzianko et Rouzsky, hésita, relut le document et prit le parti d'attendre. Mais, alors, les chefs d'armées sonnèrent l'alarme : c'est qu'ils se sentaient un peu mis en cause, eux aussi !

Le général Alexéïev procéda pendant la nuit à une sorte de plébiscite dans le haut commandement des divers fronts. Il est bon que les révolutions modernes s'accomplissent avec le concours du télégraphe, de sorte que les toutes premières réactions et répliques des détenteurs du pouvoir restent fixées pour l'histoire sur le ruban de papier. Les pourparlers qui eurent lieu entre les feld-maréchaux de sa majesté dans la nuit du 1^{er} au 2 mars constituent un document humain d'un intérêt incomparable. Le tsar devait-il, oui ou non, abdiquer ? Evert, général en chef du front Ouest, ne consentait à donner son opinion qu'après avoir connu l'avis des généraux Rouzsky et Broussilov. Le général Sakharov, commandant sur le front roumain, exigeait qu'on lui communiquât préalablement les conclusions de tous les autres grands chefs. Après bien des simagrées, ce valeureux guerrier

déclara que son ardent attachement au monarque ne lui permettait pas, en son âme et conscience, d'accepter « l'infâme proposition » ; néanmoins, « en sanglotant », il recommandait au tsar d'abdiquer, à seule fin « de s'épargner des sollicitations encore plus abominables ». Le général aide de camp Evert expliquait persuasivement la nécessité de la capitulation : « Je prends toutes mesures pour que les informations concernant la situation actuelle dans les capitales ne pénètrent pas dans l'armée, afin de prévenir des troubles qui se produiraient indubitablement. Il n'existe aucun moyen d'arrêter le cours de la révolution dans les capitales. » Le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch, du front caucasien, suppliait à genoux le tsar de prendre « une mesure extraordinaire » et d'abdiquer ; mêmes supplications de la part des généraux Alexéïev et Broussilov, et de l'amiral Nénépine. Quant à Rouzsky, il formulait oralement les mêmes instances. Sept grands chefs appliquaient respectueusement leurs revolvers aux tempes du monarque adoré. Appréhendant de laisser passer le moment d'une conciliation avec le nouveau pouvoir, redoutant en outre, et non moins, leurs propres troupes, ces hauts capitaines, habitués à rendre les positions, donnèrent à leur tsar-généralissime un conseil unanime : disparaître de la scène sans coup férir. Ainsi parlait non plus le lointain Pétrograd contre lequel, semblait-il, il eût été possible d'envoyer des troupes, mais le front sur lequel il eût fallu prélever des contingents.

Après avoir entendu un rapport si convaincant, le tsar se déterminà à abandonner un trône qu'il ne possédait déjà plus. Un télégramme approprié aux circonstances fut préparé, à l'adresse de Rodzianko : « Il n'est point de sacrifice que je ne puisse consentir pour le véritable bien et le salut de notre mère la Russie. En suite de quoi,

je suis disposé à abdiquer en faveur de mon fils, à condition qu'il reste auprès de moi jusqu'à sa majorité, sous la régence de mon frère le grand-duc Michel Alexandrovitch. Nicolas.» Cependant, encore une fois, ce télégramme ne fut pas expédié, car on apprit que, de la capitale, se rendaient à Pskov les députés Goutchkov et Choulguine. C'était un nouveau motif de différer la décision. Le tsar ordonna qu'on lui rendit le télégramme. Il appréhendait évidemment de faire un mauvais marché et attendait encore des nouvelles consolantes, ou, plus exactement, comptait sur un miracle. Les députés étant arrivés, Nicolas les reçut à minuit, entre les 2 et 3 mars. Le miracle ne s'était pas produit et il était désormais impossible de s'esquiver. Le tsar déclara inopinément qu'il ne pouvait se séparer de son fils (quels vagues espoirs fermentaient alors dans sa tête ?) et signa le manifeste d'abdication en faveur de son frère. Il signait en même temps des oukazes au Sénat, nommant le prince Lvov président du Conseil des Ministres et Nicolas Nicolaïévitch généralissime. Les soupçons familiaux de la tsarine se trouvèrent comme justifiés : l'exécré « Nicolacha » revenait au pouvoir avec les conspirateurs. Vraisemblablement, Goutchkov estimait sérieusement que la révolution se résignerait à avoir un très auguste chef de guerre. Nicolas Nicolaïévitch, lui aussi, prit cette nomination pour monnaie sonnante. Il essaya même, pendant quelques jours, de donner des ordres et de lancer des appels à l'accomplissement du devoir patriotique. Cependant, la révolution procéda sans douleur à son expulsion.

Pour garder une apparence de libre arbitre, le Manifeste d'abdication fut daté de 3 heures de l'après-midi, sous prétexte que cette décision du tsar avait été primitivement prise à cette heure-là. Mais, en fait,

la « solution » adoptée dans la journée, transmettant le trône au fils et non point au frère, avait été retirée dans l'espoir que les événements prendraient une meilleure tournure. Personne, pourtant, ne signala ouvertement le faux. Le tsar tentait une dernière fois de sauver la face devant des députés odieux, lesquels, d'autre part, admirent la falsification dans un acte historique, c'est-à-dire une imposture devant le peuple. La monarchie quittait la scène en gardant son style particulier. Mais ses héritiers restèrent aussi fidèles à eux-mêmes. Il est probable qu'ils considérèrent même leur défaillance comme la magnanimité du vainqueur à l'égard du vaincu.

Délaissant un peu le style impersonnel de son journal intime, Nicolas note ceci, le 2 mars : « Ce matin Rouzsky est venu et m'a lu le texte d'une très longue conversation qu'il a eue par téléphone avec Rodzianko. A l'entendre, la situation à Pétrograd est telle qu'un ministère composé de membres de la Douma d'Empire sera impuissant à faire quoi que ce soit, car il est combattu par le parti s.-dékiste (social-démocrate) représenté par un comité ouvrier. Mon abdication est nécessaire. Rouzsky a transmis la teneur de cette conversation au G. Q. G. d'Alexéïev et à tous les commandants d'armées, A midi et demie, les réponses ont été reçues. Pour le salut de la Russie et le maintien de l'armée sur le front, je me suis décidé à faire ce pas. J'ai consenti et un projet de manifeste a été envoyé du G. Q. G. Le soir sont arrivés de Pétrograd Goutchkov et Choulguine avec lesquels j'ai eu des pourparlers et à qui j'ai remis le Manifeste modifié et signé. A une heure du matin suis parti de Pskov, le cœur lourd ; autour de moi tout est trahison, lâcheté, tromperie. »

L'amertume de Nicolas II n'était pas, il faut le

reconnaître, dépourvue de motifs. Tout récemment encore, le 28 février le général Alexéïev télégraphiait à tous les commandants en chef sur les fronts : « Nous avons tous l'obligation sacrée, devant le souverain et la patrie, de maintenir dans les troupes du front la fidélité au devoir et au serment prêté. » Or, deux jours après, Alexéïev invitait les mêmes chefs à manquer à leur « devoir », à violer leur « serment ». Dans le haut commandement, il ne se trouva personne qui intervînt en faveur de son tsar. Tous se hâtaient de prendre place sur le vaisseau de la révolution, comptant bien y trouver des cabines confortables. Généraux et amiraux se défaisaient des insignes tsaristes et se paraient de rubans rouges. Dans la suite, on signala le cas unique d'un juste : un chef de corps d'armée mourut d'une embolie au moment de prêter le nouveau serment. Mais il n'est pas démontré que la rupture cardiaque ait eu lieu par suite de l'offense faite à son sentiment monarchiste et non par quelque autre cause. Les dignitaires civils, par leur situation même, n'étaient pas plus tenus de faire preuve de courage que les militaires. Chacun se tirait d'affaire comme il pouvait.

Décidément, la montre de la monarchie n'était plus d'accord avec celle de la révolution. Le 3 mars, à l'aube, Rouzsky fut de nouveau appelé, par fil direct, de la capitale. Rodzianko et le prince Lvov exigeaient qu'on retirât le Manifeste qui venait encore trop tard. L'avènement d'Alexis, — disaient évasivement les nouveaux maîtres du pouvoir — pourrait être agréé — par qui ? — mais l'intronisation de Michel est absolument inacceptable. Rouzsky, non sans causticité, exprima le regret d'apprendre que les députés de la Douma, arrivés la veille n'étaient pas suffisamment renseignés sur le but et l'objet de leur voyage. Mais les députés

trouvèrent aussi leur justification : « D'une façon inattendue pour tout le monde a éclaté une mutinerie de soldats telle que je n'ai jamais rien vu de pareil », expliqua à Rouzsky le chambellan, comme s'il n'avait fait autre chose, toute sa vie, que d'observer des mutineries de soldats. « Proclamer Michel empereur, ce serait jeter de l'huile sur le feu et alors commencerait l'implacable extermination de tout ce qui peut être exterminé. » Comme les voilà tous retournés, ployés, secoués, tortillés !

Le corps des généraux encaisse encore sans mot dire cette nouvelle « prétention infâme » de la révolution. Seulement, Alexéïev soulage un peu sa conscience en télégraphiant aux chefs d'armées : « Le président de la Douma subit la puissante pression des partis de gauche et des députés ouvriers ; dans les communications de Rodzianko, il n'y a ni franchise, ni sincérité. » Seulement, la sincérité manquait aux généraux en ces heures-là.

Mais le tsar changea d'avis encore une fois. Arrivé de Pskov à Mohilev, il remit à son ancien chef d'état-major Alexéïev une feuille de papier à transmettre à Pétrograd : il déclarait consentir à laisser le trône à son fils. Evidemment, cette combinaison lui avait finalement semblé plus prometteuse. Alexéïev, d'après le récit de Dénikine, emporta la dépêche et... ne l'expédia point. Il estima que c'en était assez des deux manifestes précédemment adressés à l'armée et au pays. L'incohérence provenait du fait que non seulement le tsar et ses conseillers, mais aussi les libéraux de la Douma réfléchissaient plus lentement que la révolution.

Avant de quitter définitivement Mohilev, le 8 mars, le tsar, qui, formellement, se trouvait déjà en état d'arrestation, rédigea un appel aux armées qui se terminait ainsi : « Quiconque songe en ce moment à la

paix, quiconque la désire est un félon, un traître à la patrie ». C'était une tentative faite, à l'instigation de quelqu'un, pour désarmer les libéraux qui l'accusaient de sentiments germanophiles. Cette tentative échoua : l'on n'osa point publier l'appel.

Ainsi s'achevait un règne qui, d'un bout à l'autre, avait été un enchaînement de mécomptes, de malheurs, de calamités et d'actes criminels, depuis la catastrophe sur le terrain de la Khodynka, le jour du couronnement, en passant par les fusillades dirigées sur les grévistes et les paysans soulevés, par la guerre russo-japonaise, par l'épouvantable écrasement de la révolution de 1905, par d'innombrables exécutions, des expéditions punitives, des pogromes nationaux, pour en finir par la folle et infâme participation de la Russie à la folle et infâme guerre mondiale.

Quand il arriva à Tsarskoïé Sélo, où il fut interné avec sa famille dans le palais, le tsar aurait dit à voix basse, si l'on en croit Vyroubova : « Il n'y a point de justice parmi les hommes. » Or, ces paroles mêmes témoignaient irréfutablement de l'existence d'une justice de l'histoire qui, pour être tardive, n'en est pas moins réelle.



La ressemblance du dernier couple des Romanov et du couple royal français à l'époque de la grande Révolution saute aux yeux. Elle a déjà été notée, dans la littérature, mais brièvement et sans déductions. Or, elle n'est pas du tout si fortuite qu'il semble à première vue, et elle donne une précieuse matière à conclusions.

A vingt-cinq lustres de distance entre eux, le tsar et le roi se présentent, à certains moments, comme deux acteurs qui ont rempli un seul et même rôle. Une

traîtrise passive, expectante mais vindicative, caractérisait ces deux hommes, avec cette différence que, du côté de Louis, la fausseté se dissimulait sous une douteuse bonhomie, qu'avec Nicolas elle semblait affable. L'un et l'autre ont donné l'impression de gens à qui leur métier était à charge et qui, cependant, ne consentaient pas à céder la moindre parcelle de leurs droits, dont ils ne savaient faire aucun usage. Leurs journaux intimes, analogues même par le style, ou par le manque de style, dévoilent semblablement une accablante vacuité spirituelle.

L'Autrichienne et la Hessoise, d'autre part, constituent une évidente symétrie. Les deux souveraines sont plus grandes que leurs souverains non seulement par la taille, mais par le moral. Marie-Antoinette était moins pieuse qu'Alexandra Fédorovna, et, se distinguait d'elle, fervemment friande de divertissements. Mais l'une et l'autre méprisaient également le peuple, ne toléreraient pas l'idée de concessions, ne croyaient pas en la virilité de leurs maris, regardaient ceux-ci de haut en bas, Marie-Antoinette avec une nuance de mépris, Alexandra avec pitié.

Lorsque des auteurs de mémoires qui, en leur temps, ont eu des accointances avec la Cour de Pétersbourg, entreprennent de nous démontrer que Nicolas II, s'il avait été un simple particulier, eût laissé de bons souvenirs, ils reproduisent tout simplement les clichés de jugements bienveillants sur Louis XVI, ne nous enrichissant guère par rapport à l'histoire ni pour la connaissance de la nature humaine.

On a déjà lu que le prince Lvov, au plus fort des tragiques événements de la première révolution, s'indigna de rencontrer non point un tsar accablé, mais « un gars joyeux, désinvolte, en blouse de couleur fram-

boise ». Sans le savoir, le prince reproduisait simplement un rapport du *governor* Morris, envoyé à Washington, en 1790, sur Louis XVI : « Qu'attendre d'un homme qui, dans sa situation, mange bien, boit bien, dort bien et sait rire ; *qu'attendre de ce brave garçon qui est plus gai que personne ?* »

Quand Alexandra Fédorovna, trois mois avant la chute de la monarchie, vaticine (« Tout s'arrange pour le mieux, les rêves de notre Ami sont tellement significatifs »), elle s'identifie simplement à Marie-Antoinette qui écrivait, un mois avant le renversement du pouvoir royal : « Je me sens pleine d'entrain et quelque chose me dit que, bientôt, nous serons heureux et hors de danger ». En se noyant, elles ont toutes deux des songes irisés.

Certains traits de ressemblance sont, naturellement, dus au hasard et n'ont, dans l'histoire, qu'un intérêt anecdotique. Infiniment plus importants sont les traits greffés ou directement imposés par de toutes puissantes circonstances, qui jettent une vive lumière sur les rapports réciproques de l'individu et des facteurs objectifs de l'histoire.

« Il ne savait pas vouloir et voilà le trait principal de son caractère », déclare, au sujet de Louis, un historien réactionnaire français. Il semblerait que ce fut écrit au sujet de Nicolas. L'un et l'autre étaient incapables de vouloir. Mais tous deux étaient capables de ne pas vouloir. A vrai dire, qu'auraient bien pu « vouloir » les derniers représentants d'une cause historique irrévocablement perdue ?

« D'ordinaire, il écoutait, souriait ; rarement, il prenait une décision. Habituellement, il commençait par dire : *non.* » De qui s'agit-il ici ? Encore de Capet. Mais, en ce cas, la manière d'agir de Nicolas fut constamment

d'un plagiaire. Tous deux vont à l'abîme, « la couronne leur tombant sur les yeux ». Mais est-il plus facile de marcher les yeux ouverts vers un gouffre inévitable de toutes façons ? Qu'y aurait-il de changé, vraiment, s'ils se mettaient leur couronne sur la nuque ?

On pourrait recommander aux professionnels de la psychologie d'établir une chrestomathie des symétriques appréciations de Nicolas et de Louis, d'Alexandra et de Marie-Antoinette, ainsi que de leurs familiers à leur sujet. Ce ne sont pas les matériaux qui manquent et le résultat serait un témoignage historique des plus édifiant en faveur de la psychologie matérialiste : des excitations de même nature (bien entendu, non identiques, loin de là), dans des conditions similaires, appellent les mêmes réflexes. Plus l'excitant a de puissance, plus rapidement il l'emporte sur les particularités individuelles. Au chatouillement les gens réagissent diversement ; à l'épreuve du fer rouge tous de la même façon. De même que le marteau-pilon transforme indifféremment en lamelle une boule ou un cube, ainsi, sous les coups de trop grands et inéluctables événements, ceux qui résistent sont écrasés, perdant les arêtes de leur « individualité ».

Louis et Nicolas étaient les derniers rejetons de dynasties dont la vie fut orageuse. En l'un et l'autre, un certain équilibre, du calme, de la « gaieté » aux minutes difficiles exprimaient l'indigence de leurs forces intimes de gens bien éduqués, la faiblesse de leurs détente nerveuses, la misère de leurs ressources spirituelles. Moralement castrats, tous deux, absolument dénués d'imagination et de faculté créatrice, n'eurent, assez d'intelligence que tout juste pour sentir leur trivialité et nourrissaient une hostilité jalouse à l'égard de tout ce qui est talentueux et considérable. Tous deux

eurent à gouverner en présence de profondes crises intérieures et d'un éveil révolutionnaire des populations. Tous deux se défendirent contre l'invasion d'idées nouvelles et la montée de forces ennemies. L'irrésolution, l'hypocrisie, la fausseté furent en tous deux l'expression non point tant d'une faiblesse personnelle, que d'une complète impossibilité de se maintenir sur les positions héritées.

Mais, du côté des épouses, comment cela se passait-il ? Alexandra, plus encore que Marie-Antoinette, avait été portée au sommet des rêves d'une princesse, puisqu'elle épousa, simple provinciale du duché de Hesse, le monarque absolu d'un puissant pays. Toutes deux prirent conscience au dernier degré de leur haute mission : Marie-Antoinette dans un sens plus frivole ; Alexandra dans un esprit de cagoterie protestante transposé en slavon orthodoxe. Les malheurs du règne et le mécontentement croissant du peuple détruisaient impitoyablement le monde de fantaisie que s'étaient bâti des cervelles présomptueuses qui n'étaient, en fin de compte, que des cervelles de pécores. De là une exécution grandissante, une haine dévorante à l'égard d'un peuple étranger qui ne s'inclinait pas devant elles ; de là l'aversion pour des ministres qui tenaient compte en quelque mesure du monde ennemi, c'est-à-dire du pays ; de là l'isolement de ces femmes dans leur propre Cour, et leurs perpétuels griefs contre le mari qui n'avait pas justifié les espérances éveillées par le fiancé.

Les historiens et les biographes à tendances psychologiques cherchent fréquemment et découvrent l'élément purement individuel, occasionnel, là où se réfléchissent, à travers des individualités, les grandes forces historiques. C'est une illusion d'optique analogue à

celle de courtisans qui considéraient le dernier tsar de Russie comme un « raté » de naissance. Lui-même croyait être né sous une mauvaise étoile. En réalité, ses infortunes provenaient d'une contradiction entre les vieilles visées que lui avaient léguées ses ancêtres et les nouvelles conditions historiques dans lesquelles il se trouva placé. Lorsque les anciens disaient que Jupiter, s'il veut perdre quelqu'un, lui ôte d'abord la raison, ils résumaient, sous une forme superstitieuse, de profondes observations d'histoire. Lorsque Goethe parle de la raison qui devient un non-sens, *Vernunft wird Unsinn*, nous retrouvons la même idée d'un Jupiter impersonnel de la dialectique historique qui prive de raison les institutions périmées et condamne leurs défenseurs à toutes les malchances. Les textes des rôles de Romanov et de Capet étaient fixés d'avance par le développement du drame historique. Il ne restait guère aux acteurs qu'à nuancer l'interprétation. Les déboires de Nicolas comme ceux de Louis, provenaient non de leur horoscope personnel, mais de l'horoscope historique d'une monarchie de caste bureaucratique. Tous deux étaient, avant tout, les rejetons de l'absolutisme. Leur nullité morale, résultat de leur situation d'épigones de dynasties, donnait à cette position un caractère particulièrement sinistre.

On peut objecter que si Alexandre III avait moins bu il eût vécu bien plus longtemps ; la révolution eût rencontré un tsar d'une autre trempe et aucun rapprochement symétrique avec Louis XVI n'eût été possible. Cette objection n'atteint pourtant en rien ce qui a été dit ci-dessus. Nous n'avons nullement l'intention de nier l'importance de l'élément individuel dans le mécanisme du processus historique, ni la signification du fortuit dans l'individuel. Une personnalité histo-

rique doit être seulement considérée, avec toutes ses particularités, non comme une simple somme de traits psychologiques, mais comme une vivante réalité, sortie de conditions sociales bien définies et réagissant à ces dernières. De même qu'une rose ne cesse pas de donner son parfum quand un naturaliste a indiqué quels sont les ingrédients qu'elle tire du sol et de l'atmosphère, la mise à nu des racines sociales d'une individualité ne lui enlève ni son parfum ni sa puanteur.

Si l'on considère, comme il est dit ci-dessus, qu'Alexandre III eût pu atteindre un âge avancé, le même problème s'éclaire d'un autre côté. Il est permis de conjecturer qu'en 1904, Alexandre III ne se fût point engagé dans une guerre avec le Japon. De ce fait, la première révolution eût été différée. Jusques à quand ? Il est possible que la « révolution de 1905 », c'est-à-dire une première épreuve de forces, première brèche dans le système de l'absolutisme, eût alors été simplement le prélude de la deuxième révolution, républicaine, et de la troisième, prolétarienne. A cet égard, on ne peut faire que des suppositions plus ou moins intéressantes. Il est incontestable, en tout cas, que la révolution n'était point une résultante du caractère de Nicolas II et qu'Alexandre III n'eût pas davantage été capable d'en résoudre les problèmes. Il suffit de rappeler que jamais, nulle part, la transition du régime féodal au régime bourgeois ne s'est effectuée sans de violentes secousses. Hier encore, nous l'avons observé en Chine ; aujourd'hui, nous le constatons dans l'Inde. Le plus qu'on puisse dire est que telle ou telle politique de la monarchie, tel ou tel monarque pouvaient rapprocher ou éloigner la révolution, et lui donner, superficiellement, une sorte d'estampille.

Quelle ne fut pas l'obstination rageuse et impuissante

du tsarisme à essayer de se maintenir en ses derniers mois, ses dernières semaines, ses derniers jours, alors qu'il avait irrémédiablement perdu la partie ! S'il y eut en Nicolas insuffisance de volonté, la compensation se trouva du côté de la tsarine. Raspoutine était l'instrument d'une clique qui se débattait avec acharnement pour son propre salut. Même dans ce cadre étroit, la personnalité du tsar est absorbée par le groupe en lequel se concentre le passé et se manifestent les dernières convulsions. La « politique » des médiocres dirigeants de Tsarskoïé-Sélo, placés en face de la révolution, ne fut que de réflexes, ceux du fauve traqué et affaibli. Si, dans la steppe, une automobile poursuit à toute vitesse un loup, l'animal finira par s'essouffler et se couchera, épuisé. Mais essayez de lui passer un collier ; il tâchera de vous mettre en pièces, ou du moins de vous blesser. D'ailleurs, que lui reste-il d'autre à faire en ces conditions ?

Les libéraux estimaient qu'il restait à faire. Au lieu de chercher en temps opportun un accord avec la bourgeoisie censitaire et de prévenir ainsi la révolution (tel était l'acte d'accusation du libéralisme contre le dernier tsar) Nicolas refusait obstinément toutes concessions, et même, dans les derniers jours, sous le fatal couteau, alors que chaque minute était précieuse, atermoyait, marchandait avec le destin, laissait échapper les dernières possibilités. Tout cela semble convaincant. Mais comme il est regrettable que le libéralisme, qui connaissait de si infailibles remèdes pour sauver la monarchie, n'ait pas trouvé les moyens de se sauver lui-même !

Il serait absurde d'affirmer que le tsarisme ne fit jamais, en aucune circonstance, des concessions. Il céda toutes les fois qu'il y fut obligé pour sa sauvegarde.

Après la désastreuse guerre de Crimée, Alexandre II procéda à une demi-émancipation des paysans et à un certain nombre de réformes libérales dans le domaine des *zemstvos*, des tribunaux, de la presse, de l'enseignement, etc. Le tsar lui-même exprima alors la pensée directrice de ses réformes : émanciper les paysans *d'en-haut* pour qu'ils ne s'émancipent pas *d'en-bas*. Sous la poussée de la première révolution, Nicolas II accorda une moitié de constitution. Stolypine mit en démolition la commune rurale pour élargir l'arène des forces capitalistes. Toutes ces réformes n'avaient cependant de sens pour la monarchie que dans la mesure où des concessions partielles sauvaient le principal, les bases d'une société de castes et de la monarchie elle-même. Lorsque les conséquences des réformes commençaient à déferler au delà de ces limites, la monarchie reculait inévitablement. Alexandre II, dans la seconde moitié de son règne, escamotait les réformes de la première moitié. Alexandre III poussa plus loin les contre-réformes. Nicolas II battit en retraite en octobre 1905, devant la révolution, ensuite prononça la dissolution des Doumas qu'il avait lui-même créées, et, dès que la révolution faiblit, fit un coup d'Etat. En trois quarts de siècle, si l'on compte à partir des réformes d'Alexandre II, se déroule, soit clandestinement, soit ouvertement, la lutte de forces historiques bien supérieures aux qualités individuelles des tsars, qui se parachève par le renversement de la monarchie. C'est seulement dans les cadres historiques de ce processus que l'on peut situer les tsars, leurs caractères, leurs « biographies ».

Même le plus autoritaire des despotes ressemble fort peu à une individualité « libre » qui mettrait sa marque, à son gré, sur les événements. Il est toujours

l'agent couronné des classes privilégiées qui forment la société à leur image. Tant que ces classes n'ont pas épuisé leur mission, la monarchie reste forte et sûre d'elle-même. Elle possède encore un sûr appareil de pouvoir, un choix illimité d'exécutants, car les hommes les plus talentueux n'ont pas encore gagné le camp de l'adversaire. Dans ce cas, le monarque, personnellement ou par l'intermédiaire d'un favori, peut devenir le réalisateur d'un grand problème d'histoire, dans un sens progressiste. Il en est tout autrement quand le soleil de la vieille société tombe à son couchant ; les classes privilégiées, organisatrices de la vie nationale, se transforment en excroissances parasitaires ; dépouillées de leurs fonctions directrices, elles perdent conscience de leur mission et l'assurance en leurs propres forces ; du mécontentement qu'elles ont d'elles-mêmes, elles font leur mécontentement de la monarchie ; la dynastie s'isole ; le cercle de ceux qui lui resteront dévoués jusqu'au bout se rétrécit ; leur niveau s'abaisse ; cependant, les dangers s'accroissent ; des forces nouvelles font pression ; la monarchie perd toute capacité d'initiative créatrice ; elle reste sur la défensive, se débat, recule, ses gestes prennent l'automatisme des plus simples réflexes. A ce sort n'a pas échappé le despotisme à demi asiatique des Romanov.

Si l'on se représente le tsarisme à son agonie, comme qui dirait en coupe verticale, Nicolas serait l'axe d'une clique dont les assises reposaient sur un passé irrémédiablement condamné. En coupe horizontale, dans l'histoire de la monarchie, Nicolas était le dernier chaînon de la chaîne dynastique. Ses plus récents prédécesseurs, qui avaient aussi appartenu à la collectivité de famille, de caste, de bureaucratie, seulement plus étendue, essayèrent d'appliquer diverses mesures, divers

procédés de gouvernement, pour protéger l'ancien régime social contre les destinées qui le menaçaient et, néanmoins, léguèrent à Nicolas II un empire chaotique, qui portait déjà la révolution dans ses entrailles. Si Nicolas avait eu le choix, ç'aurait été entre différents chemins de perdition.

Les libéraux rêvaient d'une monarchie du modèle britannique. Mais le parlementarisme sur la Tamise est-il provenu d'une paisible évolution ou bien a-t-il été le résultat de la « libre » prévoyance d'un monarque ? Non, le parlementarisme se déposa comme résultat d'une lutte qui avait duré des siècles et dans laquelle un roi avait laissé sa tête à un carrefour.

Le parallèle historique et psychologique esquissé ci-dessus entre les Romanov et les Capet peut d'ailleurs fort bien être reporté sur le couple royal qui se trouvait à la tête de la Grande-Bretagne à l'époque de la première révolution. Charles I^{er} présentait, au fond, la même combinaison de traits essentiels que les mémorialistes et les historiens attribuent avec plus ou moins de raison à Louis XVI et à Nicolas II. « Charles restait passif, — écrit Montaignu, — cédait quand il lui était impossible de résister, quoique à son corps défendant, mais recourait à la ruse, et ne sut se concilier ni la popularité, ni la confiance. » « Il n'était point obtus, — dit de ce Charles Stuart un autre historien — mais il manquait de fermeté... Le rôle d'une méchante fatalité fut joué, à son égard, par sa femme, Henriette, une Française, sœur de Louis XIII, qui était encore plus pénétrée que Charles d'idées absolutistes... » N'insistons pas dans le détail sur ce troisième couple royal — le premier, chronologiquement, — qui fut écrasé par une révolution nationale. Notons seulement qu'en Angleterre aussi l'aversion se portait avant tout sur la reine, Fran-

çaise et papiste, que l'on accusait d'intrigues avec Rome, de relations clandestines avec les Irlandais révoltés et de machinations auprès de la Cour de France.

Du moins l'Angleterre avait-elle des siècles de répit à sa disposition. Elle fut le pionnier de la civilisation bourgeoise. Elle ne subissait pas l'oppression d'autres nations : bien au contraire, elle imposait de plus en plus sa domination à l'extérieur. Elle exploitait le monde entier. Cela atténuait les antagonismes intérieurs, condensait l'esprit conservateur, contribuait à la multiplication et à la stabilité des couches de profiteurs parasites sous forme de landlords, de monarchie, de Haute Chambre et d'Eglise d'Etat. Grâce aux privilèges historiques exceptionnels de l'Angleterre bourgeoise dans son développement, l'esprit conservateur passa avec souplesse des institutions dans les mœurs. C'est ce qui fait encore, jusqu'aujourd'hui, l'admiration des philistins du continent, de gens tels que le professeur Milioukov ou l'austro-marxiste Otto Bauer. Mais, précisément à présent, lorsque l'Angleterre, gênée dans le monde entier, dissipe les dernières ressources de ses privilèges de jadis, son esprit conservateur perd de son élasticité et même, en la personne des travaillistes, devient une réaction forcenée. En face de la révolution de l'Inde, le « socialiste » Mac Donald ne trouve pas d'autres méthodes que celles dont se servait Nicolas II contre la révolution russe. Il faut être aveugle pour ne pas voir que la Grande-Bretagne s'achemine vers de formidables ébranlements révolutionnaires dans lesquels disparaîtront définitivement les restes de son esprit conservateur, les débris de sa puissance mondiale et de son actuelle machine gouvernementale. Mac Donald prépare ces secousses tout aussi expertement que Nicolas II, et n'est pas

moins aveugle que ce dernier. On a là, constatons-le, une assez bonne illustration du rôle d'une « libre » personnalité dans l'histoire !

Mais comment la Russie, au développement attardé, la dernière de toutes les nations européennes, établie sur de médiocres bases économiques, eût-elle pu élaborer un « souple esprit conservateur » dans les formes sociales — sans doute spécialement pour les besoins des professeurs libéraux et de leur ombre de gauche, les socialistes réformistes ? La Russie était restée trop longtemps en retard, et, lorsque l'impérialisme mondial la saisit dans son étau, elle se trouva forcée de vivre son histoire politique avec de considérables abréviations. Si Nicolas avait fait bon accueil au libéralisme et remplacé Stürmer par Milioukov, la marche des événements eût été un peu différente, mais elle eût été la même au fond. Car c'est le chemin que suivit Louis XVI, à la deuxième étape de la révolution, en appelant la Gironde au pouvoir, ce qui ne sauva de la guillotine ni lui-même, ni ensuite les Girondins. Les antagonismes sociaux accumulés devaient exploser, et, après explosion, donner un complet nettoyage. Devant la poussée des masses qui manifestaient enfin, ouvertement, leurs malaises, calamités, vexations, passions, espoirs, illusions et revendications, les combinaisons superficielles de la monarchie avec le libéralisme n'avaient qu'un intérêt épisodique et ne pouvaient guère influencer que sur l'ordre de succession des événements, peut-être aussi sur le nombre des actes joués ; mais nullement sur le développement général du drame, et encore moins sur son terrible dénouement.

CINQ JOURNÉES

(Du 23 au 27 février 1917)

LE 23 février, c'était la « Journée internationale des Femmes ». On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette « Journée des Femmes » pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa la grève pour ce jour-là. Bien plus, une organisation bolchévique, — et des plus combative, le Comité du rayon essentiellement ouvrier de Vyborg, déconseillait toute grève. L'état d'esprit des masses, d'après le témoignage de Kaïourov, un des meneurs ouvriers du rayon, était très tendu et chaque grève menaçait de tourner en collision ouverte. Mais comme le Comité estimait que le moment d'ouvrir les hostilités n'était pas encore venu, — le parti n'étant pas encore assez fort et la liaison entre ouvriers et soldats étant trop insuffisante : le Comité avait donc décidé de ne point faire appel à la grève, mais de se préparer à l'action révolutionnaire pour une date indéterminée. Telle fut la ligne de conduite préconisée par le Comité à la veille du 23, et il semblait que tous l'eussent adoptée. Mais le lendemain matin, en dépit de toutes les directives, les ouvrières du textile quittèrent le travail dans plusieurs fabriques et envoyèrent des déléguées aux

métallos pour leur demander de soutenir la grève. C'est « à contre-cœur », écrit Kaïourov, que les bolchéviks marchèrent, suivis par les ouvriers menchéviks et socialistes-révolutionnaires. Mais du moment qu'il s'agissait d'une grève de masse, il fallait engager tout le monde à descendre dans la rue et prendre la tête du mouvement : telle fut la résolution que proposa Kaïourov, et le Comité de Vyborg se vit contraint de l'approuver. « L'idée d'une manifestation mûrissait depuis longtemps parmi les ouvriers, mais, à ce moment, personne ne se faisait encore une idée de ce qui en sortirait. » Prenons bonne note de ce témoignage d'un participant, très important pour la compréhension du mécanisme des événements.

On croyait d'avance que, sans le moindre doute, en cas de manifestation, les troupes devraient sortir des casernes et seraient opposées aux ouvriers. Qu'allait-il se passer ? On est en temps de guerre, les autorités ne sont pas disposées à plaisanter. Mais, d'autre part, le soldat de « la réserve », en ces jours-là, n'est déjà plus celui que, jadis, l'on a connu dans les cadres de l'« active ». Est-il vraiment si redoutable ? A ce sujet, on raisonnait beaucoup dans les cercles révolutionnaires, mais plutôt abstraitement, car personne, absolument personne, — on peut l'affirmer catégoriquement d'après tous les documents recueillis, — ne pensait encore que la journée du 23 février marquerait le début d'une offensive décisive contre l'absolutisme. Il n'était question que d'une manifestation dont les perspectives restaient indéterminées et, en tout cas, fort limitées.

En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de la base qui surmontèrent l'opposition de leurs propres organisations révolutionnaires et que l'initiative fut spontanément

prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres, — les travailleuses du textile, au nombre desquelles, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. La dernière impulsion provint des interminables séances d'attente aux portes des boulangeries. Le nombre des grévistes, femmes et hommes, fut, ce jour-là, d'environ 90.000. Les dispositions combatives se traduisirent en manifestations, meetings, collisions avec la police. Le mouvement se développa d'abord dans le rayon de Vyborg où se trouvent les grosses entreprises, et gagna ensuite le faubourg dit « de Pétersbourg ». Dans les autres parties de la ville, d'après les rapports de la Sûreté, il n'y eut ni grèves, ni manifestations. Ce jour-là, les forces de police furent complétées par des détachements de troupes, apparemment peu nombreux mais il ne se produisit point de collisions. Une foule de femmes qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain. Autant demander du lait à un bouc. Dans divers quartiers apparurent des drapeaux rouges dont les inscriptions attestaient que les travailleurs exigeaient du pain mais ne voulaient plus de l'autocratie ni de la guerre. La « Journée des Femmes » avait réussi, elle avait été pleine d'entrain et n'avait pas causé de victimes. Mais de quoi elle était lourde, nul ne se doutait encore dans la soirée.

Le lendemain, le mouvement, loin de s'apaiser, est doublement en recrudescence : environ la moitié des ouvriers industriels de Pétrograd font grève le 24 février. Les travailleurs se présentent dès le matin dans leurs usines et, au lieu de se mettre au travail, ouvrent des meetings, après quoi ils se dirigent vers le centre de la ville. De nouveaux rayons, de nouveaux groupes sont entraînés dans le mouvement.

Le mot d'ordre « Du pain » est écarté ou couvert par d'autres formules : « A bas l'autocratie ! » et « A bas la guerre ! ». Les manifestations n'arrêtent pas sur la Perspective Nevsky : d'abord des masses compactes d'ouvriers chantant des hymnes révolutionnaires ; puis une multitude disparate de citadins, des casquettes bleues d'étudiants. « Le public en promenade nous témoignait de la sympathie et, aux fenêtres de plusieurs hôpitaux, des soldats nous saluèrent en secouant en l'air ce qui leur tombait sous la main. » Etaient-ils nombreux, ceux qui comprenaient la portée de ces gestes de sympathie de soldats malades à l'adresse des manifestants ? Cependant, les Cosaques attaquaient la foule, quoique sans brutalité ; leurs chevaux étaient couverts d'écume ; les manifestants se jetaient de côté et d'autre, puis reformaient des groupes serrés. Point de peur dans la multitude. Un bruit courait de bouche en bouche : « Les Cosaques ont promis de ne pas tirer. » De toute évidence, les ouvriers avaient réussi à s'entendre avec un certain nombre de Cosaques. Un peu plus tard, pourtant, des dragons survinrent, à moitié ivres, beuglant des injures, et firent une percée dans la foule, frappant aux têtes à coups de lance. Les manifestants tinrent de toutes leurs forces, sans lâcher pied. « Ils ne tireront pas. » Et, en effet, ils ne tirèrent pas.

Un sénateur libéral qui observa, dans les rues, des tramways morts (mais cela ne se passait-il pas le lendemain, sa mémoire l'ayant trahi), certains aux vitres cassées, quelques-uns couchés le long des rails, a évoqué les journées de juillet 1914, la veille de la guerre. « On croyait voir se renouveler la tentative de jadis. » Le sénateur voyait juste, il y avait à coup sûr un lien de continuité : l'histoire ramassait les bouts

du fil révolutionnaire cassé par la guerre et les renouait.

Durant toute cette journée, les foules populaires ne firent que circuler de quartier en quartier, violemment pourchassées par la police, contenues et refoulées par la cavalerie et par certains détachements d'infanterie. On criait « A bas la police ! » mais, de plus en plus fréquemment, partaient des hourras à l'adresse des Cosaques. C'était significatif. La foule témoignait à la police une haine féroce. Les agents à cheval étaient pourchassés par des sifflets, des pierres, des glaçons. Toute différente fut la prise de contact des ouvriers avec les soldats. Autour des casernes, auprès des sentinelles, des patrouilles et des cordons de barrage, des travailleurs et des travailleuses s'assemblaient, échangeant des paroles amicales avec la troupe. C'était une nouvelle étape due à la croissance de la grève et à la confrontation des ouvriers avec l'armée. Cette étape est inévitable dans toute révolution. Mais elle semble toujours inédite et, en effet, se présente chaque fois sous un nouvel aspect : ceux qui ont lu ou écrit à ce sujet ne se rendent pas compte de l'événement quand il se produit.

A la Douma d'Empire, on racontait, ce jour-là, qu'une formidable multitude de peuple couvrait toute la place Znamenskaïa, toute la Perspective Nevsky et toutes les rues avoisinantes, et que l'on constatait un phénomène absolument insolite : la foule, révolutionnaire, et non patriotique, acclamait les Cosaques et les régiments qui marchaient en musique. Comme un député demandait ce que cela signifiait, un passant, le premier venu, lui répondit : « Un policier a frappé une femme de sa *nagaïka* ; les Cosaques s'en sont mêlés et ont chassé la police. » Il se peut que les choses ne se soient pas passées ainsi, personne ne serait

en mesure de vérifier. Mais la foule croyait que c'était bien ça, que la chose était possible. Croyance qui ne tombait pas du ciel, mais qui venait d'une expérience déjà faite et qui, par conséquent, devait être un gage de victoire.

Les ouvriers de l'usine Erikson, qui comptent parmi les plus modernes du rayon de Vyborg, après s'être rassemblés le matin, s'avancèrent en masse, au nombre de 2.500 hommes, sur la Perspective Sampsonovsky, et, dans un passage étroit, tombèrent sur des Cosaques. Poussant leurs chevaux, les officiers fendirent les premiers la foule. Derrière eux, sur toute la largeur de la chaussée, trottaient les Cosaques. Moment décisif ! Mais les cavaliers passèrent prudemment, en longue file, par le couloir que venaient de leur ouvrir leurs officiers. « Certains d'entre eux souriaient — écrit Kaïourov, et l'un d'eux cligna de l'œil, en copain, du côté des ouvriers ». Il signifiait quelque chose, ce clin d'œil ! Les ouvriers s'étaient enhardis, dans un esprit de sympathie et non d'hostilité à l'égard des Cosaques qu'ils avaient légèrement contaminés. L'homme qui avait cligné de l'œil eut des imitateurs. En dépit des nouvelles tentatives des officiers, les Cosaques, sans contrevenir ouvertement à la discipline, ne pourchassèrent pas la foule avec trop d'insistance et passèrent seulement à travers elle. Ainsi en fut-il trois ou quatre fois et les deux partis opposés s'en trouvèrent encore rapprochés. Les Cosaques se mirent à répondre individuellement aux questions des ouvriers et même eurent avec eux de brefs entretiens. De la discipline, il ne restait que les apparences les plus minces, les plus ténues, avec le danger d'un déchirement imminent. Les officiers se hâtèrent d'éloigner leurs troupes de la foule et, renonçant à l'idée de disperser les ouvriers, disposèrent leurs troupes en barrage

d'une rue pour empêcher les manifestants, de gagner le centre. Et ce fut peine perdue : postés et montant la garde en tout bien tout honneur, les Cosaques ne s'opposèrent cependant pas aux « plongeons » que faisaient les ouvriers entre les jambes des chevaux. La révolution ne choisit pas ses voies à son gré : au début de sa marche à la victoire, elle passait sous le ventre d'un cheval cosaque. Episode remarquable ! Remarquable aussi le coup d'œil du narrateur qui a fixé toutes ces péripéties. Rien d'étonnant, le conteur était un dirigeant, il avait derrière lui plus de deux mille hommes : l'œil du chef qui se tient en garde contre les nagaïkas ou les balles de l'ennemi est acéré.

Le revirement d'opinion dans l'armée semble s'être manifesté d'abord chez les Cosaques perpétuels fauteurs de répression et d'expéditions punitives. Cela ne signifie pourtant pas que les Cosaques aient été plus révolutionnaires que les autres. Au contraire, ces solides propriétaires, montés sur leurs propres chevaux, jaloux des particularités de leur caste, traitant avec un certain dédain les simples paysans, défiants à l'égard des ouvriers, étaient fort pénétrés d'esprit conservateur. Mais c'est précisément à ce titre que les changements provoqués par la guerre semblèrent chez eux plus vivement accusés. Et, en outre, n'était-ce pas précisément eux que l'on tirait en tous sens, les envoyant constamment en expédition, les jetant contre le peuple, les énervant, et qui, les premiers, furent mis à l'épreuve ! Ils en avaient « marre », ils voulaient rentrer dans leurs foyers et clignaient de l'œil : Faites donc à votre aise, si vous en êtes capables ; nous ne vous gênerons pas. Cependant, il n'y avait encore là que des symptômes, d'ailleurs très significatifs. L'armée est encore l'armée, liée par la discipline, et les fils conducteurs se trouvent

encore aux mains de la monarchie. Les masses ouvrières sont dépourvues d'armes. Leurs dirigeants ne songent même pas encore à un dénouement décisif.

Ce jour-là, en conseil des ministres, l'ordre du jour comportait, entre autres questions, celle des troubles dans la capitale. La grève ? Des manifestations ? On en avait vu d'autres... Tout est prévu, des ordres sont donnés. On passe simplement à l'expédition des affaires courantes.

Mais quels étaient donc les ordres donnés ? Bien que, dans les journées du 23 et du 24, vingt-huit policiers eussent été assommés — séduisante exactitude de la statistique ! — le général Khabalov, chef de la région de Corps d'Armée de Pétrograd, investi de pouvoirs presque dictatoriaux, ne recourait pas encore à la fusillade. Non certes par bonté d'âme ! Mais tout avait été prévu et prémédité ; les coups de fusil partiraient à leur heure.

Il n'y eut dans la révolution d'inattendu que le moment où elle se déclencha. En somme, les deux pôles contraires, celui des révolutionnaires et celui du gouvernement, s'étaient soigneusement préparés depuis des années, depuis toujours. Pour ce qui est des bolchéviks, toute leur activité depuis 1905 avait uniquement consisté en ces préparatifs. Mais l'œuvre du gouvernement avait été, elle aussi, en très majeure partie, de machiner d'avance l'écrasement de la deuxième révolution qui s'annonçait. Dans ce domaine, le travail du gouvernement prit, à dater de l'automne 1916, un caractère particulièrement méthodique. Une commission présidée par Khabalov avait achevé, vers le milieu de janvier 1917, l'élaboration minutieuse d'un plan pour écraser la nouvelle insurrection. La capitale avait été divisée en six secteurs administrés par des « maîtres

de police » et subdivisés en quartiers. A la tête de toutes les forces armées l'on avait placé le général Tchébykine, commandant en chef des réserves de la Garde. Les régiments furent répartis dans les quartiers. Dans chacun des six principaux secteurs, la police, la gendarmerie et l'armée étaient groupés sous le commandement d'officiers d'état-major spécialement désignés. La cavalerie cosaque restait à la disposition de Tchébykine en personne, pour les opérations de plus grande envergure. La méthode de répression était ordonnée de la façon suivante : on ferait d'abord marcher la police ; ensuite, on lancerait les Cosaques avec leurs *nagaïkas* ; enfin, à toute extrémité, l'on mettrait en ligne les troupes avec leurs fusils et des mitrailleuses. Ce fut précisément ce plan, application élargie de l'expérience de 1905, qui fut mis en œuvre en Février. Le malheur n'était pas dans un défaut de prévoyance, ni dans une conception vicieuse, mais dans le matériel humain. C'est par là que l'arme devait se trouver enrayée.

Formellement, le plan comptait sur l'ensemble de la garnison qui s'élevait à 150.000 hommes ; mais, en réalité, l'on envisageait tout au plus l'emploi d'une dizaine de milliers d'hommes ; indépendamment des agents de police qui étaient au nombre de 3.500, le plus ferme espoir portait sur les élèves sous-officiers. Cela s'explique par la composition même de la garnison à cette date : elle était formée presque exclusivement de réservistes, avant tout de 14 bataillons de réserve, rattachés aux régiments de la Garde qui se trouvaient sur le front. En outre, la garnison comprenait : un régiment d'infanterie de réserve, un bataillon de réserve d'automobiles, une division de réserve d'auto-blindées, de peu nombreux contingents de sapeurs et d'artilleurs et deux régiments de Cosaques du Don. C'était beau-

coup, c'était même trop. Les effectifs de la réserve, trop copieux, consistaient en une masse humaine à peine travaillée ou bien déjà dégagée de ce dressage. Au surplus, toute l'armée n'était-elle pas de même composition ?

Khabalov s'en tenait soigneusement au plan qu'il avait élaboré. Le premier jour, le 23, la police seule entra en ligne. Le 24, on fit avancer dans les rues surtout de la cavalerie, mais seulement armée de *nagaïkas* et de lances. On ne pensait utiliser l'infanterie et ouvrir le feu que d'après la tournure des événements. Or, les événements ne se firent pas attendre.

Le 25, la grève prit une nouvelle ampleur. D'après les données officielles, elle englobait 240.000 ouvriers. Des éléments arriérés s'engagent à la suite de l'avant-garde, un bon nombre de petites entreprises arrêtent le travail, les tramways ne marchent plus, les maisons de commerce restent fermées. Dans le courant de la journée, les étudiants de l'enseignement supérieur se joignent au mouvement. Vers midi, c'est par dizaines de mille que la foule s'amasse autour de la cathédrale de Kazan et dans les rues avoisinantes. On essaie d'organiser des meetings à ciel ouvert, il se produit des conflits armés avec la police. Devant la statue d'Alexandre III, des hommes prennent la parole. La police montée ouvre la fusillade. Un orateur tombe blessé. Des coups de feu partent de la foule : un commissaire de police est tué, un maître de police blessé ainsi que plusieurs de ses agents. On projette sur les gendarmes des bouteilles, des pétards, des grenades. La guerre a donné de bonnes leçons dans cet art. Les soldats font preuve de passivité et parfois d'hostilité à l'égard de la police. On se répète avec émotion dans la foule que les policiers, quand ils ont commencé à tirer sur le peuple aux alentours de la

statue d'Alexandre III, ont essuyé le feu de salve des Cosaques : les « *pharaons* » à cheval (ainsi appelait-on les agents de police) ont été forcés de se sauver au galop. Ce n'était vraisemblablement pas une légende répandue à dessein d'affermir les courages car le même épisode, quoique relaté diversement, a été certifié de divers côtés.

Un des authentiques meneurs en ces journées, l'ouvrier bolchévik Kaïourov, raconte que les manifestants s'étaient tous enfuis, en certain point, sous les coups de *nagaïka* de la police à cheval, en présence d'un peloton de Cosaques ; alors lui, Kaïourov, et quelques autres ouvriers qui n'avaient pas suivi les fuyards se décoiffèrent, s'approchèrent des Cosaques, le bonnet à la main : « Frères Cosaques, venez au secours des ouvriers dans leur lutte pour de pacifiques revendications ! Vous voyez comment nous traitent, nous, ouvriers affamés, ces *pharaons*. Aidez-nous ! » Ce ton consciemment obséquieux, ces bonnets que l'on tient à la main, quel juste calcul psychologique, quel geste inimitable ! Toute l'histoire des combats de rues et des victoires révolutionnaires fourmille de pareilles improvisations. Mais elles se perdent d'ordinaire dans le gouffre des grands événements, et les historiens ne ramassent qu'un tégument de lieux communs. « Les Cosaques échangèrent entre eux des coups d'œil singuliers, dit encore Kaïourov, et nous n'avions pas eu le temps de nous éloigner qu'ils se jetaient en plein dans la mêlée. » Quelques minutes plus tard, devant le perron de la gare, la foule portait en triomphe un Cosaque qui venait de sabrer un commissaire de police. »

Les *pharaons* disparurent bientôt, autrement dit n'agissent plus qu'en catimini. Mais des soldats se montrèrent, baïonnette en avant. Des ouvriers les interpellent avec angoisse : « Camarades, vous venez aider

la police ? » En réponse, grossièrement : « Circulez ! » Nouvelle tentative pour entrer en pourparlers ; même résultat. Les soldats sont moroses, rongés par une même pensée, et tolèrent mal qu'on les atteigne au cœur même de leur anxiété.

Entre temps, le mot d'ordre général est qu'il faut désarmer les *pharaons*. La police est l'ennemi farouche, inexorable, haï et haineux. Il ne peut être question de se la concilier. On assomme ses gens ou bien on les tue. Mais il en est tout autrement pour les troupes ; la foule s'applique de toutes manières à éviter des conflits avec l'armée ; elle cherche, au contraire, les moyens de conquérir les soldats, de les convaincre, de les attirer, de se les apparenter, de les faire siens. Malgré les bruits favorables, — peut-être légèrement exagérés, — qui ont couru sur la conduite des Cosaques, la foule considère encore la cavalerie avec une certaine inquiétude. Un cavalier domine de haut la foule ; entre sa mentalité et celle du manifestant il y a les quatre jambes du cheval. Un personnage que l'on est obligé de regarder de bas en haut semble toujours plus considérable et plus redoutable. Avec l'infanterie, l'on se trouve de plain-pied sur la chaussée, elle est plus proche, plus accessible. La masse s'efforce d'aborder le fantassin, de le dévisager franchement, de lui insuffler ses brûlantes haleines. Dans ces rencontres entre soldats et ouvriers, les travailleuses jouent un rôle important. Plus hardiment que les hommes, elles s'avancent vers les rangs de troupe, s'agrippent aux fusils, supplient et commandent presque : « Enlevez vos baïonnettes, joignez-vous à nous ! » Les soldats s'émeuvent, se sentent tout penauds, s'entre-regardent avec anxiété, hésitent encore ; l'un d'eux, enfin, se décide, avant les autres et les baïonnettes se relèvent dans un

mouvement de repentir au-dessus des épaules des assaillants, le barrage s'ouvre, l'air retentit de hurras joyeux et reconnaissants, les soldats sont entourés, de toutes parts s'élèvent des discussions, des reproches, des appels : la révolution fait un pas de plus.

Du G. Q. G., Nicolas avait télégraphié à Khabalov de mettre fin aux désordres « dès demain ». La volonté du tsar concordait avec la seconde partie du plan de Khabalov ; la dépêche ne donnait donc qu'une impulsion supplémentaire. Dès le lendemain, la troupe devra parler. N'est-il pas trop tard ? On ne saurait le dire encore. La question est posée, mais loin d'être résolue. La condescendance des Cosaques, les flottements de certains barrages d'infanterie ne sont que des épisodes pleins de promesses, auxquels la rue en éveil donne le retentissement de milliers d'échos. C'en est assez pour exalter la foule révolutionnaire, mais trop peu pour la victoire. D'autant plus que se sont produits des incidents d'un caractère tout contraire. Dans l'après-midi, un peloton de dragons, soi-disant en réplique à des coups de revolver partis de la foule, a pour la première fois ouvert le feu sur les manifestants, devant les Galeries du Commerce (*Gostiny Dvor*) : d'après le rapport de Khabalov au G. Q. G., il y eut trois tués et dix blessés. Sérieux avertissement ! En même temps, Khabalov menace d'expédier au front tous les ouvriers mobilisables qui n'auraient pas repris leur travail avant le 28. L'ultimatum du général donnait donc un délai de trois jours : c'était plus qu'il n'en fallait à la révolution pour renverser Khabalov et la monarchie par-dessus le marché. Mais l'on ne devait s'en rendre compte qu'après la victoire. Et le soir du 25, personne ne savait encore de quoi était gros le lendemain.

Essayons de nous représenter plus clairement la

logique interne du mouvement. Sous le drapeau de la « Journée des Femmes », le 23 février, se déclencha une insurrection longtemps mûrie, longtemps contenue, des masses ouvrières de Péetrograd. La première phase fut la grève. En trois jours, elle s'étendit au point de devenir pratiquement générale. Ce seul fait suffisait déjà à donner de l'assurance à la masse et à la pousser en avant. La grève, prenant un caractère de plus en plus offensif, accentué, se combina avec des manifestations qui mirent en présence les foules révolutionnaires et les troupes. Le problème était porté, dans son ensemble, sur un plan supérieur où il devait se répondre par la force armée. Ces premières journées furent marquées par des succès partiels, symptomatiques plutôt qu'effectifs.

Un soulèvement révolutionnaire qui se prolonge plusieurs jours ne peut prendre un développement victorieux que si, de degré en degré, il enregistre constamment de nouveaux succès. Un arrêt dans le cours des réussites est dangereux ; piétiner sur place, c'est se perdre. Encore les succès ne suffisent-ils pas par eux-mêmes ; il faut que la masse en ait connaissance en temps utile et puisse les apprécier. On peut laisser échapper une victoire au moment où il suffirait de tendre la main pour la saisir. Cela s'est vu dans l'histoire.

Les trois premières journées se signalaient par une montée et une aggravation constantes de la lutte. Mais c'est précisément pour cette raison que le mouvement parvint à un niveau où des succès symptomatiques devenaient insuffisants. Toute la masse en activité était descendue dans la rue. Elle tint tête à la police avec de bons résultats et sans trop de difficultés. Les troupes, dans les deux dernières de ces trois journées, se trouvèrent déjà engagées dans les événements :

le deuxième jour, la cavalerie seule avait marché ; le troisième jour, l'infanterie. Elles refoulaient, formaient des barrages, parfois laissaient faire, mais elles ne recoururent presque pas aux armes à feu. L'autorité supérieure ne se hâtait pas de modifier son plan, sous-estimant en partie l'importance des événements (cette illusion d'optique de la réaction était complétée par l'erreur parallèle des dirigeants de la révolution) et, dans une certaine mesure, n'ayant pas confiance en son armée. Mais, justement, le troisième jour, en raison du développement de la lutte comme par suite de l'ordre du tsar, le gouvernement se vit forcé de mettre en ligne les troupes, et pour de bon. Les ouvriers, surtout leur élite, avaient compris, d'autant plus que, la veille, les dragons avaient tiré. Dès lors, la question était posée des deux côtés dans toute son ampleur.

La nuit du 25 au 26, dans différents quartiers, une centaine de militants révolutionnaires furent arrêtés, dont cinq membres du Comité des bolchéviks de Pétrograd. Cela marquait aussi que le gouvernement prenait l'offensive. Qu'allait-il donc se passer dans la journée ? Quel serait le réveil des ouvriers après les fusillades du jour précédent ? Et, — problème essentiel, — que diraient les troupes ? L'aube du 26 fut toute brumeuse d'incertitudes et de vives inquiétudes.

Le Comité de Pétrograd ayant été arrêté, la conduite des opérations en ville est transmise au rayon de Vyborg. Peut-être est-ce pour le mieux. La haute direction du parti attermoie désespérément. C'est seulement le matin du 25 que le bureau du Comité central des bolchéviks décida enfin de publier un tract faisant appel à la grève générale dans toute la Russie. Au moment où cette feuille sortit, — si toutefois elle sortit, — la grève générale, à Pétrograd, tournait déjà toute en

insurrection armée. La direction observe de son haut, hésite, retarde, c'est-à-dire ne dirige pas. Elle est à la remorque du mouvement.

Plus on se rapproche des usines, plus on découvre de résolution. Cependant, aujourd'hui, le 26, l'alarme gagne les rayons. Faméliques, fourbus, grelottants, sous le fardeau d'une énorme responsabilité historique, les meneurs de Vyborg tenaient des conciliabules, hors la ville, dans des potagers, échangeant leurs impressions, essayant d'établir ensemble un itinéraire. Lequel ?... Celui d'une nouvelle manifestation ? Mais à quoi mènerait une démonstration de gens désarmés, si le gouvernement avait décidé d'aller jusqu'au bout ? Question qui torture les consciences. « On eût dit seulement que l'insurrection allait être liquidée. » Ainsi s'exprime une voix déjà connue, celle de Kaïourov, et, de prime abord, cette voix, semble-t-il, n'est pas la sienne. Le baromètre était donc tombé bien bas avant la tempête.

En des heures où les hésitations touchent même les révolutionnaires les plus proches des masses, le mouvement est allé, en fait, beaucoup plus loin que ne l'imaginent les participants. La veille encore, le soir du 25, les quartiers de Vyborg se trouvèrent totalement en la possession des insurgés. Les commissariats de police furent saccagés ; des agents furent massacrés ; la plupart des autres s'éclipsèrent. Le centre préfectoral du secteur (*gradonatchalstvo*) eut ses communications coupées avec la plus grande partie de la capitale. Le matin du 26, il s'avéra que non seulement ce secteur, mais les quartiers de Peski, presque jusqu'à la Perspective Liteïny, étaient au pouvoir des rebelles. C'est du moins ainsi que des rapports de police ont décrit la situation. En un certain sens, c'était exact, bien que, fort probablement, les insurgés ne s'en rendissent pas

tout à fait compte : il est hors de doute qu'en bien des cas la police déserta ses tanières avant même de se trouver sous la menace de l'offensive ouvrière. Mais, indépendamment du fait, l'évacuation des quartiers industriels par la police ne pouvait avoir, aux yeux des travailleurs, une signification décisive, car les troupes n'avaient pas encore dit leur dernier mot. L'insurrection « va être liquidée », pensèrent des braves entre les braves. Or, elle se développait seulement.

Le 26 février fut un dimanche ; les usines restèrent fermées, et, par suite, il fut impossible de calculer dès le matin, d'après l'ampleur de la grève, la force de la poussée des masses. En outre, les ouvriers ne purent se réunir, comme ils l'avaient fait les jours précédents, dans leurs établissements, et il était plus difficile de manifester. La Perspective Nevsky fut calme dans la matinée. C'est alors que la tsarine télégraphiait au tsar : « Le calme règne en ville. » Mais cette tranquillité ne dure pas longtemps. Peu à peu, les ouvriers opèrent leur concentration et, de tous les faubourgs, convergent vers le centre. On les empêche de passer les ponts. Ils déferlent sur la glace : car, en février, toute la Néva est un pont de glace. Il ne suffit pas de tirer sur une foule qui traverse un fleuve gelé pour la retenir. La ville a totalement changé d'aspect. Partout des patrouilles, des barrages, des reconnaissances de cavalerie. Les artères qui mènent à la Perspective Nevsky sont particulièrement bien gardées. Fréquemment éclatent des salves, partant de postes en embuscade. Le nombre des tués et des blessés augmente. Des voitures d'ambulance circulent en divers sens. D'où tire-t-on ? Qui tire ? Il n'est pas toujours possible de s'en rendre compte. Sans aucun doute, la police, durement corrigée, a résolu de ne plus s'exposer. Elle tire par les

fenêtres, les balcons, de derrière des colonnes, du haut des greniers. Des hypothèses sont faites qui deviennent facilement des légendes. On raconte que, pour terrifier les manifestants, de nombreux soldats ont été revêtus de l'uniforme de la police. On raconte que Protopopov a fait établir de nombreux postes de mitrailleuses sur les toits. La Commission d'enquête qui fut instituée après la Révolution ne trouva pas trace de ces postes. La preuve n'est pourtant pas acquise qu'ils n'aient pas existé. Cependant, ce jour-là, la police passe à l'arrière plan. C'est l'armée qui, définitivement, entre en action. Les soldats ont reçu l'ordre rigoureux de tirer, et ils tirent, principalement ceux qui appartiennent à des écoles de sous-officiers. D'après les données officielles, il y eut, ce jour-là, environ 40 morts et autant de blessés, sans compter ceux que la foule put emmener ou emporter. La lutte aboutit à sa phase décisive. La masse va-t-elle refluer, sous les balles, vers ses faubourgs. Non, elle ne reflue point. Elle veut gagner la partie.

La ville des fonctionnaires, des bourgeois, des libéraux, Pétersbourg, est dans l'épouvante. Le président de la Douma d'Empire, Rodzianko, réclamait, ce jour-là, l'envoi de troupes sûres du front ; ensuite il « changea d'idée » et conseilla au ministre de la Guerre, Béliaev, d'employer contre la foule non des fusils, mais des lances des pompiers, de l'eau froide... Béliaev, après avoir consulté le général Khabalov, répondit que les douches d'eau froide avaient un effet contraire, « précisément parce qu'elles sont un excitant ». Tels étaient les entretiens que menaient les libéraux avec les hauts dignitaires et les policiers, sur les avantages relatifs de la douche froide ou chaude pour mater un peuple insurgé. Les rapports de police, ce jour-là, prouvent que les lances de

pompiers ne suffisent pas : « Au cours des troubles, on a observé d'une façon générale, une attitude extrêmement provocante des rassemblements d'émeutiers à l'égard des détachements de troupes, sur lesquels la foule répondait aux sommations en lançant des pierres et des glaçons détachés de la chaussée. Lorsque la troupe tirait en l'air, en manière d'avertissement, la foule, au lieu de se disperser, a répliqué aux salves par des rires. C'est seulement en tirant à balles dans le tas que l'on a réussi à disloquer les rassemblements : encore les participants se cachaient-ils, pour la plupart, dans les cours des maisons voisines et, dès que la fusillade avait cessé, ressortaient dans la rue. » Ce compte rendu de police témoigne de l'extrême élévation de température des masses. A vrai dire, il est peu probable que la foule ait commencé la première à bombarder de pierres et de glaçons les troupes, même les contingents des écoles de sous-officiers : il y a là une trop grande contradiction avec la psychologie des insurgés et leur sage tactique à l'égard de l'armée. Pour justifier mieux des massacres de masses, les couleurs données au rapport et leur disposition ne sont pas tout à fait celles qui convenaient. Cependant, l'essentiel s'y trouve exactement représenté, et avec une vivacité remarquable : la masse ne veut plus battre en retraite, elle résiste avec une fureur optimiste, et tient la rue même après avoir essuyé des salves meurtrières, elle s'accroche non plus à la vie, mais au pavé, aux pierres, aux glaçons. La foule n'est pas simplement exaspérée, elle est intrépide. C'est qu'en dépit des fusillades, elle ne perd pas confiance dans la troupe. Elle compte sur la victoire et veut l'obtenir coûte que coûte.

La pression exercée par les ouvriers sur l'armée s'accroît, contrecarrant l'action des autorités sur les forces

militaires. La garnison de Péetrograd devient définitivement le point de mire des événements. La période d'expectative, qui dura presque trois jours, pendant lesquels la grande majorité de la garnison put encore garder une neutralité amicale à l'égard des insurgés, touchait à sa fin. « Tirez sur l'ennemi ! » commande la monarchie. « Ne tirez pas sur vos frères et sœurs ! » crient les ouvriers et les ouvrières. Et pas seulement cela : « Marchez avec nous ! » Ainsi, dans les rues, sur les places, devant les ponts, aux portes des casernes, se déroula une lutte incessante, tantôt dramatique, tantôt imperceptible, mais toujours acharnée, pour la conquête du soldat. Dans cette lutte, dans ces violentes prises de contact entre les travailleurs, les travailleuses et les soldats, sous les continuelles détonations des fusils et des mitrailleuses, se décidaient les destins du pouvoir de la guerre et du pays.

Les fusillades dirigées sur les manifestants augmentent l'incertitude des meneurs. L'ampleur même du mouvement commence à leur sembler périlleuse. Même à la séance du Comité de Vyborg, le soir du 26, c'est-à-dire douze heures avant la victoire, certains en vinrent à demander s'il n'était pas temps de mettre fin à la grève. Le fait peut sembler surprenant. Mais on doit comprendre qu'une victoire se constate plus facilement le lendemain que la veille. Au surplus, les états d'âme se modifient souvent en répercussion des événements et des nouvelles reçues. A la prostration succède bien vite un nouvel entrain. Les Kaïourov et les Tchougourine ont du courage à suffisance, mais, par moments, ce qui les pince au cœur, c'est le sentiment de leur responsabilité devant la masse. Il y a moins d'hésitation dans les rangs ouvriers. Sur leurs dispositions d'alors, on possède un rapport adressé à l'auto-

rité supérieure par un agent bien renseigné de la Sûreté, Chourkanov, qui joua un rôle important dans l'organisation bolchévique : « Etant donné que les troupes n'ont point fait obstacle à la foule, — écrivait le provocateur, — que même, dans certains cas, elles ont pris des mesures pour paralyser les initiatives de la police, les masses se sont senties assurées de leur impunité, et, actuellement, après deux jours de libres allées et venues dans la rue, alors que les cercles révolutionnaires ont lancé des mots d'ordre comme « A bas la guerre ! » et « A bas l'autocratie ! » le peuple s'est persuadé que la révolution était commencée, que le succès était assuré aux masses, que le pouvoir serait incapable de réprimer le mouvement, vu que les troupes se rangent du côté des révoltés et que leur victoire décisive est proche, vu que l'armée, aujourd'hui ou demain, prendra ouvertement le parti des forces révolutionnaires et qu'alors le mouvement, loin de s'apaiser, s'accroîtra constamment, jusqu'à une complète victoire et à un renversement du régime. » Appréciation d'une concision et d'une luminosité remarquables ! Ce rapport est un document historique de la plus grande valeur. Cela ne devait pas empêcher, bien entendu, les ouvriers, après la victoire, de fusiller l'auteur.

Les provocateurs, dont le nombre était formidable, surtout à Pétrograd, redoutent, plus que personne la victoire de la révolution. Ils mènent leur politique : dans les conférences des bolchéviks, Chourkanov se prononce pour les mesures les plus extrêmes ; dans ses rapports à la Sûreté, il suggère la nécessité de faire résolument usage des armes. Peut-être Chourkanov s'efforça-t-il, à cette fin, d'exagérer même l'assurance des ouvriers dans leur offensive. Mais, dans l'essentiel, il avait raison : les événements devaient bientôt justifier son estimation.

On hésitait et conjecturait dans les sphères supérieures des deux camps, car aucun ne pouvait, à priori, mesurer les proportions des forces. Les indices extérieurs avaient définitivement cessé de servir de mesure : un des principaux traits d'une crise révolutionnaire consiste en effet, en un violent contraste entre la conscience et les anciennes formes des rapports sociaux. Les nouvelles proportions des forces gîtaient mystérieusement dans la conscience des ouvriers et des soldats. Mais, précisément, le passage du gouvernement à une offensive appelée et précédée par celle des masses révolutionnaires, transforma le nouveau rapport de forces de potentiel en effectif. L'ouvrier dévisageait le soldat bien en face, avidement et impérieusement, et celui-ci, inquiet, décontenancé, détournait son regard ; ce qui marquait que le soldat n'était déjà plus bien sûr de lui. L'ouvrier s'avavançait plus hardiment vers le soldat. Le troupier morose, mais non point hostile, plutôt repentant, se défendait par le silence et parfois — de plus en plus souvent — répliquait d'un ton de sévérité affectée pour dissimuler l'angoisse dont battait son cœur. C'est ainsi que s'accomplissait la brisure. Le soldat se dépouillait évidemment de l'esprit soldatesque. Et encore, en ce cas, ne se reconnaissait-il pas tout de suite lui-même. Les chefs disaient que le soldat était enivré par la révolution ; il semblait au soldat qu'au contraire il reprenait ses sens après l'opium de la caserne. Ainsi se prépara la journée décisive : le 27 février.

Pourtant, la veille encore un fait s'était produit qui, pour être épisodique, ne donne pas moins une nouvelle couleur à tous les événements du 26 février : vers le soir se mutina la 4^e compagnie du régiment Pavlovsky, gardes du corps de sa majesté. Dans le rapport écrit d'un commissaire de police, la cause de

cette révolte est indiquée, en termes tout à fait catégoriques : « C'est un mouvement d'indignation à l'égard des élèves sous-officiers du même régiment qui, se trouvant de service sur la Perspective Nevsky, ont tiré sur la foule. » Par qui la 4^e compagnie fut-elle informée ? Sur ce point nous renseigne un témoignage conservé par hasard. Vers deux heures de l'après-midi, un petit groupe d'ouvriers accourut aux casernes du régiment Pavlovsky ; en paroles entrecoupées, ils faisaient part de la fusillade sur la Nevsky. « Dites aux camarades que les vôtres aussi tirent sur nous ; nous avons vu sur la Perspective des soldats qui ont votre uniforme ! » Le reproche était cinglant, l'appel ardent. « Tous étaient accablés et livides. » Le grain ne tomba point sur de la pierre. Vers six heures, la 4^e compagnie quitta de son propre gré les casernes, sous le commandement d'un sous-officier — lequel ? son nom s'est perdu sans laisser de traces, parmi des centaines et des milliers d'autres noms héroïques — et se dirigea vers la Nevsky pour relever les élèves sous-officiers du régiment. Ce n'était point une mutinerie à propos de viande avariée ; c'était un acte de haute initiative révolutionnaire. En chemin, la 4^e compagnie eut une escarmouche avec une patrouille de police montée, tira, tua un agent et un cheval blessa un autre policier et un autre cheval. L'itinéraire que suivirent ensuite les « pavlovtsy », dans la cohue, n'a pas été reconstitué. Ils regagnèrent leurs casernes et soulevèrent le régiment tout entier. Mais les armes avaient été cachées ; d'après certaines données, les mutins se seraient pourtant emparés de trente fusils. Bientôt, ils furent cernés par le régiment Préobrajensky ; 19 des « pavlovtsy » furent arrêtés et écroués à la forteresse ; les autres se rendirent. D'après d'autres informations, 21 soldats manquèrent, ce soir-là, à l'appel, avec leurs fusils.

Dangereuse « fuite ». Ces 21 soldats allaient toute la nuit se chercher des alliés, des défenseurs. Il n'y avait que la victoire de la révolution qui pût les sauver. Les ouvriers apprendraient d'eux, à coup sûr, ce qui s'était passé. Ce n'est pas un mauvais présage pour les batailles du lendemain.

Nabokov, un des leaders libéraux les plus en vue et dont les véridiques mémoires semblent être parfois le journal intime de son parti et de sa classe, rentrait à pied d'une soirée passée chez des connaissances, vers une heure du matin, par des rues sombres et anxieuses ; il revenait « alarmé et plein de sombres pressentiments ». Il se peut qu'il ait rencontré à quelque carrefour un des déserteurs du régiment Pavlovsky. Tous deux se hâtèrent de s'écarter : ils n'avaient rien à se dire. Dans les quartiers ouvriers et dans les casernes, certains veillaient ou se consultaient, d'autres, plongés dans un demi-sommeil de bivouac, rêvaient fiévreusement au lendemain. Par là le déserteur « pavlovets » trouvait un asile.



Combien indigentes les notes prises sur les combats de masses en Février, même comparées aux comptes rendus peu remplis qui ont été donnés des batailles d'Octobre. En Octobre, les insurgés furent quotidiennement sous la direction du parti, dont les articles, les manifestes, les procès-verbaux représentent au moins la continuité extérieure de la lutte. Il n'en fut pas de même en Février. D'en haut, les masses n'étaient presque pas dirigées. Les journaux, se taisaient, la grève étant toute-puissante. Les masses, sans regarder derrière elles, faisaient elles-mêmes leur propre histoire. Reconstituer

un vivant tableau des événements qui se sont produits dans la rue est presque inconcevable. On doit être heureux si l'on réussit à en retrouver la succession générale et la logique interne.

Le gouvernement, qui n'avait pas encore lâché l'appareil du pouvoir, considérait l'ensemble des événements d'une façon même plus pessimiste que les partis de gauche qui, pourtant, nous le savons, étaient moins que tous autres à la hauteur. Après les fusillades « réussies » du 26, les ministres se sentirent un moment réconfortés. A l'aube du 27, Protopopov affirmait, dans un communiqué rassurant, que, d'après les informations reçues, « un certain nombre d'ouvriers seraient disposés à reprendre le travail ». Or, les ouvriers ne songeaient nullement à rejoindre leurs machines. Les fusillades et les revers de la veille n'avaient pas découragé les masses. Comment expliquer le fait ? Evidemment, les « minus » étaient largement compensés par certains « plus ». Se répandant dans les rues, en venant aux prises avec l'ennemi, secouant les soldats par les épaules, se faufilant sous le poitrail même des chevaux, se ruant en avant, fuyant à la débandade, laissant des cadavres aux carrefours, s'emparant parfois de quelques armes, transmettant des nouvelles, captant des rumeurs, la masse insurgée devient un être collectif qui a d'innombrables yeux, oreilles et tentacules. Quittant vers la nuit le terrain de la bataille pour rentrer chez elle, dans les quartiers des usines, la foule ressasse les impressions de la journée, et, laissant tomber les menus faits, les faits accidentels, établit son lourd bilan. Dans la nuit du 27, ce bilan était à peu près celui que le provocateur Chourkanov avait présenté aux autorités.

Dès le matin, les ouvriers affluent vers les usines

et, dans leurs assemblées générales, décident de continuer la lutte. Ce sont ceux du quartier de Vyborg qui, comme toujours, se montrent les plus résolus. Mais, dans d'autres rayons, les meetings de cette matinée sont aussi pleins d'entrain. Continuer la lutte ! Mais qu'est-ce que cela signifie, ce jour-là ? La grève générale a abouti à des manifestations révolutionnaires de masses immenses, les manifestations ont conduit les foules à des collisions avec les troupes. Continuer la lutte signifie, ce jour-là, faire appel à l'insurrection armée. Cependant, cet appel n'a été lancé par personne. Inéluctablement, les événements l'imposent, mais il n'est pas du tout inscrit à l'ordre du jour du parti révolutionnaire.

L'art d'une direction révolutionnaire, dans les moments les plus critiques, consiste, pour les neuf dixièmes, à savoir surprendre la voix des masses, — de même que Kaïourov avait surpris le mouvement de sourcils d'un Cosaque, — bien qu'il soit nécessaire de voir plus largement. La faculté jamais surpassée de surprendre la voix de la masse faisait la grande force de Lénine. Mais Lénine ne se trouvait pas à Pétrograd. Les états-majors « socialistes », légaux ou à demi légaux, les Kérénsky, les Tchkhéidzé, les Skobélev et tous ceux qui évoluaient autour d'eux, proféraient maints avertissements et contrecarraient le mouvement. Mais même l'état-major central des bolchéviks, qui se composait de Chliapnikov, de Zaloutsky et de Molotov, montre une incapacité et un manque d'initiative des plus frappants. En fait, les quartiers de la ville et les casernes étaient livrés à eux-mêmes. Le premier manifeste adressé aux troupes par une organisation de la social-démocratie proche des bolchéviks ne fut lancé que le 26. Ce manifeste, conçu en termes assez hésitants, qui n'exhortait même pas l'armée à prendre le parti du

peuple, fut distribué, dès le matin du 27, dans tous les rayons. « Cependant, — déclare Iouréniev, un des dirigeants de l'organisation, — la marche des événements révolutionnaires était telle que nos mots d'ordre venaient en retard. Lorsque nos tracts parvinrent à se répandre dans la masse des soldats, celle-ci s'était déjà mise en mouvement ». En ce qui concerne le centre des bolchéviks, Chliapnikov, sur les instances de Tchougourine, un des meilleurs leaders ouvriers de Février, ne rédigea que dans la matinée du 27 un appel aux soldats. Cet appel fut-il imprimé ? Dans le meilleur des cas, il ne put paraître qu'en fin de séance, ... à l'heure du vestiaire. Il est impossible qu'il ait eu quelque influence sur les événements du 27 février. On doit poser en principe qu'en ces journées-là, les dirigeants se mirent d'autant plus en retard qu'ils dominaient de plus haut la masse.

Mais l'insurrection, que personne ne désignait encore par son vrai nom, était néanmoins portée à l'ordre du jour. La pensée ouvrière se concentrait toute sur l'armée. Ne saurait-on pas entraîner celle-ci ? Il ne suffisait plus dès lors d'une agitation disséminée. Les travailleurs du quartier de Vyborg organisèrent un meeting devant les casernes du régiment Moscovite. L'entreprise donna un mauvais résultat : est-il difficile à un officier ou à un adjudant de presser la détente d'une mitrailleuse ? Les ouvriers furent dispersés par un feu violent. Une même tentative fut faite devant les casernes du régiment de Réserve. Même issue : entre les ouvriers et les soldats se placèrent des officiers, armés d'une mitrailleuse. Les meneurs ouvriers, exaspérés, cherchaient des armes, en réclamaient au parti. Il leur fut répondu que les armes étaient en la possession des soldats, chez qui il fallait se les procurer. Les ouvriers le savaient bien déjà. Mais comment obtenir

des armes ? Et si la partie était totalement perdue dans la journée ? C'est ainsi qu'on en arrivait au point critique de la lutte. La mitrailleuse devait balayer l'insurrection, ou bien celle-ci se saisirait d'abord des mitrailleuses.

Dans ses mémoires, Chliapnikov, principale figure d'alors au centre des bolchéviks de Pétrograd, raconte que, sur la demande des ouvriers qui voulaient des armes, tout au moins des revolvers, il leur opposait un refus, les renvoyant réclamer aux casernes. Ils voulaient ainsi éviter des collisions sanglantes entre ouvriers et soldats, en misant totalement sur l'agitation, c'est-à-dire sur la conquête des soldats par la parole et l'exemple. Nous ne connaissons pas d'autres témoignages qui confirmeraient ou réfuteraient cette déposition d'un des dirigeants les plus en vue en ces jours-là, déposition plutôt évasive que prévoyante. Il eût été plus simple d'avouer que les dirigeants n'avaient pas d'armes. Sans aucun doute le sort de toute révolution, à une certaine étape, se décide par un revirement d'opinion dans l'armée. Contre une troupe nombreuse, disciplinée, bien équipée et habilement dirigée, des masses populaires dépourvues, complètement ou à peu près, d'armes de combat, ne pourraient remporter la victoire. Mais aucune crise nationale profonde ne peut manquer d'atteindre, à quelque degré, l'armée ; en sorte que, dans les conditions d'une révolution véritablement populaire, la possibilité s'ouvre, — bien entendu sans garantie, — d'une victoire du mouvement. Cependant, le passage de l'armée du côté des insurgés, ne se fait pas tout seul et n'est pas le résultat de la seule agitation. L'armée est hétérogène et ses éléments antagonistes sont liés par la terreur disciplinaire. Les soldats révolutionnaires, à la veille de l'heure décisive, ne savent pas encore ce

qu'ils représentent comme force et quelle peut être leur influence. Bien entendu encore, les masses ouvrières ne sont pas homogènes. Mais elles ont infiniment plus la possibilité de reviser leurs effectifs au cours des préparatifs d'un conflit qui décidera. Les grèves, les meetings, les manifestations sont tout autant des actes de la lutte que des moyens de la mesurer. La masse n'est pas toute engagée dans la grève. Les grévistes ne sont pas tous disposés à se battre. Aux moments les plus graves, les plus résolus se trouvent dans la rue. Ceux qui hésitent, soit par lassitude, soit par esprit conservateur, restent chez eux. Ici, la sélection révolutionnaire se fait d'elle-même, les gens sont tamisés par l'histoire. Il en est autrement pour l'armée. Les soldats révolutionnaires, sympathisants, hésitants, hostiles, restent liés par une discipline rigide dont les commandes se rejoignent, jusqu'au dernier moment, dans le poing de l'officier. Les soldats sont encore comme auparavant comptés comme de « première » ou de « deuxième » classe; mais comment se répartiraient-ils en mutins et en soumis ?

Le moment psychologique où les soldats passent à la révolution est préparé par un long processus moléculaire qui, comme tout processus naturel, atteint son point critique. Mais où placer exactement ce point ? La troupe peut être tout à fait prête à se joindre au peuple, mais ne pas recevoir du dehors l'impulsion nécessaire. La direction révolutionnaire ne croit pas encore en la possibilité de gagner à elle l'armée et laisse échapper les chances de victoire. Après cette insurrection mûrie, mais non réalisée, une réaction peut se produire dans les troupes : les soldats perdront l'espérance qui les enflammait, tendront une fois de plus le cou sous le joug de la discipline et, dès une nouvelle rencontre avec les ouvriers, se trouveront dès lors dressés contre les

insurgés, surtout à distance. Dans ce processus, les impondérables ou difficilement pondérables, les courants croisés, les suggestions collectives ou individuelles sont nombreux. Mais de cette complexe combinaison de forces matérielles et psychiques, une déduction est à faire, d'une netteté irrésistible : les soldats, dans leur masse, sont d'autant plus capables de détourner leurs baïonnettes, ou bien de passer au peuple avec leurs armes, qu'ils voient mieux que les insurgés sont véritablement en insurrection, que ce n'est pas une manifestation après laquelle le troupier devra rentrer encore une fois et rendre des comptes ; qu'il y a lutte à mort ; que le peuple peut vaincre si l'on se joint à lui, et qu'ainsi non seulement l'on peut s'assurer l'impunité, mais des allègements dans l'existence. En d'autres termes, les insurgés ne peuvent provoquer un revirement dans l'état d'esprit du soldat qu'à condition d'être eux-mêmes prêts à arracher la victoire à quelque prix que ce soit, par conséquent aussi au prix du sang. Or, cette détermination supérieure ne peut et ne veut jamais se passer d'armes.

L'heure critique de la prise de contact de la masse assaillante avec les soldats qui lui barrent la route à sa minute critique, c'est lorsque le barrage des capotes grises ne s'est pas encore disloqué, quand les soldats se tiennent encore épaule contre épaule, mais hésitent déjà, tandis que l'officier, rassemblant ce qui lui reste de courage, commande le feu. Les cris de la foule, hurlements d'épouvante et de menace, couvrent, mais à moitié seulement, la voix du chef. Les fusils sont en suspens, la foule presse. Alors, tel officier braque son revolver sur le plus suspect des soldats. Dans la minute décisive, voici la seconde décisive. La mort du plus hardi soldat vers lequel les autres se retournent involontairement,

le coup de fusil tiré sur la foule par un sous-officier qui a ramassé l'arme du mort, — et voici que le barrage se resserre, les fusils partent tout seuls, balayant la multitude, par les rues et par les cours. Mais combien de fois, depuis 1905, n'en fut-il pas autrement : à la seconde la plus critique, quand l'officier va presser la gâchette, son geste est prévenu par un coup de feu parti de la foule qui a ses Kaiourov et ses Tchougourine. Cela décide non seulement de l'issue d'une escarmouche dans la rue, mais peut-être des résultats de toute la journée, ou même de toute l'insurrection.

La tâche que s'est assignée Chliapnikov : préserver les ouvriers de collisions haineuses avec les soldats, en refusant de distribuer aux insurgés des armes à feu, — n'est pas en général réalisable. Avant d'en arriver à une rencontre avec les troupes, il y eut d'innombrables escarmouches avec la police. La bataille de rues commençait par le désarmement des « *pharaons* » détestés, dont les revolvers passèrent aux mains des insurgés. Le revolver, en soi, est une arme faible, presque un jouet, quand on l'oppose aux fusils, aux mitrailleuses et aux canons de l'ennemi. Mais ces armes sont-elles vraiment aux mains de l'ennemi ? C'est pour vérification que les ouvriers réclamaient des armes. La question est du domaine psychologique. Cependant, même dans une insurrection, les processus psychiques ne peuvent être disjoints des faits matériels. Pour atteindre le fusil du soldat, il faut d'abord enlever son revolver au *pharaon*.

Les émotions des soldats en ces heures furent moins agissantes que celles des ouvriers, mais non moins profondes. Rappelons encore que la garnison se composait principalement de bataillons de réserve comptant de nombreux milliers d'hommes destinés à compléter les régiments du front. Ces hommes, pour la plupart pères

de famille, devaient prévoir leur envoi aux tranchées, alors que sur le front la partie était déjà perdue et le pays ruiné. Ils ne voulaient pas de la guerre, ils voulaient rentrer chez eux, reprendre leur ménage. Ils savaient suffisamment ce qui se tramait à la Cour et ne se sentaient nullement attachés à la monarchie. Ils ne voulaient pas batailler avec les Allemands et encore moins avec les ouvriers de Pétersbourg. Ils détestaient la classe dirigeante de la capitale qui festoyait en temps de guerre. Parmi eux se trouvaient des ouvriers, qui, ayant un passé révolutionnaire, savaient donner à tous ces états d'esprit une expression généralisée.

Conduire les soldats, partant d'un mécontentement révolutionnaire profond mais non encore manifesté, à des actes de franche rébellion, ou, du moins, pour commencer, à un séditieux refus d'action, — tel était le problème. Vers le troisième jour de lutte, les soldats avaient définitivement perdu toute possibilité de se maintenir sur les positions d'une neutralité bienveillante à l'égard de l'insurrection. C'est seulement par hasard que des indications fragmentaires sur ce qui se passa en ces heures entre ouvriers et soldats nous sont parvenues. On sait comment, la veille, les travailleurs avaient élevé, face aux « pavlovtsy », des plaintes véhémentes contre la conduite des élèves sous-officiers. Des scènes, des pourparlers, des reproches, des invites du même genre eurent lieu sur tous les points de la ville. Les soldats n'avaient plus le temps d'hésiter. On les a forcés, la veille, à tirer; on les y forcera encore aujourd'hui. Les ouvriers ne cèdent point, ne reculent pas, et, sous les balles, entendent parvenir à leur but. Auprès d'eux, les ouvrières, mères et sœurs, épouses et compagnes. Et puis l'heure n'est-elle point venue dont on avait si souvent parlé à voix basse, dans les recoins : « si

l'on se mettait tous ensemble... » ? Et, au moment des suprêmes affres, de l'intolérable épouvante devant la journée qui vient d'une haine étouffante envers ceux qui vous imposent le rôle de bourreaux, les premiers cris de révolte ouverte s'élèvent dans la caserne, et dans ces voix que nul n'a pu nommer, toute la caserne, soulagée, enthousiaste, se reconnaît. C'est ainsi que monta sur la terre le jour du renversement de la monarchie des Romanov.

A la réunion du matin, chez l'infatigable Kaïourov, une quarantaine de délégués d'usines, présents, se prononcèrent en majorité pour la continuation du mouvement. La majorité, mais non l'unanimité. Il est regrettable que l'on ne puisse établir ce que fut cette majorité. Mais l'heure n'était point à la rédaction de procès-verbaux. D'ailleurs, cette décision retardait sur les faits : la réunion fut interrompue par une enivrante nouvelle ; les soldats s'étaient soulevés et les portes des prisons avaient été forcées. « Chourkanov échangea des baisers avec tous les assistants » : baisers de Judas qui, fort heureusement, n'annonçaient pas une crucifixion.

L'un après l'autre, dès le matin, avant de sortir des casernes, les bataillons de réserve de la Garde se mutinèrent, suivant l'exemple donné, la veille, par la 4^e compagnie des « pavlovtsy ». Dans les documents, notes et mémoires, il ne reste de ce grandiose événement de l'histoire humaine que des traces pâles et ternes. Les masses opprimées, même quand elles s'élèvent aux plus hauts sommets de la création historique, racontent peu de chose d'elles-mêmes et prennent encore moins de notes. Et le sentiment poignant du triomphe efface ensuite le travail de la mémoire. Contentons-nous de ce qui reste.

Ce furent les soldats du régiment de Volhynie qui

s'insurgèrent les premiers. Dès sept heures du matin, un commandant de bataillon appelait Khabalov au téléphone pour lui communiquer une terrifiante nouvelle : les élèves sous-officiers, c'est-à-dire un contingent spécialement destiné à la besogne de répression, avaient refusé de marcher, et leur chef avait été tué ou bien s'était suicidé devant les rangs de sa troupe ; la seconde version fut d'ailleurs bientôt abandonnée. Ayant brûlé leurs vaisseaux, les « volhyniens » s'efforcèrent d'élargir la base de l'insurrection : c'était leur seule chance de salut. Ils se précipitèrent vers les casernes voisines, des régiments Lithuanien et Préobrajensky, pour y « débaucher » les soldats, de même que des grévistes, courant d'usine en usine, « débauchent » les ouvriers. Peu de temps après, Khabalov apprit que les « volhyniens » non seulement se refusaient à rendre leurs fusils comme le général l'avait ordonné, mais, avec les « préobrajentsy » et les « lithuaniens », et, ce qui était plus terrible, « ayant fait cause commune avec les ouvriers », avaient mis à sac les casernes de la division de gendarmerie. Cela prouve que l'expérience faite, la veille, par les « pavlovtsy » n'avait pas été perdue : les mutins avaient trouvé des dirigeants et, en même temps, un plan d'action.

Aux premières heures de la journée du 27, les ouvriers imaginaient la solution du problème de l'insurrection comme infiniment plus lointaine qu'elle ne l'était en réalité. Plus exactement ils croyaient encore avoir tout à faire, alors que leur tâche, pour les neuf dixièmes, était déjà accomplie. La poussée révolutionnaire des ouvriers du côté des casernes coïncida avec le mouvement révolutionnaire des soldats qui déjà sortaient dans la rue. Dans le courant de la journée, ces deux torrents impétueux vont se mêler pour délayer et emporter d'abord

la toiture du vieil édifice, puis les murs, et plus tard les fondations.

Tchougourine fut un des premiers à se présenter dans le local des bolchéviks, le fusil à la main, en bandoulière un ruban de cartouches, « tout souillé, mais rayonnant et triomphant ». Comment ne point rayonner ! Les soldats passent à nous, les armes à la main ! Ça et là, des ouvriers ont déjà réussi à s'unir avec la troupe, à pénétrer dans les casernes, à obtenir des fusils et des cartouches. Le groupe de Vyborg, en collaboration avec les soldats les plus résolus, a esquissé un plan d'action : s'emparer des commissariats de police où se sont retranchés les sergents de ville et désarmer tous les agents ; délivrer les ouvriers incarcérés dans les commissariats, ainsi que les détenus politiques dans les prisons ; écraser les troupes gouvernementales en ville, rallier les troupes non encore insurgées et les ouvriers des autres quartiers.

Le régiment « Moscovite » adhéra au soulèvement non sans lutte intérieure. Ce qui est frappant, c'est qu'il y ait eu si peu de ces sortes de lutte dans l'armée. Le mince sommet de la monarchie, impuissant, tombait, ayant perdu l'appui de la masse des soldats, et se terrait dans des fissures, ou bien se hâtait de revêtir de nouvelles couleurs. « Vers deux heures de l'après-midi — raconte Korolev, ouvrier de l'usine « Arsenal », — comme le régiment « Moscovite » sortait, nous primes les armes... Chacun avait un revolver et un fusil. Nous entraîâmes un groupe de soldats qui s'était approché (certains d'entre eux nous prièrent de les commander et de leur indiquer ce qu'il fallait faire) et nous nous dirigeâmes vers la rue Tikhvinskaïa pour ouvrir le feu sur le commissariat de police. » C'est ainsi que les ouvriers ne furent pas une minute embarrassés pour montrer aux soldats « ce qu'il y avait à faire ».

Les joyeuses nouvelles de victoire venaient coup sur coup : on disposa d'autos-blindées. Parées de drapeaux rouges, elles répandaient l'épouvante dans tous les quartiers non encore soumis. Il n'était plus besoin de ramper sous le poitrail du cheval cosaque. La révolution se dresse de toute sa taille.

Vers midi, Pétrograd est redevenu un champ de bataille : les coups de fusil et le tacotement des mitrailleuses retentissent de tous côtés. Il n'est pas toujours facile de savoir qui tire et d'où l'on tire. Ce qui est clair, c'est qu'on se fusille entre le passé et l'avenir. Pas mal de coups de feu inutiles : des adolescents tirent avec des revolvers qu'ils se sont procurés par occasion. L'arsenal est pillé : « à ce qu'on dit, si l'on ne compte que les brownings, il s'en est distribué plusieurs dizaines de milliers. » Du Palais de Justice et des commissariats de police qui brûlaient, la fumée montait en colonnes vers le ciel. Sur certains points, les escarmouches et les échanges de coups de feu s'aggravaient jusqu'à devenir de véritables combats. Sur la Perspective Sampsonovsky, devant des baraquements occupés par les soldats des autos de guerre, dont certains s'attrouperent aux portes, des ouvriers s'approchent : « Qu'est-ce que vous attendez, camarades ? » Les soldats ont le sourire, mais « un mauvais sourire », et ils se taisent, rapporte un témoin ; les officiers ordonnent brutalement aux travailleurs de passer leur chemin. Les automobilistes de l'armée, de même que la cavalerie, se montrèrent, en Février comme en Octobre, les forces les plus conservatrices. Bientôt, devant une palissade, se groupent des ouvriers et des soldats révolutionnaires. Il faut obliger à sortir le bataillon douteux. Quelqu'un vient dire qu'on a envoyé chercher des autos blindées : autrement, on n'aurait probablement pas les autos de

l'armée dont l'équipe s'est fortifiée avec des mitrailleuses. Mais la masse trouve difficile d'attendre, elle s'impatiente, s'alarme, et, dans son impatience, elle a raison. Les premiers coups de feu partent des deux côtés. Cependant, la palissade est un obstacle entre les soldats et la révolution. Les assaillants décident de démolir cette barrière. On l'abat partiellement, on incendie une autre partie. Les baraquements sont mis à nu, il y en a une vingtaine. Les automobilistes se sont retranchés dans deux ou trois. Les baraques évacuées sont immédiatement brûlées. Six ans plus tard, Kaïourov écrira dans ses souvenirs : « Les baraquements en feu, et autour d'eux la palissade abattue, le tir des mitrailleuses et des fusils, l'animation visible des assaillants, l'arrivée à toute vitesse d'un camion automobile amenant des révolutionnaires armés et, enfin, d'une auto blindée dont les pièces d'artillerie étincelaient, formaient un tableau splendide, inoubliable. » C'était la vieille Russie des tsars, du servage, des popes et de la police qui brûlait avec ses baraques et ses palissades, crachant feu et fumée, crevant dans les hoquets du tir des mitrailleuses. Comment les Kaïourov, des dizaines, des centaines, des milliers de Kaïourov n'auraient-ils pas été enthousiasmés ? L'auto blindée qui survint tira quelques coups de canon sur le baraquement où s'étaient enfermés les officiers et les soldats automobilistes. Le commandant de la défense fut tué. Les officiers, s'étant dépouillés de leurs galons et décorations, s'enfuirent à travers les potagers du voisinage. Les autres se rendirent. Ce fut peut-être la plus grosse des collisions de la journée.

Le soulèvement dans l'armée prenait entre-temps un caractère d'épidémie. Ce jour-là les effectifs qui ne se soulevèrent pas furent seulement ceux qui n'avaient pas trouvé le moment de se soulever. Vers le soir se

joignirent au mouvement les soldats du régiment Sémenovsky bien connu pour avoir férocement écrasé l'insurrection moscovite en 1905 : onze ans écoulés avaient laissé leur marque ! Avec les chasseurs, les « sémenovtsy », à la nuit faite, vinrent enlever les soldats du régiment Ismaïlovsky que leurs chefs tenaient enfermés dans leurs casernes ; ce régiment qui, le 3 décembre 1905, avait cerné et arrêté les membres du premier Soviet de Pétrograd, était encore considéré comme un des plus arriérés. La garnison du tsar, dans la capitale, au nombre de 150.000 hommes, se désagrégeait, fondait, s'éclipsait. Vers la nuit, elle n'existait déjà plus.

Informé dans la matinée du soulèvement des régiments, Khabalov tente d'opposer encore quelque résistance, en envoyant contre les insurgés un détachement sélectionné d'environ 1.000 hommes, nanti des plus draconiennes instructions. Mais le sort de ce détachement s'enveloppe de mystère. « Il commence à se passer, ce jour-là, des choses invraisemblables — raconte, après la révolution, l'incomparable Khabalov ; — ... le détachement se met en route, il part sous le commandement d'un officier brave et résolu — il s'agit du colonel Koutiépov — mais... point de résultats ! » Des compagnies envoyées à la suite du détachement disparurent également sans laisser de traces. Le général commença à former des réserves sur la place du Palais, mais « les cartouches manquaient et l'on ne savait où s'en procurer ». Tout cela est consigné authentiquement dans les dépositions de Khabalov devant la Commission d'enquête du Gouvernement provisoire. Où donc avaient filé les détachements destinés à la répression ? Il n'est pas difficile de le deviner : dès qu'ils se trouvèrent dehors, ils se confondirent avec l'insurrection. Ouvriers, femmes, adolescents, soldats mutinés s'accrochaient de

tous côtés aux troupes de Khabalov, les prenant pour de nouvelles recrues ou bien s'efforçant de les convertir, et ne leur donnaient pas la possibilité de se mouvoir autrement qu'avec l'incommensurable multitude. Livrer bataille à cette masse agglutinante, qui ne craignait plus rien, qui se pressait inépuisable, qui pénétrait partout, c'eût été comme de faire un assaut d'escrime dans un pétrin !

En même temps qu'affluaient les rapports sur l'extension de la révolte dans les régiments, Khabalov réclamait des troupes sûres pour la répression, pour la protection du Central téléphonique, du château Litovsky, du Palais Marie et d'autres lieux plus sacrés encore. Le général téléphona à la forteresse de Cronstadt, exigeant des renforts, mais le commandant répondit que lui-même avait des craintes au sujet de la place. Khabalov ne savait pas encore que l'insurrection avait gagné les garnisons voisines. Il essaya, ou fit semblant, de transformer le Palais d'Hiver en redoute, mais ce plan fut aussitôt abandonné comme irréalisable, et la dernière poignée de troupes « fidèles » se transporta à l'Amirauté. Là, le dictateur se donna enfin le soin de prendre les mesures les plus importantes et urgentes ; il fit imprimer deux avis à la population qui constituent les derniers actes officiels du régime : l'un sur la démission de Protopopov « pour cause de maladie » ; l'autre décrétant l'état de siège à Pétrograd. Il était effectivement urgent de prendre cette dernière mesure car, quelques heures plus tard, l'armée de Khabalov levait le « siège » et, s'esquivant de l'Amirauté, se dispersait, chacun gagnant son chez-soi. C'est seulement par inadvertance que la révolution ne mit pas en état d'arrestation dès le soir du 27 le général dont les pouvoirs étaient formidables, mais qui lui-même

n'était pas du tout à redouter. L'arrestation eut lieu le lendemain sans complications.

Est-ce donc là toute la résistance que le terrible régime impérial de la Russie a pu manifester devant un danger de mort ? Oui, à peu près tout, en dépit d'une grande expérience dans la répression, malgré des plans minutieusement élaborés. Plus tard, des monarchistes, revenus à eux-mêmes, ont expliqué la facile victoire du peuple en Février par le caractère particulier de la garnison de Pétrograd. Mais tout le cours ultérieur de la révolution réfute cette explication. Il est vrai que, dès le début de l'année fatale, la camarilla suggérait au tsar la nécessité de remanier la garnison de la capitale. Le tsar consentit à croire, sans difficulté, que la cavalerie de la Garde, considérée comme particulièrement dévouée, s'était « suffisamment longtemps exposée au feu » et avait mérité de prendre du repos dans ses casernes de Pétrograd. Cependant, cédant à de respectueuses remontrances venues du front, le tsar se déclara d'accord pour remplacer quatre régiments de la Garde à cheval par trois unités des équipages de la flotte de la Garde. D'après la version de Protopopov, cette permutation aurait été faite sans l'assentiment du tsar, du fait d'une préméditation félonne des grands chefs : « Les matelots ont été recrutés parmi les ouvriers et constituent l'élément le plus révolutionnaire de toute l'armée. » Mais ce sont là d'évidentes absurdités. Tout simplement, le haut commandement de la Garde, surtout dans la cavalerie, faisait au front une trop belle carrière pour chercher à rentrer. En outre, ces officiers supérieurs devaient éprouver des appréhensions en songeant à l'œuvre de répression qui leur serait imposée, à la tête de régiments qui ne ressemblaient plus en rien à ce qu'ils avaient été dans la garnison de la

capitale. Comme le prouvèrent bientôt les événements sur le front, la Garde montée ne se distinguait déjà plus du reste de la cavalerie, et les matelots de la Garde que l'on installa à Pétrograd ne jouèrent point un rôle actif dans la Révolution de Février. Car le tissu du régime était définitivement pourri et il n'en restait pas un fil indemne...

Dans la journée du 27, la foule délivra, sans coup férir, les détenus politiques de nombreux lieux de détention de la capitale, et, dans ce nombre, le groupe patriotique des industries de guerre qui avait été arrêté le 26 janvier, et les membres du comité bolchévik de Pétrograd que Khabalov avait fait enfermer depuis 40 heures. Les distances politiques s'établissent dès la sortie de prison : les menchéviks-patriotes se dirigent vers la Douma où sont distribués les rôles et les postes ; les bolchéviks se rendent dans les rayons, vers les ouvriers et les soldats, pour achever avec eux la conquête de la capitale. Il ne faut plus donner à l'ennemi le temps de reprendre haleine. La révolution, plus nécessairement que toute autre affaire, doit être menée jusqu'au bout.

Qui donna l'idée de diriger les régiments insurgés vers le Palais de Tauride ? On ne saurait le dire. Cet itinéraire politique résultait de l'ensemble de la situation. Vers le Palais de Tauride, comme centre d'information de l'opposition, se dirigeaient naturellement tous les éléments du radicalisme non liés avec les masses. Il est fort probable que ce furent précisément ces éléments qui, le 27 février, sentant un soudain afflux de forces vitales, prirent la conduite de la Garde soulevée. C'était un rôle honorable qui ne comportait presque plus aucun danger. Le Palais Potemkine, par toutes ses dispositions, était ce que l'on pouvait concevoir de

mieux comme centre de la révolution. Le jardin de Tauride n'est séparé que par une rue d'une entière petite cité militaire où se trouvent les casernes de la Garde et divers services administratifs de l'armée. Il est vrai que, pendant de nombreuses années, cette partie de la ville avait été considérée, tant par le gouvernement que par les révolutionnaires, comme le donjon de la monarchie. Et il en était ainsi. Mais, à présent, tout est bouleversé. C'est du secteur de la Garde que sort une insurrection de soldats. Les troupes insurgées n'avaient qu'à traverser la rue pour tomber dans le jardin de Tauride qui n'était séparé de la Néva que par un pâté de maisons. Or, de l'autre côté de la Néva, s'étend le rayon de Vyborg, chaudière de la révolution : les ouvriers n'avaient qu'à passer le pont Alexandre, ou bien, s'il était coupé, à descendre sur la glace de la Néva, pour gagner les casernes de la Garde ou le Palais de Tauride. C'est ainsi que cette formation hétérogène et d'origines opposées, le triangle du nord-est de Pétrograd — la Garde, le Palais Potemkine, les usines géantes — se resserra en place d'armes de la révolution.

A l'intérieur du palais de Tauride sont créés ou ébauchés divers centres, dont un état-major de guerre insurrectionnelle. On ne saurait dire que cet état-major ait eu un caractère bien sérieux. Des officiers « révolutionnaires », assavoir des officiers que quelque chose, ne fût-ce qu'un malentendu, a rattachés dans leur passé à la révolution, mais qui ont béatement dormi aux premières heures de l'insurrection, se hâtent de rappeler, après la victoire, qu'ils existent, ou bien, sollicités par d'autres, viennent se mettre « au service de la révolution ». Ils examinent d'un air sagace l'ensemble de la situation et dodelinent de la tête,

en pessimistes. Car ces foules de soldats exaspérés, souvent désarmés, sont incapables de quoi que ce soit. Ils n'ont ni artillerie, ni mitrailleuses, ni liaison, ni chefs. L'ennemi se tirerait d'affaire avec un seul détachement solide ! Pour l'instant, les foules révolutionnaires empêchent, c'est vrai, toute opération méthodique dans la rue. Mais, la nuit venue, les ouvriers rentreront chez eux, les citadins se calmeront, la ville sera déserte. Si Khabalov frappe, au moyen d'un fort contingent, sur les casernes, il peut se trouver maître de la situation. Cette idée, soit dit à propos, se présente, en diverses variantes, à toutes les étapes de la Révolution. — Donnez-moi un régiment solide, diront plus d'une fois dans leurs milieux de vaillants colonels, je vous balaye en cinq sec toute cette ordure. — Plusieurs de ces officiers tentèrent l'aventure, comme nous le verrons. Mais tous ne pouvaient que répéter la déclaration de Khabalov : « le détachement s'est mis en route, commandé par un brave officier, mais... point de résultats... »

Et d'où pourraient-ils donc provenir ? Le contingent le plus inébranlable se composait d'agents de police, de gendarmes et partiellement d'élèves sous-officiers de quelques régiments. Mais ces effectifs se révélaient lamentables devant la poussée de véritables masses, de même que les bataillons de Saint-Georges et les écoles d'officiers, huit mois plus tard, en Octobre. Où la monarchie aurait-elle trouvé pour son sauvetage la force armée toute prête et capable d'engager un duel prolongé et désespéré avec une ville de deux millions d'habitants ? La Révolution semble à des chefs d'armée, entreprenants en paroles, indéfendable parce qu'elle est effroyablement chaotique : partout des mouvements sans but, des courants contraires, des remous

humains, des faces étonnées et comme subitement abasourdis, des capotes claquant au vent, des étudiants qui gesticulent, des soldats sans fusil, des fusils sans soldats, des gamins tirant en l'air, le brouhaha de milliers de voix, des tourbillons de rumeurs déchaînées, de craintes injustifiées, de joies trompeuses... ; il suffirait, semble-t-il, de lever le sabre sur toute cette cohue et elle s'éparpillerait aussitôt sans demander son reste. Mais c'était là une grossière illusion d'optique. Un chaos seulement en apparence. Là-dessous a lieu une irrésistible cristallisation des masses sur de nouveaux axes. Ces foules innombrables ne se sont pas encore suffisamment rendu compte de ce qu'elles veulent, mais elles sont pénétrées de haine ardente pour ce dont elles ne veulent plus. Elles laissent derrière elles un irréparable effondrement historique. Point de retour possible. S'il se trouvait même quelqu'un pour les disperser, elles se rassembleraient d'elles-mêmes, une heure plus tard, et la nouvelle montée du flot serait encore plus furieuse et sanglante. A dater de ces journées de Février, l'atmosphère de Pétrograd devient tellement incandescente que toute troupe hostile tombant dans ce puissant foyer, ou s'en approchant seulement et s'exposant à son haleine brûlante, se transforme, perd toute assurance, se sent paralysée, et se rend, sans coup férir, à la merci du vainqueur. C'est ce que devait comprendre, le lendemain, le général Ivanov qui, sur l'ordre du tsar, arrivait du front avec un bataillon de chevaliers de Saint-Georges. Cinq mois plus tard, le même sort était réservé au général Kornilov. Huit mois après, à Kérénsky.

Dans la rue, au cours des journées précédentes, les Cosaques paraissaient les plus conciliants : c'est aussi qu'on les avait, plus que tous autres, tracassés.

Mais quand on en arriva à une véritable insurrection, la cavalerie justifia une fois de plus sa réputation d'élément conservateur en se laissant devancer par l'infanterie. Le 27, elle gardait encore, dans l'expectative, une apparence de neutralité. Si Khabalov ne comptait plus sur elle, la Révolution la craignait encore.

Restait aussi l'énigme de la forteresse Pierre-et-Paul, située sur un îlot que baigne la Néva, en face du Palais d'Hiver et des résidences des grands-ducs. Derrière ses remparts, la garnison était ou semblait être un petit monde très protégé contre les influences extérieures. Il n'y a pas d'artillerie permanente dans la place, à l'exception d'un antique canon qui annonce quotidiennement l'heure de midi. Mais, aujourd'hui, des pièces de campagne ont été hissées sur les remparts, et braquées sur le pont. Que se prépare-t-il par là ? L'état-major du Palais de Tauride, la nuit, se casse la tête à se demander quelle conduite tenir à l'égard de la « Pierre-Pauline », et, dans la forteresse, des gens se tourmentent à se demander ce que fera d'eux la révolution. Dans la matinée, l'énigme aura sa solution : « sous condition de sauf-conduit pour le corps des officiers », la place se rendra à la discrétion du Palais de Tauride. Ayant enfin vu clair dans la situation, ce qui n'était pas si difficile, les officiers de la garnison s'empresseront d'aller au-devant d'événements inéluctables.

Vers le soir du 27, s'avancent, vers le Palais de Tauride, soldats, ouvriers, étudiants, gens du commun. Là ils espèrent trouver ceux qui savent tout, obtenir des renseignements ou des directives. C'est par brassées que l'on introduit dans le palais des armes ramassées de divers côtés, et on les dépose dans une salle transformée en arsenal. Entre temps, la nuit, dans ces locaux, l'état-major révolutionnaire se met au travail. Il

expédie des détachements pour la surveillance des gares et des patrouilles dans toutes les directions d'où l'on peut attendre une menace. Les soldats accomplissent volontiers, sans discuter, quoique dans le plus grand désordre, les instructions du nouveau pouvoir. Ils exigent seulement, chaque fois, un ordre écrit : cette initiative provient, probablement, des débris de commandement qui sont restés attachés aux régiments, ou bien de scribes militaires. Mais ils ont raison : il faut sans retard mettre de l'ordre dans le chaos. L'état-major révolutionnaire, de même que le Soviet qui vient tout juste de se créer, n'a pas encore de timbres humides. La révolution doit encore se procurer son matériel bureaucratique. Hélas ! dans quelque temps, elle fera cette acquisition bien au delà du nécessaire.

La révolution se met à la recherche de ses ennemis. En ville ont lieu des arrestations, — « arbitraires », diront, sur un ton de reproche, les libéraux. Mais toute la révolution est arbitraire. On ne cesse d'amener au palais de Tauride des prévenus : le président du Conseil d'Etat, des ministres, des sergents de ville, des agents de l'*Okhrana*, une comtesse « germanophile », des officiers de gendarmerie, par entières nichées. Certains dignitaires, comme Protopopov, viennent d'eux-mêmes se constituer prisonniers : c'est plus sûr. « Les murs de cette salle qui, naguère, avaient retenti d'hymnes en l'honneur de l'absolutisme, n'entendirent plus ce jour que des soupirs et des sanglots — raconta plus tard la comtesse rendue à la liberté. — Un général arrêté s'assit, à bout de forces, sur la chaise la plus proche. Plusieurs membres de la Douma m'offrirent aimablement une tasse de thé. Ebranlé jusqu'au fond de l'âme, le général me disait : « Comtesse, nous assistons à la ruine d'un grand pays. »

Cependant, ce grand pays, qui n'était pas du tout disposé à périr, passait devant les débus, tapant des bottes, frappant le sol des crosses de ses fusils, ébranlant les airs de ses appels et marchant sur les pieds des gens. Les révolutions se sont toujours distinguées par un manque d'urbanité : probablement parce que les classes dirigeantes n'avaient pas pris soin, en temps voulu, d'inculquer au peuple les bonnes manières.

Le Palais de Tauride devient, provisoirement un G. Q. G., un centre gouvernemental, un arsenal, une maison d'arrêt de la révolution qui n'a pas encore épongé sa face couverte de sang et de sueur. En ce lieu, dans ce remous, se glissent des ennemis entreprenants. Par hasard l'on démasque un colonel de gendarmerie qui, déguisé, prend des notes dans un coin, non pour servir l'histoire, mais pour renseigner les cours martiales. Des soldats et des ouvriers veulent l'exécuter sur place. Mais des gens de « l'état-major » s'interposent et enlèvent sans peine le gendarme à la foule. A cette date, la révolution est encore débonnaire, confiante, pleine de mansuétude. Elle ne deviendra implacable qu'après une série de trahisons, de duperies et d'expériences sanglantes.

La première nuit de la Révolution triomphante est pleine d'alarmes. Des commissaires improvisés, pour la surveillance des gares et d'autres points, en majeure partie des intellectuels que leurs relations personnelles ont amenés par hasard, des aventuriers, ceux qui tirent des coups de chapeau à la Révolution (des sous-officiers, surtout d'origine ouvrière, eussent été combien plus utiles !) — commencent à s'énerver, voient partout des dangers, énervent les soldats et, par téléphone, demandent à tout instant des renforts au Palais de Tauride. Là aussi l'on s'émeut, on téléphone, on

envoie des renforts qui, le plus souvent, n'arrivent pas à destination. Un de ceux qui, cette nuit-là, firent partie de « l'état-major » de Tauride, s'exprime ainsi : « Ceux qui reçoivent des ordres ne les exécutent pas ; ceux qui agissent le font sans recevoir des ordres... »

C'est sans ordres qu'agissent les quartiers ouvriers. Les dirigeants de la Révolution, ayant mis en marche les effectifs de leurs usines, s'étant emparés de commissariats, ayant ensuite soulevé des régiments et démoli les refuges de la contre-révolution, ne se hâtent pas de gagner le palais de Tauride, les états-majors, les centres directeurs ; bien au contraire, ils hochent la tête avec ironie et méfiance de ce côté-là : déjà des gaillards accourent pour se partager la peau d'un ours qu'ils n'ont pas tué et qui n'est pas encore achevé. Les ouvriers bolchéviks de même que les ouvriers des autres partis de gauche passent leurs journées dans la rue et leurs nuits dans les « états-majors » de rayons, se maintiennent en liaison avec les casernes, préparent le lendemain. Au cours de la première veillée de la victoire, ils continuent et développent le travail qu'ils ont accompli dans ces cinq premières journées. Ils constituent le squelette embryonnaire de la Révolution, encore trop frêle, comme toute révolution à ses débuts.

Nabokov, que le lecteur connaît déjà en sa qualité de membre du centre constitutionnel-démocrate (cadets), alors déserteur légal, embusqué au grand état-major de l'armée tsariste, se rendit comme d'ordinaire, le 27, à son service et y resta, ignorant tout des événements, jusqu'à trois heures de l'après-midi. Le soir, dans la rue Morskaïa, on entendit des coups de feu — Nabokov, dans son appartement, prêtait l'oreille — des autos blindées passèrent à toute vitesse, des soldats, des matelots

couraient aussi, rasant les murs... L'honorable libéral les observa par les vitres latérales d'une fenêtre en tambour. « Le téléphone fonctionnait encore et des informations sur ce qui s'était passé dans la journée m'étaient transmises, comme je me rappelle, par des amis. Nous nous couchâmes à l'heure habituelle. » Cet homme devait devenir bientôt un des inspirateurs du Gouvernement provisoire révolutionnaire (!), en qualité de secrétaire général. Dans la rue, le lendemain, un vieux bonhomme inconnu, un employé de bureau ou bien un maître d'école, s'approchera, ôtant son bonnet, et dira : « Merci de tout ce que vous avez fait pour le peuple. » Il appartenait à Nabokov de le raconter lui-même avec une modeste fierté.

QUI DIRIGEA L'INSURRECTION DE FÉVRIER ?

LES avocats et les journalistes appartenant aux classes frappées par la Révolution ont, dans la suite, dépensé pas mal d'encre à démontrer qu'en Février il n'y avait eu en somme qu'une émeute de femmes, renforcée par une mutinerie de soldats ; c'est précisément ainsi que d'aucuns nous ont présenté la Révolution. Louis XVI, en son temps, voulut lui aussi s'imaginer que la prise de la Bastille était le fait d'une révolte, mais on lui expliqua avec déférence que c'était une Révolution. Ceux qui perdent dans une Révolution sont rarement enclins à lui reconnaître son vrai nom, car celui-ci, en dépit de tous les efforts des réactionnaires exaspérés, prend dans la mémoire historique de l'humanité, l'auréole d'un affranchissement à l'égard des vieilles chaînes et des préjugés. De tout temps, les privilégiés et leurs laquais ont immanquablement essayé de présenter la Révolution qui les avait abattus comme différente des Révolutions précédentes, comme une mutinerie, comme des troubles ou émeutes populaires. Les classes qui se survivent ne se distinguent pas par l'esprit d'invention.

Bientôt après le 27 février, on essaya d'établir des analogies entre la Révolution russe et le coup d'Etat militaire des Jeunes-Turcs dont, comme on sait, les sphères supérieures de la bourgeoisie russe avaient pas

mal rêvé. Ce rapprochement était toutefois si peu convaincant qu'il rencontra une sérieuse dénégation dans un journal bourgeois. Tougan-Baranovsky, économiste qui, dans sa jeunesse, avait passé par l'école de Marx, et qui était en Russie une sorte de Sombart, écrivait le 10 mars dans les *Birjévyié Viédomosti* :

« La révolution turque a consisté en un soulèvement victorieux de l'armée, préparé et réalisé par les chefs de celle-ci. Les soldats n'étaient que les exécutants dociles des desseins de leurs officiers. Par contre, ceux des régiments de la Garde qui, le 27 février, ont renversé le trône de Russie, ont marché sans leurs officiers... Ce n'est pas l'armée qui a déclenché l'insurrection, ce sont les ouvriers. Ce ne sont pas des généraux, mais des soldats qui se sont rendus à la Douma d'Empire. Et les soldats ont soutenu les ouvriers non point pour obtempérer docilement à des injonctions de leurs officiers mais... parce qu'ils se sentaient apparentés par le sang aux ouvriers, en tant que classe de travailleurs, comme eux-mêmes. Les paysans et les ouvriers constituent les deux classes sociales qui ont fait la Révolution russe. »

Il n'y a rien à rectifier ou à compléter dans ces termes. Le développement ultérieur de la Révolution a suffisamment confirmé et renforcé leur signification.

Le dernier jour de février, à Pétrograd, fut la première journée qui suivit la victoire : journée d'enthousiasme, d'embrassades, de larmes de joie, de prolixes épanchements, mais aussi journée où l'on frappait les derniers coups sur l'ennemi. Dans les rues éclataient encore des coups de fusil. On racontait que les *pharaons* de Protopopov, non encore avertis de la victoire du peuple, continuaient à tirer du haut des toits. D'en bas, l'on tirait sur les greniers, les lucarnes et les clochers où

l'on s'imaginait apercevoir les fantômes armés du tsarisme. Vers quatre heures de l'après-midi fut occupée l'Amirauté où se cachaient les derniers tenants de ce qui, naguère, avait été le pouvoir d'État. Des organisations révolutionnaires et des groupes improvisés procédaient dans la ville à des arrestations. La forteresse-bagne de Schlüsselbourg fut prise sans coup férir. A tout instant, de nouveaux régiments donnaient leur adhésion à la Révolution : dans la capitale et aux environs.

Le renversement du régime à Moscou ne fut qu'un écho de l'insurrection de Pétrograd. Mêmes états d'opinion chez les ouvriers et les soldats, quoique moins vivement exprimés. Des dispositions un peu plus à gauche dans la bourgeoisie. La faiblesse des organisations révolutionnaires encore plus marquée qu'à Pétrograd. Lorsque commencèrent les événements sur la Néva, les intellectuels radicaux de Moscou se consultèrent entre eux sur ce qu'il y avait à faire et ne trouvèrent aucune solution. C'est seulement le 27 février que, dans les fabriques de Moscou, se déclarèrent des grèves, suivies de manifestations. Les officiers disaient aux soldats, dans les casernes, que la canaille faisait des émeutes dans la rue et qu'il faudrait la réprimer. « Mais, dès ce moment-là », raconte le soldat Chichiline, « les nôtres donnaient au mot « canaille » un sens tout opposé ! » Vers deux heures de l'après-midi, de nombreux soldats, appartenant à divers régiments, se présentèrent devant la Douma municipale, cherchant le moyen d'adhérer à la Révolution. Le lendemain, les grèves prirent de l'extension. Les masses s'avançaient avec leurs drapeaux vers la Douma. Mouralov, soldat de la compagnie automobile, vieux bolchévik, agronome, géant magnanime et valeureux, conduisit à la Douma le premier détachement de troupes solide et discipliné

qui occupa la station de T. S. F. et d'autres postes. Huit mois plus tard, Mouralov devait commander la région de corps d'armée de Moscou.

Les prisons s'ouvrirent. Le même Mouralov ramena tout un camion de prisonniers politiques délivrés. Saluant, la main à la visière, un sous-commissaire de police demandait au révolutionnaire si l'on devait aussi relâcher les juifs. Dzerjinsky, à peine sorti de la maison de force et non encore débarrassé de ses vêtements de détenu, prenait la parole dans l'enceinte de la Douma où le Soviet était déjà en formation. Doroféiev, artilleur, devait raconter plus tard comment les ouvriers de la confiserie Siou se présentèrent, le 1^{er} mars, avec des drapeaux, à la caserne de la brigade d'artillerie, fraternisèrent avec les soldats et comment, dans l'excès de leur joie, nombre de ces hommes ne purent s'empêcher de pleurer. Il y eut dans la ville quelques coups de feu tirés en embuscade, mais, dans l'ensemble, il ne se produisit point de collisions armées ni de victimes : c'était Pétrograd qui tenait pour Moscou.

Dans un bon nombre de villes provinciales, le mouvement ne se déclencha que le 1^{er} mars, quand la Révolution était déjà également accomplie à Moscou. A Tver, les ouvriers, abandonnant le travail, allèrent manifester devant les casernes et, mêlés aux soldats, défilèrent dans les rues de la ville. A cette époque, on chantait encore la *Marseillaise*, et non l'*Internationale*. A Nijni-Novgorod, des milliers de gens s'assemblèrent devant l'édifice de la municipalité qui, comme dans la plupart des villes, tenait lieu de « Palais de Tauride ». Après une harangue du maire, les ouvriers, portant leurs drapeaux rouges, allèrent délivrer les détenus politiques. Sur les 21 contingents qui formaient la garnison, 18 vinrent, avant le soir, adhérer spontanément à la Révolution.

A Samara et à Saratov, il y eut des meetings et des soviets de députés ouvriers se constituèrent. A Kharkov, le maître de police, ayant eu le temps de se renseigner à la gare sur les événements, monta en voiture devant une foule surexcitée, et, levant sa casquette, cria très fort, à pleins poumons : « Vive la Révolution ! Hourra ! » Ekaterinoslav reçut de Kharkov la nouvelle. En tête de la manifestation marcha l'adjoint du maître de police, soutenant du poing le fourreau de son grand sabre, dans l'attitude qui était réglementaire à la parade, les jours de fêtes impériales. Quand il fut définitivement démontré que la monarchie ne se relèverait plus, on se mit à décrocher précautionneusement dans tous les établissements publics, les portraits des tsars que l'on remisa aux greniers. Les anecdotes de ce genre, vraies ou inventées, circulaient en quantité dans les cercles libéraux qui n'avaient pas encore perdu le goût du badinage à propos de révolution. Les ouvriers comme les soldats des garnisons vivaient les événements de tout autre façon.

Sur ce qui se passa dans un certain nombre d'autres villes (Pskov, Orel, Rybinsk, Penza, Kazan, Tsaritsyne, etc.), la chronique, à la date du 2 mars, note ceci : « On a su que le pouvoir était renversé et la population a adhéré à la révolution. » Ce communiqué, quoique sommaire, traduit exactement ce qui se passa.

Dans les campagnes, les nouvelles de révolution venaient des villes voisines, partiellement des autorités, mais principalement des marchés, des travailleurs, des soldats en permission. Le village accueillit l'événement par une réaction plus lente et moins enthousiaste que celle de la ville, mais non moins profonde : le village vit le rapport de la Révolution avec la guerre et la question de la terre.

Il n'est nullement exagéré de dire que Péetrograd a accompli seul la Révolution de Février. Le reste du pays n'a fait que se joindre à lui. Il n'y eut bataille qu'à Péetrograd. Dans tout le pays, il n'existait point de groupes populaires, de partis, d'institutions ou d'effectifs militaires qui se fussent dressés pour la défense de l'ancien régime. Ce qui montre à quel point étaient peu fondés les raisonnements tardifs de réactionnaires, disant que si la cavalerie de la Garde s'était trouvée à Péetrograd, ou bien si Ivanov avait amené du front une brigade sûre, le sort de la monarchie eût été différent. Ni à l'arrière, ni sur le front, l'on n'eût trouvé une brigade ou un régiment prêt à se battre pour Nicolas II.

Le renversement du pouvoir eut lieu sur l'initiative et par les forces d'une cité qui constituait à peu près la soixante-quinzième partie de la population du pays. Si l'on veut, l'on peut dire que le plus grand des actes démocratiques fut accompli d'une façon non démocratique. Le pays tout entier se trouva placé devant le fait accompli. Si l'on avait en perspective une Assemblée constituante, cette circonstance ne changeait rien à rien, car les délais et les modalités de la convocation d'une représentation nationale devaient être déterminés par des organes qui émanaient de la victorieuse insurrection de Péetrograd. Cela jette une lumière crue sur la question de la fonction des formes démocratiques en général, et, en particulier, en période révolutionnaire. Au fétichisme juridique de la « volonté populaire » les révolutions ont constamment infligé de rudes coups, d'autant plus implacables, qu'elles étaient plus profondes, plus hardies, plus démocratiques.

On a bien des fois assez dit, particulièrement à

l'égard de la grande Révolution française, que l'extrême centralisation de la monarchie permit plus tard à la capitale révolutionnaire de penser et d'agir pour tout le pays. C'est une explication superficielle. Si la révolution manifeste des tendances centralisatrices, elle agit, non pas à l'imitation de la monarchie renversée, mais en raison des inéluctables besoins d'une nouvelle société qui ne sont pas compatibles avec le particularisme. Si, dans une révolution, une capitale joue un rôle à tel point dominant et, à certains moments, concentre en quelque sorte les volontés de la nation, c'est précisément parce qu'elle exprime le plus vivement les tendances essentielles de la nouvelle société et les pousse jusqu'à leur fin. La province considère les démarches de la capitale comme émanant de ses propres intentions, mais déjà transformées en action. L'initiative des centres n'est pas une atteinte à la démocratie, mais sa réalisation dynamique. Cependant, dans les grandes révolutions, le rythme de cette dynamique ne correspondit jamais à celui de la démocratie formelle et représentative. La province se joint aux actes du centre, mais avec du retard. En raison de la rapidité caractéristique avec laquelle se développent les événements dans une révolution, on arrive à de graves crises du parlementarisme révolutionnaire, insolubles par les méthodes de la démocratie. Dans toutes les révolutions véritables, la représentation nationale s'est inévitablement brisé la tête, se heurtant à la dynamique révolutionnaire dont le foyer principal était la capitale. Il en fut ainsi au xvii^e siècle en Angleterre, au xviii^e en France, au xx^e en Russie. Le rôle de la capitale est déterminé non point par les traditions du centralisme bureaucratique, mais par la situation de la classe révolutionnaire dirigeante, dont l'avant-

garde est naturellement concentrée dans la métropole : cela est aussi vrai pour la bourgeoisie que pour le prolétariat.

Quand la victoire de Février fut solidement établie, l'on s'occupa du recensement des victimes. A Pétersbourg on compta 1.443 morts ou blessés, dans ce nombre 869 militaires, dont 60 officiers. Comparativement au chiffre d'hommes tombés dans n'importe quelle bataille de la grande boucherie, ces chiffres sont insignifiants. La presse libérale proclama que la Révolution de Février n'avait pas été sanglante. En des jours d'effusions générales et d'amnisties réciproques entre partis patriotiques, personne n'entreprit de reconstituer la vérité. Albert Thomas, toujours l'ami du vainqueur, et même d'une insurrection victorieuse, écrivait alors que la Révolution lui était apparue « tout ensoleillée, pleine d'allégresse, exempte de toute effusion de sang ». Sans doute espérait-il que cette Révolution resterait aux ordres de la Bourse de Paris. Mais, décidément, Albert Thomas n'avait pas inventé la poudre. Déjà, le 27 juin 1789, Mirabeau s'était écrié : « Quel bonheur de voir cette grande Révolution s'accomplir sans avoir perpétré l'homicide, sans avoir fait couler les larmes !... L'histoire ne nous a que trop parlé d'actes de bêtes féroces... Nous pouvons espérer que nous commençons l'histoire humaine. » Lorsque les trois Etats se furent constitués en Assemblée nationale, les ancêtres d'Albert Thomas écrivaient : « La Révolution est finie, elle n'a pas coûté une goutte de sang. » Et l'on doit accorder qu'effectivement, en cette période, aucune effusion de sang n'avait eu lieu. Il en fut autrement pendant les journées de Février. Cependant, la légende d'une Révolution non sanglante fut opiniâtrément soutenue, répondant au besoin qu'avaient les bourgeois libéraux de

représenter les faits comme si le pouvoir leur était tombé de lui-même entre les mains.

Si la Révolution de Février ne fut nullement exempte d'effusions de sang, on ne peut que rester stupéfait du petit nombre de victimes, aussi bien au moment de l'insurrection que surtout dans la première période qui suivit. Il y avait là en effet un règlement de comptes après l'oppression, les persécutions et humiliations, après d'ignobles traitements que les masses populaires russes avaient subis depuis des siècles ! De-ci, de-là, il est vrai, des matelots et des soldats réglèrent des comptes avec leurs pires bourreaux, avec des officiers. Cependant le nombre de ces actes de représailles fut insignifiant, au début, par rapport à la quantité de sanglants outrages naguère encore infligés. Les masses ne se défirent de leur bonhomie que beaucoup plus tard, quand elles eurent constaté que les classes dirigeantes cherchaient à reprendre partout du terrain et à exploiter à leur profit la Révolution qu'elles n'avaient pas faite, de même qu'elles s'approprièrent des biens qu'elles n'avaient pas produits.

* * *

Tougan-Baranovsky a raison de dire que la Révolution de Février fut l'œuvre des ouvriers et des paysans, ces derniers représentés par les soldats. Subsiste cependant une grosse question : qui donc a mené l'insurrection ? Qui a mis sur pied les ouvriers ? Qui a entraîné dans la rue les soldats ? Après la victoire, ces questions devinrent un objet de lutte des partis. La solution la plus simple consistait en cette formule universelle : personne n'a conduit la révolution, elle s'est faite toute seule. La théorie des « forces élémentaires » était mieux

que toute autre à la convenance non seulement de tous les messieurs qui, la veille encore, avaient quiètement administré, jugé, accusé, plaidé, commercé ou commandé, et qui se hâtaient, maintenant, de se rallier à la Révolution ; mais elle convenait à de nombreux politiciens professionnels et à d'ex-révolutionnaires qui, ayant dormi la Révolution, désiraient croire que, dans cette affaire, ils ne s'étaient pas conduits autrement que tous les autres.

Dans sa curieuse *Histoire des Troubles en Russie*, le général Dénikine, ancien généralissime de l'armée blanche, dit du 27 février : « En ce jour décisif, il n'y eut pas de meneurs ; il n'y eut que des éléments déchaînés. Dans leur cours impétueux, l'on ne pouvait discerner ni but, ni plan, ni mots d'ordre. » Le docte historien Milioukov ne creuse pas davantage que le général dont la passion était de barbouiller du papier. Jusqu'à l'insurrection, le leader libéral avait présenté toute idée de révolution comme suggérée par l'Etat-major allemand. Mais la situation se compliqua après l'insurrection qui porta les libéraux au pouvoir. Dès lors, la tâche de Milioukov n'était plus de déshonorer la Révolution en la rattachant à une initiative du Hohenzollern, mais, au contraire de ne plus laisser aux révolutionnaires l'honneur de l'initiative. Le libéralisme adopte entièrement la théorie du caractère élémentaire et impersonnel de l'insurrection. C'est avec sympathie que Milioukov s'est réclamé du demi-libéral, demi-socialiste, Stankévitch, maître de conférences, qui fut un moment commissaire du Gouvernement au G. Q. G. « La masse se mit d'elle-même en mouvement, obéissant à un appel intime, inconscient... — écrit Stankévitch au sujet des journées de Février. — Sur quel mot d'ordre les soldats sont-ils partis ? Qu'est-ce qui les a conduits lorsqu'ils s'empa-

rèrent de Pétrograd, lorsqu'ils incendièrent le Palais de Justice? Non une idée politique, non un mot d'ordre révolutionnaire, non un complot et non une mutinerie, mais un mouvement des forces élémentaires qui, réduisit brusquement en cendres tout l'ancien régime sans en rien laisser. » La force élémentaire prend ici un caractère presque mystique.

Le même Stankévitch apporte un témoignage de la plus grande valeur : « A la fin de janvier, j'eus l'occasion de rencontrer Kérénsky dans un cercle très intime... Au sujet de la possibilité d'un soulèvement populaire, tous se prononcèrent d'une façon nettement négative, de crainte de voir le mouvement des masses, une fois déclenché, tomber dans des courants d'extrême-gauche et créer ainsi de très grandes difficultés dans la conduite de la guerre. » Les vues du cercle de Kérénsky ne différaient nullement dans l'essentiel de celles des cadets. Ce n'était pas de là que l'initiative pouvait sortir.

« La révolution tomba comme la foudre d'un ciel sans nuages », dit Zenzinov, représentant du parti socialiste-révolutionnaire. « Soyons francs : elle arriva comme une grande et joyeuse surprise pour nous autres aussi, révolutionnaires, qui y avons travaillé pendant de longues années et l'avons constamment attendue. »

L'affaire ne se présentait pas beaucoup mieux avec les menchéviks. Un journaliste appartenant à l'émigration bourgeoise relate la rencontre qu'il fit, en tramway, le 24 février, de Skobélev, futur ministre du Gouvernement provisoire : « Ce social-démocrate, un des leaders du mouvement, me déclara que les désordres tournaient en déprédations qu'il était indispensable de réprimer. Cela n'empêcha pas Skobélev, un mois plus tard, de prétendre que lui et ses amis avaient fait la révolution. » Les couleurs sont ici visi-

blement chargées. Mais, dans l'essentiel, la position des social-démocrates menchéviks, est rendue d'une façon qui correspond assez bien à la réalité.

Enfin, Mstislavsky, qui plus tard devait être un des leaders de l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires, pour passer ensuite aux bolchéviks, a dit de la révolution de Février : « La Révolution nous a surpris, nous autres, hommes de parti, en plein sommeil, comme les vierges folles de l'Évangile. » Peu importe ici que ces hommes aient ressemblé en quelque mesure à des vierges ; mais ils dormaient tous effectivement.

Mais qu'advenait-il des bolchéviks ? On le sait déjà en partie. Les principaux leaders des organisations bolchéviques clandestines à Pétersbourg étaient alors au nombre de trois : les anciens ouvriers Chliapnikov et Zaloutsky, et l'ancien étudiant Molotov. Chliapnikov qui avait assez longtemps vécu à l'étranger et été très lié avec Lénine, était, au point de vue politique, le plus mûr et le plus actif des trois qui constituaient le Bureau du Comité central. Cependant, les souvenirs de Chliapnikov lui-même établissent mieux que tout que le trio n'était point à la hauteur des événements. Jusqu'à la toute dernière heure, les leaders s'imaginèrent qu'il ne s'agissait que d'une démonstration révolutionnaire, une entre tant d'autres, mais nullement d'une insurrection armée. Kaïourov, que nous avons déjà cité, un des leaders du rayon de Vyborg, affirme catégoriquement ceci : « On ne sentait venir aucun principe directeur des centres du parti... Le Comité de Pétersbourg était emprisonné, et le représentant du Comité central, le camarade Chliapnikov, se trouvait dans l'impuissance de donner des directives pour la journée suivante. »

La faiblesse des organisations clandestines était le résultat immédiat des manœuvres policières d'écrase-

ment qui donnèrent au gouvernement des avantages tout à fait exceptionnels devant l'opinion patriotique au début de la guerre. Toute organisation, et dans ce nombre, une organisation révolutionnaire, a tendance à rester en arrière de sa base sociale. Les organisations clandestines des bolchéviks, au début de 1917, ne s'étaient pas encore relevées de leur écrasement et de leur désagrégation, tandis que, dans les masses, l'atmosphère du patriotisme faisait place, soudain, à l'indignation révolutionnaire.

Pour se représenter plus clairement la situation dans le domaine de la direction révolutionnaire, il faut se rappeler que les révolutionnaires les plus autorisés, les leaders des partis de gauche se trouvaient dans l'émigration, et, partiellement, dans les prisons ou en déportation. Plus un parti était redoutable pour l'ancien régime, plus il se trouvait rigoureusement décapité au début de la Révolution. Les populistes avaient à la Douma une fraction dont le leader, Kérensky, était un radical indépendant. Le leader officiel des socialistes-révolutionnaires, Tchernov, se trouvait dans l'émigration. Les menchéviks disposaient à la Douma d'une fraction à la tête de laquelle figuraient Tchkhéidzé et Skobélev. Martov était émigré. Dan et Tsérételli déportés. Autour des fractions de gauche, — populistes et menchéviks, — se groupait un fort contingent d'intellectuels socialistes ayant un passé révolutionnaire. Cela constituait une apparence d'état-major politique, mais qui ne fut capable de se montrer qu'après la victoire. Les bolchéviks n'avaient aucune fraction à la Douma : les cinq députés ouvriers que le gouvernement tsariste avait considérés comme formant le centre organisateur de la Révolution, avaient été arrêtés dès les premiers mois de la guerre. Lénine résidait dans l'émigration,

avec Zinoviev, Kaménev était déporté, de même que les dirigeants-praticiens, peu connus alors, Sverdlov, Rykov, Staline. Le social-démocrate polonais Dzerjinski, qui n'appartenait pas encore aux bolchéviks, se trouvait au bagne. Ceux des leaders qui, par hasard, furent présents, précisément parce qu'ils étaient habitués à agir sous une direction autorisée et sans appel, ne se considéraient pas et n'étaient pas considérés par les autres comme capables de jouer dans les événements révolutionnaires un rôle dirigeant.

Mais, du moment que le parti bolchévik ne pouvait assurer aux insurgés une direction autorisée, que dire des autres organisations politiques ? Ainsi se fortifiait la conviction générale d'un mouvement des forces élémentaires dans la Révolution de Février. Néanmoins, cette opinion est profondément erronée, ou, dans le meilleur des cas, sans contenu.

La bataille, dans la capitale, dura non point une ou deux heures, mais cinq jours. Les leaders s'étaient efforcés de l'endiguer. Les masses repliquèrent par un élan d'autant plus accru et poussèrent de l'avant. Elles avaient contre elles le vieil Etat dont la façade traditionnelle dissimulait encore, pouvait-on présumer, une force puissante, celle de la bourgeoisie libérale, avec sa Douma d'Empire, l'Union des Zemstvos et des Villes, les Comités des Industries de guerre, les Académies, les Universités et une presse ramifiée ; enfin, deux forts partis socialistes qui opposaient une résistance patriotique à la poussée d'en-bas. Dans le Parti bolchévik, l'insurrection trouvait l'organisation qui lui était la plus proche, mais décapitée, aux cadres disloqués, aux faibles cellules clandestines. Cependant, la Révolution, à laquelle personne ne s'était attendu en ces jours-là, s'était étendue et, tandis que, dans les sphères

supérieures, l'on croyait déjà à l'extinction du mouvement, celui-ci s'assurait la victoire par une violente poussée et de puissantes convulsions.

D'où provenait donc cette puissance sans exemple de persévérance et d'impétuosité ? Il ne suffirait pas d'alléguer l'exaspération. L'exaspération explique peu. Si délayés qu'aient été pendant la guerre les éléments ouvriers de Péetrograd, par suite de l'immixtion d'éléments bruts, ils portaient en eux une grande expérience révolutionnaire. Dans leur persévérance et leur impétuosité, malgré le manque de direction, et les résistances d'en-haut, il y avait une appréciation des forces, non toujours exprimée, mais basée sur l'expérience de la vie, et un calcul stratégique spontané.

A la veille de la guerre, les éléments ouvriers révolutionnaires marchaient avec les bolchéviks et entraînaient les masses à leur suite. Dès le début de la guerre, la situation se modifia brusquement : les couches conservatrices intermédiaires relevèrent la tête et entraînent à leur suite une partie considérable de la classe ouvrière ; les éléments révolutionnaires se trouvèrent isolés et réduits à se taire. Au cours de la guerre, la situation commença à se modifier, lentement au début, puis, après les défaites, de plus en plus vite et plus radicalement. Un mécontentement actif s'emparait de la classe ouvrière tout entière. A vrai dire, cette irritation était encore, en des cercles étendus, teintée de patriotisme, mais elle n'avait rien de commun avec le patriotisme calculé et lâche des classes possédantes qui ajournaient tous les problèmes intérieurs, jusqu'à la victoire. Car, précisément, la guerre, ses victimes, ses épouvantes et ses infamies poussaient les anciennes comme les nouvelles couches ouvrières contre le régime tsariste, les poussaient avec une violence redoublée et les amenaient

à cette conclusion : Cela ne peut plus durer ! C'était une opinion générale qui fit la cohésion des masses et leur donna une grande puissance pour l'offensive.

L'armée avait gonflé, s'étant grossie de millions d'ouvriers et de paysans. Chacun comptait dans l'armée quelqu'un des siens : un fils, un mari, un frère, un proche parent. L'armée n'était plus comme avant la guerre un milieu séparé du peuple. A présent, l'on se rencontrait beaucoup plus souvent avec les soldats ; on les escortait lorsqu'ils partaient pour le front, on vivait de leur vie quand ils venaient en permission, on s'entretenait avec eux, dans la rue, en tramway, et l'on parlait des tranchées, on allait les voir dans les hôpitaux. Les quartiers ouvriers, les casernes, le front et aussi, dans une proportion considérable, les villages devinrent en quelque sorte des vases communicants. Les ouvriers savaient ce que le soldat sent et pense. Entre eux, c'étaient d'interminables conversations sur la guerre, sur les gens qui s'en enrichissent, sur les généraux, sur le gouvernement, sur le tsar et la tsarine. Le soldat disait de la guerre : Malédiction ! L'ouvrier répondait, parlant du gouvernement : Qu'ils soient tous maudits ! Le soldat disait : Pourquoi vous taisez-vous ici, au centre ? L'ouvrier répondait : Quand on a les mains vides, il n'y a rien à faire. En 1905, nous nous sommes déjà heurtés peu heureusement à l'armée. Le soldat, après réflexion : Ah ! si tous se soulevaient ensemble ! L'ouvrier : Oui, tous ensemble. Des conversations de cette sorte, avant la guerre, n'avaient lieu qu'entre individus isolés et d'une manière clandestine. Maintenant, c'était ainsi que l'on parlait de tous côtés, à tout propos, et presque ouvertement, du moins dans les quartiers ouvriers.

L'*Okhrana* tsariste réussit parfois à opérer de bons sondages. Quinze jours avant la révolution, un mouchard

pétersbourgeois, qui signait du pseudonyme de Krestianinov, faisait un rapport sur une conversation entendue dans un tramway qui traversait un faubourg ouvrier. Un soldat aurait raconté que huit hommes de son régiment avaient été expédiés au bagné pour avoir refusé, en automne dernier, de tirer sur les ouvriers de l'usine Nobel et pour avoir tiré sur la police. Cette conversation a lieu tout à fait ouvertement, attendu que les policiers et les mouchards, dans les quartiers ouvriers, préfèrent rester inaperçus. « Nous leur réglerons leur compte », conclut le soldat. Le rapport continue ainsi : « Un ouvrier dit alors : — Pour cela, on doit s'organiser, pour qu'on soit tous comme un seul homme. — Le soldat répliqua : — Pour ça, pas la peine de s'en faire, il y a longtemps que c'est organisé chez nous... Ils ont bu assez de sang, les hommes souffrent sur le front, mais, ici, les gens s'empiffrent !... — Il ne se produisit point d'incidents particuliers. 10 février 1917. Krestianinov ». Incomparablement épique, le rapport du mouchard ! « Pas d'incidents particuliers ! » Les incidents devaient se produire, et bientôt : la causerie en tramway en signale l'inéluctable imminence.

Le caractère élémentaire de l'insurrection est illustré par un exemple curieux que donne Mstislavsky : lorsque « l'Union des Officiers du 27 février », constituée sitôt après l'insurrection, essaya d'établir par enquête quel était celui qui, le premier, avait entraîné dans la rue le régiment de Volhynie, il y eut sept dépositions concernant sept initiateurs de cette action décisive. Il est extrêmement probable, ajouterons-nous, qu'une parcelle de l'initiative appartint effectivement à quelques soldats ; ce qui n'empêche pas que le principal dirigeant ait pu tomber dans les combats de rues, emportant avec lui son nom dans l'inconnu. Mais cela n'amoin-drit pas la

valeur historique de son initiative anonyme. Et ce qui est encore plus important, c'est un autre côté de l'affaire, par lequel nous sortons de l'enceinte de la caserne. Le soulèvement de bataillons de la Garde qui se déclara, à la grande surprise des cercles libéraux et des socialistes légalitaires, ne fut nullement inattendu pour les ouvriers. Si ces derniers ne s'étaient pas soulevés, le régiment « volhynien » ne serait pas non plus sorti. La rencontre entre ouvriers et Cosaques que tel avocat put observer de sa fenêtre, pour en faire part ensuite, par téléphone, à un député, apparut à l'un et à l'autre comme un épisode d'un processus impersonnel : les sauterelles des fabriques s'étaient heurtées aux sauterelles des casernes. Mais il en sembla tout autrement au Cosaque qui osa cligner de l'œil du côté de l'ouvrier, autrement encore à l'ouvrier qui décida d'emblée que le Cosaque « avait eu le bon coup d'œil ». L'interpénétration moléculaire de l'armée et du peuple se poursuivait, ininterrompue. Les ouvriers prenaient constamment la température de l'armée et sentaient aussitôt approcher le point critique. C'est ce qui donna aussi à la poussée des masses qui croyaient à la victoire cette force irrésistible.

Ici, nous devons rapporter la saisissante remarque d'un dignitaire, qui essaya d'établir le bilan de ses observations en février : « Il est usuel de dire que le mouvement a commencé par un déclenchement des forces élémentaires, que les soldats sont d'eux-mêmes sortis dans la rue. Je ne saurais, en aucun cas, tomber d'accord là-dessus. Et que signifie d'ailleurs ce mot : « élémentaires »... La « génération spontanée » est, en sociologie, encore moins à sa place que dans les sciences naturelles. Si aucun meneur révolutionnaire renommé n'a attaché au mouvement son étiquette, le mouvement, sans être impersonnel, sera seulement anonyme. »

Cette façon de poser la question, incomparablement plus rigoureuse que les allégations d'un Milioukov, concernant les agents de l'Allemagne et les forces élémentaires de la Russie, est due à un ancien procureur du tsar qui était sénateur quand la Révolution éclata. Peut-être est-ce bien son expérience judiciaire qui permit à Zavadsky de discerner qu'un soulèvement révolutionnaire ne pouvait provenir des directives d'agents de l'étranger, ni d'un processus naturel où ne seraient pas intervenues des personnalités.

Le même auteur cite deux épisodes qui lui ont permis de jeter, en quelque sorte par le trou de la serrure, un coup d'œil sur le laboratoire du processus révolutionnaire. Le vendredi 24 février, alors que, dans les hautes sphères, personne encore ne prévoyait un soulèvement à si bref délai, un tramway dans lequel le sénateur avait pris place tourna brusquement avec un tel fracas que les vitres tintèrent et qu'une se brisa, entre la Perspective Liteïny et une rue avoisinante, et s'immobilisa. Le conducteur invita tous les occupants à descendre. « La voiture n'ira pas plus loin. » Les voyageurs protestaient, déblatéraient, mais descendaient. « Je vois encore la tête du conducteur, taciturne, sombrement résolue : une tête de loup. » La circulation des tramways cessa partout aussi loin que portait la vue. Ce conducteur résolu, qui déjà donnait à un dignitaire libéral la vision d'une « tête de loup », devait avoir une haute conscience du devoir pour oser seul arrêter sa voiture, pleine de fonctionnaires, dans une rue du Pétersbourg impérial, en temps de guerre. Ce sont justement de tels conducteurs qui arrêtaient le wagon de la monarchie, à peu près dans les mêmes termes : « La voiture n'ira pas plus loin » et débarquèrent la bureaucratie sans établir,

étant pressés, quelque différence entre les généraux de gendarmerie et les sénateurs libéraux. Le conducteur de la Perspective Liteïny était un instrument conscient de l'histoire. Il avait dû être préalablement éduqué.

Pendant l'incendie du Palais de Justice, un juriste libéral, du même monde que le susdit sénateur exprima dans la rue son regret d'assister à la destruction du laboratoire d'expertises judiciaires et des archives notariales. Un homme d'âge mûr, d'aspect maussade, ouvrier selon toute apparence, répliqua, grognonnant : « Nous saurons nous partager les maisons et les terres sans tes archives. » Vraisemblablement, l'épisode est arrangé littérairement. Mais des ouvriers d'âge mûr de cette sorte et en mesure de donner la réplique indispensable n'étaient pas peu nombreux dans la foule. Eux-mêmes n'étaient pour rien dans l'incendie du Palais de Justice : à quoi bon ? En tout cas, de tels « excès » ne pouvaient nullement les épouvanter. Ils armaient les masses, leur inspirant non seulement des idées indispensables contre la police du tsar, mais aussi contre les juristes libéraux, qui redoutaient surtout que dans le feu de la Révolution ne brûlassent les actes notariés de la propriété. Ces anonymes, rudes politiques de l'usine et de la rue, n'étaient pas tombés du ciel ; ils devaient avoir été éduqués.

Enregistrant les événements des dernières journées de février, l'*Okhrana* disait aussi du mouvement qu'il était « élémentaire », c'est-à-dire non dirigé méthodiquement d'en-haut ; mais elle ajoutait aussitôt : « le prolétariat tout entier a été travaillé par la propagande ». Cette affirmation touchait juste : les professionnels de la lutte contre la révolution, avant d'aller occuper les cellules des révolutionnaires mis en liberté avaient dis-

cerné le processus du moment, beaucoup mieux que ne le surent les leaders du libéralisme.

La mystique des « forces élémentaires » n'élucide rien. Pour évaluer justement la situation et déterminer le moment de la levée contre l'ennemi, il était indispensable que la masse, en ses éléments dirigeants, posât ses propres revendications devant les événements historiques, et possédât ses critères, pour en avoir l'estimation. En d'autres termes, il n'était pas besoin de la masse en général, mais de la masse des ouvriers de Pétrograd et de toute la Russie, ayant passé par la Révolution de 1905, par l'insurrection moscovite de décembre 1905 qu'avait brisée le régiment de la Garde dit Séménovsky; il fallait que, dans cette masse, fussent disséminés des ouvriers qui avaient réfléchi sur l'expérience de 1905, critiqué les illusions constitutionnelles de libéraux et de menchéviks, s'étaient assimilés les perspectives de la Révolution, avaient examiné maintes et maintes fois le problème de l'armée, avaient attentivement observé ce qui se passait dans ce milieu, et, étaient capables de tirer de leurs observations des conclusions révolutionnaires, et de les communiquer à d'autres. Enfin, il fallait trouver, dans la garnison, des soldats d'esprit avancé, jadis saisis ou, du moins, touchés par la propagande révolutionnaire.

Dans chaque usine, dans chaque corporation, dans chaque compagnie militaire, dans chaque taverne, dans les hôpitaux d'armée, à chaque cantonnement, et même dans les campagnes dépeuplées, progressait un travail moléculaire de l'idée révolutionnaire. Partout il existait des commentateurs des événements, principalement des ouvriers, auprès de qui l'on s'informait et de qui l'on attendait la parole nécessaire. Ces chefs de file étaient souvent abandonnés à eux-mêmes, ingéraient des bribes

de généralisations révolutionnaires parvenues à eux par diverses voies, découvrant par eux-mêmes dans les journaux libéraux ce qu'il leur fallait, en lisant entre les lignes. Leur instinct de classe était aiguïté par le critère politique et, s'ils ne poussaient pas toutes leurs idées jusqu'au bout, leur pensée n'en travaillait pas moins, sans relâche, persévéramment, toujours dans la même direction. Les éléments d'expérience, de critique, d'initiative, d'abnégation, pénétraient les masses et constituaient le mécanisme intime, insaisissable à un regard superficiel, néanmoins décisif, du mouvement révolutionnaire, en tant que processus conscient.

Aux présomptueux politiciens du libéralisme et du socialisme apprivoisé, tout ce qui se produit dans les masses semble d'ordinaire être un processus instinctif, comme si cela se passait dans une fourmilière ou dans une ruche. En réalité, la pensée qui taraudait la masse ouvrière était combien plus hardie, plus perspicace, plus consciente que les petites idées dont s'amusaient les classes cultivées. Mieux encore : la pensée ouvrière était plus scientifique : non seulement parce qu'elle avait été fécondée dans une large mesure par les méthodes du marxisme, mais avant tout parce qu'elle s'était constamment nourrie de la vivante expérience des masses qui devaient entrer bientôt dans l'arène révolutionnaire. Le caractère scientifique de la pensée se manifeste en sa correspondance au processus objectif et en son aptitude à influencer sur ce processus et à le régler. Est-ce que cette faculté, même dans la moindre mesure, appartenait à la mentalité des sphères gouvernantes, où l'on s'inspirait de l'Apocalypse, où l'on croyait aux songes de Raspoutine ? Ou bien, d'aventure, auraient-elles été scientifiquement fondées, les idées du libéralisme qui espérait que la Russie arriérée, participant à la mêlée

des géants du capitalisme, pourrait en même temps vaincre et obtenir un régime parlementaire ? Ou bien, peut-être étaient-elles scientifiques les conceptions des cercles intellectuels qui se conformaient servilement à un libéralisme décrépi dès son enfance, abritant ainsi leur illusoire indépendance sous un verbiage depuis longtemps périmé ? Vraiment, l'on se trouvait là dans le royaume d'une toute-puissante torpeur spirituelle, au pays des fantômes, des superstitions, des fictions, si l'on veut, le royaume des « forces élémentaires ». Par conséquent n'avons-nous point le droit absolu de reviser du tout au tout la philosophie libérale de la Révolution de Février ? Si ! Nous avons le droit de dire : tandis que la société officielle, cette superstructure à nombreux étages que constituaient les classes dirigeantes, avec leurs couches distinctes, leurs groupes, leurs partis et leurs cliques, — vivait au jour le jour dans son inertie et son automatisme, s'alimentant de restes d'idées usées, sourde aux fatales exigences de l'évolution, séduite par des fantômes, ne prévoyant rien, — il s'accomplissait dans les masses ouvrières un processus spontané et profond, non seulement de haine grandissante contre les dirigeants, mais de jugement critique sur leur impuissance, d'accumulation d'expérience et de conscience créatrice qui se confirma dans le soulèvement révolutionnaire et dans sa victoire.

A la question posée ci-dessus : qui donc a guidé la Révolution de Février ? nous pouvons par conséquent répondre avec la netteté désirable : des ouvriers conscients et bien trempés qui, surtout, avaient été formés à l'école du parti de Lénine. Mais nous devons ajouter que cette direction, si elle était suffisante pour assurer la victoire de l'insurrection, n'était pas en mesure de mettre, dès le début, la conduite de la Révolution entre les mains de l'avant-garde prolétarienne.

LE PARADOXE DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

L'INSURRECTION avait vaincu. Mais à qui transmit-elle le pouvoir arraché à la monarchie ? Nous en arrivons au problème capital de la Révolution de Février : comment et pourquoi le pouvoir se trouva-t-il entre les mains de la bourgeoisie libérale ?

Quand les troubles éclatèrent, le 23 février, l'on n'y attacha pas d'importance dans les cercles de la Douma et dans la « société » bourgeoise. Les députés libéraux et les journalistes patriotes se rencontraient comme d'habitude dans les salons et discutaient ensemble la question de Trieste et de Fiume, et affirmaient de nouveau que la Russie avait absolument besoin des Dardanelles. Alors que l'oukaze de dissolution de la Douma était déjà signé, une commission parlementaire discutait encore, hâtivement de la transmission des services de ravitaillement à la municipalité. Moins de douze heures avant le soulèvement des bataillons de la Garde, l'*Association pour les rapports entre Slaves* entendait paisiblement lecture de son rapport annuel. « C'est seulement en revenant à pied de cette réunion — a écrit un des députés — c'est seulement alors que je fus frappé de l'angoissant silence et de l'aspect désertique de rues qui, d'ordinaire, étaient très animées. » Un vide angois-

sant s'était fait autour des vieilles classes dirigeantes, et leurs héritiers de demain en avaient le cœur serré.

Vers le 26, il devint clair, tant pour le gouvernement que pour les libéraux, que le mouvement était sérieux. Ce jour-là, il y a entre les ministres et certains membres de la Douma des conciliabules tendant à un accord, sur lesquels les libéraux, dans la suite, n'ont jamais soulevé le voile. Protopopov, dans ses dépositions, a déclaré que les leaders du bloc de la Douma exigeaient encore, comme d'ordinaire, la nomination de nouveaux ministres jouissant de la confiance publique : « Cette mesure, peut-être, calmera le peuple. » Mais la journée du 26 marqua, comme on sait, un temps d'arrêt dans le développement de la révolution, et le gouvernement, pour quelques heures, se sentit mieux assis. Lorsque Rodzianko se présenta chez Golitsyne pour le persuader de donner sa démission, le président du Conseil indiqua sur sa table, dans un carton, un oukaze de dissolution de la Douma, déjà signé par Nicolas, mais encore sans date. Ce fut Golytsine qui data le document. Comment le gouvernement put-il se résoudre à cette démarche au moment même où s'accroissait la poussée de la révolution ? A ce sujet, la bureaucratie dirigeante avait depuis longtemps son siège fait. « Que nous soyons avec le bloc ou sans lui, peu importe au mouvement ouvrier. On peut avoir raison de ce mouvement par d'autres moyens et, jusqu'à présent, le ministère de l'Intérieur s'en est bien tiré. » C'est ainsi que parlait Gorémykine dès le mois d'août 1915. D'autre part, la bureaucratie estimait que la Douma, si elle était dissoute, ne se résoudrait à aucune démarche audacieuse. C'est aussi en août 1915 que le prince Chtcherbatov, ministre de l'Intérieur, comme on discutait du renvoi de la Douma

mécontente, déclara ceci : « Il est fort improbable que les députés se décident à l'insubordination. Ce sont, en grande majorité, des lâches, et qui craignent pour leur peau. » Le prince ne s'exprimait pas avec trop d'élégance, mais il disait juste, en fin de compte. Dans sa lutte contre l'opposition libérale, la bureaucratie se sentait ainsi sur un terrain ferme.

Dans la matinée du 27, les députés alarmés par l'ampleur croissante des événements, se réunirent en séance ordinaire. C'est alors seulement que la majorité apprit que la dissolution était prononcée. La mesure sembla d'autant plus inattendue que, la veille encore, des pourparlers de conciliation avaient eu lieu. « Et, néanmoins, — écrit fièrement Rodzianko, — la Douma s'inclina devant la loi, espérant encore trouver une issue à cette situation embrouillée ; elle ne vota aucune résolution dans le sens d'un refus de se dissoudre ou d'un emploi de la violence pour se réunir. » Les députés s'assemblèrent en conférence privée, et là, se firent entre eux confession de leur impuissance. Chidlovsky, libéral modéré, rappela plus tard, non sans sarcasme, qu'un certain Nékrassov, cadet d'extrême-gauche, futur associé de Kérensky, avait proposé « d'établir une dictature militaire en remettant tout le pouvoir à un général populaire ». Entre temps, certains dirigeants du bloc progressiste, qui n'avaient pas assisté à cette conférence particulière, essayèrent d'une mesure pratique pour sauver la situation. Ils prièrent le grand-duc Michel de venir à Pétrograd et, là, lui proposèrent d'exercer la dictature, de « forcer » le personnel du gouvernement à donner sa démission et d'exiger du tsar, par fil direct, qu'il « octroyât » un ministère responsable. Aux heures mêmes où se soulevaient les premiers régiments de la Garde, les leaders

de la bourgeoisie libérale faisaient une dernière tentative pour écraser l'insurrection avec l'aide d'une dictature dynastique et, en même temps, pour se mettre d'accord avec la monarchie aux frais de la Révolution. « L'irrésolution que manifesta le grand-duc, — déclare Rodzianko, d'un ton désolé, — eut pour conséquence qu'on laissa échapper le moment favorable. »

Combien aisément les intellectuels radicaux croyaient à ce qu'ils désiraient, on le voit par le témoignage de Soukhanov, socialiste non affilié à un parti, qui commence, en cette période, à jouer, au Palais de Tauride, un certain rôle politique. « On m'informa, — écrit-il dans ses amples mémoires, — de l'essentiel de ce qui s'était produit de nouveau en politique aux premières heures de cette inoubliable journée : l'oukaze mettant en congé la Douma était promulgué, et la Douma refusait de se séparer, élisant un Comité provisoire. » Ce qui précède est écrit par un homme qui ne sortait presque pas du Palais de Tauride et qui tenait par le bouton de leur veste les députés notoires. Dans son histoire de la révolution, Milioukov, après Rodzianko, déclare catégoriquement : « Après une série d'ardents discours, il fut décidé que les députés ne *quilleraient* pas Pétrograd, mais il n'était nullement dit, contrairement à la légende qui s'accrédita, que les membres de la Douma d'Empire refuseraient de *se séparer* en tant que représentants d'une institution. » *Refuser de se séparer*, c'eût été prendre, en effet, une initiative, quoique trop tard. *Ne pas quitter la capitale*, c'était se laver les mains et attendre pour voir le tour que prendraient les événements. La crédulité de Soukhanov s'excuse cependant par certaines circonstances atténuantes. Le bruit d'après lequel la Douma aurait pris la décision révolutionnaire de

ne point obéir à l'oukaze impérial avait été mis en circulation, à la hâte, par les journalistes parlementaires, dans leur bulletin d'information, seule publication d'alors, par suite de la grève générale. Or, comme l'insurrection avait remporté la victoire dans la journée, les députés ne s'empressèrent point de réfuter l'erreur commise, encourageant ainsi dans leurs illusions leurs amis de gauche : ils ne s'occupèrent de rétablir la vérité qu'après avoir émigré. L'épisode est, semble-t-il, d'une importance secondaire, mais il est très significatif. Le rôle révolutionnaire de la Douma dans la journée du 27 février était au total un mythe né de la crédulité politique des intellectuels radicaux, réjouis et épouvantés par la Révolution, incapables de croire que les masses pussent mener l'affaire à bien, et empressés à trouver le plus vite possible un appui auprès de la bourgeoisie censitaire.

Parmi les mémoires des députés qui appartinrent alors à la majorité de la Douma, l'on a fort heureusement conservé une relation qui nous dit comment cette Douma accueillit la Révolution. D'après le prince Mansyriev, cadet de droite, il ne se trouva, parmi les députés qui s'assemblèrent en grand nombre le matin du 27, aucun des membres du bureau, aucun des leaders de partis, aucun des chefs de file du bloc progressiste : les absents étaient déjà renseignés sur la dissolution de la Douma et sur l'insurrection, et préféraient ne pas se montrer le plus longtemps possible ; d'autant plus que, précisément à ces heures-là, ils étaient probablement en pourparlers avec le grand-duc Michel au sujet d'une dictature. « Au sein de la Douma, l'émoi était général, le bouleversement profond, — dit Mansyriev. On n'entendait même plus de conversations animées ; ce n'étaient que soupirs et courtes répliques dans ce genre : « Nous

y voilà ! » ou bien des aveux de craintes personnelles. » Tel est le récit d'un député des plus modéré, qui dut soupirer plus fort que les autres. Avant deux heures de l'après-midi, quand les leaders se virent forcés de se montrer à la Douma, le secrétaire du Bureau apporta une joyeuse nouvelle, cependant mal fondée : « Les désordres seront bientôt réprimés, des mesures ont été prises. » Il se peut que l'on ait entendu par « mesures » les pourparlers au sujet d'une dictature. Mais la Douma est accablée et attend un mot décisif du leader du bloc progressiste. Or, Milioukov déclare ceci : « Nous ne pouvons prendre, en ce moment, aucune décision, d'abord parce que nous ne savons pas quelle est l'étendue des troubles, ensuite parce que nous ignorons de quel côté se range la majorité des troupes de la garnison, des ouvriers et des organisations sociales. Il faut recueillir des renseignements précis sur tout cela, et, ensuite, examiner la situation ; maintenant, il est encore trop tôt. » A 2 heures de l'après-midi, le 27 février, il était encore « trop tôt » pour le libéralisme ! « Recueillir des renseignements », signifie se laver les mains et attendre l'issue de la lutte. Mais Milioukov n'acheva pas son discours, que, d'ailleurs, il n'avait commencé qu'avec l'idée de le terminer avec rien, car voici Kérensky qui se précipite dans la salle, fortement ému : une immense foule de peuple et de soldats, annonce-t-il, s'avance vers le Palais de Tauride, et cette multitude a le dessein d'exiger de la Douma qu'elle prenne le pouvoir entre ses mains !... Le député radical sait exactement ce que réclament les puissantes masses populaires. En réalité, c'est Kérensky en personne qui exige, pour la première fois, que la Douma prenne le pouvoir, — cette Douma qui, au fond de l'âme,

espère toujours que le soulèvement sera réprimé. La communication de Kérensky provoque « un trouble général » et il y a « des regards effarés ». Cependant, il n'a pas eu le temps de terminer qu'il est interrompu par un huissier de la Douma, accouru tout épouvanté : des détachements de soldats, devançant les autres, se sont approchés du Palais, n'ont pas été admis à l'entrée, par les hommes du poste, le chef de garde serait grièvement blessé. Une minute après, il se trouve que les soldats se sont déjà introduits dans le Palais. Plus tard, il devait être dit, dans des discours et dans des articles, que les soldats étaient venus saluer la Douma et lui prêter serment. Mais, pour l'instant, c'est chez tous une mortelle panique. Le flot leur monte à la gorge. Les leaders chuchotent entre eux. Il faut gagner du temps. Rodzianko se hâte de mettre aux voix la proposition qu'on lui a suggérée de constituer un Comité provisoire. Acclamations. Mais tous n'ont que l'idée de déguerpir au plus vite, il ne s'agit guère d'élections ! Le président, non moins terrifié que les autres, propose de confier au Conseil des Doyens la tâche de former le Comité. Nouvelles approbations bruyantes du petit nombre de députés restés dans la salle : la majorité a déjà trouvé moyen de s'éclipser. C'est ainsi que réagit d'abord la Douma dissoute par le tsar devant l'insurrection victorieuse.

Pendant ce temps, la Révolution, dans le même édifice, mais dans un local moins décoratif, créait un autre organe de pouvoir. Les dirigeants révolutionnaires n'avaient là rien à inventer. L'expérience des soviets de 1905 s'était gravée pour toujours dans la conscience ouvrière. A chaque montée du mouvement, même au cours de la guerre, l'idée de constituer des soviets renaissait presque automatiquement. Et, bien que la

conception du rôle des soviets fût profondément différente chez les bolchéviks et les menchéviks (les socialistes-révolutionnaires n'avaient point à ce sujet de ferme opinion), la forme même de cette organisation était, semble-t-il, hors de discussion. Les menchéviks, membres du Comité des Industries de guerre, que l'on venait de tirer de prison, se rencontrèrent au Palais de Tauride avec des représentants actifs du mouvement syndical et de la coopération appartenant à la même aile droite, ainsi qu'avec les parlementaires menchéviks Tchkhéidzé et Skobélev, — et ils constituèrent sur-le-champ un Comité exécutif provisoire du Soviet des députés ouvriers, lequel Comité se compléta dans la journée, principalement avec d'anciens révolutionnaires qui avaient perdu le contact des masses, mais gardé « un nom ». Le Comité exécutif, s'étant également adjoint des bolchéviks, invita les ouvriers à élire immédiatement leurs députés. La première séance du Soviet fut fixée pour le soir du même jour, au Palais de Tauride. Elle s'ouvrit en effet, à 9 heures et ratifia la composition de l'Exécutif en y désignant, de plus, des représentants officiels de tous les partis socialistes. Mais là n'était point la véritable signification de cette première assemblée des représentants du prolétariat vainqueur dans la capitale. Des délégués des régiments soulevés vinrent à la séance exprimer leurs félicitations. Dans ce nombre, il y avait des soldats tout à fait incultes, comme contusionnés par l'insurrection et qui tournaient difficilement leur langue dans leur bouche. Mais eux précisément trouvaient des mots dont aucun tribun ne se fût avisé. Ce fut une des scènes les plus pathétiques d'une Révolution qui venait de sentir sa force, le réveil des masses innombrables, l'immensité des tâches à accomplir, l'orgueil de ses succès, une joyeuse palpitation de cœur

à la pensée d'un lendemain qui devait être encore plus radieux que cette journée. La Révolution n'a pas encore de rites, la rue est encore pleine de fumée, les masses ne savent pas encore chanter leur nouveau répertoire, la séance se déroule dans le désordre, avec la puissance des eaux vernales qui débordent, le Soviet s'étouffe d'enthousiasme. La Révolution est déjà puissante, mais encore puérile en sa naïveté.

En cette première séance il fut décidé d'unir la garnison avec les ouvriers en un seul Soviet de députés ouvriers et soldats. Qui le premier, proposa cette résolution ? Il est probable qu'elle vint de divers côtés, ou plutôt de toutes parts, comme un écho de la fraternisation entre ouvriers et soldats, qui, ce jour-là, avait décidé du sort de la Révolution. On ne peut, cependant, se dispenser de signaler que, d'après Chliapnikov, les social-patriotes protestaient contre l'immixtion de l'armée dans la politique. A dater du moment où il s'est constitué, le Soviet, par le truchement de son Comité exécutif, commence à agir en tant que pouvoir gouvernemental. Il élit une commission provisoire pour les approvisionnements et la charge de s'occuper d'une façon générale des besoins des insurgés et de la garnison. Il organise son état-major révolutionnaire provisoire (tout, en ces jours-là, est déclaré provisoire), dont nous avons parlé précédemment. Pour enlever aux fonctionnaires de l'ancien régime la faculté de disposer des ressources financières, le Soviet décide que des corps de garde révolutionnaires occuperont immédiatement la Banque d'Empire, la Trésorerie, la Monnaie et les services de fabrication des papiers-valeurs d'Etat. Les tâches et les fonctions du Soviet s'accroissent constamment sous la pression des masses. La Révolu-

tion trouve son centre incontesté. Les ouvriers, les soldats et bientôt les paysans ne s'adresseront plus désormais qu'au Soviet, qui devient, à leurs yeux, le point de concentration de tous les espoirs et de tous les pouvoirs, l'incarnation même de la Révolution. Mais les représentants des classes possédantes viendront aussi demander au Soviet, quoiqu'en grinçant des dents, une protection, des directives, des solutions de conflits.

Cependant, dès ces premières heures de victoire, alors que le nouveau pouvoir révolutionnaire se constituait avec une rapidité fabuleuse et une force irrésistible, les socialistes qui se trouvèrent à la tête du Soviet jetaient autour d'eux des regards inquiets, cherchant un véritable « patron ». Ils estimaient chose toute naturelle que le pouvoir passât à la bourgeoisie. Ici se forme le nœud politique principal du nouveau régime : d'une part, le fil conduit à la salle de l'Exécutif des ouvriers et des soldats ; par l'autre bout, il mène au centre des partis bourgeois.

Le Conseil des Doyens de la Douma, vers 3 heures, alors que la victoire dans la capitale était déjà tout à fait décisive, élit un « Comité provisoire des membres de la Douma », constitué avec des éléments des partis du bloc progressiste, en y joignant Tchkhéidzé et Kérensky. Tchkhéidzé refusa. Kérensky tergiversait. Le nom du comité indiquait, en termes circonspects, qu'il ne s'agissait pas d'un organe officiel de la Douma d'Empire, qu'il se formait seulement, à titre privé, un organe de la conférence des membres de la Douma. Les leaders du bloc progressiste ne méditèrent jusqu'au bout qu'une seule question : comment échapper aux responsabilités en gardant les mains libres ? La tâche du Comité était déterminée en termes ambigus, soigneusement choisis : « rétablissement de l'ordre

et rapports avec les institutions et les personnalités ». Pas un mot sur la nature de l'ordre que ces messieurs entendent rétablir, sur les institutions avec lesquelles ils désirent entrer en rapports. Ils ne tendent pas encore la main vers la peau de l'ours... des fois que l'animal aurait été mal tué, mais seulement grièvement blessé !... C'est seulement à 11 heures du soir, le 27 février, lorsque, de l'aveu de Milioukov, « le mouvement révolutionnaire se manifesta dans toute son ampleur », que « le Comité provisoire décida de faire un pas de plus et de prendre en mains le pouvoir que laissait échapper le gouvernement ». Imperceptiblement, le Comité des membres de la Douma se transforma en Comité de la Douma : quand on veut conserver les apparences juridiques d'une succession du pouvoir, il n'y a pas de meilleur moyen que de commettre un faux. Mais Milioukov se tait sur le principal : les leaders du Comité exécutif qui s'était formé dans la journée avaient trouvé le temps de se présenter au Comité provisoire et de lui demander avec instances de prendre le pouvoir. Cette pression amicale devait avoir ses conséquences. Par la suite, Milioukov expliqua la décision du Comité de la Douma en disant que le gouvernement se serait apprêté à faire marcher contre les insurgés des troupes sûres et que « dans les rues de la capitale, l'on pouvait redouter de véritables batailles ». En réalité, le gouvernement ne disposait plus d'une seule troupe, il était déjà complètement renversé. Rodzianko écrivit plus tard que si la Douma avait refusé de prendre le pouvoir, « elle aurait été mise en état d'arrestation et massacrée tout entière par les troupes mutinées, et que le pouvoir se serait trouvé immédiatement entre les mains des bolchéviks ». Il y a là, bien sûr, une absurde exagération, tout à fait dans l'esprit de l'hono-

rable chambellan ; mais elle traduit sans ombre d'erreur l'état d'âme de la Douma qui, en se voyant remettre le pouvoir, se considéra comme politiquement violée.

Dans de telles dispositions, la solution ne se présentait pas facile. Les hésitations de Rodzianko étaient particulièrement mouvementées, qui demandait à d'autres : « Que va-t-il arriver ? Est-ce une révolte, oui ou non ? » Un député monarchiste, Choulguine, fit, d'après ses propres termes, cette réplique à Rodzianko : « Il n'y a là aucune révolte. Prenez le pouvoir en qualité de sujet fidèle... Si les ministres se sont sauvés, quelqu'un doit tout de même les remplacer... Il peut y avoir deux issues : ou bien tout s'arrangera, le souverain désignera un nouveau gouvernement, nous lui remettrons le pouvoir. Si cela ne réussit pas, si nous ne recueillons pas le pouvoir, celui-ci tombera entre les mains de gens déjà élus par une certaine canaille, dans les usines... » Inutile de relever les grossièretés d'un gentleman réactionnaire à l'adresse des ouvriers : la Révolution a mis le pied sur ces messieurs. La morale est claire : si la monarchie l'emporte, nous serons avec elle ; si la Révolution est victorieuse, tâchons de la dépouiller.

La consultation fut longue. Les leaders démocrates attendaient, fort agités, une solution. Enfin, du cabinet de Rodzianko, sortit Milioukov. Il avait l'air solennel. S'avançant vers la délégation du Soviet, il déclara : « Il y a une décision, nous prenons le pouvoir... » Et, dans ses mémoires, Soukhanov de s'écrier avec enthousiasme : « Je ne demandai pas ce que signifiait ce « nous ». Je ne demandais plus rien. Mais, selon l'expression courante, je ressentais dans tout mon être la nouvelle situation. Je sentais comment le vaisseau de la Révolution, ballotté en ces heures, au gré des éléments déchaînés,

venait de hisser ses voiles, de trouver sa stabilité et la régularité de ses mouvements dans l'effroyable tempête qui le secouait. » Qu'en termes raffinés ces choses-là sont dites pour avouer prosaïquement la servilité de la démocratie petite-bourgeoise devant le capitalisme libéral ! Et quelle épouvantable erreur de perspective politique : l'abandon du pouvoir aux libéraux ne donnera aucune stabilité au vaisseau de l'Etat, et, au contraire, à dater de ce jour, deviendra pour la révolution une cause d'impuissance, de chaos formidable, de surexcitation des masses, de débâcle du front et, par la suite, d'un extrême acharnement dans la guerre civile.

* * *

Si l'on jette seulement un coup d'œil sur les siècles passés, le passage du pouvoir aux mains de la bourgeoisie paraîtra suffisamment suivre une règle définie : dans toutes les révolutions précédentes, sur les barricades se battaient des ouvriers, de petits artisans, un certain nombre d'étudiants ; des soldats prenaient leur parti ; ensuite, la bourgeoisie cossue, qui avait prudemment observé les combats de barricades par la fenêtre, recueillait le pouvoir. Mais la Révolution de Février 1917 différait des révolutions précédentes par le caractère social incomparablement plus élevé et par le haut niveau politique de la classe révolutionnaire, par une hostile défiance des insurgés à l'égard de la bourgeoisie libérale et, en conséquence, par la création, au moment même de la victoire, d'un nouvel organe de pouvoir révolutionnaire : un Soviet s'appuyant sur la force armée des masses. Dans ces conditions, la remise du pouvoir à la bourgeoisie isolée politiquement et désarmée réclame une explication.

Avant tout, il faut considérer de près les rapports

de forces qui s'établirent en résultat de l'insurrection. La démocratie soviétique n'était-elle pas forcée par les circonstances objectives de renoncer au pouvoir, au profit de la haute bourgeoisie ? La bourgeoisie elle-même ne le pensait pas. Nous savons déjà que, loin d'attendre de la Révolution le pouvoir, la bourgeoisie prévoyait en cette dernière un péril de mort pour toute sa situation sociale. « Les partis modérés, — écrit Rodzianko, — non seulement ne désiraient pas la révolution : mais ils la redoutaient tout simplement. Le parti de la liberté du peuple (« cadets »), notamment, comme gauche des groupes modérés et par conséquent, ayant le plus de points de contact avec les partis révolutionnaires du pays, était plus que tous soucieux devant la catastrophe imminente. » L'expérience de 1905 rappelait d'une façon trop convaincante aux libéraux qu'une victoire des ouvriers et des paysans pourrait se révéler non moins dangereuse pour la bourgeoisie que pour la monarchie. La marche de l'insurrection de Février, selon toute apparence, confirmait seulement cette prévision. Si informes que fussent, sous beaucoup de rapports, les idées politiques des masses révolutionnaires, en ces journées-là, la ligne de séparation entre les travailleurs et la bourgeoisie fut néanmoins irréductiblement tracée.

Stankévitch, maître de conférences [*privat-docent*] à l'Université, qui avait des accointances dans les cercles libéraux, ami et non ennemi du bloc progressiste, caractérise de la manière suivante l'état d'âme de ces milieux au lendemain d'une insurrection qu'ils n'avaient pas réussi à prévenir : « Officiellement, ils triomphaient, ils célébraient la Révolution, poussaient des hourras en l'honneur des combattants de la liberté, se paraient de rubans rouges, marchaient sous les drapeaux

rouges... Mais, au fond de l'âme et en tête-à-tête, ils étaient épouvantés, frissonnaient et se sentaient prisonniers de l'élément hostile qui s'engageait sur des voies inconnues. Jamais ne s'oubliera la figure de Rodzianko, gros propriétaire de pesante allure, grand personnage, lorsque, gardant un air de hautaine dignité, mais aussi, dans ses traits pâlis, les marques figées d'une profonde souffrance et du désespoir, il traversait la cohue des soldats débraillés, dans les couloirs du Palais de Tauride. Officiellement, il était dit que « les soldats étaient venus soutenir la Douma dans sa lutte contre le gouvernement », mais, en fait, la Douma se trouva dissoute dès les premiers jours. Et l'on retrouvait la même expression sur tous les visages, parmi les membres du Comité provisoire de la Douma et dans les milieux qui les entouraient. A ce qu'on dit, des représentants du bloc progressiste versèrent des larmes, une fois rentrés à la maison, en des crises d'hystérie causées par leur désespoir et leur impuissance ». Ce vivant témoignage a plus de valeur que toutes autres recherches sociologiques au sujet des rapports entre forces. D'après le propre récit de Rodzianko, celui-ci frémissait d'indignation impuissante, à voir que des soldats inconnus, « obéissant à des ordres donnés on ne savait par qui », procédaient à l'arrestation de hauts dignitaires de l'ancien régime et les amenaient à la Douma. Le chambellan se trouvait ainsi, en quelque sorte, chef de prison vis-à-vis de personnes avec lesquelles, certes, il n'était pas toujours d'accord, mais qui restaient pour lui, toutefois, des gens de son milieu. Atterré par ces mesures « arbitraires », Rodzianko convoqua dans son cabinet Chtchéglouvitov, que l'on avait arrêté, mais les soldats se refusèrent à lui remettre le dignitaire qu'ils exécraient. « Comme j'essayais de faire preuve d'auto-

rité, — écrit Rodzianko, — les soldats encerclèrent leur prisonnier en me montrant leurs fusils, d'un air provocant et insolent ; ensuite, Chtchéglouvitov fut emmené sans plus de façons dans je ne sais quel autre lieu. » Pouvaient-on confirmer d'une façon plus éclatante Stankévitch, disant que les régiments venus, affirmait-on, soutenir la Douma, l'abrogèrent en réalité ?

Que le pouvoir, dès la première heure, appartint au Soviet, les membres de la Douma pouvaient seulement se permettre à ce sujet moins d'illusions que personne. Chidlovsky, député octobriste, un des leaders du bloc progressiste, écrit dans ses *Souvenirs* : « Le Soviet prit possession de tous les bureaux de poste et de télégraphe, de toutes les gares de Pétrograd, de toutes les imprimeries, de sorte que, sans sa permission, il eût été impossible d'expédier un télégramme, ou bien de quitter Pétrograd, ou bien d'imprimer un manifeste. » Cette caractéristique non équivoque des rapports de forces n'a besoin d'être clarifiée qu'à un seul point de vue : la « prise » des bureaux de poste et de télégraphe, des chemins de fer, des imprimeries, etc., par le Soviet, signifie seulement que les ouvriers et les employés de ces entreprises ne voulaient se subordonner à personne, le Soviet excepté.

La plainte de Chidlovsky est illustrée le mieux du monde par un épisode qui trouva sa place au moment où les négociations au sujet du pouvoir étaient des plus animées entre les leaders du Soviet et de la Douma. Leur réunion générale fut interrompue par un communiqué urgent, leur apprenant de Pskov, où le tsar, après avoir erré sur les lignes de chemin de fer, se trouvait alors, que Rodzianko était appelé par fil direct. Le tout puissant président de la Douma déclara qu'il ne se rendrait pas seul au télégraphe. « Que MM. les dé-

putés ouvriers et soldats me donnent une escorte ou viennent avec moi ; autrement, je serai arrêté en arrivant au télégraphe... Bien entendu ! — poursuivit-il, en s'échauffant. — Vous avez maintenant le pouvoir et la force. Vous pouvez naturellement me faire arrêter... Peut-être nous arrêterez-vous tous tant que nous sommes ! Nous n'en savons rien ! » Ceci se passait le 1^{er} mars ; à peine quarante-huit heures s'étaient écoulées depuis que le Comité provisoire, à la tête duquel se trouvait Rodzianko, avait « pris » le pouvoir.

Comment, cependant, en de telles circonstances, les libéraux se trouvèrent-ils au pouvoir ? Qui (et comment ?) les avait habilités à former ce gouvernement issu d'une Révolution qu'ils redoutaient, contre laquelle ils avaient agi, qu'ils avaient cherché à écraser, qu'avaient accomplie des masses exécrées par eux, et qui s'était faite avec tant de résolution et de hardiesse que le Soviet des ouvriers et soldats, sorti de l'insurrection, se montra naturellement et incontestablement maître de la situation ?

Écoutons maintenant l'autre côté, celui qui abandonnait le pouvoir. Soukhanov écrit au sujet des journées de Février : « Le peuple n'était nullement porté vers la Douma, il ne s'intéressait pas à elle et ne songeait pas du tout à faire d'elle, — à titre politique ou technique, — le centre du mouvement. » Cet aveu est d'autant plus digne d'attention que l'auteur, aux premières heures, va appliquer tous ses efforts à obtenir que le pouvoir soit remis au Comité de la Douma d'Empire. Plus loin, au sujet des tractations qui eurent lieu le 1^{er} mars, Soukhanov dit encore : « Milioukov comprit fort bien qu'il était complètement dans les possibilités du Comité exécutif de transmettre ou de ne pas transmettre le pouvoir à un gouvernement de la haute bourgeoi-

sie. » Peut-on s'exprimer plus catégoriquement ? Une situation politique peut-elle être plus claire ? Et, néanmoins, Soukhanov, en complète contradiction avec la situation et avec lui-même, déclare aussitôt : « Le pouvoir qui vient remplacer le tsarisme ne doit être que bourgeois... C'est sur cette déduction qu'il faut se guider. Autrement, l'insurrection échouerait et la révolution serait perdue. » La révolution perdue faute d'un Rodzianko !

Au problème des rapports vivants entre forces sociales est ici substitué un schéma conçu à priori et dans une terminologie conventionnelle : là précisément est la quintessence du doctrinarisme des intellectuels. Et nous verrons plus loin que ce doctrinarisme n'avait rien de platonique : il remplissait une fonction politique parfaitement réaliste, quoiqu'il eût les yeux bandés.

Ce n'est point par hasard que nous avons cité Soukhanov. En cette première période, l'inspirateur du Comité exécutif était non point son président, Tchkhéidzé, honnête et borné provincial, mais Soukhanov, l'homme le moins fait, à généralement parler, pour la conduite d'une révolution. A demi populiste, à demi marxiste, plutôt observateur consciencieux qu'homme politique, plus journaliste que révolutionnaire, plus raisonneur que journaliste, il n'était capable de s'en tenir à une conception révolutionnaire que jusqu'au moment où cette conception devrait être mise en application. Internationaliste passif pendant la guerre, il décida dès le premier jour de la Révolution que l'on devait aussitôt que possible glisser le pouvoir et la guerre à la bourgeoisie. Comme théoricien, du moins par son besoin, sinon par sa capacité de joindre les deux bouts, il était supérieur aux autres membres du Comité exécutif d'alors. Mais sa principale force consistait

tout de même en ceci qu'il traduisait en un langage de doctrinaire les traits organiques de cette confrérie de gens de divers poil et pourtant homogène : manque de foi en leurs propres forces, peur des masses, attitude arrogante, mais déférente à l'égard de la bourgeoisie. Lénine disait de Soukhanov qu'il était un des meilleurs représentants de la petite-bourgeoisie. Et c'est ce que l'on peut dire de plus flatteur de lui.

On ne doit seulement pas oublier qu'il s'agit ici, avant tout, de la petite-bourgeoisie d'un nouveau type capitaliste : des employés d'industrie, de commerce, de banque, des fonctionnaires du capital d'une part, et de la bureaucratie ouvrière d'autre part, c'est-à-dire de ce *nouveau Tiers-Etat* au nom duquel le social-démocrate allemand bien connu Edouard Bernstein, à la fin du siècle dernier, avait entrepris de reviser la conception révolutionnaire de Marx. Pour dire comment la révolution ouvrière et paysanne céda le pouvoir à la bourgeoisie, on doit introduire un chaînon intermédiaire dans la suite des faits politiques : les petits bourgeois démocrates et socialistes du genre de Soukhanov, les journalistes et les politiciens d'un nouveau Tiers-Etat, qui enseignaient aux masses que la bourgeoisie est l'ennemi, mais redoutaient par-dessus tout de soustraire les masses à l'autorité de cet ennemi. La contradiction entre le caractère de la Révolution et celui du gouvernement qui en sortit s'explique par le caractère contradictoire du nouveau milieu petit-bourgeois qui se plaça entre les masses révolutionnaires et la bourgeoisie capitaliste. Au cours des événements ultérieurs de la Révolution, le rôle politique de la démocratie petite-bourgeoise nouveau modèle nous sera entièrement dévoilé. Préalablement, bornons-nous à dire quelques mots.

Dans l'insurrection, c'est la minorité de la classe révolutionnaire qui intervient directement et elle trouve sa force dans l'appui ou, du moins, les sympathies de la majorité. La minorité active et combative, sous le feu de l'ennemi, met inévitablement en avant ses éléments les plus révolutionnaires et les plus remplis d'abnégation. Il est tout naturel que, dans les combats de Février, les ouvriers bolchéviks aient été aux avant-postes. Mais la situation change avec la victoire, quand elle commence à trouver sa stabilité politique. Aux élections pour la constitution d'organes et d'institutions de la Révolution victorieuse sont convoquées et affluent des masses infiniment plus nombreuses que celles qui ont combattu les armes à la main. Ceci concerne non seulement les institutions générales de la démocratie, telles que les Doumas municipales, les zemstvos, ou bien, plus tard, l'Assemblée constituante, mais aussi les organes de classe tels que les soviets de députés ouvriers. L'écrasante majorité des ouvriers, menchéviks, socialistes-révolutionnaires et sans-parti, soutinrent les bolchéviks au moment où la lutte contre le tsarisme devint un corps à corps. Mais il n'y eut qu'une petite minorité d'ouvriers pour comprendre en quoi les bolchéviks se distinguent des autres partis socialistes. Cependant, tous les travailleurs traçaient une ligne de démarcation très nette entre eux et la bourgeoisie. C'est ce qui détermina la situation politique après la victoire. Les ouvriers élisaient des socialistes, c'est-à-dire ceux qui étaient non seulement contre la monarchie, mais aussi contre la bourgeoisie. Ils ne faisaient presque aucune différence entre les trois partis socialistes. Mais comme les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires disposaient de cadres intellectuels incomparablement plus considérables, qui affluaient vers eux de tous côtés et obtin-

rent ainsi d'emblée une formidable réserve d'agitateurs, les élections, même dans les fabriques et les usines, leur donnèrent une formidable prépondérance.

Dans le même sens, mais avec une force encore plus incalculable, allait la pression de l'armée réveillée. Au cinquième jour de l'insurrection, la garnison de Pétrograd suivit les ouvriers. Après la victoire, elle se trouva appelée aux élections de soviets. Les soldats donnèrent leurs voix et leur confiance à ceux qui se prononçaient pour la Révolution, contre le corps des officiers monarchistes, et surent le dire à haute voix : ces derniers étaient des engagés volontaires, des greffiers d'armée, des officiers de santé, de jeunes officiers du temps de guerre recrutés chez les intellectuels, de petits employés de l'administration militaire, c'est-à-dire la couche inférieure du même « nouveau Tiers-Etat ». Presque tous s'inscrivaient depuis mars au parti socialiste-révolutionnaire qui, par l'inconsistance de sa pensée, répondait le mieux à leur situation sociale intermédiaire et à leur insuffisance politique. Les représentants de la garnison furent par conséquent infiniment plus modérés et plus bourgeois que la masse même des soldats. Celle-ci, cependant, ne voyait pas la différence, laquelle ne devait se manifester qu'après l'expérience des mois suivants. Les ouvriers, d'autre part, voulaient rendre leur liaison avec les soldats aussi étroite que possible, pour consolider une alliance achetée au prix du sang et armer plus sûrement la Révolution. Et comme, au nom de l'armée, parlaient surtout des socialistes-révolutionnaires de la dernière fournée, l'autorité de ce parti et de ses alliés, les menchéviks, ne pouvait que s'accroître aux yeux des ouvriers. C'est ainsi que, dans les soviets, s'affirma la prédominance des deux partis de conciliateurs. Il suffit de dire que

même au soviet du rayon de Vyborg, le rôle de dirigeants appartient dans les premiers temps à des ouvriers menchéviks. Le bolchévisme, en cette période, bouillonnait seulement encore dans les profondeurs de la Révolution. Les officiels du bolchévisme, même au sein du Soviet de Pétrograd, représentaient une infime minorité qui, d'ailleurs, ne se définissait pas bien clairement sa tâche.

C'est ainsi que se constitua le paradoxe de la Révolution de Février. Le pouvoir est aux mains des socialistes démocrates. Ils ne l'ont nullement saisi par hasard, par un coup de force à la Blanqui ; non, le pouvoir leur est ouvertement remis par les masses populaires victorieuses. Ces masses ne refusent pas seulement à la bourgeoisie leur confiance, leur appui, mais elles ne la différencient point de la noblesse ou de la bureaucratie. Elles mettent leurs armes exclusivement à la disposition des soviets. Or, le seul souci des socialistes si facilement parvenus à la tête des soviets est de savoir si la bourgeoisie, politiquement isolée, odieuse aux masses, entièrement hostile à la révolution, consentira à recueillir le pouvoir de leurs mains ? Son assentiment doit être acquis à tout prix ; mais comme la bourgeoisie ne peut évidemment renoncer à son propre programme, c'est à nous, « socialistes », qu'il convient de nous désister du nôtre : nous taire sur la monarchie, sur la guerre, sur la question agraire, pourvu seulement que la bourgeoisie accepte le cadeau du pouvoir. En se livrant à cette opération, les « socialistes », comme s'ils se moquaient d'eux-mêmes, continuent à dénommer la bourgeoisie non autrement que l'ennemi de classe. C'est avec un cérémonial quasi religieux que l'on célèbre un acte de provocation sacrilège. Une lutte de classe menée jusqu'au bout vise à la conquête du

pouvoir. La faculté essentielle d'une révolution, est de pousser la lutte de classe jusqu'au bout. Une révolution est précisément une lutte directe pour la prise du pouvoir. Or, nos « socialistes » se soucient non d'arracher le pouvoir à l'ennemi de classe (disent-ils) qui, pourtant, ne le détient pas et ne saurait le prendre par ses propres forces, mais de lui livrer à tout prix ce pouvoir. N'est-ce pas un paradoxe ? Il sembla d'autant plus frappant que l'expérience de la Révolution allemande de 1918 n'existait pas encore et que l'humanité n'avait pas encore été témoin de la prodigieuse opération de même genre, beaucoup mieux réussie, qu'accomplit le « nouveau Tiers-Etat » qui dirige la social-démocratie allemande.

Comment les conciliateurs expliquaient-ils leur conduite ? Ils avaient d'abord un argument de doctrinaires : la Révolution étant bourgeoise, les socialistes ne doivent point se compromettre en prenant le pouvoir ; — que la bourgeoisie réponde pour elle-même ! C'était d'un ton très intransigeant. Mais, en réalité, la petite-bourgeoisie masquait sous des dehors d'intransigeance ses flagorneries devant la puissance de la richesse, de l'instruction, du cens. Les petits-bourgeois reconnaissaient à la haute-bourgeoisie une sorte de droit primordial à prendre le pouvoir, indépendant des rapports de forces. C'était à peu près, au fond, le geste instinctif du petit marchand ou du modeste professeur qui, dans une gare ou au théâtre, s'efface respectueusement pour laisser passer... Rothschild ! Les arguments des doctrinaires ne servaient que de compensation à la conscience qu'ils avaient de leur propre nullité. Deux mois plus tard, lorsqu'il devint évident que la bourgeoisie ne parviendrait pas à retenir par ses seules forces le pouvoir qu'on lui avait cédé, les conciliateurs reje-

tèrent sans peine leurs préjugés « socialistes » et entrèrent dans un ministère de coalition. Non point pour en chasser la bourgeoisie, mais au contraire pour la sauver. Non point contre la volonté de celle-ci, mais au contraire sur son invitation qui avait le ton d'un ordre : la bourgeoisie menaçait les démocrates de leur faire tomber, en cas de refus, le pouvoir sur la tête.

Le deuxième argument invoqué pour décliner le pouvoir était, en apparence, d'ordre pratique, sans être plus sérieux au fond. Soukhanov, que nous connaissons déjà, invoquait avant tout « l'éparpillement » de la Russie démocratique : « Aux mains de la démocratie il ne se trouvait alors point d'organisations en quelque mesure solides et influentes, ni partis, ni syndicats, ni municipalités. » Cela a un ton de raillerie ! Sur les soviets de députés ouvriers et soldats, pas un mot n'est dit par un socialiste qui parle au nom des soviets. Et cependant, grâce à la tradition de 1905, les soviets étaient en quelque sorte sortis de terre et étaient tout de suite devenus incomparablement plus puissants que toutes les autres organisations qui essayèrent plus tard de rivaliser avec eux (municipalités, coopératives, partiellement aussi les syndicats). En ce qui concerne la classe paysanne, force dispersée par sa nature même, elle était organisée plus qu'elle n'avait jamais été, en conséquence de la guerre et de la révolution : la guerre avait groupé les paysans dans l'armée et la Révolution avait donné à l'armée un caractère politique ! Il n'y eut pas moins de huit millions de paysans rassemblés en compagnies et en escadrons, lesquels constituèrent immédiatement leurs délégations révolutionnaires par l'intermédiaire desquelles, à tout moment, sur un appel téléphonique, ils pouvaient être mis sur pied. Cela ressemble-t-il à de « l'éparpillement » ?

On peut assurément dire qu'au moment où se décidait la question du pouvoir, la démocratie ne savait pas encore quelle serait l'attitude de l'armée sur le front. Nous ne soulèverons pas la question de savoir s'il y avait le moindre motif de craindre ou d'espérer que les soldats du front, excédés par la guerre, voulussent soutenir la bourgeoisie impérialiste. Il suffit de constater que cette question fut intégralement résolue dans les deux ou trois premiers jours que les conciliateurs employèrent justement à préparer dans la coulisse un gouvernement bourgeois. « L'insurrection était, le 3 mars, heureusement achevée », avoue Soukhanov. Bien que toute l'armée eût donné son adhésion aux soviets, leurs leaders repoussaient le pouvoir de toutes leurs forces : ils le redoutaient d'autant davantage qu'il se concentrait plus entièrement entre leurs mains.

Mais pourquoi donc ? Comment les démocrates, les « socialistes », qui s'appuyaient directement sur de telles masses humaines que ne connut jamais à sa suite aucune démocratie dans l'histoire, et encore sur des masses pourvues d'une expérience considérable, disciplinées, armées, organisées en soviets, — comment cette démocratie puissante, inébranlable, eût-il semblé, pouvait-elle craindre de prendre le pouvoir ? Cette énigme, subtile à première vue, s'explique par ce fait que la démocratie n'avait pas confiance en son propre appui, appréhendait les masses, doutait de la solidité de la confiance accordée par celles-ci, et, surtout, redoutait l'« anarchie », c'est-à-dire craignait, après avoir recueilli le pouvoir, de devenir dans l'exercice de l'autorité, le jouet de ce que l'on appelle les éléments déchaînés. En d'autres termes, la démocratie se sentait non appelée à prendre la conduite du peuple, au moment de sa montée révolutionnaire, mais désignée comme aile gau-

che de l'ordre bourgeois, une sorte d'antenne de celui-ci tendue du côté des masses. Elle se disait et s'estimait même socialiste pour masquer non seulement aux masses, mais à ses propres yeux, son rôle effectif : si elle ne s'était pas ainsi enivrée d'elle-même, elle n'eût pas pu jouer ce rôle. Ainsi s'explique le paradoxe fondamental de la Révolution de Février.

Le soir du 1^{er} mars, les délégués du Comité exécutif, Tchkhéidzé, Stéklov, Soukhanov et autres, se rendirent à la séance du Comité de la Douma pour discuter des conditions dans lesquelles le nouveau gouvernement serait soutenu par les soviets. Le programme des démocrates passait complètement sous silence les problèmes de la guerre, de la proclamation de la République, de la répartition des terres, de la journée de huit heures, et n'aboutissait qu'à une seule et unique revendication : celle de la liberté d'agitation pour les partis de gauche. Bel exemple de désintéressement pour les peuples et les siècles : des socialistes qui avaient dans les mains la totalité du pouvoir et de qui il dépendait complètement d'accorder ou de refuser à d'autres la liberté d'agitation, cédaient le pouvoir à leurs « ennemis de classe » sous condition que ceux-ci leur promettaient... la liberté d'agitation ! Rodzianko n'osait se rendre au télégraphe et disait à Tchkhéidzé et à Soukhanov : « Vous avez le pouvoir, vous pouvez nous faire arrêter tous. » Tchkhéidzé et Soukhanov lui répondaient : « Prenez le pouvoir, mais ne nous arrêtez pas pour faits de propagande ! » Si l'on étudie les tractations des conciliateurs avec les libéraux et, en somme, tous les épisodes des rapports mutuels entre l'aile gauche et l'aile droite du Palais de Tauride, en ces journées, on dirait que, sur la gigantesque scène où se déroulait un drame populaire historique, un groupe

d'acteurs provinciaux, profitant d'un coin libre et d'une pause, jouait un trivial vaudeville à travestissements.

Les leaders de la bourgeoisie, — on doit leur rendre cette justice, n'attendaient rien de pareil. Ils eussent peut-être moins redouté la révolution s'ils avaient calculé que ses dirigeants adopteraient une pareille politique. A vrai dire, même dans ce cas, ils auraient certainement fait une erreur de compte, mais dès lors en commun avec ces derniers. Craignant pourtant que la bourgeoisie ne consente pas à prendre le pouvoir même aux conditions proposées, Soukhanov pose un ultimatum menaçant : « Les éléments déchaînés peuvent être maîtrisés par nous, — sinon, par personne... Il n'y a qu'une issue : c'est que vous acceptiez nos clauses. » En d'autres termes : « Acceptez un programme qui est aussi le vôtre. Mais nous vous promettons, en revanche, de refréner les masses qui nous ont donné le pouvoir. » Pauvres dompteurs des éléments !

Milioukov était surpris. « Il ne songeait nullement, — écrit Soukhanov, — à cacher sa satisfaction et son agréable surprise. » Mais lorsque les délégués du Soviet, pour donner à leurs paroles plus de poids, ajoutèrent que leurs conditions étaient « définitives », Milioukov se fit même sentimental et les encouragea par une phrase : « Oui, je vous ai bien entendus et j'ai beaucoup réfléchi ensuite, me disant combien notre mouvement ouvrier avait avancé depuis 1905... » C'est sur le même ton débonnaire que les crocodiles de la diplomatie du Hohenzollern s'entretenaient, à Brest-Litovsk, avec les délégués de la Rada ukrainienne, rendant hommage à leur maturité d'hommes d'Etat avant de les avaler. Si la démocratie soviétique n'a pas été avalée par la bourgeoisie, ce n'est pas un mérite pour Soukhanov, ni la faute de Milioukov.

La bourgeoisie reçut le pouvoir derrière le dos du peuple. Elle ne disposait d'aucun soutien dans les classes laborieuses. Mais, avec le pouvoir, elle obtint de seconde main quelque chose comme un appui : les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, soulevés par la masse, remettaient d'eux-mêmes un mandat de confiance à la bourgeoisie. Si l'on considère cette opération sous le biais d'une démocratie formelle, on aura le tableau d'élections à deux degrés, dans lesquelles les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires prennent le rôle technique d'intermédiaires, c'est-à-dire d'électeurs cadets. Si l'on considère la question du point de vue politique, on doit dire que les conciliateurs trahirent la confiance des masses en appelant au pouvoir ceux contre lesquels eux-mêmes avaient été élus. Et enfin, d'un point de vue social plus profond, la question se pose ainsi : les partis petits-bourgeois qui, dans les conditions de la vie quotidienne, se montraient extraordinairement prétentieux et satisfaits d'eux-mêmes, ressentirent, dès que la Révolution les eut portés au sommet du pouvoir, de l'anxiété devant leur propre insuffisance et se hâtèrent de passer le gouvernail aux représentants du capital. Dans cet acte de défaillance se manifestait soudainement l'effroyable inconsistance du nouveau Tiers-Etat et son humiliante dépendance devant la haute bourgeoisie. Comprenant ou simplement pressentant que, d'ailleurs, ils ne seraient pas en état de garder longtemps le pouvoir, qu'ils devraient bientôt le céder, soit à la droite, soit à la gauche, les démocrates conclurent qu'il était préférable de le livrer le jour même à de solides libéraux, plutôt que le lendemain aux représentants extrémistes du prolétariat. Et ainsi élucidé, le rôle des conciliateurs, quel que soit son conditionnement

social, ne laisse pas d'être une trahison à l'égard des masses.

Ayant accordé leur confiance aux socialistes, les ouvriers et les soldats se virent, d'une façon imprévue pour eux-mêmes, politiquement expropriés. Ils en étaient déconcertés, s'alarmaient, mais ne trouvèrent pas aussitôt l'issue. Leurs propres élus les abasourdirent avec des arguments auxquels ils n'avaient aucune réponse prête, mais qui contredisaient à tous leurs sentiments et leurs desseins. Les tendances révolutionnaires des masses ne correspondaient déjà plus, au moment de l'insurrection de Février, aux tendances conciliatrices des partis petits-bourgeois. Le prolétaire et le paysan votaient pour le menchévik et le socialiste-révolutionnaire, non comme pour des conciliateurs, mais comme pour des ennemis du tsar, du propriétaire et du capitaliste. Mais en votant pour ces derniers, ils établirent une cloison entre eux-mêmes et leurs objectifs. Ils ne pouvaient déjà plus avancer sans heurter la cloison qu'ils avaient eux-mêmes élevée et sans la renverser. Tel fut le surprenant quiproquo dans les rapports de classes que révéla la Révolution de Février.

* * *

Au paradoxe fondamental s'en ajouta immédiatement un autre. Les libéraux consentaient à recueillir le pouvoir des mains des socialistes seulement à cette condition que la monarchie accepterait le pouvoir de leurs propres mains.

Tandis que Goutchkov, avec le monarchiste Choulguine, que le lecteur connaît déjà, se rendait à Pskov pour sauver la dynastie, le problème d'une monarchie constitutionnelle devint le point central des négociations

entre les deux comités du Palais de Tauride. Milioukov s'efforçait de démontrer aux démocrates, qui lui apportaient le pouvoir sur la paume de la main, que les Romanov ne pouvaient plus être un danger, que, naturellement, Nicolas devait être éliminé, mais que le tsarévitch Alexis, sous la régence de Michel, pourrait fort bien assurer la prospérité du pays : « L'un est un enfant malade, l'autre est un imbécile. » Joignons donc à ceci la caractéristique donnée par un monarchiste libéral, Chidlovsky, au candidat-tsar : « Michel Alexandrovitch évitait de toutes manières de se mêler à des affaires d'Etat, quelles qu'elles fussent, et se consacrait tout entier aux sports hippiques. » Surprenante recommandation, surtout si l'on voulait la soutenir devant les masses. Lors de la fuite de Louis XVI à Varennes, Danton déclara hautement, au Club des Jacobins, qu'un homme qui avait l'esprit faible ne pouvait plus être un roi. Les libéraux russes croyaient au contraire qu'un monarque d'esprit faible serait le plus bel ornement du régime constitutionnel. D'ailleurs, c'était un argument non forcé, calculé sur la psychologie des nigauds de la gauche, et c'était encore trop grossier pour eux. Il fut suggéré, dans les larges sphères de la bourgeoisie libérale, que Michel Alexandrovitch était un « anglomane », sans préciser si son anglomanie concernait les courses de chevaux ou le parlementarisme. L'essentiel était d'avoir un « symbole familier du pouvoir », à défaut duquel le peuple s'imaginerait que le pouvoir n'existait plus.

Les démocrates écoutaient, admiraient poliment et conseillaient-ils de... proclamer la république ? Non, seulement de ne pas anticiper sur cette question. L'article 3 des stipulations du Comité exécutif disait explicitement : « Le Gouvernement provisoire ne doit en aucune

façon entreprendre des démarches qui prédétermineraient la forme future du gouvernement. » Milioukov posait la question de la monarchie en ultimatum. Les démocrates étaient au désespoir. Mais alors les masses vinrent à leur secours. Dans les meetings du Palais de Tauride, absolument personne, ni ouvriers, ni soldats, ne voulait d'un tsar et il n'y eut pas moyen de le leur imposer. Néanmoins, Milioukov tenta de remonter le courant et, passant par-dessus les têtes des alliés de la gauche, de sauver le trône et la dynastie. Dans son histoire de la Révolution, il note, lui-même, avec circonspection que, vers le soir du 2 mars, l'agitation causée par son communiqué au sujet d'une régence de Michel « s'était considérablement accrue ». Rodzianko dépeint en couleurs beaucoup plus vives l'effet que produisirent sur les masses les machinations monarchistes des libéraux. A peine revenu de Pskov, rapportant l'acte d'abdication de Nicolas en faveur de Michel, Goutchkov se rendit, sur la demande des cheminots, aux ateliers de la voie, décrivit ce qui s'était passé, lut en public le document et termina en criant : « Vive l'empereur Michel ! » Le résultat fut tout à fait inattendu. L'orateur, d'après la relation de Rodzianko, fut immédiatement mis en arrestation par les ouvriers, soi-disant même avec menaces de fusillade. « C'est à grand-peine que l'on parvint à le délivrer avec l'aide d'une compagnie qui était de garde dans un régiment du voisinage. » Comme d'ordinaire, Rodzianko exagère sur certains points ; mais, dans l'essentiel, les faits sont exactement reproduits. Le pays avait si radicalement vomé la monarchie qu'elle n'aurait pu d'aucune manière rentrer dans la gorge du peuple. Les masses révolutionnaires n'admettaient plus qu'il fût question d'un nouveau tsar !

Placés devant de telles circonstances, les membres du Comité provisoire, l'un après l'autre, s'écartaient de Michel, non définitivement, mais « en attendant l'Assemblée constituante » : on verrait bien. Seuls, Milioukov et Goutchkov soutinrent la monarchie jusqu'au bout et continuèrent à poser cette condition préalable pour leur participation au cabinet ministériel. Que faire ? Les démocrates pensaient que, sans Milioukov, l'on ne saurait former un gouvernement bourgeois et que, sans un gouvernement bourgeois, l'on ne pourrait sauver la révolution. Les récriminations et palabres se prolongeaient interminablement. En sa séance du matin, le 3 mars, le Comité provisoire semble s'être rangé tout entier à cet avis qu'il « serait nécessaire d'engager le grand-duc à abdiquer »... Michel était donc déjà considéré comme le tsar ! Un cadet de gauche, Nékrassov, avait même un texte d'abdication tout prêt. Mais comme Milioukov refusait opiniâtrément de céder, l'on trouva enfin, après des débats passionnés, cette formule : « Les deux partis soumettent au grand-duc leurs avis motivés et, sans pousser plus avant la discussion, s'en rapportent à sa décision. » Ainsi, l'homme « tout à fait imbécile » à qui son frère aîné, renversé par l'insurrection, avait essayé, contrairement même aux statuts dynastiques, de repasser le trône, se trouvait érigé en arbitre dans la question de la forme d'Etat qui conviendrait à un pays en révolution. Si invraisemblable que cela puisse sembler, ces débats sur le sort de l'Etat eurent vraiment lieu. Pour inciter le grand-duc à se désintéresser de ses écuries en considération du trône, Milioukov lui assurait qu'il y aurait possibilité entière de réunir, en dehors de Pétrograd, des forces militaires qui défendraient ses droits. En d'autres termes, à peine Milioukov eut-il reçu le pou-

voir des mains des socialistes qu'il produisit le plan d'un coup d'Etat monarchique. Lorsque furent terminés les discours pour et contre, lesquels n'avaient pas été peu nombreux, le grand-duc demanda un moment de réflexion. Il invita Rodzianko à passer dans une salle voisine et lui posa carrément cette question : les nouveaux dirigeants pouvaient-ils lui garantir non seulement la couronne, mais aussi sa tête ? L'incomparable chambellan répondit qu'il ne pouvait promettre au monarque que de mourir avec lui, s'il le fallait. Cela n'arrangeait nullement le prétendant. Quand, après avoir serré Rodzianko dans ses bras, Michel Romanov revint vers les députés qui attendaient, il expliqua, « assez fermement », qu'il renonçait à la haute, mais redoutable fonction qui lui était offerte. Alors, Kérensky, qui personnifiait dans ces pourparlers la conscience de la démocratie, sursauta sur son siège en s'écriant : « Votre Altesse est un noble cœur ! » Sur quoi, il jura qu'il irait le proclamer en tous lieux. « L'emphase de Kérensky, — remarque sèchement Milioukov, — s'harmonisait mal avec la prosaïque décision adoptée. » On ne peut qu'être d'accord là-dessus. Le texte de cet intermède ne se prêtait certainement pas à des discours emphatiques. La comparaison faite ci-dessus avec un vaudeville joué dans un coin d'une arène antique doit être complétée en ce sens que la scène se trouva coupée en deux par des écrans : d'un côté, les révolutionnaires suppliaient les libéraux de sauver la Révolution ; de l'autre côté, les libéraux suppliaient la monarchie de sauver le libéralisme.

Les représentants du Comité exécutif furent franchement étonnés de voir qu'un homme aussi éclairé et perspicace que Milioukov se montrait récalcitrant, s'entêtait pour une monarchie quelconque, et même était

prêt à se désister du pouvoir du moment qu'on ne lui faisait pas le cadeau supplémentaire d'un Romanov. Le monarchisme de Milioukov n'était pourtant ni d'un doctrinaire, ni d'un romantique ; bien au contraire, il procédait d'un explicite calcul des propriétaires épouvantés. En leur cynisme consistait aussi leur irrémédiable débilité. L'historien Milioukov pouvait certainement alléguer qu'un des leaders de la bourgeoisie révolutionnaire française, Mirabeau, en son temps, avait également essayé de réconcilier la Révolution avec le roi. Là aussi, la base était dans les appréhensions des propriétaires au sujet de la propriété : il était plus prudent de la mettre sous l'abri de la monarchie, de même que la monarchie se tenait sous le couvert de l'Eglise. Mais, en 1789, la tradition du pouvoir royal en France restait encore reconnue de tout le peuple, sans compter que toute l'Europe environnante était monarchique. En s'attachant au roi, la bourgeoisie française se tenait sur un même terrain avec le peuple, du moins dans ce sens qu'elle tirait profit des préjugés de ce dernier contre lui-même. La situation était toute différente en Russie en 1917. Abstraction faite des catastrophes et des avaries subies par le régime monarchique en différents pays, la monarchie russe avait été irrémédiablement fêlée dès 1905. Après le 9 janvier, le pape Gapone jetait l'anathème sur le tsar et sa « race de vipères ». Le Soviet des Députés ouvriers qui se constitua en 1905 se tenait ouvertement sur le terrain républicain. Les sentiments monarchistes de la classe paysanne, sur lesquels le tsarisme avait longtemps compté et qu'alléguait la bourgeoisie pour couvrir son propre monarchisme, s'avérèrent tout simplement inexistantes. La contre-révolution belliqueuse, qui, plus tard, se dressa, — à dater de l'entreprise de Kornilov, — quoique hypocritement,

mais d'autant plus démonstrativement, reniait le pouvoir tsariste : à tel point il restait peu de racines monarchistes dans le peuple. Cependant, cette même révolution de 1905, qui avait porté un coup mortel à la monarchie, avait pour toujours sapé les incertaines tendances républicaines de la bourgeoisie « avancée ». C'est en contradiction l'un avec l'autre que s'accomplirent ces deux processus complémentaires. Dès les premières heures de la Révolution de Février, la bourgeoisie, sentant qu'elle se noyait, se raccrochait à un brin de paille. Elle avait besoin de la monarchie, non point qu'elle eût cette foi en commun avec le peuple, mais, au contraire, parce qu'elle ne pouvait plus opposer aux croyances populaires autre chose qu'un fantôme couronné. Les classes « cultivées » de la Russie se sont avancées sur le terrain de la révolution non point en annonciatrices d'un Etat rationnel, mais comme les champions des institutions médiévales. N'ayant ni dans le peuple, ni en elles-mêmes, aucun point d'appui, elles cherchèrent au-dessus d'elles. Archimède prétendait soulever la terre, pourvu qu'on lui donnât un point d'appui. Milioukov, par contre, cherchait un point d'appui pour empêcher qu'on bouleversât la propriété. Et là, il se sentait plus proche des plus décrépits généraux du tsar, des hauts dignitaires de l'Eglise orthodoxe, que des démocrates apprivoisés qui ne se souciaient que de la bienveillance des libéraux. Impuissant à faire échouer la Révolution, Milioukov prit fermement le parti de la duper. Il était prêt à encaisser bien des choses : les libertés civiques pour les soldats, les municipalités démocratiques, l'Assemblée constituante, mais seulement à cette condition qu'on lui laissât son point d'appui d'Archimède : en l'espèce, la monarchie. Il se proposait de faire graduellement, pas à pas, de la monarchie l'axe

autour duquel se grouperaient le corps des officiers généraux, la bureaucratie rénovée, les princes de l'Eglise, les propriétaires, tous les mécontents de la Révolution et, en commençant par un « symbole », de créer peu à peu un frein réel monarchique, au fur et à mesure que les masses se fatigueraient de la Révolution. Il ne s'agissait que de gagner du temps ! Un autre leader du parti cadet, Nabokov, expliqua plus tard quel eût été l'avantage capital si Michel avait accepté le trône : « La fatale question de la convocation d'une Assemblée constituante en temps de guerre eût été mise de côté. » Ce sont là des mots que l'on doit retenir : la lutte engagée pour ajourner de délais en délais l'Assemblée constituante tint une grande place dans la période qui s'écoula entre Février et Octobre ; les cadets, dans cette lutte, tout en niant catégoriquement que leur idée fût de traîner en longueur la convocation des représentants du peuple, poursuivirent avec persévérance, avec opiniâtreté, une politique d'escamotage. Hélas ! en agissant ainsi ils n'avaient à s'appuyer que sur eux-mêmes : il ne leur fut pas donné de s'abriter en fin de compte derrière la monarchie. Après la désertion de Michel, Milioukov ne pouvait même plus se raccrocher à un brin de paille.

LE NOUVEAU POUVOIR

DÉTACHÉE du peuple, liée beaucoup plus étroitement avec le capital financier étranger qu'avec les masses laborieuses de son propre pays, hostile à la Révolution qui avait remporté la victoire, apparue tardivement sur la scène, la bourgeoisie russe ne pouvait, de son propre chef, trouver aucun motif en faveur de ses prétentions au pouvoir. Cependant, une base justificative était indispensable, car la Révolution soumet à un contrôle impitoyable non seulement les droits hérités mais les nouvelles prétentions. Le moins apte à faire valoir devant les masses des motifs convaincants était le président du Comité provisoire, Rodzianko, qui, dans les premiers jours après l'insurrection, se trouva à la tête d'un pays révolutionné.

Page du Palais sous Alexandre II, officier d'un régiment de cavalerie de la Garde, maréchal de la noblesse en province, chambellan de Nicolas II, monarchiste invétéré, riche propriétaire de terres et membre influent des zemstvos, membre du parti octobriste, député à la Douma d'Empire, Rodzianko fut ensuite élu président de cette Douma. Cela se produisit après que se fut désisté de ses pleins pouvoirs Goutchkov qui, comme « Jeune-Turc » était détesté à la Cour : la Douma espérait que par l'intermédiaire du chambellan elle trouverait plus facilement accès au cœur du monarque. Rodzianko faisait ce qu'il pouvait : sans hypocrisie,

il assurait le tsar de son dévouement à la dynastie; demandait comme une aumône à être présenté au tsarévitch héritier et se flattait devant ce dernier d'être « l'homme le plus grand et le plus gros de toute la Russie ». Malgré ces bouffonneries byzantines, le chambellan ne conquiert pas le tsar à une constitution et la tsarine, dans ses lettres, appelait brièvement Rodzianko une canaille. Pendant la guerre, le président de la Douma procura sans aucun doute bien des minutes désagréables au tsar, le mettant en audience particulière, au pied du mur, par des remontrances embrouillées, de la critique patriotique et de sombres prophéties. Raspoutine considérait Rodzianko comme son ennemi personnel. Kourlov, un des proches de la bande du Palais, parle de « l'insolence » naturelle à Rodzianko avec « un esprit indubitablement borné ». Witte parlait du président de la Douma plus indulgemment, mais guère mieux : « Un homme qui n'est pas bête, assez compréhensif ; cependant, la principale qualité de Rodzianko se trouve non dans son esprit, mais dans sa voix, il a une excellente basse. » Rodzianko essaya d'abord de vaincre la Révolution au moyen d'une lance de pompiers ; il pleura quand il apprit que le gouvernement du prince Golitsyne avait déserté son poste ; il refusa avec effroi le pouvoir que lui avaient apporté les socialistes, puis accepta de le prendre, mais, en fidèle sujet, pour restituer, dès la première possibilité, au monarque l'objet perdu. Ce n'est pas de la faute de Rodzianko si cette possibilité ne se présenta pas. En revanche, la Révolution, grâce au concours des mêmes socialistes, procura au chambellan la large faculté d'exercer sa retentissante voix de basse devant les régiments soulevés. Dès le 27 février, le chef d'escadron de la Garde Rodzianko déclarait à un régiment de cava-

lerie survenu au Palais de Tauride : « Guerriers orthodoxes, écoutez mon conseil. Je suis un vieil homme, je ne chercherai pas à vous tromper, écoutez les officiers, ils ne vous apprendront rien de mauvais et décideront en plein accord avec la Douma d'Empire. Vive la sainte Russie ! » Tous les officiers de la Garde étaient prêts à accepter une pareille révolution. Mais les soldats étaient surpris : pourquoi était-il donc nécessaire de la faire ? Rodzianko redoutait les soldats, redoutait les ouvriers, considérait Tchkhéidzé et autres hommes de gauche comme des agents de l'Allemagne, et, placé à la tête de la Révolution, regardait à tout instant autour de lui pour voir si le Soviet n'allait pas l'arrêter.

Le personnage de Rodzianko est un peu ridicule, mais non fortuit : le chambellan à l'excellente basse figurait l'alliance des deux classes dirigeantes de la Russie, — les propriétaires nobles et la bourgeoisie, auxquelles se joignait le clergé progressiste : Rodzianko lui-même était très dévot et instruit des chants liturgiques, alors que les bourgeois libéraux, indépendamment de leur opinion sur l'orthodoxie, estimaient qu'une alliance avec l'Eglise était aussi nécessaire pour l'ordre qu'une alliance avec la monarchie.

L'honorable monarchiste qui reçut le pouvoir des conspirateurs, des mutins et des tyrannicides, en ces jours-là, avait l'air piteux. Les autres membres du Comité ne se sentaient guère mieux. Certains d'entre eux évitaient généralement de se présenter au Palais de Tauride, jugeant que la situation n'était pas assez définie. Les plus sages marchaient sur les pointes autour du bûcher de la Révolution, toussaient à cause de la fumée et se disaient : qu'il achève de flamber, et alors nous essaierons d'y faire un rôti. Ayant consenti à prendre le pouvoir, le Comité ne se décida pas tout de

suite à constituer un ministère. « Dans l'attente du moment de former un gouvernement », comme s'exprime Milioukov, le Comité se borna à désigner des commissaires, parmi les membres de la Douma, pour les plus hautes institutions gouvernementales : se laissant ainsi une possibilité de retraite.

Au ministère de l'Intérieur fut envoyé un député insignifiant, mais peut-être moins poltron que les autres, Karaoulov, qui promulgua, le 1^{er} mars, un décret d'arrestation de tous les fonctionnaires de la police ouverte ou secrète, et du corps des gendarmes. Ce terrible geste révolutionnaire avait un caractère tout platonique, étant donné que la police avait été mise en état d'arrestation avant toutes ordonnances et que la prison était pour elle le seul asile contre les représailles. Beaucoup plus tard, la réaction considéra l'acte démonstratif de Karaoulov comme le début de toutes les calamités.

Comme commandant de place à Pétrograd, on désigna le colonel Engelhardt, officier d'un régiment de la Garde, propriétaire d'écuries de chevaux de courses et grand seigneur terrien. Au lieu d'arrêter le « dictateur » Ivanov, arrivé du front pour mettre à la raison la capitale, Engelhardt envoya à sa disposition un officier réactionnaire, en qualité de chef d'état-major : en fin de compte, ils étaient du même bord.

Au ministère de la Justice fut envoyé un astre du barreau libéral de Moscou, l'éloquent et vide Maklakov, lequel donna tout d'abord à comprendre aux bureaucrates réactionnaires qu'il n'entendait pas être ministre par la grâce de la Révolution, et, « jetant un coup d'œil sur un camarade expéditionnaire qui entrait », dit en français : « Le danger est à gauche. »

Les ouvriers et les soldats n'avaient pas besoin de

savoir le français pour pressentir en tous ces messieurs leurs pires ennemis.

Cependant, à la tête du Comité, Rodzianko ne fit pas longtemps son vacarme. Sa candidature à la présidence du gouvernement révolutionnaire tomba d'elle-même : l'intermédiaire entre les propriétaires et la monarchie était trop évidemment inapte à jouer le même rôle entre les propriétaires et la Révolution. Mais il ne descendit point de la scène, s'entêtant à essayer d'animer la Douma, comme contrepoids au Soviet, et restant invariablement au centre de toutes les tentatives de coalition de la contre-révolution des bourgeois et des propriétaires. Nous entendrons encore parler de lui.

Le 1^{er} mars, le Comité provisoire s'occupa de la formation d'un cabinet ministériel, mettant en avant les personnalités que la Douma, depuis 1915, avait maintes fois recommandées au tsar comme jouissant de la confiance du pays : c'étaient de considérables agrariens et industriels, des députés de l'opposition à la Douma, les leaders du bloc progressiste. Le fait est que la Révolution opérée par les ouvriers et les soldats n'avait eu aucun effet sur la composition du gouvernement révolutionnaire, à une exception près. L'exception était Kérensky. L'amplitude Rodzianko-Kérensky est l'amplitude officielle de la Révolution de Février.

Kérensky entra dans le gouvernement comme qui dirait en qualité de son ambassadeur plénipotentiaire. Cependant, son attitude envers la Révolution était celle d'un avocat de province qui plaide dans des procès politiques. Kérensky n'était pas révolutionnaire, il se frottait seulement à la Révolution. Elu pour la première fois à la IV^e Douma, grâce à sa situation

légale, Kérénsky devint président de la grise et impersonnelle fraction des *troudoviks* (travailleurs), fruit anémique d'un croisement politique du libéralisme avec le populisme. Il n'avait ni préparation théorique, ni discipline politique, ni capacité pour les généralisations, ni volonté comme politicien. Toutes ces qualités étaient remplacées par une fugitive émotivité, par une facile effervescence, et par cette éloquence qui agit non sur la pensée ou la volonté, mais sur les nerfs. Les discours de Kérénsky à la Douma, dans un esprit de radicalisme déclamatoire qui ne manquait pas de motifs, lui valurent sinon la popularité, du moins la célébrité. Pendant la guerre, en tant que patriote, il estimait avec les libéraux que l'idée même d'une révolution menait à la perdition. Il reconnut la Révolution quand elle vint et que, s'accrochant à son apparente popularité, elle le porta au pinacle. L'insurrection s'identifie naturellement pour lui au nouveau pouvoir. Le Comité exécutif avait cependant décidé que, dans une révolution bourgeoise, le pouvoir doit appartenir à la bourgeoisie. Cette formule semblait fautive à Kérénsky pour cette raison déjà qu'elle lui bouclait la porte du ministère. Il était convaincu, très justement, de ceci que son socialisme n'empêcherait pas la révolution bourgeoise, de même que celle-ci ne causerait aucun dommage à son socialisme. Le Comité provisoire de la Douma décida d'essayer d'arracher le député radical au Soviet et y parvint sans peine en lui proposant le portefeuille de la Justice que Maklakov avait déjà eu le temps de déposer. Kérénsky attrapait dans les couloirs ses amis et les questionnait : j'accepte ou non ? Les amis ne doutaient point que Kérénsky fût décidé à accepter. Soukhanov, très disposé en faveur de Kérénsky en cette période, observa en ce dernier, il est vrai, dans des mémoires

venus plus tard, « l'assurance de quelque mission à remplir... et la plus grande acrimonie envers ceux qui ne devinaient pas encore cette mission ». Finalement, les amis, dont Soukhanov, conseillèrent à Kérénsky d'accepter le portefeuille : ce serait tout de même plus sûr, on aurait un homme à soi pour savoir ce qui se faisait chez ces roublards de libéraux. Mais en poussant à voix basse Kérénsky vers le péché mortel qu'il aspirait sans leur aide à commettre de toutes ses forces, les leaders du Comité exécutif lui refusaient une sanction officielle. Car l'Exécutif s'était déjà prononcé, comme le rappelait Soukhanov à Kérénsky, et il n'était pas « sans danger » de poser encore la question devant le Soviet qui pourrait simplement répondre : « Le pouvoir doit appartenir à la démocratie soviétique. » Tel est, littéralement, le récit de Soukhanov lui-même, invraisemblable combinaison de naïveté et de cynisme. L'inspireur de toute la comédie sacrée du pouvoir reconnaît ouvertement que, dès le 2 mars, le Soviet de Pétrograd était disposé en faveur d'une prise formelle du pouvoir qui lui appartenait de fait depuis le soir du 27 février, et que c'était seulement derrière le dos des ouvriers et des soldats, à leur insu et contre leur volonté effective, que les leaders socialistes pouvaient exproprier le pouvoir au profit de la bourgeoisie. Le marché conclu entre les démocrates et les libéraux acquiert, dans le récit de Soukhanov, toutes les apparences juridiques nécessaires d'un crime contre la Révolution, savoir d'une conspiration secrète contre le pouvoir et les droits du peuple.

Au sujet de l'impatience de Kérénsky, les dirigeants du Comité exécutif chuchotaient entre eux qu'il n'était point décent à un socialiste d'accepter officiellement une parcelle du pouvoir des mains des hommes de la

Douma qui venaient tout juste de recevoir l'autorité entière des mains des socialistes. Mieux valait que Kérenksy fit cela sous sa responsabilité personnelle. En vérité, ces messieurs, par quelque infailible instinct, trouvaient à chaque situation l'issue la plus embrouillée et fausse que possible. Mais Kérensky ne voulait pas entrer dans le gouvernement avec un veston de député radical ; il lui fallait la toge d'un plénipotentiaire de la Révolution victorieuse. Pour ne point tomber sur des résistances, il ne demandait ni la sanction du parti dont il s'était proclamé membre, ni celle du Comité exécutif où il comptait comme vice-président. Sans prévenir les dirigeants, à la séance plénière du Soviet qui représentait encore en ces jours-là un meeting chaotique, il demanda la parole pour une déclaration d'urgence et, dans un discours que les uns caractérisent comme confus, les autres comme hystérique, — en quoi d'ailleurs il n'y a point de contradiction, — il réclama pour lui la confiance, parla de son entière détermination à mourir pour la Révolution et de sa décision encore plus immédiate de prendre le portefeuille de ministre de la Justice. Il suffit qu'il mentionnât la nécessité d'une complète amnistie politique et de la mise en jugement des hauts dignitaires du tsar pour qu'il suscitât une tempête d'applaudissements dans une assemblée inexpérimentée que personne ne dirigeait. « Cette farce, dit Chliapnikov dans ses souvenirs, provoqua chez maintes personnes une profonde indignation et de l'aversion pour Kérensky. » Mais nul ne lui répliqua : ayant transmis le pouvoir à la bourgeoisie, les socialistes, comme le sait le lecteur, évitaient de soulever cette question devant la masse. Il n'y eut point de vote. Kérensky décida d'interpréter les applaudissements comme un mandat de confiance. A sa manière, il avait

raison. Le Soviet était indubitablement partisan de l'entrée des socialistes dans le ministère, voyant en cela un pas vers la liquidation du gouvernement bourgeois avec lequel il ne s'accordait pas une minute. Quoi qu'il en soit, ayant renversé la doctrine officielle du pouvoir, Kérensky accepta, le 2 mars, le poste de ministre de la Justice. D'après l'octobriste Chidlovsky, « il fut très content de sa nomination et je me rappelle parfaitement que, dans le local du Comité provisoire, allongé dans un fauteuil, il se flattait avec ardeur de porter sur un piédestal inaccessible la Justice en Russie ». Ce que Kérensky montra effectivement, quelques mois plus tard, dans le procès contre les bolchéviks.

Le menchévik Tchkhéidzé auquel les libéraux, se guidant sur un calcul trop simpliste et sur la tradition internationale, voulurent, à un moment difficile, imposer le ministère du Travail, se récusa catégoriquement et resta président du Soviet des députés. Moins brillant que Kérensky, Tchkhéidzé était néanmoins fait d'une étoffe plus solide.

L'axe du Gouvernement provisoire fut, quoique sans être formellement son chef, Milioukov, incontestable leader du parti cadet. « Milioukov était, généralement, d'autre taille que ses collègues de Cabinet, — écrivait Nabokov après avoir rompu avec Milioukov lui-même, — en tant que force intellectuelle, en tant qu'individu aux connaissances innombrables, presque inépuisables et d'esprit large. » Soukhanov qui fit retomber sur la personnalité de Milioukov la responsabilité de la chute du libéralisme russe écrivait eu même temps : « Milioukov était alors la figure centrale, l'âme et le cerveau de tous les cercles politiques bourgeois... Sans lui, il n'y aurait eu aucune politique bourgeoise dans la première période de la Révolution. » Si

excessifs que soient ces jugements, ils notent l'indiscutable supériorité de Milioukov à l'égard des autres politiciens de la bourgeoisie russe. Sa force consistait en ce qui faisait aussi sa faiblesse : il exprimait plus pleinement et plus parfaitement que d'autres, dans le langage de la politique, le sort de cette bourgeoisie, c'est-à-dire son incapacité historique. Si les menchéviks déploraient que Milioukov eût ruiné le libéralisme, on pourrait dire plus justement que le libéralisme ruina Milioukov.

En dépit d'un néoslavisme réchauffé par lui dans des desseins impérialistes, Milioukov restait toujours un partisan bourgeois de l'Occident. Il considérait comme le but de son parti le triomphe en Russie de la civilisation européenne. Mais, de plus en plus, il redoutait les voies révolutionnaires par lesquelles avaient passé les peuples occidentaux. C'est pourquoi son occidentalisme se ramena à une impuissante envie à l'égard de l'Occident.

La bourgeoisie anglaise et la bourgeoisie française avaient édifié une nouvelle société à leur image. La bourgeoisie allemande vint plus tard et elle dut longtemps se contenter d'une bouillie d'avoine philosophique. Les Allemands ont inventé le mot « *Weltanschauung* » (vision du monde) qui n'existe ni chez les Anglais, ni chez les Français : tandis que les nations occidentales créaient un nouveau monde, les Allemands le contemplaient. Mais la bourgeoisie allemande, déficiente dans l'action politique, créa la philosophie classique, — et ce n'est pas un mince apport. La bourgeoisie russe vint encore plus tard : Il est vrai qu'elle traduisit le mot allemand « *Weltanschauung* » en russe, même en plusieurs variantes, mais elle n'en démontra que plus clairement, avec son impuissance politique, sa mortelle indigence

philosophique. Elle importait les idées de même que la technique après avoir établi pour cette dernière de hauts tarifs douaniers et pour les premières la quarantaine de la peur. C'est à de tels traits de caractère de sa classe que Milioukov était appelé à donner une expression politique.

Ancien professeur d'histoire à Moscou, auteur d'importants ouvrages scientifiques, puis fondateur du parti cadet où fusionnèrent l'union des propriétaires libéraux et l'union des intellectuels de gauche, Milioukov était absolument exempt de l'intolérable dilettantisme politique, partiellement seigneurial, partiellement intellectuel, qui caractérise la majorité des politiciens libéraux russes. Milioukov exerçait sa profession très sérieusement et cela suffisait à le mettre en valeur.

Les libéraux russes, jusqu'à 1905, se sentaient d'ordinaire gênés d'être des libéraux. Une teinte de populisme et, plus tard, de marxisme, fut longtemps pour eux l'indispensable couleur de protection. Cette capitulation honteuse, en fait peu profonde, d'assez larges cercles bourgeois, dont un certain nombre de jeunes industriels, devant le socialisme, exprimait le manque d'assurance intime d'une classe qui était survenue assez à temps pour ramasser des millions, mais trop tard pour prendre la tête de la nation. Des pères barbus, des moujiks et des boutiquiers enrichis, thésaurisaient sans réfléchir à leur rôle social. Les fils sortaient des universités en une période de fermentation prérévolutionnaire des idées et, lorsqu'ils essayaient de se trouver une place dans la société, ne s'empressaient pas à se mettre sous le drapeau du libéralisme, déjà usé par les pays avancés, déteint et tout couvert de reprises. Pendant un certain temps, ils abandonnèrent aux révolutionnaires une partie de leur âme et même une par-

celle de leurs revenus. Plus encore, ceci concerne les représentants des professions libérales : en nombre considérable, ils avaient passé, dans leurs jeunes années, par une période de sympathies socialistes. Le professeur Milioukov ne souffrit jamais de la rougeole du socialisme. Il était organiquement un bourgeois et ne s'en faisait pas honte.

Il est vrai qu'à l'époque de la première Révolution Milioukov n'avait pas encore tout à fait renoncé à l'espérance de s'appuyer sur les masses révolutionnaires, par l'intermédiaire des partis socialistes apprivoisés. Witte raconte qu'au moment où il formait son Cabinet constitutionnel, en octobre 1905, comme il demandait aux cadets de « couper la queue à la révolution », ceux-ci lui répliquèrent qu'ils ne pouvaient pas plus renoncer aux forces armées de la révolution que Witte à l'armée. Au fond, c'était déjà, dès lors, un chantage : pour se faire valoir, les cadets cherchaient à intimider Witte avec les masses qu'ils redoutaient eux-mêmes. Précisément d'après l'expérience de 1905, Milioukov constata que, si fortes que fussent les sympathies des groupes socialistes intellectuels, les véritables forces de la révolution, — les masses, — ne rendraient jamais leurs armes à la bourgeoisie et qu'elles seraient d'autant plus dangereuses pour celle-ci qu'elles seraient mieux armées. Ayant ouvertement proclamé que le drapeau rouge est un chiffon rouge, Milioukov en finissait avec un évident soulagement d'un roman qu'il n'avait en somme jamais commencé sérieusement.

La séparation de la dénommée « intelligentsia » et du peuple constituait un des thèmes traditionnels du journalisme russe, où les libéraux, contrairement aux socialistes, entendaient par « intelligentsia » toutes les personnes « instruites », c'est-à-dire les classes possé-

dantes. Dès lors que cet isolement se découvrit catastrophiquement devant les libéraux pendant la première Révolution, les idéologues des classes « instruites » vécurent comme dans l'attente perpétuelle d'un jugement dernier. Un des écrivains libéraux, un philosophe non lié par les conventions de la politique, exprima son appréhension des masses avec une violence forcenée qui rappelle la pensée réactionnaire épileptique de Dostoïevsky : « Quels que nous soyons, non seulement nous ne pouvons pas rêver d'une fusion avec le peuple, mais nous devons le craindre plus que toutes les exécutions du gouvernement et bénir ce pouvoir qui seul, au moyen de ses baïonnettes et de ses prisons, nous protège contre la fureur populaire. » Dans de telles dispositions politiques, les libéraux pouvaient-ils rêver de diriger une nation révolutionnaire ? Toute la politique de Milioukov est marquée du sceau du désespoir. Au moment de la crise nationale, le parti à la tête duquel il se trouve pense à éviter le coup et non à le porter.

Comme écrivain, Milioukov est pesant, prolix et lassant. De même comme orateur. Le décoratif n'est point dans son genre. Ce pourrait être un « plus » si l'avare politique de Milioukov n'avait pas si évidemment besoin d'être masquée, ou bien si, du moins, il avait eu l'abri objectif d'une grande tradition : mais il n'en avait même pas de petite. La politique officielle en France, quintessence de l'égoïsme et de la fourberie des bourgeois, a deux puissants soutiens : la tradition et la rhétorique. Multipliées l'une par l'autre, elles enveloppent d'un voile protecteur chaque politicien bourgeois, même un factotum aussi prosaïque du grand capital que Poincaré. Ce n'est pas de la faute de Milioukov si les prédécesseurs en pathétisme lui ont manqué et s'il a dû appliquer la politique de l'égoïsme

bourgeois sur la frontière de l'Europe et de l'Asie.

« A côté de sympathies pour Kérénsky, — lisons-nous dans les souvenirs du socialiste-révolutionnaire Sokolov, sur la Révolution de Février, — dès le début, il exista une grande antipathie, non dissimulée et étrange en son genre, à l'égard de Milioukov. Je ne comprenais pas et ne comprends pas encore pourquoi cet honorable politicien était si impopulaire. » Si les philistins avaient compris la cause de leur enthousiasme pour Kérénsky et de leur aversion pour Milioukov, ils auraient cessé d'être des philistins. Le bourgeois moyen n'aimait pas Milioukov parce que celui-ci exprimait dans un sens trop prosaïque et rassis, sans coloriage, l'essence politique de la bourgeoisie russe. A se regarder dans le miroir Milioukov, le bourgeois vit qu'il était insignifiant, cupide, poltron et, comme il arrive d'ordinaire, se fâcha contre son miroir.

Remarquant de son côté les grimaces de mécontentement du bourgeois libéral, Milioukov disait tranquillement, et avec assurance : « L'homme de la rue est bête. » Il parlait ainsi sans irritation, d'un accent presque caressant, désirant dire : si l'homme de la rue ne me comprend pas aujourd'hui, ce n'est pas un malheur, il comprendra plus tard. En Milioukov vivait cette profonde assurance que le bourgeois ne le trahirait pas, et, obéissant à la logique de la situation, se laisserait entraîner par lui, Milioukov, faute de toute autre issue. Et en effet : après l'insurrection de février, tous les partis bourgeois, même ceux de droite, suivirent le leader cadet, en l'invectivant parfois et même en le maudissant.

Il en était autrement d'un politicien démocrate de nuance socialiste, d'un quelconque Soukhanov. Ce n'était pas l'homme de la rue simplement, c'était, au

contraire, le politicien professionnel, suffisamment expert en son petit métier. « Intelligent », ce politicien ne le pouvait paraître, car il sautait trop aux yeux qu'un contraste continu existait entre ce que Soukhanov voulait et ce à quoi il arrivait. Mais il faisait le malin, embrouillait et ennuyait. Pour l'entraîner il fallait le tromper, non seulement en lui reconnaissant une entière indépendance, mais même en l'accusant d'abus dans le commandement, d'arbitraire. Cela le flattait et l'accommodait à son rôle de complaisance. C'est précisément dans un entretien avec ces malins du socialisme que Milioukov jeta sa phrase « l'homme de la rue est bête ». C'était une délicate flatterie : « il n'y a d'intelligents que vous et nous ». En réalité, Milioukov, précisément à ce moment, mettait l'anneau dans le nez à ses amis démocrates. Avec cet anneau, ils furent dans la suite rejetés.

L'impopularité personnelle de Milioukov ne lui permettait pas de prendre la tête du gouvernement : il se chargea des Affaires étrangères qui étaient sa spécialité déjà à la Douma.

Le ministre de la Guerre de la Révolution se trouva être le gros industriel de Moscou que l'on connaît déjà, Goutchkov, libéral en sa jeunesse avec des dispositions d'aventurier, puis homme de confiance de la haute bourgeoisie du temps de Stolypine, dans la période d'écrasement de la première Révolution. La dissolution des deux premières Doumas où dominaient les cadets amena le coup d'Etat du 3 juin 1907, visant à modifier le droit électoral au profit du parti de Goutchkov, parti qui dirigea ensuite les deux dernières Doumas, jusqu'à la Révolution. Quand, en 1911, à Kiev, on inaugura le monument de Stolypine qui avait été tué par un terroriste, Goutchkov, déposant une couronne, s'inclina

silencieusement jusqu'à terre : c'était un geste au nom d'une classe. A la Douma, Goutchkov se consacrait surtout aux questions de « puissance militaire » et, dans la préparation de la guerre, marchait de pair avec Milioukov. En qualité de président du Comité central des Industries de Guerre, Goutchkov groupa les industriels sous l'enseigne de l'opposition patriotique sans aucunement empêcher en même temps les dirigeants du bloc progressiste, dont Rodzianko, de « faire leur beurre » dans les fournitures militaires. Une recommandation de révolutionnaire était la demi-légende liée à son nom d'une préparation d'une révolution de Palais. L'ancien chef de la police affirmait en outre que Goutchkov « s'était permis dans des conversations privées au sujet du monarque, d'appliquer au nom de celui-ci une épithète au plus haut point outrageante ». C'est tout à fait vraisemblable. Mais Goutchkov, à cet égard, ne faisait pas exception. La pieuse tsarine haïssait Goutchkov, dispensait à son adresse de grossières insultes dans des lettres et exprimait l'espoir qu'il serait pendu « haut et court à un arbre ». D'ailleurs, à cette même fin, la tsarine avait plus d'un homme en vue. Quoi qu'il en soit, celui qui avait salué jusqu'à terre le bourreau de la première Révolution se trouva ministre de la Guerre dans la deuxième.

Comme ministre de l'Agriculture fut nommé le cadet Chingarev, médecin de province, devenu ensuite député à la Douma. Ses plus proches copartisans le considéraient comme une honnête médiocrité, ou, selon l'expression de Nabokov, comme « un intellectuel russe de province, fait à la mesure non de l'Etat mais d'un département ou d'un district ». Le radicalisme indéterminé des jeunes années de Chingarev avait pu depuis longtemps se corroder et le principal souci de cet homme

fut de montrer aux classes possédantes sa maturité d'homme d'Etat. Bien que l'ancien programme cadet parlât d'une « expropriation obligatoire des terres de propriétaires nobles d'après une juste estimation », aucun des possédants ne prenait ce programme au sérieux, surtout maintenant, pendant les années de l'inflation de guerre, et Chingarev voyait le principal de sa tâche à différer la solution du problème agraire, en donnant aux paysans de l'espoir, avec le mirage d'une Assemblée constituante que les cadets ne voulaient pas convoquer. Sur la question de la terre et sur celle de la guerre, la Révolution de Février devait se casser le cou. Chingarev l'y aida tant qu'il put.

Le portefeuille des Finances échut à un jeune homme nommé Téréchtchenko. D'où l'a-t-on tiré ? se demandait-on avec surprise au Palais de Tauride. Les personnes renseignées expliquaient que c'était un propriétaire de raffineries sucrières, de domaines, de forêts et d'autres richesses incalculables, estimées à 80 millions de roubles-or, le président du Comité des Industries de Guerre de Kïev, prononçant bien le français et, de plus, connaisseur en ballets. On ajoutait, significativement, que Téréchtchenko, en qualité de confident de Goutchkov, avait presque participé au grand complot qui devait obtenir la déposition de Nicolas II. La Révolution qui gêna le complot aida Téréchtchenko.

Pendant les cinq journées de février, alors que, dans les rues gelées de la capitale, se déroulaient des combats révolutionnaires, devant nous a passé plusieurs fois l'ombre d'un libéral né d'une famille de dignitaires, fils de l'ancien ministre du tsar Nabokov, figure presque symbolique en la correction de son amour-propre et en son égoïsme rassis. Les journées décisives de l'insurrection, Nabokov les passa entre les quatre murs d'une

chancellerie ou en famille, « dans une expectative ahurie et anxieuse ». Maintenant, devenu secrétaire d'Etat du Gouvernement provisoire, il était en fait ministre sans portefeuille. Dans l'émigration, à Berlin où l'abattit d'une balle insensée un garde-blanc, il laissa des notes non dépourvues d'intérêt sur le Gouvernement provisoire. Portons ce mérite à son compte.

Mais nous avons oublié de nommer le premier ministre, que, d'ailleurs, tous oublièrent aux moments les plus sérieux de son éphémère primauté. Le 2 mars, recommandant le nouveau gouvernement au meeting du Palais de Tauride, Milioukov désigna le prince Lvov comme « l'incarnation des milieux sociaux russes persécutés par le régime tsariste ». Plus tard, dans son *Histoire de la Révolution*, Milioukov note prudemment qu'à la tête du gouvernement fut placé le prince Lvov, « personnellement peu connu de la majorité des membres du Comité provisoire ». L'historien tente ici de libérer le politicien de sa responsabilité pour ce choix. En réalité, le prince comptait depuis longtemps au parti cadet, dans son aile droite. Après la dissolution de la I^{re} Douma, en la fameuse séance des députés à Vyborg qui adressèrent à la population l'appel rituel du libéralisme offensé, — « ne pas payer les impôts » — le prince Lvov, présent, ne signa pas le manifeste. Nabokov rappelle dans ses souvenirs que, dès son arrivée à Vyborg, le prince tomba malade et que son indisposition était « attribuée à l'émotion dans laquelle il se trouvait ». Selon toute apparence, le prince n'était pas fait pour des secousses révolutionnaires. Extrêmement modéré, le prince Lvov, en vertu d'une indifférence politique qui ressemblait à de la largeur de vues, supportait dans toutes les organisations à la tête desquelles il se trouva un grand nombre d'intellectuels de gauche, d'anciens révolution-

naires, de patriotes socialistes embusqués. Ils ne travaillaient pas plus mal que les autres fonctionnaires, ne volaient point et, en même temps, créaient au prince une apparence de popularité. Prince, riche et libéral, cela en imposait au bourgeois moyen. C'est pourquoi le prince Lvov était indiqué comme premier ministre dès le temps du tsar. Si l'on résume ce qui vient d'être dit, il faudra reconnaître que le chef du gouvernement de la Révolution de Février représentait un vide patent, quoique sérénissime. Rodzianko aurait eu, en tout cas, plus de coloris.

L'histoire légendaire de l'Etat russe commence par une chronique racontant que des envoyés des peuplades slaves seraient venus prier des princes scandinaves et leur dire : « venez nous posséder et être nos princes ». Les misérables représentants de la démocratie socialiste ont transformé la légende historique en geste, non au IX^e siècle, mais au XX^e, avec cette différence qu'ils s'adressèrent non aux princes d'outre-mer, mais aux princes du pays. Ainsi, en résultat de l'insurrection des ouvriers et des soldats, se trouvèrent au pouvoir plusieurs propriétaires et industriels extrêmement riches, qui n'étaient remarquables absolument en rien, des dilettantes de la politique dépourvus de programme, ayant à leur tête un prince qui ne supportait pas les troubles.

La composition du gouvernement fut agréée avec satisfaction par les ambassades alliées, dans les salons bourgeois et bureaucratiques et dans les plus larges milieux de la moyenne et partiellement de la petite bourgeoisie. Le prince Lvov, l'octobriste Goutchkov, le cadet Milioukov — ces noms étaient d'une sonorité tranquillissante. Peut-être le nom de Kérénsky obligeait-il les Alliés à faire la grimace, mais il ne les effrayait

pas. Les plus perspicaces comprenaient ceci : il y a tout de même une révolution dans le pays ; avec un limonier aussi sûr que Milioukov, un sémillant cheval de volée ne peut être qu'utile. Ainsi devait raisonner l'ambassadeur de France Paléologue qui aimait les métaphores russes.

Chez les ouvriers et les soldats, la composition du gouvernement engendra immédiatement des sentiments d'hostilité ou bien, dans le meilleur cas, une sourde perplexité. Les noms de Milioukov ou de Goutchkov ne pouvaient susciter aucune acclamation ni à la fabrique, ni à la caserne. A cet égard se sont conservés de nombreux témoignages. L'officier Mstislavsky exprime la morose anxiété des soldats qui voyaient le pouvoir passer du tsar à un prince : était-ce la peine de verser du sang pour ça ? Stankévitch qui appartenait au cercle intime de Kérénsky, fit, le 3 mars, une tournée dans son bataillon de sapeurs, visitant une compagnie après l'autre, et recommandait le nouveau gouvernement que lui-même estimait le meilleur de tous les gouvernements possibles et dont il parlait avec une grande animation. « Mais, dans l'auditoire, on sentait un petit froid. » C'est seulement quand l'orateur nommait Kérénsky que les soldats « éclataient d'une véritable satisfaction ». Vers ce temps, l'opinion publique de la petite bourgeoisie dans la capitale était déjà arrivée à transformer Kérénsky en héros placé au centre de la Révolution. Les soldats, beaucoup plus que les ouvriers, voulaient voir en Kérénsky un contrepoids au gouvernement bourgeois et s'étonnaient seulement qu'il fût seul en cet endroit. Mais Kérénsky, loin d'être un contrepoids, était un complément, un camouflage, un décor. Il défendait les mêmes intérêts que Milioukov, mais avec des éclairs de magnésium.



Quelle fut la réelle constitution du pays avec l'institution du nouveau pouvoir ?

La réaction monarchiste s'était cachée dans des fissures. Dès que surgirent les premières eaux du déluge, les propriétaires de toute espèce et de toutes tendances se groupèrent sous le drapeau du parti cadet qui, du coup, se trouva le seul parti non socialiste et, en même temps, l'extrême-droite dans l'arène ouverte.

Les masses marchaient en presque totalité vers les socialistes qui se confondaient, dans leur opinion, avec les soviets. Non seulement les ouvriers et les soldats des formidables garnisons de l'arrière, mais le petit peuple bigarré des villes, artisans, camelots, petits fonctionnaires, cochers, garçons portiers, domestiques de toutes sortes, s'écartaient du Gouvernement provisoire et de ses bureaux, cherchaient un pouvoir plus proche, plus accessible. En nombre toujours plus grand se présentaient au Palais de Tauride des délégués des campagnes. Les masses affluaient dans les soviets comme sous des arcs de triomphe de la Révolution. Tout ce qui restait en dehors des soviets retombait en quelque sorte à l'écart de la Révolution et semblait appartenir à un autre monde. Il en était bien ainsi : en dehors des soviets restait le monde des possédants dont toutes les couleurs s'étaient immédiatement fondues en une seule nuance grisâtre-rose de protection.

Ce ne fut pas toute la masse laborieuse qui élut les soviets, elle ne s'éveilla pas toute d'un seul coup, ce ne furent pas tous les milieux opprimés qui osèrent aussitôt croire que la Révolution les concernait aussi. Nombreux étaient ceux en la conscience de qui ne se remuait, lourdement, qu'un espoir indistinct. Vers les soviets

se précipita tout l'actif des masses, et, en temps de révolution, plus que jamais, l'activité est victorieuse ; et comme l'activité des masses s'accroissait de jour en jour, la base des soviets s'élargissait constamment. Ce fut même la seule base réelle de la Révolution.

Au Palais de Tauride, il y avait deux moitiés : la Douma et le Soviet. Le Comité exécutif, au début, se resserrait dans d'étroits bureaux par lesquels passait un incessant torrent humain. Les députés de la Douma essayaient de se sentir maîtres de la situation dans leurs salles d'apparat. Mais les cloisons furent bientôt emportées par les grandes eaux de la Révolution. Malgré toute l'indécision de ses dirigeants, le Soviet s'élargissait irrésistiblement, tandis que la Douma était rejetée toujours plus dans l'arrière-cour. Le nouveau rapport de forces se frayait la voie de tous côtés.

Les députés au Palais de Tauride, les officiers dans leurs régiments, les généraux dans leurs états-majors, les directeurs et administrateurs dans les usines, les chemins de fer, les télégraphes, les propriétaires ou régisseurs de domaines, tous se sentirent, dès les premiers jours de la Révolution sous la malveillante et infatigable surveillance de la masse. Le Soviet était aux yeux de cette masse l'expression organisée de sa défiance à l'égard de tous ceux qui l'avaient opprimée. Les typos surveillaient jalousement le texte des articles composés, les cheminots contrôlaient avec inquiétude et vigilance les trains militaires, les télégraphistes apportaient une attention nouvelle à la lecture des télégrammes, les soldats s'interrogeaient entre eux du regard au moindre geste suspect d'un officier, les ouvriers expulsaient de l'usine le contremaître Cent-Noir et mettaient en observation le directeur libéral. La Douma, dès les premières heures de la Révolution, et le Gouvernement provisoire

dès les premiers jours devinrent un réservoir où affluaient les plaintes et griefs de la haute société, leurs protestations contre « les excès », leurs observations attristées, leurs sombres pressentiments.

« Sans la bourgeoisie nous ne pourrions nous saisir de l'appareil d'Etat », ratiocinait le petit bourgeois socialiste, jetant un coup d'œil effaré sur les établissements d'État d'où le squelette de l'ancien régime paraissait regarder de ses orbites creuses. L'issue trouvée fut que sur l'appareil décapité par la Révolution l'on colla à peu près une tête libérale. De nouveaux ministres s'installaient dans les ministères du tsar et, devenus maîtres des machines à écrire, des téléphones, des garçons-courriers, des sténo-dactylos et des fonctionnaires, se persuadaient de jour en jour que la machine tournait à vide.

Kérensky se rappela plus tard comment le Gouvernement provisoire « avait pris en mains le pouvoir au troisième jour de l'anarchie de toute la Russie, lorsque, sur toute l'étendue de la terre russe, non seulement il ne subsistait aucune autorité mais il n'y avait littéralement plus un seul sergent de ville ». Les soviets de députés ouvriers et soldats, qui dirigeaient de nombreux millions, des masses, n'entrent pas en compte : car enfin ils ne sont guère qu'un élément d'anarchie. Le pays est abandonné à lui-même, ce que caractérise la disparition de l'agent de police. En cette confession de celui des ministres qui était le plus à gauche est la clef de toute la politique du gouvernement.

Les places de gouverneurs de provinces furent occupées, sur décision du prince Lvov, par les présidents des directions départementales de zemstvos, lesquels ne se distinguaient pas tellement de leurs prédécesseurs ! En plus d'un cas, c'étaient de ces pro-

priétaires-féodaux qui considéraient même les gouverneurs de provinces comme des jacobins. En tête des districts se placèrent des présidents d'administration de district. Sous la dénomination toute nouvelle de commissaires, la population reconnaissait de vieux ennemis. « Les mêmes vieux popes, plus pompeusement dénommés », comme disait jadis Milton au sujet de la lâche Réforme des presbytériens. Les commissaires de provinces et de districts s'emparèrent des machines à écrire, des dactylos, des fonctionnaires au service des gouverneurs et chefs de police (ispravniks) pour bien constater que ceux-ci ne leur léguaient aucun pouvoir. La vie, dans les provinces et les districts, se concentra autour des soviets. La dualité du pouvoir passa ainsi de haut en bas. Mais, dans les localités, les dirigeants de soviets, les mêmes socialistes-révolutionnaires et menchéviks, agissaient plus simplement et ne rejetaient pas, — loin de là, — le pouvoir que leur imposaient toutes les circonstances. En résultat, l'activité des commissaires de province consistait principalement en plaintes sur l'absolue impossibilité d'exercer leurs pleins pouvoirs.

Le lendemain de la formation d'un ministère libéral, la bourgeoisie sentit que loin d'avoir acquis le pouvoir, elle l'avait perdu. Si fantastique qu'ait été l'arbitraire de la clique raspoutinienne jusqu'à l'insurrection, son pouvoir réel avait un caractère limité. L'influence de la bourgeoisie sur les affaires d'Etat était immense. La participation même de la Russie dans la guerre fut en grande mesure l'œuvre de la bourgeoisie plus que de la monarchie. Mais l'essentiel était en ceci que le pouvoir tsariste garantissait aux propriétaires leurs usines, terres, banques, immeubles, journaux, et, par conséquent, dans la question la plus vitale, était *leur* pouvoir. La

Révolution de Février modifia la situation dans deux directions contraires : il confia solennellement à la bourgeoisie les attributs extérieurs du pouvoir, mais, en même temps, lui enleva la portion de puissance réelle dont elle disposait avant la Révolution. Ceux qui, la veille, avaient servi dans l'Union des Zemstvos, où le prince Lvov était patron, et au Comité des Industries de Guerre où commandait Goutchkov, devinrent dès lors, sous la dénomination de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks, les maîtres de la situation dans le pays et sur le front, en ville et au village, nommèrent ministres Lvov et Goutchkov et, en cette occasion, leur posèrent des conditions comme s'ils les embauchaient en qualité de commis.

D'autre part le Comité exécutif, ayant créé un gouvernement bourgeois, ne pouvait nullement se décider, tel le dieu de la Bible, à déclarer que sa création était bonne. Au contraire, le Comité se hâta tout de suite d'agrandir la distance entre lui-même et son œuvre, affirmant qu'il se disposait à soutenir le nouveau pouvoir uniquement dans la mesure où celui-ci servirait fidèlement la Révolution démocratique. Le Gouvernement provisoire concevait parfaitement qu'il ne tiendrait pas même une heure sans l'appui de la démocratie officielle ! or, ce soutien ne lui était promis que comme prix de bonne conduite, c'est-à-dire pour la réalisation de tâches auxquelles il se sentait étranger, et dont la démocratie elle-même venait justement de décliner la solution. Le Gouvernement ne sut jamais dans quelles limites il pouvait manifester son pouvoir de demi-contrebande. Les dirigeants du Comité exécutif ne purent pas toujours le renseigner là-dessus d'avance, car il leur était aussi difficile de deviner la limite où éclaterait le mécontentement dans leur propre milieu,

comme reflet du mécontentement de la masse. La bourgeoisie faisait semblant d'avoir été trompée par les socialistes. D'autre part, les socialistes craignaient que, par leurs prétentions prématurées, les libéraux ne soulevassent seulement les masses, gâtant ainsi une situation qui n'était pas déjà si facile. « *Dans la mesure où... nous d'autant...* » — cette formule équivoque a marqué toute la période qui précède Octobre, devenant la formule juridique d'un mensonge interne au régime hybride de la Révolution de Février.

Pour agir sur le Gouvernement, le Comité exécutif élut une commission spéciale qu'il dénomma poliment, mais cocassement, « commission de contact ». L'organisation du pouvoir révolutionnaire fut ainsi officiellement bâtie sur les principes de l'exhortation mutuelle. Un écrivain mystique d'un certain renom, Mérejkovsky, trouva un précédent pour un pareil régime, mais seulement dans l'Ancien Testament : près des rois d'Israël se tenaient les prophètes. Mais les prophètes de la Bible, de même que le prophète du dernier Romanov, recevaient du moins l'inspiration directement des cieux, et les rois n'osaient pas y contredire : ainsi était assurée l'unité de pouvoir. Il en était tout autrement pour les prophètes du Soviet : ils vaticinaient seulement sous l'inspiration de leur propre pensée bornée. Cependant les ministres libéraux estimaient que rien de bon en général ne pouvait provenir du Soviet. Tchkhéidzé, Skobélev, Soukhanov et autres faisaient des démarches auprès du gouvernement et le persuadaient verbeusement de céder ! Les ministres répliquaient ; les délégués s'en retournaient au Comité exécutif ; lui imposaient la pression de l'autorité gouvernementale ; se remettaient en contact avec les ministres et... recommen-

çaient le même jeu. Ce moulin compliqué ne donnait pas de mouture.

A la commission de contact, tous se plaignaient. Goutchkov, particulièrement, se lamentait devant les démocrates au sujet des désordres provoqués dans l'armée par les tolérances du Soviet. Parfois, le ministre de la Guerre de la Révolution, « au sens propre et littéral... versait des larmes, ou, du moins, se frottait avec application les yeux de son mouchoir ». Il jugeait, non sans raison, que sécher les pleurs des oints du seigneur rentre directement dans les fonctions des prophètes.

Le 9 mars, le général Alexéiev, qui se trouvait à la tête du G.Q.G., télégraphiait au ministre de la Guerre : « Le joug allemand est proche si seulement nous nous montrons conciliants avec le Soviet. » Goutchkov lui répondait en termes très larmoyants : le gouvernement, hélas ! ne dispose pas du pouvoir réel, le Soviet détient les troupes, les chemins de fer, les postes, les télégraphes. « On peut dire nettement que le Gouvernement provisoire n'existe qu'autant que le permettra le Soviet. »

De semaine en semaine, la situation ne s'améliorait nullement. Lorsque le Gouvernement provisoire, au commencement d'avril, envoya des députés de la Douma au front, il leur intima, grinçant des dents, de ne manifester aucun désaccord avec les délégués du Soviet. Les députés libéraux se sentirent, pendant tout le voyage, comme placés sous escorte, mais comprenaient qu'autrement, quels que fussent leurs hauts pouvoirs, ils n'auraient pu non seulement se présenter devant les soldats mais même trouver leur place dans un wagon. Ce détail prosaïque dans les mémoires du prince Mansyrev complète admirablement la correspondance de Goutchkov avec le G.Q.G. sur le contenu

essentiel de la constitution de Février. Un homme d'esprit réactionnaire caractérisait non sans raison la situation ainsi : « L'ancien pouvoir est enfermé dans la forteresse Pierre-et-Paul, le nouveau est aux arrêts à domicile. »

Mais le Gouvernement provisoire n'avait-il pas d'autre soutien que l'équivoque appui des dirigeants du Soviet ? Où s'étaient fourrées les classes possédantes ? Une question bien fondée. Liées par leur passé avec la monarchie, elles se hâtèrent après le bouleversement de se regrouper sur un nouvel axe. Le Conseil de l'Industrie et du Commerce, représentant le capital unifié de tout le pays, dès le 2 mars, « s'inclina devant le haut fait de la Douma d'Empire » et se mit « à l'entière disposition » de son Comité. Les zemstvos et les municipalités s'engagèrent dans la même voie. Déjà, le 10 mars, le Conseil de la Noblesse unifiée, appui du trône, appelait, dans le pathétique langage de la lâcheté, tous les hommes russes « à serrer les rangs autour du Gouvernement provisoire, actuellement le seul pouvoir légal en Russie ». Presque en même temps, les institutions et les organes des classes possédantes commencèrent à condamner la dualité du pouvoir, attribuant la responsabilité des désordres aux soviets, d'abord prudemment, ensuite toujours plus hardiment. Derrière les patrons s'alignèrent les hauts employés, les unions des professions libérales, les fonctionnaires de l'Etat. De l'armée arrivaient des télégrammes fabriqués dans les états-majors, des manifestes et des résolutions du même genre. La presse libérale ouvrit une campagne « pour le pouvoir unique » qui, dans les mois suivants, prit le caractère d'un tir de barrage contre les leaders des soviets. Le tout ensemble avait un air extrêmement imposant. Le grand nombre d'institu-

tions, de noms connus, de résolutions, d'articles, le ton résolu, tout cela exerçait infailliblement une action sur les impressionnables dirigeants du Comité exécutif. Et, néanmoins, derrière cette menaçante parade des classes possédantes, il n'y avait pas de force sérieuse. — « Mais la force de la propriété ? » répliquaient aux bolchéviks les socialistes petits-bourgeois. La propriété est un rapport entre hommes. Elle représente une force énorme tant qu'elle jouit d'une reconnaissance générale qui a pour appui un système de coercition dénommé le Droit et l'Etat. Mais, la situation consistait précisément en ceci que l'ancien Etat s'était écroulé et que tout le droit ancien se trouvait placé pour les masses sous un point d'interrogation. Dans les usines, les ouvriers se voyaient de plus en plus patrons, — et le patron un hôte mal venu. Il y avait encore moins d'assurance chez les propriétaires ruraux, face à face avec les moujiks sombres et hostiles, loin d'un pouvoir à l'existence duquel les maîtres de domaines, à cause de la distance, avaient d'abord cru. Mais les propriétaires, ayant perdu la possibilité de disposer de leurs biens et même de les sauvegarder, cessaient d'être de véritables propriétaires et devenaient de simples habitants fortement secoués qui ne pouvaient, de nulle manière, accorder une aide à leur gouvernement, car ils avaient surtout besoin eux-mêmes d'être aidés par lui. Ce fut de très bonne heure qu'ils commencèrent à maudire le gouvernement pour sa faiblesse. Mais, en maudissant le gouvernement, ils ne s'en prenaient qu'à leur propre sort.

Pendant ce temps, l'action conjuguée du Comité exécutif et du Conseil des Ministres sembla prendre pour tâche de démontrer que l'art de diriger en temps de Révolution consiste à perdre du temps en nombreuses

paroles. Chez les libéraux, c'était l'affaire d'un calcul conscient. D'après leur ferme conviction, tous les problèmes devaient être remis à plus tard, sauf celui du serment de fidélité à l'Entente.

Milioukov donna connaissance à ses collègues des traités secrets. Kérénsky fit mine de n'avoir pas entendu. De toute évidence, seul, le haut procureur du saint-Synode, un Lvov riche en imprévus, homonyme du premier ministre, mais non prince, s'indigna violemment et même déclara les traités « dignes de bandits et de filous », par quoi il provoqua indubitablement un sourire indulgent de Milioukov (« l'homme de la rue est bête ») et la proposition de passer simplement à l'ordre du jour. La déclaration officielle du gouvernement promettait la convocation de l'Assemblée constituante dans le plus court délai, lequel délai, pourtant, n'était pas, intentionnellement, fixé. Il n'était point question de la forme de l'Etat : le gouvernement espérait encore restaurer le paradis perdu de la monarchie. Mais en réalité la déclaration consistait en l'obligation de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire et « de remplir inmanquablement les conventions signées avec les Alliés ». En ce qui concernait le plus terrible problème de l'existence populaire, la révolution avait eu lieu seulement, semblait-il, pour déclarer : tout reste comme par le passé. Comme les démocrates donnaient à la reconnaissance du nouveau pouvoir par l'Entente une signification mystique : — le petit commerçant n'est rien tant qu'une banque ne l'a pas reconnu solvable, — le Comité exécutif encaissa en silence la déclaration impérialiste du 6 mars. « Pas un organe officiel de la démocratie, — déclarait un an plus tard Soukhanov, d'un ton désolé, — ... ne réagit publiquement devant l'acte du Gouvernement provisoire qui déshonora notre

révolution dès sa naissance aux yeux de l'Europe démocratique. »

Le 8 sortit enfin du laboratoire ministériel un décret d'amnistie. A ce moment, les portes des prisons avaient déjà été ouvertes dans tout le pays par le peuple, les déportés politiques rentraient dans un immense courant de meetings, d'enthousiasmes, de musiques militaires, de discours et de fleurs. Le décret eut le retentissement d'un écho tardif des chancelleries. Le 12 fut proclamée l'abrogation de la peine de mort. Quatre mois plus tard, la même peine fut rétablie pour les soldats. Kérensky avait promis d'élever la justice à une hauteur inconnue. Dans un accès de zèle, effectivement, il fit admettre une proposition du Comité exécutif préconisant l'admission de représentants des ouvriers et des soldats comme membres des justices de paix. Ce fut la seule mesure par laquelle on sentit battre le cœur de la Révolution, mesure qui provoqua par conséquent l'épouvante de tous les eunuques de la Justice. Mais là s'arrêtèrent les frais. Un homme qui occupait, auprès de Kérensky, un poste élevé dans le ministère, l'avocat Démianov, « socialiste » lui aussi, décida, d'après ses propres termes, de s'en tenir au principe du maintien en place de tous les anciens fonctionnaires : « la politique du gouvernement révolutionnaire ne doit vexer personne sans nécessité ». Ce fut essentiellement la règle de tout le Gouvernement provisoire qui craignait par-dessus tout d'offenser quelqu'un parmi les classes dirigeantes, même la bureaucratie tsariste. Non seulement les juges, mais même les procureurs du tsar restèrent en place. Bien entendu, les masses pouvaient s'en fâcher. Mais cela, c'était l'affaire des soviets : les masses n'entraient pas dans l'horizon du gouvernement.

Une sorte de souffle d'air frais venait seulement

d'un personnage déjà nommé, le haut-procureur à tempérament Lvov, qui faisait des rapports officiels sur les « idiots et les coquins » installés au très-saint Synode. Les ministres n'écoutaient pas sans s'en alarmer ces savoureuses appréciations, mais le Synode restait une institution d'Etat, comme l'orthodoxie une religion d'Etat. La composition même du Synode fut conservée : la Révolution ne doit se disputer avec personne.

Et continuèrent à tenir des séances, ou, du moins, à toucher leurs honoraires, les membres du Conseil d'Etat, fidèles serviteurs de deux ou trois empereurs. Ce fait prit bientôt une signification symbolique. Dans les usines et les casernes, on protestait bruyamment. Le Comité exécutif s'agitait. Le gouvernement employa deux séances à discuter du sort et des honoraires des membres du Conseil d'Etat, et ne put aboutir à aucune décision. Oui, comment inquiéter d'honorables personnages, parmi lesquels, d'ailleurs, un certain nombre de bonnes connaissances.

Les ministres raspoutiniens étaient encore en forteresse, mais le Gouvernement provisoire s'empressa de leur fixer des pensions. Cela prenait le ton ou d'une raillerie, ou d'une voix de l'autre monde. Mais le gouvernement ne voulait pas se brouiller avec ses prédécesseurs, ceux-ci fussent-ils incarcérés.

Les sénateurs continuaient à somnoler dans leurs uniformes chamarrés, et quand le sénateur de gauche Sokolov, récemment élevé à cette dignité par Kérénsky, osa se présenter en redingote noire, il fut tout simplement expulsé de la séance : les sénateurs du tsar n'avaient pas peur de se brouiller avec la Révolution de Février lorsqu'ils se convinrent que le gouvernement de cette Révolution n'avait point de dents.

Jadis, en Allemagne, Marx vit la cause de l'écroulement de la Révolution de Mars en ceci que le mouvement avait « seulement réformé le plus haut sommet politique tandis qu'il ne touchait nullement toutes les couches sous ce sommet, — la vieille bureaucratie, la vieille armée, les vieux juges, nés, éduqués et blanchis au service de l'absolutisme. » Les socialistes du type de Kérensky ont cherché le salut là où Marx voyait la cause de la perdition. Les marxistes menchéviks étaient avec Kérensky et non avec Marx.

Le seul domaine dans lequel le gouvernement montra de l'initiative et prit une allure révolutionnaire fut sa législation sur les sociétés par actions : un décret de réforme fut promulgué dès le 17 mars. Les restrictions nationales et confessionnelles ne furent abrogées que trois jours plus tard. Dans la composition du gouvernement, il y avait un bon nombre de personnes qui, sous l'ancien régime, n'avaient guère souffert que des imperfections du système des sociétés par actions.

Les ouvriers exigeaient impatiemment la journée de huit heures. Le gouvernement fit semblant d'être sourd des deux oreilles. On était en temps de guerre, tout le monde devait se sacrifier pour la patrie. D'ailleurs, c'était l'affaire du Soviet de calmer les ouvriers.

Plus menaçante encore était la question de la terre. Là, il fallait faire au moins quelque chose. Harcelé par les prophètes, le ministre de l'Agriculture, Chingarev, prescrivit de créer des comités agraires locaux, sans déterminer, par circonspection, leurs fonctions et leurs tâches. Les paysans s'imaginèrent que les comités devaient leur remettre les terres. Les propriétaires de domaines estimaient que les mêmes comités devaient protéger leurs possessions. C'est ainsi que, dès le début, le régime de Février se sentit serré au cou par le nœud

du moujik, plus impitoyable que tous autres liens.

D'après la doctrine officielle, toutes les questions d'où sortit la Révolution étaient ajournées jusqu'à l'Assemblée Constituante. La volonté nationale pouvait-elle être prévenue par les irréprochables démocrates constitutionnels qui n'avaient pas réussi, hélas ! à la faire chevaucher par Michel Romanov ? La préparation de la future représentation nationale, entre temps, se faisait avec un tel sérieux bureaucratique et des lenteurs si calculées que l'Assemblée Constituante même tournait au mirage. C'est seulement le 25 mars, presque un mois après l'insurrection, — un mois de révolution ! — que le gouvernement décida de former, pour l'élaboration de la loi électorale, une encombrante Conférence spéciale. Mais cette assemblée ne s'ouvrit point. Dans son *Histoire de la Révolution*, constamment fautive, Milioukov déclare d'un ton confus qu'en résultat de diverses complications, « sous le premier gouvernement, l'œuvre de la Conférence spéciale ne fut pas entreprise ». Les complications rentraient dans la constitution de la commission et dans ses obligations. La tâche était de différer l'Assemblée Constituante jusqu'à des temps meilleurs : jusqu'à la victoire, jusqu'à la paix ou jusqu'aux calendes korniloviennes.

La bourgeoisie russe, venue trop tard au monde, haïssait mortellement la Révolution. Mais sa haine manquait de force. Elle devait rester sur l'expectative et manœuvrer. N'ayant pas la possibilité de renverser et d'étouffer la Révolution, la bourgeoisie comptait la prendre par voie d'extinction.

LA DUALITÉ DE POUVOIRS

EN quoi consiste la dualité de pouvoirs ? On ne peut manquer de s'arrêter sur cette question que nous n'avons pas trouvée élucidée dans les travaux d'histoire. Pourtant, la dualité de pouvoirs est un état particulier d'une crise sociale, caractéristique non point seulement de la Révolution russe de 1917, quoique marqué précisément le plus nettement en elle.

Des classes antagonistes existent toujours dans la société et la classe dépourvue de pouvoir s'efforce inévitablement de faire pencher à tel ou tel degré le cours de l'Etat de son côté. Cela ne signifie pourtant pas du tout que, dans la société, règne une dualité ou une pluralité de pouvoirs. Le caractère d'un régime politique est directement déterminé par le rapport des classes opprimées avec les classes dirigeantes. L'unité de pouvoir, condition absolue de la stabilité d'un régime, subsiste tant que la classe dominante réussit à imposer à toute la société ses formes économiques et politiques comme les seules possibles.

La domination simultanée des *junkers* et de la bourgeoisie, — que ce soit d'après la formule des Hohenzollern ou de la République, — ne constitue pas une dualité de pouvoirs, si violents que soient par moments les conflits entre les deux détenteurs du pouvoir : ils ont une commune base sociale, une scission dans l'appareil gouvernemental n'est point à redouter de

leurs dissensions. Le régime d'un double pouvoir ne surgit que sur un conflit irréductible des classes, n'est possible, par conséquent, qu'à une époque révolutionnaire et constitue un des éléments essentiels de celle-ci.

Le mécanisme politique de la révolution consiste dans le passage du pouvoir d'une classe à une autre. L'insurrection violente en elle-même s'accomplit habituellement en un court délai. Mais pas une classe historiquement définie ne s'élève d'une situation subalterne à la domination subitement, en une nuit, quand bien même ce serait une nuit de révolution. Elle doit déjà, la veille, occuper une position extrêmement indépendante à l'égard de la classe officiellement dominante ; bien plus, elle doit concentrer en elle les espoirs des classes et couches intermédiaires, mécontentes de ce qui existe, mais incapables d'un rôle indépendant. La préparation historique d'une insurrection conduit, en période pré-révolutionnaire, à ceci que la classe destinée à réaliser le nouveau système social, sans être encore devenue maîtresse du pays, concentre effectivement dans ses mains une part importante du pouvoir de l'Etat, tandis que l'appareil officiel reste encore dans les mains des anciens possesseurs. C'est là le point de départ de la dualité de pouvoirs dans toute révolution.

Mais ce n'est pas son unique aspect. Si une nouvelle classe portée au pouvoir par une révolution dont elle ne voulait point, est en réalité, une classe déjà vieille, historiquement attardée ; si elle a eu le temps de s'user avant d'être couronnée officiellement ; si, arrivant au pouvoir, elle tombe sur un antagoniste déjà suffisamment mûr et qui cherche à mettre la main sur le gouvernail de l'Etat, — l'équilibre instable du double pouvoir est remplacé, dans la révolution politique, par un autre équilibre, parfois encore moins stable. La victoire sur

« l'anarchie » du double pouvoir constitue, à chaque nouvelle étape, la tâche de la révolution, ou bien de... la contre-révolution.

La dualité de pouvoirs non seulement ne suppose pas mais, généralement, exclut le partage de l'autorité à parties égales et, en somme, tout équilibre formel des autorités. C'est un fait non constitutionnel, mais révolutionnaire. Il prouve que la rupture de l'équilibre social a déjà démoli la superstructure de l'Etat. La dualité du pouvoir se manifeste là où des classes ennemies s'appuient déjà sur des organisations d'Etat foncièrement incompatibles, — l'une périmée, l'autre se fermant, — qui, à chaque pas, se repoussent entre elles dans le domaine de la direction du pays. La part de pouvoir obtenue dans ces conditions par chacune des classes en lutte est déterminée par le rapport des forces et par les phases de la bataille.

Par sa nature même, une telle situation ne peut être stable. La société a besoin d'une concentration du pouvoir et, soit dans la classe dominante, soit, pour le cas présent, dans les deux classes qui se partagent la puissance, cherche irrésistiblement cette concentration. Le morcellement du pouvoir n'annonce pas autre chose que la guerre civile. Avant, pourtant, que les classes et les partis en rivalité se décident à cette guerre, surtout s'ils redoutent l'intervention d'une tierce force, ils peuvent se trouver contraints assez longtemps de patienter et même de sanctionner en quelque sorte le système du double pouvoir. Néanmoins, ce dernier explose inévitablement. La guerre civile donne au double pouvoir son expression la plus démonstrative, précisément territoriale : chacun des pouvoirs, ayant créé sa place d'armes retranchée, lutte pour la conquête du reste du territoire, lequel, assez

souvent, subit la dualité de pouvoirs sous la forme d'invasions alternatives des deux puissances belligérantes tant que l'une d'elles ne s'est pas définitivement affermie.

La Révolution anglaise du xvii^e siècle, précisément parce que c'était une grande Révolution qui bouleversa la nation de fond en comble, représente nettement les alternatives de dualité du pouvoir avec les violents passages de l'un à l'autre, sous l'aspect de la guerre civile.

D'abord, au pouvoir royal, appuyé sur les classes privilégiées ou les sommets des classes, aristocrates et évêques, s'opposent la bourgeoisie et les couches proches à elle des hobereaux. Le gouvernement de la bourgeoisie est le Parlement presbytérien qui s'appuie sur la City londonienne. La lutte prolongée de ces deux régimes se résoud par une guerre civile ouverte. Deux centres gouvernementaux, Londres et Oxford, créent leurs armées, la dualité des pouvoirs prend une forme territorialement, quoique, comme toujours dans une guerre civile, les limitations territoriales soient extrêmement instables. Le Parlement l'emporte. Le roi, fait prisonnier, attend son sort.

Il semblerait que se constituent les conditions du pouvoir unique de la bourgeoisie presbytérienne. Mais, avant encore que soit brisé le pouvoir royal, l'armée du Parlement se transforme en une force politique autonome. Elle rassemble dans ses rangs les indépendants, les petits bourgeois, artisans, agriculteurs, dévots et résolus. L'armée se mêle autoritairement à la vie sociale, non simplement en tant que force d'armées, non comme garde prétorienne, mais comme représentation politique d'une nouvelle classe opposée à la bourgeoisie aisée et riche. En conséquence, l'armée crée

un nouvel organe d'Etat qui se dresse au-dessus des chefs militaires : un conseil de députés soldats et officiers (« agitateurs »). Vient alors une nouvelle période de double pouvoir : ici, le parlement presbytérien, là, l'armée indépendante. La dualité du pouvoir conduit au conflit déclaré. La bourgeoisie se trouve impuissante à dresser contre l'« armée modèle » de Cromwell, — c'est-à-dire la plèbe en armes, — ses propres troupes. Le conflit se termine par l'épuration du parlement presbytérien à l'aide du sabre de l'indépendance. Du parlement reste une séquelle, la dictature de Cromwell s'établit. Les couches inférieures de l'armée, sous la direction des « levellers » (niveleurs), aile extrême-gauche de la Révolution, tentent d'opposer à la domination des hautes sphères militaires, des Grands de l'armée, leur propre régime, authentiquement plébéien. Mais le nouveau double pouvoir ne parvient pas à se développer : les « levellers », les basses couches de la petite bourgeoisie n'ont pas encore et ne peuvent avoir de voie indépendante dans l'histoire. Cromwell a tôt fait de régler leur compte à ses adversaires. Un nouvel équilibre politique, d'ailleurs loin de la stabilité, s'instaure pour un certain nombre d'années.

Du temps de la grande Révolution française, l'Assemblée constituante, dont l'épine dorsale se composait de l'élite du Tiers-Etat, concentrait en ses mains le pouvoir sans supprimer, pourtant, en totalité, les prérogatives du roi. La période de l'Assemblée constituante est celle d'une critique dualité de pouvoirs qui s'achève par la fuite du roi jusqu'à Varennes et n'est formellement liquidée qu'avec la proclamation de la République.

La première Constitution française (1791), construite sur la fiction de l'absolue indépendance des pou-

voirs législatif et exécutif vis-à-vis l'un de l'autre, dissimulait en fait, ou essayait de cacher au peuple une réelle dualité de pouvoirs : celui de la bourgeoisie, définitivement retranchée dans l'Assemblée nationale après la prise de la Bastille par le peuple, et celui de la vieille monarchie, encore étayée par la haute noblesse, le clergé, la bureaucratie et la caste militaire, sans parler d'espérances fondées sur une intervention étrangère. Dans les contradictions de ce régime se préparait son inévitable effondrement. Il n'y avait d'issue possible que dans l'anéantissement de la représentation bourgeoise par les forces de la réaction européenne, ou bien dans la guillotine pour le roi et la monarchie. Paris et Coblenze devaient se mesurer.

Mais, avant encore qu'on en soit arrivé à la guerre et à la guillotine, entre en scène la Commune de Paris, qui s'appuie sur les couches inférieures du Tiers-Etat de la capitale, et qui, de plus en plus crânement, dispute le pouvoir aux représentants officiels de la nation bourgeoise. Une nouvelle dualité de pouvoirs s'institue, dont nous relevons les premières manifestations dès 1790, lorsque la bourgeoisie grosse et moyenne est encore solidement installée dans l'administration et les municipalités. Quel frappant tableau, — et odieusement calomnié, — des efforts des couches plébéiennes pour monter d'en-bas, des sous-sols sociaux et des catacombes, et pénétrer dans l'arène interdite où des gens, portant perruque et culotte, réglaient les destinées de la nation. Il semblait que les fondations mêmes, foulées par la bourgeoisie cultivée, se ranimâssent et se missent en mouvement, que, de la masse compacte, surgissaient des têtes humaines, se tendaient des mains calleuses, retentissaient des voix rauques, mais viriles. Les districts de Paris, citadelles de la Révolution, vécurent de leur

propre vie. Ils furent reconnus, — il était impossible de ne pas les reconnaître ! — et se transformèrent en sections. Mais ils brisaient invariablement les cloisons de la légalité, et recueillaient un afflux de sang frais venu d'en-bas, ouvrant, malgré la loi, leurs rangs aux parias, aux pauvres, aux sans-culottes. En même temps, les municipalités rurales deviennent l'abri de l'insurrection paysanne contre la légalité bourgeoise qui protège la propriété féodale. Ainsi, sous une deuxième nation s'en lève une troisième.

Les sections parisiennes se dressèrent d'abord en opposition contre la Commune dont disposait encore l'honorable bourgeoisie. Par l'audacieux élan du 10 août 1792, les sections s'emparèrent de la Commune. Désormais, la Commune révolutionnaire s'opposa à l'Assemblée législative, puis à la Convention, lesquelles toutes deux, retardaient sur la marche et les tâches de la Révolution, enregistraient les événements mais ne les produisaient pas, car elles ne disposaient point de l'énergie, de la vaillance et de l'unanimité de cette nouvelle classe qui avait eu le temps de surgir du fond des districts parisiens et avait trouvé un appui dans les villages les plus arriérés. De même que les sections s'étaient emparées de la Commune, celle-ci, par une nouvelle insurrection, mit la main sur la Convention. Chacune de ces étapes était caractérisée par une dualité de pouvoirs nettement dessinée dont les deux ailes s'efforçaient d'établir une autorité unique et forte, la droite par la défensive, la gauche par l'offensive. Un besoin de dictature si caractéristique pour les révolutions comme pour les contre-révolutions procède des intolérables contradictions d'un double pouvoir. Le passage d'une de ces formes à l'autre s'accomplit par la voie de la guerre civile. Les grandes étapes de

la révolution, c'est-à-dire le transfert du pouvoir à de nouvelles classes ou couches sociales, ne coïncident d'ailleurs pas du tout avec les cycles des institutions parlementaires qui font suite à la dynamique de la révolution comme son ombre attardée. En fin de compte, la dictature révolutionnaire des sans-culottes fusionne, il est vrai, avec celle de la Convention, — mais de quelle Convention ? — d'une assemblée débarrassée, par la terreur, des Girondins qui, la veille, y prédominaient encore, diminuée, adaptée à la prépondérance d'une nouvelle force sociale. Ainsi, par les degrés d'un double pouvoir, la révolution française, durant quatre années, s'élève à son point culminant. A partir du 9 Thermidor, de nouveau par les degrés d'un double pouvoir, elle commence à descendre. Et, encore une fois, la guerre civile précède chaque retombée, de même qu'elle avait accompagné chaque montée. De cette façon, la société nouvelle cherche un nouvel équilibre de forces.

La bourgeoisie russe, combattant la bureaucratie raspoutinienne et collaborant avec elle, avait, au cours de la guerre, extraordinairement fortifié ses positions politiques. Exploitant les défaites du tsarisme, elle concentra entre ses mains, au moyen des unions de zemstvos et de municipalités et des Comités des Industries de Guerre, une grande puissance, elle disposait à son gré d'énormes fonds d'Etat et représentait en somme un gouvernement parallèle. Pendant la guerre, les ministres du tsar se plaignaient de voir le prince Lvov ravitailler l'armée, nourrir, soigner les soldats et même créer pour eux des installations de coiffeurs. « Il faut en finir ou bien lui remettre tout le pouvoir », disait, dès 1915, le ministre Krivochéine. Il n'imaginait pas que Lvov, dix-huit mois plus tard, obtiendrait « tout le pouvoir », non point des mains du tsar, mais

de celles de Kérénsky, de Tchkhéidzé et de Soukhanov. Pourtant, le lendemain même du jour où ceci s'accomplit, une nouvelle dualité de pouvoirs se manifesta : à côté du demi-gouvernement libéral de la veille, dès lors formellement légalisé, surgit un gouvernement non officiel, mais d'autant plus effectif, celui des masses laborieuses, en l'espèce des soviets. A partir de ce moment, la Révolution russe commence à s'élever à la hauteur d'un événement d'une signification historique mondiale.

En quoi, cependant, réside l'originalité de la dualité de pouvoirs de la Révolution de février ? Dans les événements des xvii^e et xviii^e siècles, la dualité des pouvoirs constitue chaque fois une étape naturelle de la lutte, imposée aux participants par un rapport temporaire de forces, et alors chacun des partis s'efforce de substituer à la dualité son pouvoir unique. Dans la Révolution de 1917, nous voyons comment la démocratie officielle, consciemment et avec préméditation, constitue un pouvoir double, se défendant de toutes ses forces d'accepter l'autorité pour elle seule. La dualité s'établit, à première vue, non par suite d'une lutte des classes pour le pouvoir, mais en résultat d'une « concession » bienveillante d'une classe à l'autre. Dans la mesure où la « démocratie » russe cherchait à se sortir de la dualité, elle ne voyait d'issue que dans son propre renoncement à l'autorité. C'est précisément ce que nous avons appelé le paradoxe de la Révolution de Février.

On pourrait peut-être trouver une certaine analogie dans la conduite de la bourgeoisie allemande, en 1848, à l'égard de la monarchie. Mais l'analogie n'est pas complète. La bourgeoisie allemande essayait, il est vrai, de partager coûte que coûte le pouvoir avec la monar-

chie sur les bases d'un accord. Mais la bourgeoisie n'avait pas la plénitude de l'autorité entre ses mains et ne voulait nullement la céder totalement à la monarchie. « La bourgeoisie prussienne possédait nominale-ment le pouvoir, pas une minute elle ne douta que les forces de l'ancien régime ne se missent sans arrière-pensée à sa disposition et ne se transformassent en partisans dévoués de sa propre toute-puissance. » (Marx et Engels.) La démocratie russe de 1917, possédant dès le moment de l'insurrection le pouvoir entier, s'efforça non simplement de le partager avec la bourgeoisie, mais de céder à celle-ci intégralement les affaires publiques. Cela signifie peut-être bien que, dans le premier quart du *xx^e* siècle, l'officielle démocratie russe était déjà arrivée à une décomposition politique plus grande que celle de la bourgeoisie libérale allemande au milieu du *xix^e*. C'est tout à fait dans l'ordre des choses, car c'est le revers de la montée effectuée en ces quelques lustres par le prolétariat qui avait pris la place des artisans de Cromwell et des sans-culottes de Robespierre.

Si l'on considère le fait plus profondément, le double pouvoir du Gouvernement provisoire et du Comité exécutif avait un caractère net de reflet. Le prétendant au nouveau pouvoir ne pouvait être que le prolétariat. S'appuyant sans assurance sur les ouvriers et les soldats, les conciliateurs étaient forcés de maintenir la comptabilité en partie double des tsars et des prophètes. Le double pouvoir des libéraux et des démocrates reflétait seulement un partage d'autorité non encore apparent entre la bourgeoisie et le prolétariat. Lorsque les bolchéviks évinceront les conciliateurs, à la tête des soviets, — cela dans quelques mois, — la dualité souterraine des pouvoirs se manifestera, et ce sera la veille

de la Révolution d'octobre. Jusqu'à ce moment, la Révolution vivra dans un monde de réfractions politiques. Déviant à travers les ratiocinations des intellectuels socialistes, la dualité de pouvoirs, étape de la lutte de classes, se transforma en idée régulatrice. C'est précisément par là qu'elle se plaça au centre de la discussion théorique. Rien ne se perd. Le caractère de reflet du double pouvoir de Février nous a permis de mieux comprendre les étapes de l'histoire où cette dualité apparaît comme un épisode de pléthore dans la lutte de deux régimes. C'est ainsi qu'une faible clarté lunaire, comme reflet, permet d'établir d'importantes conclusions sur la lumière solaire.

Dans l'infiniment plus grande maturité du prolétariat russe, par comparaison avec les masses urbaines des anciennes révolutions, résidait l'essentielle particularité de la Révolution russe, qui conduisit d'abord au paradoxe d'une dualité de pouvoirs à demi fantomatique, et ensuite empêcha la réelle dualité de se résoudre à l'avantage de la bourgeoisie. Car la question se posait ainsi : ou bien la bourgeoisie s'emparera effectivement du vieil appareil d'Etat, l'ayant remis à neuf pour servir ses desseins, et alors les soviets devront s'effacer ; ou bien les soviets constitueront la base du nouvel Etat, ayant liquidé non seulement l'ancien appareil, mais aussi la domination des classes qui s'en servaient. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires s'orientaient vers la première solution. Les bolchéviks vers la seconde. Les classes opprimées qui, selon Marat, n'avaient pas eu, jadis, assez de connaissances, ni d'expérience, ni de direction, pour mener leur œuvre jusqu'au bout, se trouvèrent, dans la Révolution du xx^e siècle, armées de ces trois manières. Les bolchéviks furent vainqueurs.

Un an après leur victoire, la même question, devant un autre rapport de forces, se posa de nouveau en Allemagne. La social-démocratie s'orientait vers l'établissement d'un pouvoir démocratique de la bourgeoisie et la liquidation des soviets. Luxembour et Liebknecht tenaient pour la dictature des soviets. Les social-démocrates l'emportèrent. Hilferding et Kautsky en Allemagne, Max Adler en Autriche proposaient de « combiner » la démocratie avec le système soviétique, en intégrant les soviets ouvriers dans la constitution. C'eût été transformer la guerre civile, potentielle ou déclarée, en une composante du régime de l'Etat. On ne saurait imaginer plus curieuse utopie. Son unique justification sur les territoires allemands serait peut-être dans une vieille tradition : les démocrates de Wurtemberg, en 1848, voulaient déjà une république présidée par le duc.

Le phénomène du double pouvoir, insuffisamment évalué jusqu'à présent, est-il en contradiction avec la théorie marxiste de l'Etat qui considère le gouvernement comme le comité exécutif de la classe dominante ? Autant dire : l'oscillation des cours sous l'influence de la demande et de l'offre contredit-elle à la théorie de la valeur basée sur le travail ? Le dévouement de la femelle qui défend son petit réfute-t-il la théorie de la lutte pour l'existence ? Non, dans ces phénomènes, nous trouvons seulement une combinaison plus complexe des mêmes lois. Si l'Etat est l'organisation d'une suprématie de classe et si la révolution est un remplacement de la classe dominante, le passage du pouvoir, des mains de l'une aux mains de l'autre, doit nécessairement créer des antagonismes dans la situation de l'Etat, avant tout sous forme d'un dualisme de pouvoirs. Le rapport des forces de classe n'est pas une grandeur mathéma-

tique qui se prête à un calcul à priori. Lorsque le vieux régime a perdu son équilibre, un nouveau rapport de forces ne peut s'établir qu'en résultat de leur vérification réciproque dans la lutte. Et c'est là la révolution.

Il peut sembler que cette digression théorique nous ait distraits des événements de 1917. En réalité, elle nous fait pénétrer au cœur du sujet. C'est précisément autour du problème de la dualité du pouvoir qu'évoluait la lutte dramatique des partis et des classes. C'est seulement du sommet de la théorie que l'on peut embrasser du regard cette lutte et la comprendre exactement.

APPENDICE AU CHAPITRE PREMIER

Des particularités du développement de la Russie

La question des particularités du développement historique de la Russie et, en fonction de ce problème, des destinées futures du pays, se posait à la base de tous les débats qui eurent lieu, de tous les groupements qui se formèrent chez les intellectuels russes durant le XIX^e siècle presque tout entier. « Slavophiles » et « *zapadniki* » (partisans des influences occidentales) donnaient au problème des solutions opposées mais également catégoriques. Puis se substituèrent à eux les « narodniki » (populistes) et les marxistes. Le « populisme », avant de s'être définitivement décoloré sous l'influence du libéralisme bourgeois, défendit longtemps et opiniâtrément l'idée d'une Russie évoluant dans une voie tout à fait originale, évitant par un chemin détourné le capitalisme. En ce sens, le « populisme » continuait la tradition des slavophiles, l'ayant toutefois épurée de ce qu'elle comportait d'esprit monarchiste, clérical et panslaviste, pour lui donner un caractère révolutionnaire-démocratique.

Au fond, la conception slavophile, en dépit de ses fictions réactionnaires, et la conception populiste, malgré tout ce qu'il y avait d'illusoire dans ses tendances démocratiques, n'étaient nullement de vaines spéculations ; elles s'appuyaient sur d'indubitables, et en outre, profondes particularités de l'évolution de la Russie, comprises seulement d'une façon unilatérale et inexactement appréciées. Dans sa lutte contre le populisme, le marxisme russe qui démontra l'identité des lois d'évolution pour tous les pays, tomba fréquemment dans des lieux communs dogmatiques, comme s'il avait envie de vider

l'enfant avec l'eau savonneuse de la baignoire. Cette inclination se manifeste particulièrement dans de nombreux ouvrages du bien connu professeur Pokrovsky.

En 1922, Pokrovsky s'attaqua aux conceptions historiques de l'auteur du présent livre, conceptions qui formaient la base de la théorie de la révolution permanente. Nous jugeons utile, du moins pour ceux des lecteurs qui s'intéressent non seulement à la marche dramatique des événements, mais aussi à la doctrine de la révolution, de citer ici quelques-uns des passages essentiels de notre réplique au professeur Pokrovsky, réplique publiée dans deux numéros de la *Pravda*, organe central du parti, le 1^{er} et le 2 juillet 1922.

Sur les particularités du développement historique de la Russie

Pokrovsky a publié, au sujet de mon livre « 1905 » un article — hélas, défavorable ! — montrant combien il est complexe d'*appliquer* les méthodes du matérialisme historique à la vivante histoire de l'humanité et à quelles banalités l'histoire est fréquemment ramenée par des hommes aussi profondément informés que Pokrovsky.

Le livre que Pokrovsky a critiqué avait pour objet immédiat de rechercher les bases historiques et la justification théorique du mot d'ordre : « conquête du pouvoir par le prolétariat » ; ce mot d'ordre étant opposé aussi bien à la formule d'une république démocratique bourgeoise qu'à celle d'un gouvernement démocratique ouvrier et paysan... Cette démarche de pensées suscita la plus grande indignation, du point de vue théorique, chez un bon nombre de marxistes, ou bien, plus exactement, chez leur écrasante majorité. Cette indignation fut traduite non seulement par les menchéviks, mais par Kaménev et l'historien bolchévik Rojkov. Voici quel était, dans l'ensemble, leur point de vue : la domination politique de la bourgeoisie doit précéder la domination politique du prolétariat ; la république démocratique bourgeoise doit, historiquement, être une longue école pour le prolétariat ; si l'on tente de sauter cette phase, on se jette

dans l'aventure ; du moment que la classe ouvrière, en Occident, n'a pas été capable de conquérir le pouvoir, comment le prolétariat russe s'assignerait-il une pareille tâche ? Etc., etc. Du point de vue d'un certain pseudo-marxisme qui se borne à de banales constatations historiques, à des analogies de pure forme, qui, dans les époques, ne consent à voir que la succession logique de rigides catégories sociales (féodalité, capitalisme, socialisme ; autocratie, république bourgeoise, dictature du prolétariat), — de ce point de vue, le mot d'ordre d'une conquête du pouvoir par la classe ouvrière en Russie devait sembler une monstrueuse renonciation au marxisme. Or, une estimation empirique, mais sérieuse, des forces socialistes qui s'étaient manifestées de 1903 à 1905 suggérait impérieusement qu'il y avait toute vitalité dans la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Était-ce là une particularité, ou n'en était-ce pas une ? Fallait-il tenir compte des profondes singularités de toute une évolution historique, ou bien les négliger ? Était-ce ainsi que le problème se posait pour le prolétariat de Russie, c'est-à-dire (n'en déplaise à Pokrovsky) pour le prolétariat du pays le plus arriéré de toute l'Europe.

Et en quoi la Russie était-elle arriérée ? Était-ce parce que, tardivement, elle reproduisait l'histoire des pays de l'Europe occidentale ? Dans ce cas, pouvait-on parler d'une conquête du pouvoir par le prolétariat russe ? Pourtant, ce pouvoir (permettons-nous de le rappeler), le prolétariat russe l'a conquis. Comment donc se présente la question ? Elle se pose ainsi : l'indubitable, l'incontestable retard de l'évolution russe, sous l'influence et la pression d'une culture occidentale plus élevée, n'aboutit point à une simple répétition du processus historique de l'Europe occidentale, mais détermine de profondes *particularités* qui doivent être isolément un sujet d'étude...

La profonde originalité de notre situation politique, qui amena la victorieuse révolution d'Octobre avant le début de toute révolution en Europe, procédait des particularités des rapports de forces qui existaient alors entre diverses classes et le pouvoir de l'Etat. Lorsque Pokrovsky et Rojkor discutaient

avec les populistes ou des libéraux, leur démontrant que l'organisation et la politique du tsarisme étaient déterminées par l'évolution économique et par les intérêts des classes possédantes, ils avaient raison dans l'essentiel. Mais quand Pokrovsky essaie de m'opposer cette même thèse, il vise tout simplement fort mal.

En résultat de notre *tardif* développement historique, dans l'encerclement des impérialismes, il s'est trouvé que notre bourgeoisie n'eut pas le temps de culbuter le tsarisme avant que le prolétariat ne fût devenu une force révolutionnaire autonome.

Or, pour Pokrovsky ne se pose même pas la question qui est pour nous le thème central de cette étude.

Pokrovsky écrit ceci : « Il est extrêmement séduisant de dessiner la Moscovie du xvi^e siècle sur le fond général des rapports qui existaient en Europe à cette époque. On ne saurait mieux réfuter un préjugé dominant jusqu'à ce jour, même dans les milieux marxistes, l'idée d'une base économique prétendue « primitive » sur laquelle se serait instaurée l'autocratie russe. » On lit plus loin : « Montrer cette autocratie dans ses véritables rapports historiques comme un des aspects du régime commercialo-capitaliste de l'Europe... — voilà une tâche non seulement extrêmement intéressante pour l'historien, mais d'une haute importance pour l'éducation des lecteurs : il n'y a pas de moyen plus radical pour en finir avec la légende d'un processus historique russe d'une « originalité particulière. » Pokrovsky, comme on voit, nie absolument le caractère primitif et arriéré de notre développement économique et, pour faire tant, relègue l'idée d'un original processus historique russe dans le domaine des légendes. Or, le point à marquer ici est que Pokrovsky se trouve complètement hypnotisé par le développement relativement important du commerce dans la Russie du xvi^e siècle, dont il a donné, de même que Rojkov, la démonstration. Il est difficile de comprendre comment Pokrovsky s'est laissé aller à une pareille erreur. D'après lui, l'on pourrait croire, en effet, que le commerce

est la base de la vie économique et en fixe la mesure indéniablement. L'économiste allemand Karl Bücher, il y a quelque vingt ans, essaya de trouver dans le commerce (voie intermédiaire entre le producteur et le consommateur) le critère de tout le développement économique. Strouvé, bien entendu, s'empressa d'introduire cette « découverte » dans la « science » économique russe. Du côté des marxistes, la théorie de Bücher rencontra, dès alors, une résistance tout à fait naturelle. Nous recherchons les critères du développement économique dans la production — technique et organisation sociale du travail — mais le chemin que parcourt un produit entre le producteur et le consommateur est considéré par nous comme un fait d'ordre secondaire dont il faut encore déceler les origines dans les conditions mêmes de la production.

La grande expansion, du moins en surface, du commerce russe au xvi^e siècle, s'explique, — si paradoxale que puisse sembler cette explication avec le critère des Bücher et des Strouvé — précisément par le caractère extrêmement primitif et arriéré de l'économie russe. En Europe occidentale, la cité était occupée par des corporations d'artisans et des guildes de marchands. Or, nos villes russes étaient avant tout des centres administratifs et militaires, par conséquent des centres de consommation et non de production. Les constitutions corporatives de l'artisanat en Occident s'élaborent à un niveau relativement élevé de l'évolution économique, alors que tous les processus essentiels de l'industrie transformatrice s'étaient dissociés de l'agriculture, avaient trouvé leur autonomie de métiers, avaient créé leurs organisations, fixé leur centre, la ville, marché (provincial, régional) limité dans les débuts, mais stable. A la base de la cité médiévale européenne, il existait donc une différenciation économique relativement élevée qui détermina de justes rapports entre le centre-cité et sa périphérie agricole. Or, notre retard économique se manifestait avant tout en ceci, que l'artisanat, ne se disjoignant pas de l'agriculture, en restait au stade des petits métiers ruraux (*koustari*). Ici, nous nous rapprochons plus de l'Inde que de l'Europe, de même que nos villes du

moyen-âge tenaient plus à l'Asie qu'à l'Europe, de même que notre autocratie, placée entre l'absolutisme des monarchies européennes et les despotes asiatiques, se rapprochait sous maints rapports, de ces derniers.

Considérant l'immensité des espaces que nous occupons et le peu de densité de la population (n'est-ce pas aussi une marque suffisamment objective de notre état arriéré ?), l'échange des produits était subordonné au rôle intermédiaire d'un capital commercial de la plus grande envergure. L'expansion de notre commerce était possible précisément parce que l'Occident, se trouvant à un bien plus haut degré d'évolution, avait des besoins complexes, envoyait ses intermédiaires, expédiait des marchandises et, de telle façon, donnait une impulsion au mouvement commercial chez nous, sur nos bases économiques toutes primitives et même considérablement barbares. Quiconque ne s'apercevrait pas de cette très importante particularité de notre développement historique n'aurait rien compris à l'ensemble de notre histoire.

J'ai eu un patron en Sibérie. Pendant deux mois, j'ai porté dans ses livres de comptabilité des pouds et des archines de marchandises. L'homme s'appelait Iakov Andréévitch Tchernykh. Cela ne se passait pas au xvi^e siècle, mais tout au début du xx^e. Mon patron jouissait d'une autorité presque illimitée dans le district de Kirensk, grâce à l'importance de ses opérations commerciales. Il achetait des fourrures aux Toungouses, prélevait des redevances sur les popes des cantons éloignés et rapportait des foires d'Irbit ou de Nijni-Novgorod des cotonnades ; mais son commerce principal était celui de la *vodka* (à cette époque, le monopole d'Etat n'existait pas encore dans le gouvernement d'Irkoutsk). Iakov Andréévitch ne savait pas lire, mais il était millionnaire (les rangées de « zéros » d'alors étaient d'un autre poids que celles d'aujourd'hui). La « dictature » qu'il exerçait, en tant que représentant du capital marchand, était incontestable. Quand il parlait des Toungouses, il ne pouvait dire autrement que « mes petits Toungouses ». Les villes de Kirensk, de Verkholensk, de Nijné-Ilimsk n'étaient que les lieux de résidence des

autorités policières, de marchands cossus vivant entre eux dans une dépendance hiérarchique, de petits fonctionnaires de tout ordre, et enfin d'un certain nombre de miteux artisans. Quant à des organisations de métiers constituant les bases vivantes d'une économie urbaine, je n'en trouvai point : ni corporations, ni fêtes corporatives, ni guides, quoique Iakov Andréévitch fût officiellement inscrit à la « 2^e guilde ». En vérité, cette tranche de vie prise dans la réalité sibérienne nous induit à comprendre les particularités historiques du développement de la Russie, beaucoup plus profondément que ne les expliquent les propos de Pokrovsky : les opérations commerciales de mon Iakov Andréévitch s'étendaient depuis le cours moyen de la Léna avec ses affluents du côté oriental jusqu'à Nijni-Novgorod et même jusqu'à Moscou. Peu nombreuses sont les firmes commerciales du continent européen qui pourraient indiquer sur la carte une pareille expansion de leurs affaires. Cependant, ce dictateur du négoce, qui faisait figure de potentat aux yeux des paysans sibériens, était la personnification la plus achevée, la plus convaincante de notre économie arriérée, barbare, primitive, au milieu d'une population clairsemée, dans une contrée où les bourgs et les villages s'éparpillent, à peine reliés par des chemins impraticables qui, au printemps et en automne, avec la fonte des neiges ou avec les pluies, se transforment en marécages, bloquant, pendant deux mois, districts, cantons et communes ; dans une contrée enfin où l'ignorance crasse s'avérait universelle, sans compter bien d'autres infériorités. Si Tchernykh, comme commerçant, put atteindre si haut, s'appuyant sur la barbarie qui régnait dans cette région de la Léna, ce fut grâce à la poussée de l'Occident, — en l'occurrence, de la vieille Russie, de la Moscovie, — qui entraînait à sa suite la Sibérie : une économie toute primitive de nomades s'accommoda les réveille matin que fabrique Varsovie.

Les corporations d'artisans constituaient au moyen âge la base de la culture urbaine, et celle-ci rayonnait sur les campagnes. La science médiévale, la scolastique, la Réforme

ont poussé sur le terrain des corporations d'artisans. Il n'y eut rien de pareil chez nous. Certes, des formations embryonnaires, des symptômes, des indices peuvent être signalés ; mais, en Occident, il ne saurait être question d'indices : il existait là une puissante formation économique et culturelle dont la base était dans les corporations. C'est là-dessus que s'érigait, au moyen âge, la cité européenne, c'est là-dessus que, croissant, elle entra en lutte avec l'Eglise et les grands féodaux et, contre ces derniers, prêta son aide à la monarchie. C'est encore la cité qui créa une technique, celle des armes à feu, condition première de la formation d'armées permanentes.

Où donc aurait-on trouvé chez nous des villes dont l'artisanat corporativement organisé eût rappelé, même de loin, ce qui existait en Europe occidentale ? Où donc voit-on que, chez nous, la cité aurait combattu le régime féodal ? Est-ce en luttant contre ce régime que la cité industrielle et marchande aurait jeté des bases favorables au développement de l'autocratie russe ? Aucune lutte de ce genre ne s'est produite chez nous, de par le caractère même de nos cités, de même qu'il n'y eut pas dans notre pays de Réforme religieuse. Est-ce là, oui ou non, une particularité ?

L'artisanat, chez nous, en est resté au stade des métiers villageois (*koustari*), c'est-à-dire qu'il ne s'est pas différencié de la classe agricole. La Réforme religieuse en est restée au stade de sectes paysannes, n'ayant pas trouvé de direction du côté des villes. Tout cela est primitif, arriéré : ce sont de criantes vérités.

Si le tsarisme se dressa en organisation d'Etat indépendante (relativement indépendante, répétons-le, dans les limites de la lutte des vives forces historiques sur le terrain de l'économie) ce ne fut pas avec le concours de puissantes cités s'opposant à de puissants féodaux ; ce fut, — malgré la complète pénurie industrielle de nos villes, — grâce à la débilité de la seigneurie féodale dans notre pays.

La Pologne, par sa structure sociale, marquait une transition entre la Russie et l'Occident, de même que la Russie

occupait une place intermédiaire entre l'Europe et l'Asie. Dans les villes polonaises, l'organisation corporative des métiers était déjà beaucoup plus connue que chez nous. Mais les cités polonaises ne s'élevèrent pas au point de réussir à seconder le pouvoir royal pour briser avec lui les féodaux. Le pouvoir de l'Etat resta directement sous la coupe de la noblesse. En résultat : complète impuissance de l'Etat et sa désagrégation.

Ce qui vient d'être dit du tsarisme concerne aussi le capital et le prolétariat : on ne comprend pas pourquoi Pokrovsky fulmine ses colères uniquement dans un premier chapitre qui traite du tsarisme. Le capitalisme russe ne s'est pas développé en partant de l'artisanat pour passer de la manufacture à la fabrique : et c'est de ce fait que le capital européen, d'abord sous la forme de capital commercial, puis sous forme de capital financier et industriel, est tombé sur nous en une période où l'artisanat russe, dans sa masse, ne s'était pas encore dissocié de l'agriculture. Il en provint chez nous l'apparition d'une industrie capitaliste toute moderne dans l'ambiance d'une économie toute primitive : telle usine belge ou américaine, mais, aux alentours, des hameaux, des villages bâtis en bois, couverts de chaume, que consumaient, chaque année, des incendies, et bien d'autres misères... Les éléments les plus surannés à côté des dernières réalisations européennes. De là le rôle énorme que joua le capital de l'Europe occidentale dans l'économie russe. De là la faiblesse politique de la bourgeoisie russe. De là la facilité avec laquelle nous avons eu raison de notre bourgeoisie. De là des difficultés qui surgirent lorsque la bourgeoisie européenne intervint dans nos affaires...

Mais que dire de notre prolétariat ? A-t-il passé par l'école médiévale des confréries d'apprentissage ? Existe-t-il chez lui des traditions corporatives séculaires ? Rien de pareil. On l'a jeté tout droit dans la fournaise dès qu'on l'eut enlevé à son araire primitif... De là l'absence de tradi-

tions conservatrices, l'absence de castes à l'intérieur même du prolétariat, la fraîcheur de l'esprit révolutionnaire ; de là, avec d'autres causes efficientes, Octobre et le premier gouvernement ouvrier qui ait existé dans le monde. Mais de là aussi l'analphabétisme, une mentalité arriérée, la déficience des habitudes d'organisation, l'incapacité de travailler systématiquement, le manque d'éducation culturelle et technique. Nous nous ressentons à chaque pas de ces infériorités dans notre économie et dans notre édification culturelle.

L'Etat russe se heurtait aux organisations militaires des nations occidentales dont les bases économiques, politiques et culturelles étaient plus élevées. De la même façon, le capital russe, dès ses premiers pas, se heurta au capitalisme beaucoup plus développé et plus puissant de l'Occident et fut assujéti par ce dernier. De la même façon, la classe ouvrière russe, dès ses premiers pas, trouva des instruments tout prêts, dus à l'expérience du prolétariat de l'Europe occidentale : théorie marxiste, syndicats, parti politique. Quiconque explique la nature et la politique de l'autocratie uniquement en fonction des intérêts des classes possédantes russes, celui-là oublie que, mis à part les exploités arriérés, moins riches et plus ignorants, qui existaient en Russie, le pays subissait l'exploitation d'Européens plus riches et plus puissants. Les classes possédantes en Russie avaient des conflits avec les classes possédantes d'Europe qui leur étaient tout à fait ou à demi hostiles. Ces conflits éclataient à travers les interventions de l'Etat. Or, l'Etat, c'était l'autocratie. Toute la structure et toute l'histoire de l'autocratie auraient été différentes si les villes européennes n'avaient pas existé, si l'Europe n'avait pas « inventé la poudre » (car cette invention n'est pas de nous), si la Bourse européenne n'avait pas agi.

En sa dernière période d'existence, l'autocratie n'était pas seulement l'organe des classes possédantes de Russie ; elle servait aussi la Bourse européenne pour l'exploitation de notre pays. Ce double rôle lui assurait encore une indépendance

très appréciable, qui se manifesta nettement, en 1905, lorsque la Bourse de Paris, pour soutenir l'autocratie, lui accorda un emprunt en dépit des protestations des partis de la bourgeoisie russe.

Le tsarisme se trouva battu dans la guerre impérialiste. Pourquoi ? Parce que le niveau de production qui lui servait de base était trop inférieur (« état primitif »). Sous le rapport de la technique militaire, le tsarisme s'efforçait de se tenir à la hauteur des derniers perfectionnements. Il y était aidé, de toutes façons, par des alliés plus riches et plus instruits. Grâce à cette assistance, le tsarisme disposa, pendant la guerre, des engins les plus parfaits. Mais il n'avait pas et ne pouvait avoir la possibilité de reproduire en les copiant ces engins, ni même de les transporter (de même qu'il n'arrivait pas à expédier les troupeaux humains) par voie ferrée ou par voie d'eau, avec toute la rapidité désirable. En d'autres termes, le tsarisme défendait les intérêts des classes possédantes de Russie dans la lutte internationale en s'appuyant sur une base économique plus primitive que celle de ses ennemis et de ses alliés.

Cette base économique fut exploitée par le tsarisme, pendant la guerre, sans ménagement, c'est-à-dire que le régime absorba le fonds et le revenu nationaux dans une proportion beaucoup plus grande que ne furent les ressources engagées par ses ennemis et alliés. Le fait est prouvé d'une part par le système des « dettes de guerre, d'autres part par la ruine complète de la Russie...

Toutes ces circonstances, qui, d'avance, devaient déterminer la Révolution d'Octobre, la victoire du prolétariat et des difficultés dans lesquelles celui-ci se trouverait ensuite, ne peuvent aucunement s'expliquer par les lieux communs de Pokrovsky.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
PRÉFACE	7
PARTICULARITÉS DU DÉVELOPPEMENT DE LA RUSSIE	17
LA RUSSIE TSARISTE ET LA GUERRE.....	36
LE PROLÉTARIAT ET LES PAYSANS.....	61
LE TSAR ET LA TSARINE.....	87
L'IDÉE D'UNE RÉVOLUTION DE PALAIS.....	104
L'AGONIE DE LA MONARCHIE.....	123
CINQ JOURNÉES.....	154
QUI DIRIGEA L'INSURRECTION RUSSE DE FÉVRIER.	203
LE PARADOXE DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER..	226
LE NOUVEAU POUVOIR.....	262
LA DUALITÉ DE POUVOIRS.....	296
Appendice au chapitre premier.....	309



CE VOLUME A ÉTÉ ACHEVÉ
D'IMPRIMER POUR LES ÉDITIONS
RIEDER, EN JANVIER 1933,
PAR L'IMPRIMERIE DES PRESSES
UNIVERSITAIRES DE FRANCE. —
VENDOME-PARIS

ŒUVRES **DE** **JEAN JAURÈS**

TEXTES RASSEMBLÉS, PRÉSENTÉS ET ANNOTÉS PAR
MAX BONNAFOUS

Ancien élève de l'École Normale Supérieure
Agrégé de Philosophie



Les Œuvres de Jean Jaurès formeront un ensemble d'une vingtaine de volumes. Pour cette publication, l'éditeur a préféré la méthode analytique à la méthode chronologique. M. Max Bonnafous a déterminé dans l'œuvre si diverse et si vaste de Jean Jaurès un certain nombre de grands "thèmes". A chaque thème correspondent un ou plusieurs volumes. Chaque volume forme, autant que possible, un tout et porte un titre particulier. Les volumes sont clairement divisés en chapitres. Des présentations de textes, des notes, des tables en rendent la lecture aisée.



Chaque volume, du format in-8° raisin, a de 400 à 460 pages. L'édition est tirée sur un papier d'alfa satiné, spécialement fabriqué par les Papeteries Navarre. Chaque volume est mis en vente au prix de 50 francs. Il est en outre tiré 50 exemplaires numérotés sur vélin d'Arches à la forme dont le prix, pour chaque volume, est de 100 francs.



On peut souscrire aux dix premiers volumes des Œuvres de Jean Jaurès soit en faisant un versement global de 420 francs payable à la souscription, soit au prix de 450 francs payable en un versement de 50 francs à la souscription, le solde à raison de 25 francs par mois jusqu'à complet paiement. Demandez aux Editions Rieder, les conditions complètes de souscription.

LES EDITIONS RIEDER, PARIS

Prix : 20 francs